IE IONDE N° 315 - 27' année Algérie: 6.00 DA Cunada: 1.913c. Expargre: 125 D. Expargre: 1

année JUIN I

Les contradiction au sein de l'alliance atlantique

(Pages 5 à 7.

Myopie

Par CLAUDE JULIEN

LUS menaçante devient la situation internationale, et plus les pays atlantiques tirent à hue et à dia. L'Angleterre ayant refusé d'appliquer, dans toute leur rigueur, les sanctions contre l'Iran, la département d'État américain est fondé à déplorer cette mise en cause de la « cohésion » de l'alliance. De même, après la rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnav à Varsovie, M. Edmund Muskie a quelque raison d'émattre des critiques courtoises avant de rappeler que « la confiance mutuelle est essentielle à l'unité d'action quec nos alliès ».

Rarement les dangers de guerre aurant été évoqués avec autant d'insistance, rarement les tiroillements entre alliés se seront manifestés avec une telle astentation. Voilà trois décennies, l'Europe serroit les rangs autour des Etats-Unis, alors que le rapport de force était défavorable à l'Union soviétique. Or, voici qu'à l'heure de la parité nucléaire, au moment où l'U.R.S.S. marque des points, les alliés accidentaux évoluent en ardre dispersé. Irresponsabilité des hommes au pouvoir ? Invoqué notamment à propos des Etats-Unis et de la France, l'argument est par trop simpliste. Le mal paraît plus profond. He ne cédera pas devant les exhortations à la « cohésion » et à la « confiance ».

Ou prennent donc naissance les forces centrifuges qui croquellent l'édifice occidental? Pendant la période dita de « guerre froide », la seule évocution de la menace soviétique, parfois surestimée, suffisait à colmater les brèches; mais calles-ci n'ont cessé de s'élargir dans les illusions de la « détente » alors que l'U.R.S.S. renforçait son arsenal et étendait sa zone d'influence. Au moment où, non sous légèreté, l'Occident constate la « fin des idéologies », la « socialisme » pousse ses ramifications dans l'hémisphère sud. Dévalué et défiguré chez ceux qui s'en réclament, soumis à de fortes contradictions, il progresse à la fois géographiquement et en puissance stratégique. De telle sorte que, d'an même mouvement, on prophétise sa mort et on s'inquiéte de ses conquêtes, sans pour autant parvenir à lui opposer un barrage efficace. Avec la multiplication et l'intensification des conflits périphériques, la « détente » n'avoit pourtant rien d'une idylle qui aurait pu bernet les gens.

Mais la « détente » n'était pos dépourvue d'avantages : elle ouvrait à l'Est des marches financés par de généreux crédits occidentaux. Expansion et prospérité primaient toute autre considération, occultant les drames de co « ventre mou » de l'aire capitaliste où les Soviétiques trouvent des conditions propiées à leur expansion.

ALORS, quand la puissance de l'U.R.S.S. s'abat brutalement sur l'Afghanistan, on improvise une riposte — sans toucher à l'essentiel. L'embargo est bien jeté sur les exportations de céréales qui, sous Richard Nixon, avaient pourtant fait flamber les prix sur le marché américain et permis de substantiels profits. Mais les quelques firmes concernées ne perdent pas tout : leurs filiales à l'étranger continuent de livrer le maîs et le soja interdits — « business as usual ». On jette aussi l'embargo sur les technologies avancées : mesure assez peu onéreuse pour les Etats-Unis (183 millions de dollars), beaucoup plus pour l'Allemagne, le Japon, la France et l'Italie (1476 millions au total) qui rechignent.

Heureusement pour l'Amérique, la Grande-Bretagne (43 millions de dollars de ventes de technologies avancées à l'U.R.S.S.) n'a pas de mal, sur ce point, à se solidariser avec elle. En revanche, Londres a trouvé dans l'Iran de Khomeiny un client qui, depuis le départ des Américains, augmente ses commandes. Certes, les autorités britanniques souhaitent la libération des otages — mais « business as usual ».

Aujourd'hui dans le regain de tension internationale, comme hier dans l'euphorio d'une a détente » ensanglantée au Vietnam, en Angola, en Ethiopie, etc., les pays occidentaux parviennent mal à insérer leurs intérêts pationaux dans une vision plus large, et ils ne portent qu'un regard distrait sur cotte portion de la planète où l'U.R.S.S. a les meilleures chances de marquer des points. L'invasion de l'Afghanistan ne parvient même pas à leur inspirer un réexamen de leurs priorités. Les calculs commerciaux — et, on le voit bien, électoraux — brouillent le jeu, dominent les préoccupations, exacerbent les rivalités — et préparent d'autres échecs. Jusqu'à quand?

Regain de tension au Proche-Orient

LA DÉTERMINATION DES PALESTINIENS DE L'INTÉRIEUR

Avant même l'échéance du 26 mai, les pourparlers égypto-israéliens sur l'autonomie palestinienne ont été interrompus par le président Sadate. Placé dans une situation intenable par l'intransigeance du gouvernement Begin sur la question de Jérusalem et l'ensemble du problème palestinien, le chef d'Etat égyptien a de nouveau procédé à d'imporiants changements au sein de l'exécutif, afin de mieux faire face aux réticences croissantes qu'inspire, à l'intérieur, sa politique étrangère (voir page 11 l'article d'Ahmed Sid-Ahmed).

L'Iran et l'Afghanistan continuent d'accaparer l'attention dans la région, mais les événements de Cisjordanie et les nouvelles interventions israéliennes dans le Sud-Liban sont venus rappe le r, en mai, toute la force explosive du vieux conflit israélo-arabe, aux confins des zones pétrolières. Face aux forces d'occupation, les Palestiniens de l'intérieur — en l'isjordanie et à Gaza — ont manifesté avec détermination leur refus de toute solution imposée. Du coup, la « paix séparée » entre Israël et l'Egypte paraît encore plus précaire.

A confrontation entre les habitants des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza et les autorités israéliennes a atteint un nouveau paroxysme, le 2 mai 1980, à la veille du treizième anniversaire de l'occupation, avec l'attentat meurtrier contre des colons israéliens à Hébron et la répression sevère qui l'a suivi. Six colons tués et selze blessés d'un côté : punitions collectives, expulsion de dirigeants et tentative de briser la direction palestinienne dans les ter-ritoires occupés, de l'autre côté. Depuis lors, on a le sentiment de part et d'autre qu'une nouvelle étape a été franchie. Devant l'échec de la politique israélienne visant à imposer aux Palestintens une autonomie vide de sens, ces derniers ont intensifié leurs activités, et cela a engendré des mesures répressives de plus en plus dures : phénomène classique, lorsqu'un régime d'occupation se trouve dans l'impasse.

L'attenut d'Hebron, le pius audacieux qui ait été perpétré par une unité de l'Intérieur, a aussi déclenché une certaine prise de conscience du côté israélien. Le général Bar-Lev il falisit que ce soit un muitaire. comme souvent, pour oser dire tout haut ce que les autres pensent tout bas — a en effet reconnu que c'était la présence des colons en plein cœur de la ville arabe d'Hébron qui était à l'origine de l'attentat. Ces propos du secrétaire du parti travailliste, ancien chef d'état-major général de l'armée israélienne, tenus à la tribune de la Knesset, le 5 mai 1980, ont suscité, f fallait s'y attendre, les critiques de la droite nationaliste au pouvoir. Cependant, de nombreux Israéliens, tout en condamnant les deux opérations, soulignent la différence entre le caractère odieux de la prise d'otages dans une pouponnière du kibbouts Migsav-Am qui avait peu de temps auparavant été perpetrée par une organisation de fedayin d'obédience irakienne et l'attentat d'Hébron. Les coups de feu des Arabes à Hébron — écrit un collaborateur du quotidien Davar, de Tel-Aviv — n'étalent pas des tirs aveugles dirigés contre des juifs en tant que tels; ils visaient ceux qui s'étalent livrés à une provocation flagrante en occupant un bâtiment au centre de la

ville (1). L'actuelle confrontation en Cisjor-

Par AMNON KAPELIOUK

danie et à Gaza traduit un refus catégorique de l'occupation que la population tout entière oppose aux autorités, essentiellement sous forme de résistance passive, de manifestations et de grèves. La présence permi elle de dirigeants combatifs rend cette lutte plus efficace que par le passé. Telle est l'inévitable conséquence de la faillitte de la politique annexionniste du gouvernement Begin à l'égard des territoires occupés.

Le premier ministre israélien espéralt que la nouvelle stratégie américaine au Proche-Orient lui laisserait les mains libres en Cisjordanie et à Gaza. Or le gouvernement de Washington considére que la politique du Grand Israél de M. Begin nuit à ses efforts pour regrouper le camp pro-américain au Proche-Orient face à la révolution iranienne. M. Begin ne se fait pas faute, cependant, de réitèrer sa proposition de mettre

l'armée israélieune à la disposition des Américains, tout en souhaitant avoir gain de cause dans sa politique des faits accomplis « Le monde libre, disait-il récemment, ne dépend pas des armes nucléaires, qui ne peuvent pas être utilisées, mais des forces militaires conventionnelles. Israël est tout à fait prêt, avec son armée bien entrainée, à aider les Etats-Unis dans la défense des intérets occidentaux qu Proche-Orient » (2). Le vote intervenu le 14 mai à la Knesset sur une loi fondamentale faisant de la ville de Jérusalem dans son intégralité la capitale d'Israël, alors que les pourpariers sur l'autonomie étaient en cours, a ajouté un nouvei obstacle à l'issue desaconversations égypto-israéliennes sur l'autonomie palestinienne. Même les Egyptiens, habitués cependant à avaler des couleuvres, ont exprimé jeur amertume à ce propos. D'autant que, dans la question palestinienne, les Américains exigent de M. Begin des concessions (au demeurant assez minimes) que son idéologie annexionniste lui interdit d'accepter (3).

Le durcissement de la résistance

C I les pourpariers avec l'Egypte sur l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza ne peuvent aboutir, ce n'est pas seulement à cause de l'entêtement de M. Begin, qui refuse d'accepter la moindre souveraineté arabe sur un seul pouce du territoire d'Eretz Israël (la Palestine). se ressentent aussi de ce refus que manifeste la population palestinienne devant ce médiocre succédané d'Etat indépendant qui serait envisagé. Le chef de la délégation égyptienne aux pourparlers sur l'autonomie, le premier ministre Moustapha Khalil qui a donné sa démission depuis lors, - avait reconnu dans un moment de vérité, devant ses collègues américains et israéliens qu'il n'y avait pas un seul Palestinien pour souhaiter cette « autonomie ». De fait, les un million trois cent mille habitants arabes des territoires occupés semblent plus résolus que jamais à lut-

Trois étapes ont marqué cette lutte depuis l'instauration du régime d'occupation militaire israëlienne en Cisjordanie et à Gaza en

ter pour leurs revendications natio-

(1) Dapar, 14 mai 1980.
(2) Jerusalem Post, 11 mars 1980.
(3) CL Amnon Kapellouk, « Surenchéres discordantes au Caire et à Jérusalem », le Monde diplomatique, mars 1980.

1967. Les six premières années qui suivirent la guerre de six jours, des vagues de grèves et de manifestations avaient déjà déferié sur les territoires occupés, provoquant une sévère répression. Pourtant, la présence de dirigeants conservateurs mis en place à l'époque Jordanienne avait été un obstacle assez important au développement de la comba-

(Lire la suite page 12.)

Dans ce numéro:

- Interdire les armes biologiques ?
- La rencontre à Paris des partis communistes d'Europe
- (Page 3.)

 Le crépuscule de la raison
 (Pages 8 à 10.)

APRÈS L'ABANDON DES THÈSES SUR LE RÉVISIONNISME

La Chine et l'U.R.S.S. peuvent-elles modifier leurs relations?

Indiquait que les neut grands articles (1) publiés en 1964 à Pékin pour réfuter les thèses khrouchtchéviennes étaient Inexacts ». « L'origine et les caractéristiques du révisionnisme, disait ce texte. lurent présentées de manière erronée. • Les nouveaux dirigeants chinois portent coup de grâce à l'héritage Cette prise de position affecte lo domaine, jusque-là relativement épargne, de la politique extérieure et, en outre, elle ébranie les fondements mêmes d'une sórie de thèses eur lesqueiles un consensus semblait exister dans le pays et le parti (2). Cette contestation des principes de base de la grande controverse est lourde de conséquences qu'un court rappel historique permet de mieux saisir. Le différend est né en 1956 à l'issue du vingtième congrès du parti communiste soviétique. Les communistes chinois n'ont Jamais accepté le contenu

du rapport Khrouchtchev et moins encore

de se trouver mis devant le fait accompli de la désta!inisation. Autant peut-être que

le désaccord îdéologique, le problème de

l'égalité des partis composant le mouvement communiste se posait avec force.

A remise en cause par le Quotidien

du peuple des bases idéologiques

du différend sino-soviétique est un

évônement capital. Un éditorial du 2 avril

Par JEAN DAUBIER

La revendication chinoise d'une sorte de direction bicéphale et le refus soviétique conduisirent Mao Tsé-toung à affirmer l'originalité de sa politique, ce que concrétisèrent en 1958 le déclenchement du grand bond en avant et l'institution des communes populaires. Au début des années 60, la dégradation des rapports entre les deux capitales était manifeste. Le rapprochement soviéto-américain ébauché en 1959 se précisait tandis qu'on dénoncait à Pékin la - Sainte-Alliance réactionnaire ». Les neut lettres publiées en 1964 réfutaient minutieusement la politique khrouchtchévienne et revendiqualent. pour la Chine, la direction idéologique du mouvement communiste. Elles exposaient une conception révolutionnaire des rapports internationaux basée sur l'appui aux peup'es colonisés et opprimés du tiers-monde contre les deux superpuissances. Mais, à l'époque, les Chinois parlaient encore d'un camp socialiste et Les neuf textes analysaient les caracantirévolutionnaires de la evec l'impérialisme américain ». « Le

pseudo-communisme de Khrouchtchev », publié le 14 juillet 1964, soulignait la cause interne des « déviations » apparues dans la diplomatie moscovite : l'existence en U.R.S.S. d'une couche privilégiée parmi les fonctionnaires du parti et de l'Etat, qui exerçait le pouvoir à son esul profit. Ce texte faisait référence à une » bourgeoisle bureaucratique opposée au peuple (qui) s'est approprié les truits du labour des masses soviétiques et (qui) a des revenus des dizaines, voire des centaines de tois supérieurs à ceux des ouvriers et das paysans (3). »

Ce rappel permet de comprendra que le rejet des neuf textes est dans la logique de la positique suivie actuellement par MM. Hua Guofang et Deng. Xiaoping, En effet, en matière de rapprochement avec Washington, ne sont-ils pas allès plus loin que Khrouchtchev dans les années 60 ?

(Lire la mite page 4.)

(Lire la mite page 4.)

(I) Voir Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international, Editions en langues étrangères, Pékin,

(2) Ainsi, à l'époque. M. Deng Xisoping fut, bien qu'adversaire de Mao, un ardent propagandiste des idées contenues dans les neuf textes. Ses joutes idéologiques avec M. Souslov sont restées célèbres. Etudes en SUISSE littéraires, scientifiques et commerciales Baccalauréat (séries A, B, C, D, G2)

Baccalaureat (senes A, B, C, D, G2)
Baccalauréats suisses. Admission
des 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école lemania lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/201501, Télex 26600

ا ميكان الامل

(3) Ibid, p. 454.

chimiques et biologiques plonge l'imagination dans un univers de régression et d'obscurantisme. Propager la maiadle parmi la population de l'Etat ennemi n'innoversit en rien puisque, très tôt dans son histoire, le querrier empoisonnait puits et cours d'eau, catapultait dans les villes assiègées des nourritures malsalnes ou des cadavres de pestiférés. contaminait mortellement de facon plus insidieuse six millons d'Indiens. Aujourd'hui, le détournement d'une science en pleine évolution déciencherait d'effrayantes conséquences (1).

SI les agents biologiques ont des effets difficiles à circonscrire, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. détiennent des stocks considérables d'armes chimiques opérationneiles. Cela va des substances phytotoxiques et irritantes. largement utilisées au cours du second conflit Indochlnois, aux agents Incapacitants, létaux et eupertoxiques. Actuellement, les armées américaine et soviétique disposent de gaz neurotoxiques du groupe V, dont le plus puissant, le VX, provoque la mort à une dose inhalée d'environ 0,1 millgramme, la concentration létale par aérosols avolsinant 10 milligrammes par minute et mètre cube d'air. Ces agents, qui entravent l'action de la cholinestérase, provoquent la perte du contrôle de l'activité musculaire cénérale. le relet de bave, des nausées, la paralysie des muscles respiratoires causant l'asohyxie.

L'Europe, cible privilégiée

DAR sa diversité, l'armement chimique présente un intérêt militaire incontestable. Dans les conflits qui ne cassent d'opposer les grandes puissances aux pays en voie de développement, l'oblect!! consiste à frapper les forces de guérilla. Que ce colent les forces britanniques qui, de 1948 à 1960, recoursirent aux phytohormones afin de priver les insurgés communistes meials de toute aubsistance et dissimulation, ou l'emploi au Vietnam de substances antipiantes et de gaz irritants en concentrations mortelles et comme appui logistique aux bombardements, les troupes assaillantes, maigré les règles de la guerre, élèvent désormais la population au rang de combattant. En ce sens, les lecons de la « division Jason » ont fait école : puisqu'une guerre populaire est soutenue par la population, il faut ébranler cet appui déterminant (2). Il n'est de conflits localisés qui ne suscitent des accusations concernant l'usage de gaz toxiques, on l'a vu récemment à propos du Vietnam contre le Cambodge, de l'armée lactienne contre la réballion des montagnards méos, de l'Union soviétique en Afghanistan (3).

L'Eu ope ne doit pas oublier qu'elle représente la principale destination des efforts d'armement chimique. L'arme chimique satisferait alors à un double souci : en ne visant que la matière vivante et en épargnant le matériel et les installations, elle préserverait la valeur économique des territoires et « rentabiliseralt » la querre : d'autre part, bien que les armes chimiques et biologiques constituent, avec les armes nucléaires, la trilogie de destruction massive (N.B.C.), l'usage des gaz toxiques, tout en permettant de mener la guerre à son plus haut niveau, ne c'inscrit pas directement dans l'escalade fatale el laisserait aux Etats-Unis une chance de se tenir à l'écart. Si la bombe à neutrons présente partiellement ce double intérêt des armes chimiques, l'arme nucléaire tactique, par contre, réduirait substantiellement l'espoir de l'allié outre-Atlantique (4).

Les nations occidentales euro-

génération d'armes chimiques, le système d'armes binaires, aussi toxique que le précédent sans en présenter cependant les inconvénients de etockage et de transport. Le principe repose eur la mise au point de deux agents chimiques pratiquement Inoifensifs. Ceux-ci, conservés et véhiculés séparément jusqu'au lieu d'hostilité, sont alors réunis dans une munition spéciale qui maintient l'étanchéité des deux substances. L'explosion réu-

offensive chimique du pacte de Varsovie toucheralt sévèrement les pays occidentaux car l'U.R.S.S. possède en ce domaine une supériorité absolue. Les agents de type persistant et de type non persistant peuvent être répandus par toutes les pièces d'artillerie soviétiques aupérieures à 122 millimètre sainsi que par les missiles tactiques. A cela s'ajoutent les énormes moyens aériens capables d'étendre la guerre chimique sur une échelle beaucoup plus importante, dans des régions

plusieura cas d'infection des avatèmes cardiaque, vasculaire et

Parallèlement à ces « attaques » Detrick testèrent également la vulné-

pulmonaire), dissémination d'agents biologiques dans le métro new-yorkals. à l'aéroport national et à la gare routière de Washington, etc. massives, les spécialistes de Fort rabilité sélective des personnalités

politiques. Des substances chimiques et biologiques furent introduites dans les systèmes d'air conditionné de la

Interdire les armes biologiques?

nira les composants et libérera un mélange extrêmement toxique. Selon le même principe, les recherches se tournent vers la découverte d'une seule substance capable de résoir avec un composant déjà présent à l'état naturel dans la zone visée. Les premiers résultats obtenus permettent de consumer l'oxygène ou de dissoudre une partie de l'ozone.

péennes, dont la France est la première à détenir une capacité chimique. ont été jugées insuffisamment préparées à ce type de guerre par la Pentagone qui a décidé de suppléer aux déficiences. En 1975, le département de l'armée se procurait cent mille vêtements de protection chimique UK MARK III, fabriqués au Royaume-Uni et destinés aux troupes qui auralent à se battre en Europe, une seconde livraison devant intervenir. De 1977 à 1981, la répartition des crédits prévoit à ce titre 46,7 millions de dollars pour l'année fiscale 1977 et 34.5 millions de dollars pour les

il n'est pas facile d'évaluer l'aptitude de l'Union soviétique à mener une attaque chimique. Cependant, de l'avis du général Alexander Halg et

années fiscales sulvantes. Les

dépenses ont pour but de fournir des

équipements détensifs aux forces en

Europe ainsi que pour la base d'en-

trainement CONUS (5).

Par RICARDO FRAILE

situées hors des zones d'affrontement

L'indicateur le plus flable de la préparation soviétique réside dans l'étendue et la nature des programmes d'entraînement. Les améliorations manifestes qui y sont apportées et les nombreuses activités nouvelles qui y figurent attestent la volonté de renforcer une capacité opérationnelle en soi inégalée. Selon les services de renseignement américains, les centres d'entraînement chimiques-blojogiques (et radiologiques) deviennent de plus en plus sophistiqués, avec des équipaments sans cesse perfectionnés. Non seulement il existe des troupes CB (R) très importantes, mais toutes les forces de combat et d'appul recoivent une instruction spéciale. semble que l'armée soviétique

soit familiarisée avec l'idée que l'usage d'armes chimiques n'aurait rien d'extraordinaire et cerait simtrès efficace de s'attribuer les meilleures chances de victoire. Cette forme de guerre ne revêt peut-être pas, dans l'esprit du commandement du pacte de Varsovie, l'aversion dont elle s'entáche à l'Ouest bien que des pays occidentaux y aient recourt les premiers et massivement. L'emploi des agents chimiques pourrait, à la suite d'une décision politique prise au plus haut niveau, dépandre d'un ordre militaire relativement subalterne.

Un siècle d'efforts

TRES tot. la communauté Interna-Lionale s'est préoccupée du sort à réserver aux armes chimiques et blologiques. Sans les viser expressément, la conférence de Bruxelles de 1874, qui refusa à l'Etat le cholx illimité des moyens de nuire à l'ennemi, a également prohibé, par un article 13. l'emploi du « poison ou d'armes empoisonnées ». Les premières précisions apparaissent avec la conférence de la paix réunie à La Haye en 1899, dont une disposition signée le 29 juillet stipule que les contractants s'interdisent « l'emploi des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gez asphyxiante et délétères ». Cette mise au ban fut ratifiée par vingt-sept nations, sans les Etats-Unis. Après la première querre mondiale, qui connut l'usage des gaz toxiques, la commission sur la responsabilité des auteurs de la querre (constituée par les Alliés) inclut à son tour dans la liste des crimes de guerre l'utilisation des gaz délétères et asphyxiants.

Cette évolution progressive s'exprime pieinement dans le Protocole de Genève de 1925, inspiré directement de l'article V du traité de Washington, demeuré sans effet La protocole, qui constitue la base fondamentale de la réglementation en matière d'armes chimiques et biolooloues, condamne et Interdit . Fempioi à la guerre de gaz asphyxients, toxiques ou similaires ainsi que de tous liquides, mettères ou procèdés anelogues = et étend cette prohibition aux moyens bactériologiques.

Aujourd'hul, aucune nation ne conteste cette prohibition, et, réqu-

lièrement, l'Assemblée générale des Nations unies en rappelle toute la force et l'actualité. Les seules voix discordantes, principalement celles des États-Unis et de quelques puissances occidentales, se refusent à considérer comme interdits les osz lacrymogènes et les agents antiplantes. On connaît l'usage qui en a été fait sous couvert d'une telle interprétation. Le tracé avnoptique de l'attitude américaine est assez remarquable : dès 1922, la délégation américaine à la conférence de Washington regrand à son compte le rapport de l'une de ses sous-commissions consultatives, qui juge indispensable d'interdire tous les gaz, toxiques ou non, y compris les substances irritantes : à l'époque du confilt vietnamien, le gouvernement de Washington se fonde sur la mot français « similaire » pour arguer que, les inflants ne s'apparentant pas aux gaz asphyxiants ou loxiques, la protocole na les concerne pas, alors même que la version anglosaxonne (qui fait également foi, et retenue d'ellieurs par le Sénat américaln) recourt à une terminologie plus vaste englobant lesdita gaz asphyxiants ou toxiques ainsi que tous les autres gaz [other gases]; demière phase, à la fin de la guerre du Vietnam, et face à l'indignation soulevée par l'emploi des substances lacrymogènes et antipiantes, le président Ford ratifie, cinquante années après son adoption, le Projecole de Genève, sans modifier son interprétation mais en renoncant solennelle ment à presque toute utilisation de ces substances au cours des conflits

Expériences dans des centres urbains

'HISTOIRE montre que le droit de la guerre ne suffit pas à préserver les communautés engagées dans les hostilités. Seule l'abolition totale et définitive des arsenaux offrirait une garantie sérieuse. Depuis 1968. la conférence du comité du désarmement de Genève s'évertue à appliquer cette solution radicale aux armes biologiques et chimiques. L'affaire a été partiellement facilitée par une donnée fondamentale : l'arme biologique et. dans une nettement moins grande

mesure, l'arme chimique affectant la supériorité stratégique des grandes puissances. Les Etats-Unis en ont tiré leurs conclusions après que l'armée se fut préoccupée de mesurer la vulnérabilité du pays à une agression biologique. Les tests - réalisés en nombre impressionnant -- almulèrent, à l'aide d'agents estimés non actifs, des attaques contre les principaux centres urbains : dispersion de la bactérie serrania marcescens au large de San-Francisco (malgré

Maison Blanche et du Capitole ainsi que dans le circuit d'eau potable d'un important édifice du service fédéral Ainsi, les experts de l'armée menèrent à bien l'assassinat » du président Nixon et des membres du Congrès sans que le service secret, le F.B.i. ou la police du Capitole parviennent à le prévenir (5). Comme à la grande efficacité de l'arme biologique e'ajoute son faible coût de production, elle deviendralt aisément l'arme du pauvre et permettrait à une petite nation d'entrer dans le jeu de la dissussion, à égalité avec les supergrands : «La prolifération pourrait affecter l'équilibre mondial des pulssances. Elle accroîtrait la possibilité d'une guarre stratégique dans laqualle des dizaines de millions d'Américains pourraient mourir. Le coût d'une guerre conventionnelle et nucléaire favorise les pays riches. Nous perdons cet avantage avec les agents chimiques, et particulièrement avec les agents biologiques = (7).

Cette évidence nourrit sûrement la voionté de atimuler ardemment le désarmement biologique. Les Etats-Unis donnérent le mellieur exemple le 25 novembre 1969, le président Nixon renoncait unliatéralement à la fabrication d'agents de querre biologique : le 14 février 1970. Il Incluzit les toxines : le 27 février 1971, il annonceit la conversion de l'arsenal de Pine Bluff, spécialisé dans les armes blologiques, en Centre national de recherche sur les éffets nocits des produits chimiques ; le 13 julijet eulvant, le ministère de la défense confirmait la destruction en cours des agents biologiques et à toxines : le 18 octobre. il déclarait que le centre de l'armée pour la recherche sur la guerre blologique de Fort Detrick seralt transformé en centre d'avant-garde pour la recherche sur le cancer. Cet ensemble d'initiatives, qui se traduisaient à la conférence du comité du désarmement de Genève par la ferme détermination d'aboutir, favorisa en décembre 1971 l'adoption à l'Assemblée générale des Nations unles d'un accord interna-

Ouverte à la signature le 10 avril 1972 et entrée en vigueur en 1975. la convention innove. Les Etats qui en deviennent parties s'engagent aux termes de l'article premier à ne pas mettre au point, fabriquer ou stocker, ni acquérir d'une manière ou d'une autre, des agents biologiques ainsi que des toxines, de types et en quantités qui ne sont pas destinés à des fins prophylactiques, de protection ou à d'autres fins pacifiques. Se trouvent également visés les équipements et les vecteurs destinés à l'emploi de tels agents ou toxines à des fins hostiles ou dans des conflits armés. Le oritère de destination générale sur lequal s'établit l'interdiction offre l'avantage d'écarter toute ambiguîté. Sont frappés l'ensemble des agents ou toxines que ne justifie aucune des fins autorisées et expressément mentionnéss. D'autre part, en ce qui concerne les équipements et vecteurs, la prohibition se fonde sur la simple idée d'hostilité qui recouvre toutes sortes d'affrontements que la notion été choisle.

Maigre sa portée relativement complète et précise, la convention présente cependant deux défauts inquiétants. En premier lieu, la recharche militaire ne tombe pas sous la coup de l'interdiction en raison des difficultés prétendues de la dissocier de celle menée à des fins civiles (8). Ensuite, les activités à des fins de protection, c'est-à-dire les préparatifs militaires destinés à se protéger en cas d'agression biologique, sont autorisées. Les laboratoires de l'armée risquent donc de profiter de cette fallie pour concevoir de nouveaux agents biologiques en avancant la nécessité de s'immuniser contre eux. A l'effet d'écarter une telle éventualité. les deux grandes puissances ont fourni

substance. La convention de 1972 ébauche une coopération Internationale dans le domaine de la biologie pacifique, et elle oblige les Etats à détruire tous leurs stocks dans un délai de neuf mois. Cette obligation innove totalement puisque, jusqu'à cette date, les traités conclus se souciaient de limiter les armements et non de les éliminer.

Cette convention a été ratiflée par l'ensemble de la communauté internationale, à l'exception de deux grandes pulssances : la Chine et la France. La première a vu dans cet accord une nouvelle illusion de sécurité que faisait alors miroiter aux peuples la collusion des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. La France, quant à elle, arquant de l'omission des armes chimiques et de l'absence de contrôle, refuse le texte comme elle déclinait jusqu'en 1979, date de sa participation aux travaux de la conférence du comité du désarmement, toute initiative émanant de Genève, où, selon elle, s'instaurait la mainmise des supergrands. Néanmoins, ne souhaitan. pas demeurer en marge d'un acte significatif, le gouvernement français a promulgué le 9 juin 1972 une loi qui na lève aucun des griefa portés contre la convention, mais en reprend, à quelques nuances près, l'esprit des dispositions principales et les assortit

de mesures répressives. Au moment de conclure la convention sur les armes biologiques, les Etata y ont inséré un article affirmant l'engagement de chacun d'eux à mener de bonne foi des négociations en vue d'aboutir le plus tôt possible à un accord international aur les armes chimiques. Huit années se sont écoulées : les réunions officieuses d'experts et les consultations bilatérales américano-soviétiques se poursulvent. En 1975, l'armée américaine requérait du Sénat les crédits nécessaires à la mise en route du nouveau programme d'armement binaire. Bien que le montant ne s'élevat qu'à 6 millions de dollars, les précisions prudentes des experts militaires indiquent que la constitution d'une binaire élémentaire coûterait au total 2 milliards de dollars. A bon escient, le Congrès a refusé d'engager de manière décisive le premier pas, car l'enjeu est d'importance. Si les Etate-Unis sa lancent dans la réalisation du projet d'armes binaires, la conférence du comité de désarmement peut refermer le dossier des armes chimiques. En agissant avec prudence. la Sénat américain n'en a pas moins lancé un avertissement de polds : si le désammement chimique n'intervient pas dans un délai raisonnable. la question sera reconsidérée et sans aucum doute favorablement.

(1) Les deux plus importantes études à ce sujet sont les rapports du secrétaire général des Nations unles : les Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) et les effets de leur utilisation éventuelle (1969), et celui de l'Organisation mondiale de la santé : Santé publique et armes chimiques et biologiques (1970). (2) Répondant à une étude commandée par McNamara, la e division Jason > de l'Institut d'analyses pour la défense préconisa de multiplier les opérations antiguérilla conduites avec des armes chimiques.

(3) Pékin information, nº 46, 2 no-

vembre 1978, p. 29; le Monde, 24 octo-

bre 1978 et 8 mars 1980. (4) Le problème débattu de la bombe à neutrons tient en son rattachement ou nou, à l'arsenal nucléaire. La terminologie indique le choix : les Etata-Unia la désignant comme comme à effet de souffle réduit et à rayonsement intensifié », l'Union soviétique, quant à elle, parie d' carme nucléaire à neutrons ». (5) Déclaration du général Brown président du Bureau des chefs d'étatmajor. Senate, Hearings before the Committee on Appropriations - DOD Appropriations, Fiscal year 1977, 2 16vrier 1976, p. 353. (6) Voir notamment Biological Testing Involving Human Subjects. Henring, Senate, Committee on Human Resources. Subcommittee on Health and Scientific Research, 8 mars et 23 mai 1977, Project MKULTRA - The CIA'S Program of Research in Behavioral Modification, joint hearing,

Select Committee on Intelligence, Committee on Human Resources. 3 soût 1977. (7) Déclaration au Congrès de M. Swyter, ancien membre du Bureau du secrétaire à la défense, C.B.W. U.S. policies, International Effects. hearing. House of Representatives, 2 décembre 1969, p. 93. (8) Il ne semble pas, maigré le doute, que les essais soient interdits. La possibilité de les inclure sous

l'expression « miss au point » no res-pecteralt pas l'existence des quaire phases : Research, Development, Test, Evaluation (R.D.T. & E.), qui règis-

sent les programmes militaires amé-

BIOLOGIQUES, par E. de Placa : l'un des récents dessisrs « Notes et documents » du Groupe de recherthe et d'information sur la paix (GRIP) de Bruxelles traite, en una quarantaine de pages ronéotées, des principaux aspects du problème des armes chimiques et biologiques. Un résumé succinet, mais complet, en quatre chapitres principaux : description : stocket cription; stocks; aspects stratégiques et tactiques; négociations de désarmement. (N° 17, 25 avril 1988, 100 F.B., GRIP, chaussée Saint-Pierre, 141, 1040 Bruxelles).

🕅 DU CHOIX DE VOTRE ÉCOLE 🖺 DÉPEND VOTRE AVENIR ...

> Le prestige mondial de son certificat. Le sérieux de son enseignement 197 traditionnel L' L'originalité de sa formation de pointe vous ouvrent des perspectives nouvelles et vous assurent une situation de premier plan.

 Préparation complète CAP d'Étart Cours du jour et du soir

 Cours accélérés. de recyclage et de spécialisation, Maquitage artistique, Viságisme, Aromathéracie-Esthétique.

Cours Gestion et Vente. **ÉCOLE INTERNATIONALE** des ESTHÉTICIENNES TECHNICIENNES DE BEAUTÉ E 19, rue Marbeuf PARIS 75008

Etablissement privé agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale.

o 225-87-87

LA RENCONTRE A PARIS DES PARTIS COMMUNISTES D'EUROPE

Comment, avec de l'ancien, faire du nouveau...

CE présentant comme une forme nouvelle de relations collectives entre partis communistes, « plus vivante, plus souple, plus efficace », la rencontre de Paris des 28 et 29 avril 1980 récuse toute fillation avec les conférences qui l'ont précédée, même avec les conférences paneuropéennes de 1967 et de 1976. Celle de Berlin (juin 1976) semblait clore la séquence historique de réunions ouverte en 1957. La majorité des P.C., surtout les partis eurocommunistes ont alors affirmé que ce type de contact était dépassé et qu'il fandrait, pour l'avenir, chercher de nouvelles formes de relations entre les partis. A Berlin ont éclaté au grand jour les contradictions, les potentialités de vingt années d'histoire du communisme européen. On savait avec certitude qu'après juin 1976 l'unité du mouvement ne pourrait plus se faire autour d'une conférence ou d'un do-cument, fût-il réduit à sa forme la moins contraignante, celle d'un cappeis. Et, depuis lors, les grands chivages se sont encore accentues.

Prante La green A .

464 3 "5"4.

Bulletin MASS

Bit Geff t. ... er

A DIGHTH-TINE

were their

more of permeterelt & une

and the state of the

Direct Address advantaged to

Age that where I.,

CONTRACTOR OF THE PARTY OF

A BUSINESS . . Time

PS105 BP4" ----

But the Walls " "

有**有效性 基本** 人名

Burtis Bu Y1."

the to the

brent in did'r

l'émphi ant d

Ultrie 66 14-12

MARK UP AVE "

BREWA BUL . . .

age with the Committee

Publica be . .

A 4 1 1 1 1 1 1 1

requested dis

de meturet in an ...

mandings ! ...

SCHOOL WAR TO LAKE THE TOTAL TO SELECT

refuse to ferth to

--:

12 12 Age

77

7

100

2000

Predictor 10.

dispose off

Au moment 2 to 11 to 2 2 227.84

A partir de 1957, c'est-à-dire depuis le moment où la « conférence », en tant que structure momentanée du mouvement communiste, s'est substituee a une organisation permanente l'Internationale communiste (Komintern) ou le Bureau d'information des partis communistes (Kominform), le P.C. soviétique et ses proches alliés ont tenté de lui donner un rôle unifiant, homogénéisant et universalisant; ils ont surtout tenu à accorder aux documents qui en étaient issus la portée de chartes édictant une ligne générale valable pour tous. Mais, dès cette époque, le P.C. italien et la Ligue des communistes yougoslaves, suivis plus tard par les P.C. espagnol. roumain, britannique et suedois, ont tenté d'en relativiser l'importance. Ainsi le thème de la conférence devient l'axe principal autour duquel, durant deux décennies, s'ordonnent les positions contradictoires, nuancées ou radicales des P.C.: pour ou contre la conférence elle-même, telle est le dilemme du mouvement communiste dans les années 60 et 70.

Aucun parti ne veut plus recréer l'Internationale ni abolir les voies nationales du passage au socialisme ; mais ces deux tendances continuent à cohabiter et. lorsque les P.C. se réunissent, que ce soit à l'échelle d'un continent ou d'une région, les mêmes interrogations se posent : comment le compromis se fera-t-il, quels sont encore les points d'accord, comment la différence s'exprimera-t-elle?

La grande nouveauté de la rencontre de Paris est que, cette fois-ci. ceux qui, depuis longtemps, sinon depuis toujours, ont été contre ce genre d'assises, ne sont plus là. Dépouillée de toute problématique conflictuelle, réduite à une seule dimension — la lutie pour la paix et le désarmement,

- la rencontre ne pouvait pas rassembler la totalité des signatures des P.C. européens sur un appel qui ex-pose les thèses de la diplomatie soviétique sur l'équilibre des forces en

Responsable avec le P.C. polonais de l'organisation de la conférence, le P.C. français, pour prouver qu'un style nouveau était adopté, avait surtout souligné qu'il ne s'agissait pas d'une conférence mais d'une rencontre, qu'on ne débattrait pas de l'ensemble des problèmes concernant le mouvement communiste mais d'un seul sujet — la paix et le désarmement — et qu'elle n'aboutirait pas à un document dégageant une stratégie commune, mais à un appel aux peuples

d'Europe (1). Tout cela est vrai, mais pas très nouveau. Tout d'abord, le principe d'une conférence « globalisante », avec un document final engageant l'en-semble des P.C., n'existe plus depuis 1969, date à laquelle s'est réunie à Moscou la dernière conférence mondiale. Depuis, ce sont des conférences régionales qui se sont multipliées. avec, pour chacune, une participation variable, un thème precis et un document non programmatique. C'est aux conférences paneuropéennes qu'il faut donc se référer pour repérer les analogies et les changements, si changements il y a.

La première conférence des P.C. d'Europe eut lieu à Karlovy-Vary en avril 1967, et elle réunit vingt-quatre partis autour du thème de «la lutte pour la construction en Europe d'un système de sécurité collective ». Les Yougoslaves et les Roumains étalent absents; la conférence se réunit autour d'un thème précis et le document final ne tenta pas de dégager une stratégie commune, mais apporta son soutien au projet soviétique qui aboutira à la conférence d'Helsinki. Il s'agissait donc d'assises à caractère diplomatique dictées par les intérêts d'Etat du camp soviétique. Sur ces deux aspects - objet et participation — il n'y a pas de différence entre Karlovy-Vary 1967 et Paris 1980. Enfin, dans les deux cas, ce sont les P.C. français et polonais qui ont été les initiateurs de la rencontre.

La conférence de Berlin, en 1976, seconde conférence paneuropéenne, était plus complexe. Mais, là aussi, il ne s'agissait pas d'englober toute la problématique du communisme mondial mais de traiter un thème précis : « la lutte pour la paix, la sécurité, la coopération et le progrès social en Europe ». Thème plus large qui, cependant, ne couvrait pas tous les problèmes du communisme européen. La seule différence est que la rencontre de Paris s'est déroulée non pas au niveau des secrétaires généraux mais des responsables de la politique etrangère des P.C.

Par LILLY MARCOU #

reseau de relations bilatérales qui ont lié les P.C. au pouvoir à la social-démocratie, il n'y a jamais eu de conférence mondiale rassemblant le mouvement communiste et l'Internationale socialiste, ou les partis communistes et les partis sociaux-démocrates. Or c'est cela le credo des communistes italiens, et c'est vers cela que leur pratique politique s'oriente; et c'est là un des grands clivages du communisme européen et une des finalités de l'eurocom-

Si l'appel de Stockholm et toute l'activité du Mouvement de la paix ont occupé l'essentiel de l'action des P.C. entre 1949 et 1952, il est peu probable que l'appel lancé après la rencontre de Paris ait le même impact sur le peuple militant communiste en Europe capitaliste. Le contexte international n'est plus le même, FURSS, a perdu son image mythique d'antan et sa situation économique n'est plus la même qu'au moment de la guerre froide. Il ne faut quand même pas oublier l'énorme décalage qui existait entre les Etats-Unis, sortis renforcés de la guerre, et l'U.R.S.S. qui, bien qu'elle fût le principal vainqueur, était sortie exsangue du conflit, avec d'immenses territoires dévastés et un appareil industriel démantelé. A juste titre. la solidarité des P.C. lui était acquise et les masses populaires pro-

ches des P.C. lui apportaient leur soutien. L'U.R.S.S. des années 70 fait, au contraire, figure de force stable, dont tout complexe d'encerclement et de cité assiégée apparaît comme un anachronisme. Quant aux appels de 1960 et de 1969, ils sont restés des documents pour les instances des partis et n'ont trouvé aucun impact

Un autre aspect de la rencontre peut aussi laisser croire à une nouveauté : c'est le caractère conciliant face aux partis absents, auxquels on laisse la porte ouverte. La aussi une précision historique est nécessaire. Depuis les années 60, lors des moments les plus tendus de l'affrontement avec les communistes chinois, de nombreux partis se sont battus pour que soit abolie la pratique de l'exclusion ou des critiques proférées dans une instance collective. Ainsi les désaccords s'expriment dorénavant à l'intérieur des P.C. ou dans les rapports bilatéraux; de puis la condamnation de la Ligue des communistes vougoslaves, les documents collectifs ont perdu le caractère de tribunal qu'ils avaient naguère. Déjà, à la conférence de Karlovy-Vary, l'esprit de conciliation et d'ouverture à l'égard des partis absents fut remarqué. Le mouvement communiste en crise, même s'il retourne momentanement à des rites et des mœurs anciens pour retrouver l'unité perdue. garde malgré tout certains de ses acquis qui semblent être irréver-sibles.

avec l'U.R.S.S. qui remonte à 1962-

1964, sont devenus des partenaires

difficiles : ils se sont opposés à la

participé seulement après de longues

transactions aux conférences de 1969

et 1976. Donc, ce sont les nouvelles

absences qui constituent l'événement

Au-delà des analyses spécifiques, ces

partis contestent la rencontre sur trois

plans : la méthode, le thème et la

composition. En supprimant la phase

préparatoire qui, depuis les années 60,

était l'expression de la démocratisa-

tion des instances du mouvement

communiste, les initiateurs de la ren-

contre ont pris le risque de se faire

accuser de retourner au centralisme.

d'autant plus qu'ils ont pris la déci-

sion de convoquer la réunion et de

rédiger le texte de l'appel sans aucune

consultation préalable. Il était évident

que les partis eurocommunistes ou

que des P.C. comme le parti roumain

ou le parti yougosiave jugent la pro-

cédure comme un fait accompli,

comme un retour à des pratiques

jugées depuis longtemps dépassées.

« Nous ne voulons pas retourner en

de la rencontre.

conference de Karlovy-Vary et ils ont

Rétorquant que cette suppression est le résultat même de la recherche de formes nouvelles, étant donné que les travaux préparatoires sont très longs et que le climat politique actuel ne donne plus le répit nécessaire à ce renre de méthode (c'est l'explication qui nous a été fournie par M. Boris Ponomarev après la rencontre), on heurte d'emblée tous ceux qui ont une vision différente de l'unité du mouvement communiste ouvrier.

Outre la méthode sont contestées

arrière. Nous ne roulons pas relourner

au centralisme », devait proclamer

M. Gian Carlo Pajetta (2).

l'objet et la composition de la rencontre. En d'autres termes, la paix et le désarmement ne sont pas uniquement l'affaire des communistes, mais de toutes les forces pacifiques, et la façon dont le désarmement doit se faire ne requiert pas les mêmes ana-lyses. Tandis que les Soviétiques et les dix-neuf P.C. qui ont signé l'appel de Paris combattent l'installation des fusées Pershing américaines en Europe et considerent qu'il n'y a pas de troisième voie possible entre l'OTAN et l'organisation du traité de Varsovie. les partis eurocommunistes et la Ligue des communistes yougoslaves sont pour un équilibre des forces, plaidant pour une négociation parallèle qui aboutirait à éliminer aussi bien les missiles américains que les SS 20 soviétiques : ils cherchent donc justement une troisième voie en dehors des blocs en présence. D'où la tentative de recomposer le mouvement ouvrier et la recherche d'un nouvel internationalisme. Enfin, la décision de ne pas débattre de l'affaire afghane ne pouvait, elle non plus, être un facteur unificateur. Ce n'est pas avec des silences ou avec des tabous qu'on gomme les problèmes génants. On est, en fait, devant deux conceptions du rassemblement des forces démocratiques, deux conceptions du désarmement et, enfin, deux interprétations des événements d'Afghanistan.

Par leur refus de participer à la rencontre, ces partis se sont montres conséquents avec les grandes lignes de ce qu'on appelle provisoirement l'eurocommunisme et qui est en fait l'expression du changement opéré dans le mouvement communiste par rapport à l'héritage de l'Internationale. Ce refus de participer à la rencontre de Paris a confirmé que l'unité nécessaire du mouvement communiste et du mouvement ouvrier dans sa globalitë ne peut pas se faire avec les vieilles méthodes et selon des principes qui, depuls deux décennies, ont démontré leur caractère inopérant.

(1) Cf. notamment l'interview de Gérard Sreiff dans l'Humanité du 3 avril, l'article de Jacques Denis dans l'Humanité du 4 avril, la déclaration du bureau politique du P.C.P. du 23 avril 1980 dans l'Humanité du 24 avril. (2) L'Unità, 4 avril 1980.

Le sens des absences

T E caractère vraiment nouveau. La sans précédent, de la rencontre de Paris réside dans l'absence des P.C. italien, espagnol, britannique et suedois et dans le fait que les P.C. belge et suisse ont assisté uniquement en qualité d'observateurs et n'ont pas signé l'appel. Il s'agit là d'un refus net des partis entrés dans la mouvance eurocommuniste de retourner à des pratiques qu'ils ont depuis longtemps mises en cause, d'autant plus que, pour s'exprimer, ces pratiques ont pris

les formes les plus anciennes.

Les autres absences sont moins surprenantes : outre les Albanais et les Islandais, absents depuis 1960 de toutes les conférences internationales. outre les Hollandais qui s'abstiennent depuis 1965 de toute participation. sauf exception (ce fut le cas à Berlin et encore seulement en tant qu'observateurs), les Yougoslaves et les Roumains ont toujours été réfractaires à ces assises. Depuis cette a ère des conférences », les Yougoslaves n'ont participé qu'à la conférence de Berlin et les Roumains, depuis leur conflit

· Pondation nationale des sciences

Des constantes désormais accentuées

C I le nouveau a du mal à faire Surface, par contre, les grandes constantes sont plus que jamais accentuées. Les travaux de la rencontre de Paris, réduits à une dimension unique - la lutte pour la paix, - ressemblent tristement aux anciennes «messes» organisées par le Kominform: tous les participants (sauf les deux observateurs beige et suisse) se trouvent sur la même longueur d'onde. C'est la première consultation où la différence et la divergence, caractéristiques fondamentales du mouvement communiste post-stalinien, ne s'expriment pas. On retrouve le manichéisme qui caractérisait le communisme de « guerre froide » et selon lequel le monde est animé, d'une part, par les forces de paix dirigées par l'U.R.S.S., et, de l'autre, par les forces de guerre dirigées par les Etais-Unis. Le discours de M. Boris Ponomarev — chef de la délégation soviétique — synthétise parfaitement ce Weltanschauung.

Refusant, comme cela a été décidé au départ, de débattre de l'intervention en Afghanistan, « avant tout parce que les représentants du parti démocratique populaire à la tête de ce pays libre ne participent pas à la rencontre» (Boris Ponomarev), évitant ou escamotant les écueils qui ont amené justement de nombreux partis à ne pas être présents, voyant dans les crises et les bouleversements actuels les ravages de l'esprit maléfique et guerrier des Américains, le discours soviétique reprend les vieux schémas jdanoviens. Les ambiguités de la diplomatie soviétique traversent ses analyses : « L'Union soviétique n'a pas besoin de guerre, ni nucléaire, ni grande, ni petite. Nous n'avons aucune raison de préparer et de déclencher des guerres; aucun de nos objectifs n'exige de recourir à la voie militaire. Il n'existe en U.R.S.S. ni classes ni couches ou groupes sociaux qui puissent profiter de la course aux armements. L'idée même de l'exploitation d'autrui, l'idée d'ex-pansionnisme, d'agression et d'exportation de la révolution sont profondément étrangères à notre idéologie, à la nature de notre ordre social. Tout cela est vrai, et l'histoire de la diplomatie soviétique en témoigne; cependant M. Boris Ponomarev non plus de rester les bras croisés face à l'exportation de la contrerévolution et de l'agression. » C'est ce postulat qui, lui aussi constant, a conduit cette diplomatie prudente, défensive, à intervenir dans les affaires intérieures d'un pays lorsque les idéologues soviétiques discernaient dans leur aphère d'influence le danger de la « contre-révolution » ou une menace contre les «conquêtes du socialisme ». Tout est là...

Le P.C. soviétique a trouvé encore dix-neuf partis communistes en

Sur ce point, M. Maxime Gremetz, oubliant que M. Georges Marchais avait revendiqué à la conférence de Berlin le droit de critiquer « la pratique de tel ou tel pays socialiste », dégage un bilan positif du développement du camp socialiste : « L'action des peuples se développe dans un rapport des forces favorable aux forces de la paix et de progrès : l'impérialisme est confronté à une crise économique, financière, politique, sociale qui s'aggrave, une crise profonde et durable qui n'épargne aucun pays capitaliste. Dans ce contexte, les pays socialistes continuent leur développement. » Sont oubliées, ignorées, esca-motées les crises qui traversent les pays socialistes, la nature complexe et conflictuelle des relations interétatiques du camp socialiste.

Malgré ce discours monocorde et unidimensionnel que tiennent tous les participants (sauf les deux observateurs), des ouvertures peuvent laisser croire qu'on est devant un fait nouveau. En effet, les travaux de la rencontre laissent la porte ouverte aux partis absents, en espérant les retrouver lors de la prochame action commune, et lancent un appel aux forces pacifiques - a communistes, socialistes, sociaux-démocrates, chrétiens et croyants d'autres confessions » -en vue d'un large dialogue. Ne pas ètre d'accord (et comment ne pas l'être !) avec cette ouverture, cet appel à la paix, au désarmement, à la coopération et à l'amitié entre les peuples, signifie être pour la guerre. Des lectures rapides peuvent conclure à un élément nouveau qui conver-gerait vers les thèses italiennes de reconstruction du monvement ouvrier et d'alliance de gauche en Europe occidentale, d'autant plus qu'il y a dans le discours de M. Ponomarev une référence à l'Internationale socialiste, englobée elle aussi dans les forces pacifiques,

jalonné le mouvemenf communiste : de l'appel de Stockholm de mars 1950 à l'appel de la conférence de Moscou de juin 1969, en passant par celui de la conférence de Moscou de de rassemblement se manifestent, le même dessein de constituer de larges fronts apparaît. Mais cette tentative d'alliance est réduite à la logique du « front unique » à la base et non pas du « front populaire ». En d'autres termes, il s'agit surtout de confier aux seuls communistes, les mellieurs partisans de la paix, la tâche de ras-sembler autour d'eux les masses socialistes, catholiques, socialesdémocrates, progressistes, démocra-tiques, anti-impérialistes, etc. — tout devant se faire au-dela et en-deca des appareils et de leurs dirigeants. Bref, pas de rencontre au sommet. C'est pour cette raison que tous ces appels sont restés des vœux pieux et

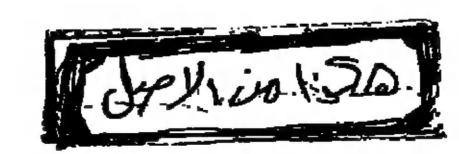
Or des appels de ce genre ont

NOTRE SIGNATURE EST UN CONTRAT DE QUALITE DE SERVICE

La nouvelle dimension de notre programme Eté 1980 est un acte d'engagement pour le meilleur voyage, au jour et à l'heure choisis par vous.

		ALGER	ORAN	CONSTANTINE	ANNABA
GENEVE	+	6 Vols/Semaine	2Vols/Semaine	2Vols/Semaine	2Vols/Semaine
ZURICH	+	2Vols/Semaine		/	1
MADRID	4	3Vols/Semaine	1	1	1
BARCELONE	+	1Vol/Semaine	1		1
PALM-A	4	3Vols/Semaine	1	1	1
ALICANTE	+	1	3Vols/Semaine	-	1
FRANCFORT	4	3Vols/Semaine	1	1	1
BRUXELLES	+	4Vols/Semaine	1	1	,
LONDRES	+	5Vols/Semaine	1 Vol / Semaine		1
ROME	4	9Vols/Semaine	,	-	2Vols/Semaine

كالخموم البوية البزائرية AIR ALGERIE



LES RELATIONS ENTRE COMMUNISTES ITALIENS ET CHINOIS

Pékin et l'«unité dans la diversité»

NDEPENDANCE, autonomie, respon-sabilité nationale : ces concepts qui, naguère, auraient exposé quiconque l'accusation de « titisme », hantent depuis plusieurs années les débats au des principaux partis communistes d'Europe occidentale. Pékin les reprend à son compte, moins au nom de la doctrine qu'en fonction de réalité géo-politique européenne. Chine ne condamne plus des organisations comme « révisionnistes - lorsqu'elles contestent la dictature du prolétariat — mais reconnaît leur poids politique, leur dimension historique, leur assise sociale ouvrière et populaire, afin de souligner l'importance que revêt leur aspiration d'autonomie à l'égard de

Le calcul n'est pas vraiment neuf. Depuis plusieurs années, des liens étroits sont noués entre partis communistes chinois, nord-coréen et roumain — auguel Pékin, du vivant de Mao Tse-toung, accordait volontiers le label « marxiste-léniniste » essentiellement en raison de leur réserve à l'égard du Kremlin. Il s'inscrit dans la stratégie engagée par Mao Tse-toung et Zhou Enlai après 1970, en vue de désenclaver la Chine et de constituer patiemment un d'alliances capables ia bipolarisation dans monde de plus en plus écartelé entre les blocs américain et soviétique. Une politique qui, après 1975, allait s'infléchir vers l'établissement d'un front destiné à contrer l'avancée soviétique, désignée par Fékin comme élément moteur d'un inéluctable conflit mondial: « facteur principal dans la contradiction principale » (1).

Il serait abusif de prétendre que le récent voyage de MM. Berlinguer et Paietta à Pékin, s'inscrit uniquement dans la perspective d'une telle coalition. Cependant les dirigeants chinois n'en ont point fait mystère : si les liens sont renoués avec le P.C.I., c'est en raison des a problèmes internationaux auxquels nous sommes confrontés », répondait aux journalistes M. Deng Xiaoping, en confirmant les propos tenus par M. Hu Yaobang, secrétaire général du comité central du P.C. chinois. lorsque celui-ci insistait sur la nécessité de s' «opposer termement à ces partis qui, affublés d'un manteau communiste, maltraitent en fatt les autres partis, s'ingèrent dans les affaires d'autres pays et même envoient leurs troupes occuper le territoire d'autres pays » (2).

Cependant les dirigeants du P.C. italien n'étaient pas allés à Pékin pour entendre un réquisitoire qui les eut placés dans une situation délicate. M. Berlinguer avait d'emblée situe la position de son parti : « Nous ne sommes pas d'accord pour qualifier l'Union sopiétique d'ennemi ». mais, s'empressait-il d'ajouter, u nous poudrions préciser que nous ne sommes pas non plus d'accord pour qualifier la Chine d'ennemi ». Ce souci d'a cecuménisme » (3) incite aujourd'hui le P.C. italien à élargir ses confacts (4). Ses dirigeants s'inquiètent de voir se développer les facteurs de guerre : « Dans la situation internationale qui s'annonce actuellement très grave, disait M. Berlinguer à Pêkin, la tâche principale qui incombe à notre parti est aussi de lutter pour la paix, la sécurité ct la stabilité du monde; dans cette perspective, il est d'une importance majeure de rétablir aujourd'hui les relations de camaraderie entre nos deux pays » (5). Ainsi le P.C.I. se dit-il partisan de la constitution d'un front de lutte pour la paix (6). La guerre est bien au cœur de s préoccupations des deux partis. Même si, contrairement aux Chinois, les communistes italiens en conteste le caractère inéluctable. Ce à quoi M. Deng Xiaoping répondait que, si son parti a toujours considéré qu'elle éclaterait tôt ou tard, « il est cependant possible de créer une conjoncture de pair qui durera assez longtemps. Quant à nous, nous espérons que la guerre n'éclatera pas d'ici vingt ans au moins » (7).

Vingt ans, c'est l'échéance fixée pour la réalisation du programme des quatre modernisations (8). L'enjeu est tel que l'on peut s'interroger: pour y parvenir, la Chine ne sera-t-elle point disposée à des concessions à l'égard de l'Union soviétique? Ne peut-on aussi considérer le voyage en Chine de M. Berlinguer comme un prélude à un rapprochement avec Moscou? %t puisqu'elle ne parle plus de révisionnisme à propos de l'U.R.S.S., et conteste les « neuf commentaires » qui avaient alimenté la grande controverse sino-soviétique (9) la Chine ne pourrait-elle reprendre sa place dans une alliance comparable à celle qui prévalait jusqu'aux

T) OSER la question en ces termes serait oublier que le point focal de la controverse était l'autorité exercée par le Kremlin sur toutes les organisations et partis communistes, selon une conception de l'internationalisme prolétarien à laquelle les dirigeants soviétiques ne paraissent nullement avoir renoncé. Or le monde, vu de Pékin, a considérablement évolué depuis trente ans. Ce n'est point pas hasard que, sitôt la délégation italienne rentrée dans son pays, M. Deng Xlaoping a pris soin de déclarer que « l'Union soviétique n'est pas un pays socialiste mais un pays social-impérialiste » (10).

Cette attitude s'impose aussi pour des causes intérieures. Il ne taut pas sous-estimer la «démotivation» qui marque à cet égard une part de la classe politique chinoise, notamment parmi les cadres moyens : après le martèlement idéologique des dernières années, n'ont-ils point constaté que bien des méthodes aujourd'hui admises en Chine étaient hier dénoncées comme facteurs du révionnisme en U.R.S.S.? Les relations sino-soviétiques doivent-eiles alors demeurer antagoniques? Une ten-dance existe qui voudrait établir un statu quo avec le grand voisin du Nord. Cependant la direction actuelle, menée par ses vieux dirigeants formés à l'époque du Komintern, est convaincue qu'il n'est pas de compromis possible avec Moscou à partir d'un rapport de force défavorable.

Fondamentales, ces préoccupations ne sont néanmoins pas seules à explique les retrouvailles sino-italiennes. Ainsi des dirigeants du P.C.L. évoquent-ils l'idée d'un mouvement communiste international fondé sur le droit à la différence. « Nous sommes d'avis, déclarait M. Berlinguer, que la compréhension et la coopération exigent non seulement la reconnaissance, mais aussi l'encouragement à la dipersité du processus

Par XAVIER LUCCIONI

révolutionnaire, de même que le plein respect de l'indépendance et de l'autonomie de chaque parti, de chaque mouvement, de chaque Etat » (11). Ce langage trouve un écho à Pékin depuis que la notion de « modèle » de socialisme, qu'il soit d'essence soviétique on chinoise, est largement remise en cause tandis que se manifeste un intérêt nouveau pour d'autres formules. Intérêt qui pousse les autorités chinoises à s'inquiéter du type de développement à la hongroise ou à la yougoslavie, à enquêter sur les causes du décollage économique de la Corée du Sud, de Singapour, de Hongkong et à se « mettre à l'école » des aspects jugés positifs de la gestion économique des pays capitalistes les plus développés. Souc de croissance? Pas uniquement. Les précédentes décennies ont confirmé la très grande complexité de cette « transition socialiste » aux caractéristiques encore exacerbées par les particularités nationales. Le besoin est ressenti de comparer des expériences, d'échanger des réflexions, de confronter...

Au-deià des polémiques anciennes, c'est la question des apports nationaux qui serait à reconsidérer et à reformuler, non plus en termes de contradiction, mais en complément,

voire en symbiose, du processus de

transformation socialiste. Réflexion

out cherche sa voie depuis la pré-

cédente guerre, débat dans lequel le président Tito avait osé affirmer le droit à la diversité — face à Moscou.

(1) Voir « Un échiquier triangulaire », dans le Monde diplomatique, mars 1980.

(2) Pékin information, no 17, 1980.

(3) Suivant le terme employé par M. Jacoviello, dans la série d'articles rendant compte du voyage de la délégation

courant social-démocrate européen (l'« surogauche »). (5) Conférence de presse aux journalistes italiens, Chine nouvelle, 23 avril 1980.

(4) A la différence du P.C.F., le P.C.L

entend maintenir des liens étroits avec le

à Pákin, pour la République.

listes italiens, Chine nouvelle, 23 avril 1980. (6) Cette préoccupation fut d'ailleurs l'une des causes invoquées par le P.C.L. Selon M. Berlinguer, il faut admettre ces différences, avec la conviction que le mouvement communiste international retrouverait alors son articulation, grâce au concept renouvelé d' « unité dans la diversité ». Pékin n'est plus fermé à ces arguments. En sachant aussi que l'idée de nationalité introduite à l'intérieur du « camp socialiste » engage une évolution qui touche directement le pouvoir de Moscou.

pour ne point assister à la réunion des partis communistes européens, tenue à Paris le 28 et le 29 avril dernier (voir dans la page précédente l'article de Lilly Marcou).

(7) Entretien de Deng Kiaoping avec des journalistes italiena. Pékin injormation, n° 17, 1980.

(8) Modernisation de l'agriculture, de l'industria, de la défense nationale, des relevense et techniques.

sciences et techniques.

(9) «La remise en cause du maoisme»,
Alain Jacob, le Monde du 5 avril 1980.

(10) Voir le Monde du 5 avril 1980.

(11) Ces thèses s'expriment aussi au
sein du P.C.F.

La Chine et l'U.R.S.S. peuvent-elles modifier leurs relations?

(Suite de la première page.)

Et l'exercice du pouvoir par une néobourgeoisie n'est-il pas désormais une caractéristique de la Chine comme de l'U.R.S.S. ? Les principes exposés dans les neuf lettres contenzient en germe ceux de la révolution culturelle, notamment le thème de la lutte contre les inégalités et le « droit bourgeois » cher à la « bande des quatre ». Ils falsalent du révisionnisme l'expression politique d'une dégradation de la société socialiste marquée par la réapparition d'une stratification et de disparités sociales que la révolution doit supprimer sous peine d'Imposture. Cecl imposait à la Chine d'aller elle-même plus loin et de se radicaliser. En effet, la différenclation sociale qui s'était développée en U.R.S.S. en guarante ans était également à l'œuvre dans la République populaire depuis 1952. La révolution culturelle fut donc une tentative complexe, et d'ailleurs chaotique, d'enrayer cette progression. Son rejet actuel impliquait logiquement celui des neuf textes de 1964.

celui des neuf textes de 1964.

Que va-t-il s'ensuivre? Pékin renonce à exercer une quelconque hégémonie idéologique dans le mouvement communiste et accepte en principe en diversité. L'idée de défendre un marxisme-léninisme « pur » contre des « déviations révisionnistes » est abandonnée. Cela revient à admettre de tacto le pluralisme doctrinal entre partis. Il sera intéressant d'observer si, indirectement et à plus long terme, cela favorise de nouvelles tendances centrifuges à l'intérieur de la société chinoise en atténuant les tendances et les pratiques dogmatiques.

Le soutien que Pékin apportait à divers groupements maoistes devrait cesser. La défense de la pureté idéologique contre le révisionnisme » prosoviétique conduisait le parti communiste chinois à entretenir des relations avec une multitude de petites

organisations d'Europe et d'Amérique, s'intitulant pompeusement « partis marxistes-léninistes ». En quinze ans, ceux-ci n'ont jamais réussi à dépasser le stade groupusculaire et ils se sont complu dans un mimétisme caricatural à l'égard des Chinois. Les nouveaux maîtres de Zhongnanhaï auront d'eutant moins de mal à faire admettre la rupture de ces relations qu'elle découle en l'occurrence d'un simple (et coûteux) constat d'échec.

Les communistes chinols préfèrent étendre et approfondir leurs relations avec des communistes portés à l'indépendance à l'égard de Moscou, tels les Roumains et les Yougoslaves. La récente reprise des rapports evec le parti italien va dans le même sens. Le voyage de M. Berlinguer à Pékin, en avril, résults d'uns double convergence; en abandonnant leur doctrine de 1964, les Chinois n'ont plus de raisons de tenir les Italiens pour révisionnistes; de son côté, M. Berlinguer a subi dans la péninsule un échec relatif, qu'il cherche (comme M. Marchals, mais de manière différente) à compenser en ee donnant une stature internationale. Son voyage en Orient, comme ses rencontres avec les socialistes français et allemands s'inscrivent dans cette perspective.

Rivalités de partis et d'empires

O N ne saurait pourtant en conclure qu'entre MM. Berlinguer et Deng Xiaoping l'accord est large. Les convereations dans la capitale chinoise ont même fait ressortir des divergences sensibles avec les thèmes eurocommunistes, sur la neutralisation de l'Europe par exemple.

Cependant, il est clair que les Chinois ont intérêt à nouer des contacts approfondis avec les forces politiques et sociales que représentent M. Enrico Berlinguer et ses amis. Ce seront, pour eux, autant d'occasions de mieux diffuser leurs thèses et d'élargir l'écart qui sépare Russes et lialiens.

Mais ceci pose un autre problème, celul de la perdurabilité de l'antagonisme sino-soviétique. C'est la question centrale que soulève le rejet des principes de 1964 : annonce-t-il un rapprochement avec les Russes? Certains commentateurs sont allés très loin dans cette voie et parient d'apaisement. La prudence paraît pourtant de rigueur. Nous avons suffisamment dit dans ces colonnes que le différend idéologique n'était pas un élément accessoire du conflit sino-soviétique pour ne pas sous-estimer la portée des événements

actuels. A l'inverse, il paraît prématuré de parier de détente ou de repprochement quand demeurent une tension militaire considérable et une légitime méfiance réciproque.

Ecartons d'embiée ce qui paraît dû à des erreurs d'interprétation. Pour justifier la thèse de l'apaisement, on a abondamment cité cette phrase de l'éditorial du 2 avril : « On a qualitié à tort, de révisionniste, l'attitude d'un parti proiétarien qui se consacre au développement des forces productives. - Certains ont cru que ce label « prolétarien » était décemé aux Russes et ont conclu à la cordialité des Chinois envers eux. En réalité, le commentateur pékinols pariait des communistes yougoslaves, ce qui eniève à cette phrase beaucoup d'importance (4). Venonsen à l'essentiel : en abandonnant l'antirévisionnisme, Pékin n'amorce pas un rapprochement, mais crée cependant une condition très favorable à la décrispation. Dans le jeu tripolaire qui domine le monde actuel, avoir de bona rapports avec les deux autres protagonistes est la plus enviable des positions. Ce n'est le cas ni des Russes ni des Chinois, et ce n'est plus celul des Américains. Un relâchement, même léger, de la tension avec Moscou placerait les Chinois en position plus avantageuse. C'est peut-être leur

objectif. La démarche chinoise est significative et elle n'a pas de précédent dans les rapports sino-soviétiques depuis vingt ans. Il serait bien improbable qu'à Moscou on n'en percoive pas la portée et qu'on ne fasse aucun geste envers les frères ennemis. S'll se tradulsait par un allégement, même symbolique, du dispositif milltaire soviétique, une voie s'ouvrirait. Mènerait-elle au renversement des alliances? C'est une autre affaire. Divers éléments peuvent, il est vral, favoriser cette évolution : le côté décevant des rapports avec l'Occident, la baisse de la crédibilité américaine, le refus de Washington d'armer et de soutenir, conjointement avec Péidn, la résistance aighane. le trefus de l'Europe de prendre en considération le péril soviétique et de remettre en question ses relations avec le Kremlin. A l'inverse, d'autres facteurs jouent en sens diamétralement opposé. L'abandon des thèses de 1964 rédult, voire efface, le différend idéologique ; reste la question de l'égalité dans les rapports et d'une manière générale, celle de la capacité des Soviétiques d'accepter qu'un autre parti, qu'un autre Etat, suive une vote nationale. Moscou, c'est le moins qu'on puisse dire, s'y est toujours montré mei disposé. Et puis, il y a ce fait élémentaire et peu réductible : la Chine et l'U.R.S.S. sont deux empires; et deux empires, surtout s'ils ont une frontière commune, sont toujours rivaux (5).

(4) Une des neuf lettres s'intitulait : La Yougosianie est-elle un pays socialists ? La réponse, est-il besoin de le dire, était alors négative.

JEAN DAUBIER.

(5) Recavant le président Sékou Touré, M. Deng Klaoping a déclaré, le 5 mai, que l'UR.S.S. « n'est pas un pays socialiste mais un pays social-impérialists » qui « menace la paix du monde », « poursuit sa politique d'hégémonisme » et « commet des agressions contre d'autres pays qu'elle intimide, asserbit et

- Un livre de Jean Ziegler

Les sociologues et la légitimité des dominateurs

N titre, Retournez les fasils (1), en forme d'appel à la rébellion, qui dit bien ce qu'il veut dire; un sous-titre — « Manuel de sociologie d'opposition » — plus explicite encore; une dédicace 1 ceux qui sont morts pour avoir dit « non »! D'emblée, Jean Ziegler annonce la couleur : rouge. Le rouge des révoltes anti-capitalistes, le rouge de la lutte anti-impérialiste, le rouge de ce drapeau de la révolution que tant de sociologues rêvent aujourd'hui de voir définitivement amené.

A l'encontre de la plupart de ses collègues, en effet, lean Ziegler st refuse à croire que le capitalisme soit devenu « l'horizon indépassable de notre temps ». « Une terre où la multitude - de son travail son humiliation. sa faim — nourrit une minorité de seigneurs, iouissant de toutes les libertés et de la majorité des biens, reste, pour tout homme qui tâche première de la sociologie est-elle de débusquer et de démasquer ce qui n'apparaît pas d'ordinaire dans les « explications » fournies sur « la production de la société par ellemême » par ceux qui affectent de confondre le « mouvement social » avec celui du capital et le « changement social » avec la reproduction des rapports de production. Aider à détruire la légitimité des dominateurs et fournir sinsi aux dominés une « arme de critique » qui les aidera à se libérer de l'exploitation, de l'oppression et de la dépendance . telle est, pour l'auteur, la raison d'être de cette sociologie que certains esprits « scientifiques » qualifieront sans doute de « partisane » pour la dévaloriser. A tort, d'ailleurs, puisque eux aussi, quoi qu'ils en disent, out choisi leur camp.

(1) Jean Ziegler, Le Seuil, Paris, 1980, 214 pages.

Pas plus que la Suisse et sa prétendue « neutralité », la sociologie et sa prétendue « objectivité » ne sauraient être, selon Jean Ziegler, « au-dessus de tout soupçon ». « La sociologie est un outil qui libère ou opprime », et le sociologue, qui s'imagine souvent hors de la mêlée, « est toujours, qu'il le veuille ou non, qu'il en soit conscient ou pas, au service d'une classe ou d'une stratègle ». Il doit donc en prendre son parti... et prendre parti.

Q U'EN est-il alors de la scientificité de la démarche sociologique, jugée par beaucoup incompatible avec toute forme d'engagement politique, lorsque celui-ci vient à inspirer

Par JEAN-PIERRE GARNIER *

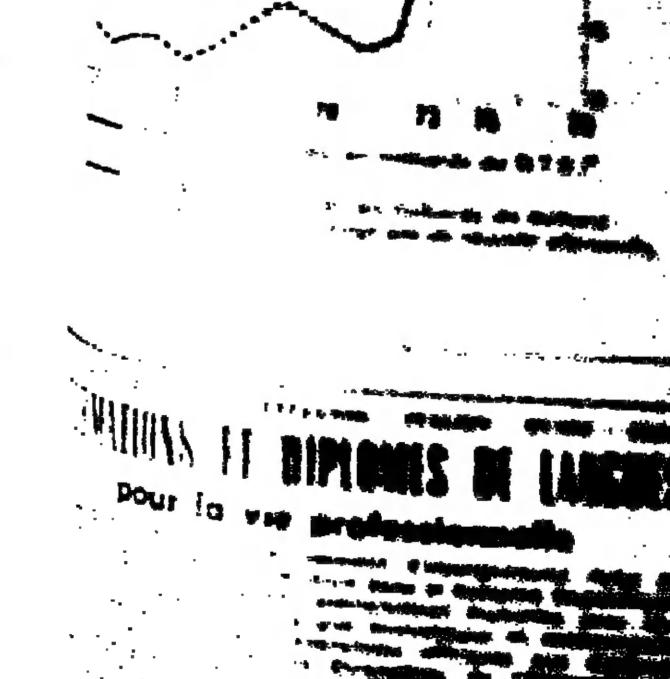
celle-là? Faux problème, répond Jean Ziegler, car la science « est toujours guidée par un choix idéologique implicite ». Le nier revient à sombrer dans le scientisme, idéologie s'il en est, et à oublier que si la science détermine les règles et les critères de vérification, le contenu du concept le vérité est fonction des présupposés idéologiques : ce sont eux qui orientent les questions que pose la science. Il s'ensuit que « tant l'idéologie que la science produisent des idées justes et des idées fausses », les deux pouvant, de surcroît, « produire des idées justes avec des moyens faux ». Ce point de vue pourrait paraitre paradoxal, d'autant que les arguments avancés pour l'étayer et les exemples choisis pour l'illustrer semblent parfois infirmer la thèse de l'auteur. Et l'on ne manquera pas de lui reprocher, lorsqu'il parle d'e idées justes »,

* Sociologue.

de laisser le moraliste l'emporter sur le scientifique : la justice, pour Ziegler, est effectivement le référent ultime qui doit servir à juger que bien-fondé des idées.

Cette prise de position n'est pas exempte de contradictions. Ainsi en va-t-il de l'idéal dont Ziegler se réclame, « communiste » au sens où Marx l'entendait, et des voies pour le moins tortueuses emprantées par les partis ou les Etats emarxistes » pour le réaliser. « Mes préférences personnelles vont aux anarchistes, aux libertaires », affirme l'auteur, qui prône cependant, pour des raisons d'efficacité dans le combat contre l'ennemi principal — Poligarchie capitaliste mondiale. — le soutien à des organisations ou à des régimes politiques pour qui le dépérissement de l'Etat et l'auto-activité du prolétariat demeurent le cadet des soucis. Pourtant, c'est bien le socialisme « anti-autoritaire. anti-étatique » des producteurs librement « associés » qui forme « l'horizon concret de tout combat revolutionnaire contemporain ». Mais « rien ne sert de rêver ». C'est de l'issue de l'affrontement entre les peuples de l'hémisphère sud et les bourgeoisies de l'hémisphère nord que dépend le sort du système capitaliste dans l'étape actuelle de la lutte de classes qui se déroule à l'échelle planétaire. Or a aucum mouvement de libération du tiers-monde ne peut faire l'économie d'un Etat fort » face aux seressions économiques idéclorismes taires de l'impérialisme. Quant à ceux qui, dans les pays nantis « où la révolution est à inventer », résistent encore à la tentation de s'accommoder de l'ordre établi, à cux de se joindre aux « fronts du refus » qui commencent à surgir çà et là pour le jeter bas.

JEAN ZIEGLER est peut-être un moraliste, mais il ne tombe pas pour autant dans l'angélisme. « Trahir » sa caste, sinon sa classe, par solidarité avec les « offensés » et les « humbles » implique des choix politiques. Ceux de Jean Ziegler sont souvent discutables. Mais en cette ère de reniements et de renouements, où l'on voit les transfuges d'hier regagner en chœur le giron de la classe avec laquelle ils s'étaient juré de rompre, la lecture d'un ouvrage résolument « engagé » comme celui de Jean Ziegler a quelque chose de réconfortant et de viviliant.



diversité»

Compared to the state of the st

the same of the sa

ACARIO MATERIALES

INF MET

(11) Cas the same state of the first state of

7 7 4 5 BT 152

.

11 Telephone

Web water

tindustie. 2- 14

付着 東京都 かけい かっかり

Alako Zaribi in 19

(10) Vett . . .:

otto du Pi'y

to the first the

party to party the same of the

nt-cles modifier leurs relations

TENSION EST-OUEST ET RIVALITÉS ÉCONOMIQUES

Les contradictions au sein de l'alliance atlantique

ANS le climat de tension aggravée entre l'Est et l'Ouest, Washington et Londres se tiennent fermement côte à côte. Pour la plupart, les autres gouvernements occidentaux n'ont guère manifesté d'enthousiasme devant les exhortstions américaines les invitant à prendre des mesures contre l'U.R.S.S. à la suite de l'affaire afghane,

Ils hésitent en effet à se lancer à corps perdu dans une dynamique d'affrontement avec l'Est. C'est ainsi que la France et la République fédérale d'Allemagne ont mis l'accent sur la nécessité de sauvegarder la détente, et Bonn a refusé de réduire son commerce avec les pays socialistes d'Europe orientale; que banquiers et industriels japonais et ouest-allemands se sont précipités à Moscou pour parler affaires (1). C'est dire que les thèses alarmistes du gouvernement Carter sur l'« expansionnisme soviétique » n'ont guère fait d'adeptes chez les responsables qui savent à quoi s'en tenir sur ce point. M. Helmut Schmidt l'a dit on ne peut plus clairement il y a quelques mois « Fondamentalement, la direction brejnévienne n'a pas pour but la guerre en Europe, n'a pas pour but des mouvements offensifs en Europe, mais a pour but le maintien d'une situation stable et sure. (...) Il n'y a, aussi loin que je puisse voir, aucune attitude offensipe dissimulée derrière

la politique russe > (2). Les divergences entre puissances occidentales alliées sont aujourd'hui manifestes. Mais les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'attendent-lis réellement à voir les blindés soviétiques foncer sur l'Arabie Saoudite ? Est-ce vraiment par attachement pour la paix que la R.F.A. des euromissiles et la France des expéditions africaines se font les porte-parole de la détente ? On sera mieux inspiré de chercher l'explication des accents guerriers des uns et de la modération des autres là où elle se trouve : dans leurs intérêts. leurs objectifs et leurs stratégies politiques respectives.

Une étude publiée 11 y a quelques semaines par M. Peter Jay, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington (3), évoque l'actuel conflit au sein de l'alliance avec une franchise tout à fait inhabituelle. Contrairement à ce que le titre (l'Aigle américain et l'Autruche européenne) laisse supposer, M. Peter Jay ne reproche pas principalement aux Européens de s'enfouir la tête dans le sable face au « péril rouge »; il s'inquiète plutôt de l'émergence prochaine d'un « Reich européen », voué à rompre avec Washington et à détruire l'harmonie et la puissance de l'Occident. « Le nationalisme est le génie poli-tique caractéristique de l'Europe, écrit

M. Peter Jay. Le danger central est

que le vieil esprit du nationalisme européen n'entre dans le corps de la C.E.B. et ne l'amène dans les directions trop jamilières : » 1) Du nationalisme économique

» 3) De l'affirmation militaire, ce qui éroderait et finalement détrutrait l'unité et donc l'intérêt de l'Occident. » pente dangereuse, et la crise économique risque d'accélérer les choses. Or cette évolution ne peut se faire que contre les Etats-Unis : « la création d'une nouvelle grande entité politique passe invariablement par le rassemblement populaire contre un ennemi extérieur, et, l'U.R.S.S. n'étant pas un candidat plausible à ce rôle, (...) c'est en réalité l'Amérique elle-même qui devait devenir, et qui est devenue, la cible de la rivalité européenne. »

D'où la mise en garde finale, ou'illustre sans ambienté pue photo-

(autarcie, mercantilisme, protectionnisme); > 2) Du centralisme politique;

L'Europe, affirme-t-il, est sur la qu'illustre sans ambiguité une photo-graphie des tranchées de la première guerre mondiale : « Si l'Europe devient

de nouveau sur nous. v

Libre à M. Peter Jay de voir dans la situation actuelle un chef-d'œuvre d'harmonie, de libéralisme et d'internationalisme : et de ne stigmatiser le a nationalisme » que chez les concurrents qui aspirent aussi à leur part d'hégémonie. Mais il parie de nou-veau « Reich », établissant ainsi une relation de continuité entre le danger actuel et les deux guerres mondiales qui se sont cristallisées autour du Reich allemand. Effectivement, ce sont de nouveau les Intérêts industriels et financiers allemands qui s'imposent aujourd'hui comme fédérateurs de l'Europe et premiers adversaires des puissances anglo-saxonnes.

La nouvelle puissance économique allemande

ORSQUE survient le «choc pétro-lier» de 1974, la République fédérale vient d'imposer deux changements radicaux à l'équilibre financier et commercial entre puissances occidentales. Après une décennie de stabilité, ses réserves de devises sont passées brusquement de 7 129 millions de droits de tirage spéciaux (1 D.T.S. égale 1,3 dollar environ) à la fin de l'année 1969 à 27 498 millions de D.T.S. à la fin de l'année 1973, c'est-à-dire qu'elles ont presque quadruplé en quatre ans. En même temps, l'excédent commercial, jusqu'alors de l'ordre de 8 milliards de deutschemarks (D.M.) a quadruplé lui aussi dans la seule année 1973, pour atteindre 32,98 milliards de D.M. Des lors, réserves et exportations sont devenues les deux atouts majeurs de la nouvelle puissance allemande.

Le quadruplement des prix du pétrole et de nombreuses matières premières en 1974 aurait nu annuler cette double avancée. N'ayant ni pétrole ni matières premières, la R.F.A. n'allait-elle pas devoir dépenser ses réserves de devises pour les payer à leur nouveau prix? Ainsi, les réserves allemandes seraient rapidement transférées aux compagnies pétrolières et minières américaines et britanniques, ainsi qu'aux gouvernements de l'OPEF et d'autres pays du tiers-monde, dont beaucoup placeraient leurs avoirs à Londres ou à New-York. De plus, trois facteurs allaient jouer pour ramener les exportations allemandes à leur niveau traditionnel : le coût de leur production se trouversit considérablement alourdi, et se répercuterait sur

Par PAUL CHAMSOL

une sin en soi, une vois de rechange à l'alliance américaine, un véhicule pour la renaissance du nationalisme européen à l'échelle de la superpuissance (...) alors la malédiction de l'histoire européenne — mort et destruction pour une vaine gloire — sera

leur prix de vente ; leur principal marché, l'Europe industrielle (voir tableau I), ne pourrait plus absorber autant de produits allemands, car la aussi les ressources financières seraient mobilisées pour payer le pétrole et les matières premières; enfin, les nouveaux marchés en expansion de l'OPEP et d'autres pays du tiers-monde ne s'ouvriraient pas à la R.F.A., mais à leurs fournisseurs traditionnels, au premier rang desquels les puissances de langue anglaise. Bref, tant sur le plan commercial que sur le plan

Tableau 1. - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS DE LA R.F.A. EN 1973 ET EN 1978

Garder l'Europe, gagner l'OPEP

	197	3	197	778	
Etats-Unis Europe industrielle (1)					
OPEP				_	
Pays de l'Est Reste du monde			-	-	
40 GER du C					

(1) C.E.E. plus Suisse, Autri Suède, Norvège, et moins Irlande. C.E.E. plus Suisse, Autriche, (Source : F.M.J.)

financier, la bataille paraissait perdue d'avance pour la République fédérale. Or les choses ont pris un tout autre tour. Les réserves allemandes n'ont baissé que très légérement en 1974 et en 1975 (de 1 milliard de D.T.S. environ), puis ont repris une progression rapide (1976: 29954 millions: 1977: 32 713 millions; 1978: 41 360 millions). Loin de se dégonfler, l'excèdent commercial a connu en 1974 son annéerecord (50,85 milliards de D.M.), puis il s'est stabilise à 35-40 milliards

Manifestement, la R.F.A. est parrenue, en gonflant ses exportations, à gagner assez de dollars pour ne pas avoir à entamer ses réserves de devises en payant son pétrole et ses matières premières. La clef de ce tour de force, c'est la nature bien particulière de ces exportations : pour la moitlé environ, il s'agit de machinesoutlis et d'autres biens d'équipement. Or la R.F.A. domine de très loin le marché mondial des biens d'équipement. En 1977, par exemple, elle a assuré à elle seule 42 % des ventes, contre 10 % à son premier concurrent les Etats-Unis (4). Lorsqu'un marché est ainsi monopolise, les clients ont tendance à se tourner vers les sociétés les plus puissantes pour des raisons de flabilité, de qualité, de service aprèsvente, etc., même si ces sociétés ne sont pas les moins chères. C'est d'autant plus vrai pour des produits sophistiqués et durables comme les

biens d'équipement. Le premier facteur négatif, celui du rencherissement des couts de production, n'a donc pas joué. Le second, la compression du marché europeen, n'a pas joué non plus : devant la crise energétique et les nouvelles conditions de la concurrence, de nombreuses firmes françaises, italiennes ou néerlandaises ont ressenti le besoin de moderniser leurs installations, de se rééquiper. Le troisième facteur négatif, le transfert des ressources financières hors des régions atteintes par le rayonnement commercial allemand n'a pas joué davantage : certains pays du tiers-monde. disposant enfin des liquidités qui leur faisaient tant defaut, se sont lancés dans de vastes projets d'industrialisation rapide, et ont réclamé justement ces usines « clefs en main », ces machines-outils, ces biens d'équipement dont l'industrie allemande s'est fait une spécialité. Bref, à la fin de 1974, le « choc pétrolier ». loin de briser la montée en puissance de l'Allemagne, était en passe de lui donner un élan irréversible.

Seule une dépression mondiale pouvait bloquer ce cours en controlant les forces qu'on avait imprudemment dechainées.

Et il y eut une dépression mondiale (5). Les cours des matières premières s'effondrèrent, laissant ici et là dans le tiers-monde telle acièrie geante inachevee, tel complexe ch:mique en construction, curieux ves-tiges de plans d'industrialisation fondés sur l'hypothèse du maintlen des cours du culvre, de la bauxite ou du phosphate. Le chômage grimpa dans les pays industrialisés en pleine récession. Le commerce international périclita, et la monnaie internationale, le dollar, perdit de sa valeur, réduisant d'autant les avoirs de l'OPEP. Enfin, la majeure partie des capitaux cessa d'être investie dans la production, cha-

cun préférant garder les siens hors circuit jusqu'au règlement du problème politique de fond.

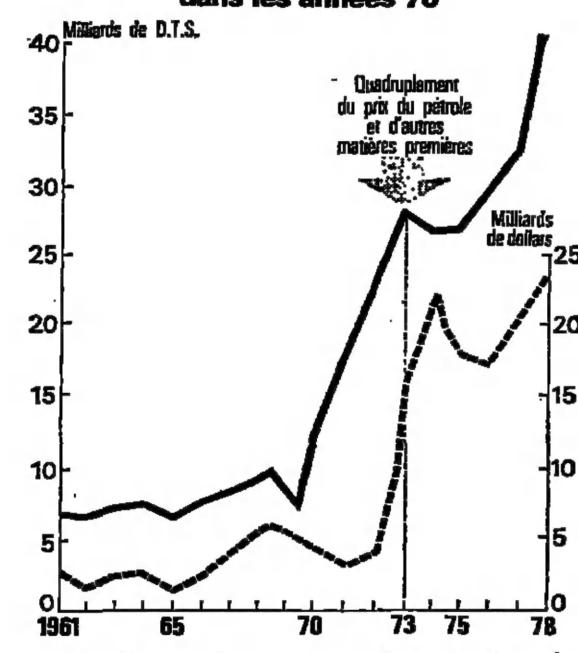
La R.F.A. réagit à cette situation nouvelle en amplifiant le recentrage géographique de ses exportations. Tout son effort, dans les quatre dernières liers du Proche-Orient, le marché le plus disposé.

(Lire la suite page 6.)

(1) Déclaration d'un responsable de la Commerchank cité par l'Internationa; Herald Tribune du 7 fevrier 1980 : « Nous sentons que nous arons une chance sérieuse de décrocher des contrats commerciaux d. Moscou, peut-être suite au retrait américain; les industriels alle-mands se précipitent actuellement à Mos-cou comme us ne l'ont jamais fait aupararant, et les Japonais font la même alose. > L'auteur ajoute que, à son aris, a les banques ne doirent pas et ne peuvent pas jaire de politique... ». (2) Cf. The Economist du 6 octobre 1979. La longue interriew de M. Helmus Schmidt publier par cet hebdomadaire dans ses numéros du 29 septembre (problèmes economiques) et du 6 octobre 1979 (relations Est-Onest) est un document de premier ordre sur le conflit au sein de l'alliance. 13: Cf. The Economist. 8 mars 1980. Nous ne reprenous que l'axe principal du misonnement de M. Peter Jay, dont l'étude mérite d'être lue dans son integralite.

(4) Ct. Conjoncture, bulletin de la Societé générale, n° 204, juillet 1979 (5) Bien qu'on ait pris l'habitude d'exollquer les crises par des facteurs exclusivement macro-économiques, il semble qu'il y ait moyen de détériorer sensiblement une situation en renchérissant à l'extrême le coût de l'argent, ce qu'a fait à l'époque M. Arthur Burns, prési-dent de la Réserve fédérale américaine. De même, la baisse des cours des matieres premières a pu être amplifiée à

Réserves et exportations: le décollage de la R.F.A. dans les années 70



Réserves de devises (en milliards de D.T.S.)* (source : O.C.D.E.) Excédent commercial (en milliards de dollars) (source: "Le Monde", Vingt ans de réussite allemande, *1 D.T.S.=1,33 dollar

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de

en œuvre grace à des methodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92). Cours tous nivenux (même débutant) Service Orientation. Possirise en charge des drotts d'inscription par votre entreprise (lot du 16-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Ensei-

Documentation gratuite à : LANGUES & AFFAIRES, nº de juin, service 2241

DIPLOMATES



les taxes en moins... Peugeot en plus!

Le "plus" PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le "plus" PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing – chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

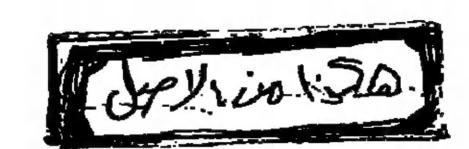
Le "plus" PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas

3 PEUGEOT

8.000 points de vente et de service dans le monde.

SODEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacèrès 75008 Paris.



5,1 milliards de D.M. En même temps, la R.F.A. a maintenu presque intégralement ses posi-tions sur le marché européen — ce qui, dans une Europe en proie à la Crise ou pas, l'Europe industrielle absorbe toujours les trois cinquièmes

des exportations allemandes. Par contre l'importance relative du commerce germano-américain a continué à décliner. Il s'agit d'une tendance de fond. Au début des années 60, les Etats-Unis étaient le premier partenaire commercial de la R.F.A. et

Un ensemble géographiquement cohérent

DAR le recentrage de ses exportations, la R.F.A. trace autour d'elle un cercle — l'Europe industrielle et son marché, le Proche-Orient et son pétrole — d'une grande portée géopolitique. Qu'on y ajoute l'Afrique et ses matières premières, et on aura réuni dans un ensemble géographiquement cohérent tous les ingrédients d'une superpuissance économique à

part entière. L'O.P.A. allemande sur l'Europe occidentale commence à prendre une forme très concrète, grace aux réserves de devises que le « choc pétrolier » a été impuissant à liquider. L'existence de ces réserves allemandes est le véritable ressort du système monétaire européen. Au fond, avec le S.M.E., la R.F.A. cherche à s'assurer des prix de vente stables dans son principal marché d'exportation, Europe Industrielle (par l'instauration d'un taux de change à peu près fixe entre le mark et les autres monnaies de cette zone), en échange de l'engagement de mettre ses réserves à la disposition des autres pays membres pour soutenir leurs monnaies et remédier aux déficits éventuels de leurs balances des paiements. Evidemment, pour éviter de voir ses réserves fondre, la R.F.A. a exigé de ses partenaires qu'ils suivent des politiques propres à limiter au maximum leurs déficits, c'est-à-dire

comptaient pour 11 % dans son com-merce extérieur (importations et exportations); à la fin des années 70, ils sont les sixièmes et comptent pour moins de 7 %. Cette réduction des liens commerciaux accroît d'autant l'indépendance de l'économie silemande envers la première puissance d'Occident. La poursuite de cette tendance dans les toutes dernières années est d'autant plus remarquable que ipres la profonde depression de 1975 le marché américain a connu une forte reprise aiors que l'Europe restait dans la récession. Les Etats-Unis ont alors fonctionné comme un aimant attirant marchandises et investissements européens. La R.F.A. a résisté, semble-t-il, à l'aimant américain, et continué à mettre en place son propre

champ magnétique.

des politiques d'austérité. Mais cette « rigueur économique », que la France commence à bien connaître, n'a pas que des adversaires dans les pays concernés. Des groupes financiers et industriels, en France et en Italie notamment, y trouvent leur compte et peuvent alors administrer à leur pays, grace à l'appui extérieur allemand. une cure d'ultra-capitalisme que le rapport des forces national ne semblait guère autoriser jusque-là. Tout cela crée une réelle solidarité politique autour de la R.F.A., qui se traduit dans les progrès de l'aunification européenne». On comprendra que le S.M.E. soit peu apprécié — sauf évidemment dans les propos officiels par les responsables de Washington et de Londres. Empruntons encore à M. Peter Jay ce jugement : «La volonté de faire un pas dans la direction de blocs monétaires rivaux, dont les relations ne seraient pas régies par des accords et des décisions prises en commun, mais par une compétition anarchique, est symptomatique du mépris croissant de l'Europe pour les besoins fondamentaux de l'harmonie et de la puissance de l'Occident, surtout quand se dessine une occasion de faire un geste a européen >, même

si ce geste est en réalité nuisible aux

véritables intérêts de l'Europe elle-

En même temps, l'Allemagne cher-che à prendre pied sur le plan poli-tique dans la zone-clef du Proche-

Orient.

Elle le fait d'abord par l'intermé-diaire de la France, selon la méthode de l' « après-vous-Valéry » (6). De l'envoi d'une force d'intervention au Liban jusqu'au récent voyage présidentiel dans le Golfe et en Jordanie, avec coup de chapeau à l'OLP, sans oublier le séjour de l'imam Khomelny à Neauphle-le-Château (7), la France est d'autant plus active aujourd'hui dans la région qu'elle a la puissance allemande derrière elle. Mais la R.F.A. conduit aussi son action propre : outre les liens directs qu'elle tente d'établir avec l'Trak, voire l'Arabie Saoudite, c'est, selon la politique traditionnelle allemande, la Turquie qu'elle convoite au premier chef.

Pourquoi la Turquie, pays pauvre, en proie à de très graves difficultés économiques, et qui, jusqu'ici, a surtout fourni à la R.F.A. des travailleurs immigrés ? On le sait peu mais ce n'en est pas moins vrai, il y a beaucoup de pétrole en Turquie, et du petrole entièrement inexploité à ce jour. Et cette source de pétrole, vierge de toute attache financière ou autre avec les puissances anglo-saxonnes attire le capital allemand dans ce pays. C'est ainsi que les exportations allemandes en Turquie, égales aux exportations américaines en 1972, leur sont devenues deux fois et demie supérieures en 1978. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que le sommet de la Guadeloupe ait reconnu une certaine prédominance allemande en Turquie — dans un cadre multilatéral. — Bonn étant chargé de « coordonner » l'aide occidentale à ce pays.

Mais la lutte pour la Turquie est loin d'être terminée. Si la R.F.A. a versé au pays (en son nom propre) 200 millions de dollars en 1979, et s'apprête à lui en fournir, cette année. 350 millions, la « coordination » de l'aide des autres Etats occidentaux semble assez difficile. En attendant, les Etats-Unis reviennent installer en Turquie des bases militaires — avec une aide de 250 millions de dollars pour l'achat d'armes américaines et de 200 millions de dollars pour soutenir l'économie. Cela, bien entendu pour répondre à l'intolérable défi

soviétique en Afghanistan. Troisième objectif : l'Afrique. L'Allemagne y pénètre par les deux bouts, selon la même méthode de l' « aprèsvous-Valery » et grace à son rapprochement avec l'Afrique du Sud. Si l'on fait le total des exportations françaises, anglaises, allemandes, américaines, japonaises et soviétiques en direction de l'Afrique (pays petroliers. Egypte et Afrique du Sud non compris), les exportations françaises comptaient en 1978, pour 43 % du total (voir tableau 2). C'est que la France est de loin la première puissance africaine, et on sait que Paris ne recule pas devant les opérations militaires pour maintenir cette position. Dans le cadre de son alliance avec la France, voilà un acquis de

poids pour la politique allemande. L'autre est l'Afrique du Sud, première puissance économique et militaire du continent, où une lutte larvée

proportion avec sa taille ou sa popu-

lation de soizante millions d'habi-

tants », qui « est devenue le premier

exportateur mondial, et n'exporte pas

seulement des marchandises, mais des

capitaux, du management et de la

technologie»; qui «a reconstitué sa

puissance militaire au point d'avoir,

dans l'OTAN, les forces convention-

nelles les plus développées après celles

des Etats-Unis (...), y compris un tiers

de tout l'effectif terrestre et aérien

de l'OTAN et la moitié de ses tanks »;

et qui « avance le concept de division

du travail dans l'alliance atlantique ».

oppose, en gros, au sein de la commu-nauté blanche, des éléments « durs » d'origine hollandaise ou aliemande à des éléments plus libéraux, et plus liés au capitalisme mondial, souvent d'origine anglo-saxonne. Au moins, jusqu'à la récente arrivée au pouvoir qui a fait quelques pas en direction de ces derniers éléments, on a assisté à l'érosion de l'influence anglo-américaine en Afrique du Sud, et à la montée de l'influence franco-allemande. Sur l'ensemble des exportations de ces quatre pays en direction de l'Afrique du Sud, la part de la France et de la R.F.A. est passée de 35 % en 1972 à 48 % en 1978, et la R.F.A., troisième

confortable. L'Afrique est tellement riche en matières premières (que l'Europe importe aujourd'hui en grande partie... du Canada) que l'on voit se dessiner un gigantesque conflit pour le continent noir, qui n'est certes pas celui dont perient les journaux télévisés...

fournisseur après les Etats-Unis et la

Grande-Bretagne en 1972, est devenue

en 1978 le premier, avec une avance

Euromissiles et négociations germano-américaines

au nom duquel la R.F.A. se lierait en TOILA une Allemagne bien éloignée de l'image traditionnelle du priorité avec les pays où les Etats-Unis sont peu appréciés et ne peuvent « bon élève de la classe atlantique ». ètre présents eux-mêmes... Mais c'est l'Allemagne réelle. Celle qui n y a cependant un attribut a réclame le statut de grande puissance» (8). Celle qui « a conquis un haut degre d'indépendance et dispose d'un degré d'influence mondial sans

essentiel de la puissance qui fait défaut à la R.F.A.: l'arme nucléaire. Officiellement, la République fédérale n'en veut pas, mais à quoi bon cet effort de montée en puissance si l'on renonce d'avance à l'atout-maître? Périodiquement, d'ailleurs, on évoque l'éventualité d'une « bombe allemande » à propos des progrès brésiliens ou sud-africains dans la maîtrise de la technologie nucléaire, progrès qui s'effectuent, dit-on, en liaison étroite avec les centres de recherche ouestallemands.

Aucune puissance nucléaire actuelle ne verrait d'un bon ceil l'acquisition de l'arme atomique par la R.F.A. Pas même la France, qui estime que sa propre force de frappe est l'élément qui contrebalance le dynamisme économique allemand dans l'alliance Paris-Bonn. Londres et Washington, à plus forte raison, y ont toujours été hostiles, et leur politique de non-prolifération vise particulièrement la

the knowled

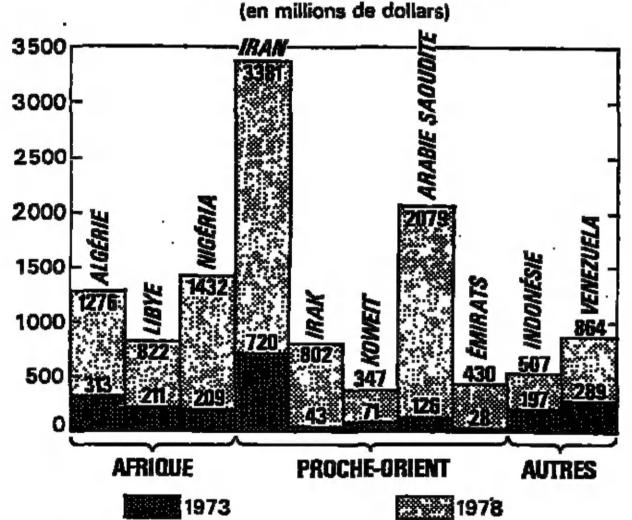
·--

--ምሳ<u>ኒ ነ</u>ት.

(SAME

Aussi, la récente décision de l'OTAN, soutenue par Washington, Londres et

La poussée des exportations allemandes dans les pays de l'OPEP



(source : F.M.I.)

Tableau 2. -- PARTAGE DES MARCHÉS D'EXPORTATION EN 1978 (1) La faiblesse des positions soviétiques

Destination	Etats- Unis	Grande- Bretagne	R.F.A.	France	Japon	U.R.S.1
Pays industriali-						
sés (2)	24,2 %	12,7 %	38,9 %	16 %	12,7 %	3,5 %
OPEP	27,9 %	15 %	21 %	10,9 %	24,7 %	0,5 %
Afrique du Sud, Nouvelle - Zélan-		~		,	7	
de, Australie	28 %	22 %	17,9 %	5,6 %	26,4 96	0,1 %
Autres pays d'Eu-	-	- 1	-		4	
торе (3)	15 %	21,7 %	29,3 %	13.8 %	6,6 %	13,6 %
Autres pays					٠,٠,٠	
d'Amérique	56,8 %	7,5 %	11,4 %	7 %	17 %	0,3 %
Autres pays du		1 -7- 7		- ~	,0	-,- ,-
Proche-Orient	35,9 %	17 %	18,9 %	14,2 %	10,3 %	3,7 %
Autres pays d'Asie	29,1 %	8,3 %	8,3 %	4,5 %	49 %	0,8 %
Autres pays					- ~	-10 70
d'Afrique	13,7 %	16,6 %	16,4 %	43,3 %	8,7 %	1,3 %
Pays de l'Est et					-, , ₁₀	-,- ,-
Chine	17,9 %	8,3 %	34 %	12,1 %	27,7 %	

(1) Seules out été prises en compte, pour le calcul des pourcentages, les exportations provenant des six pays comparés. (2) Etats-Unis, Canada, Japon, C.E.E. plus Autriche, Suisse, Suède, Norvège et moins Irlande. (3) Y compris la Yougoslavie et la Roumanie, ce qui explique la pourcentage soviétique. Le pourcentage britannique est dû en majeure partie au commerce avec Pirlande. (Source : F.M.I.)

(6) Expression empruntée à l'étude des rapports franco-allemands parue Cans. The Economist du 26 mai 1979, sous le titre : « France-Allemagne, le couple (7) Business Week, dn 5 février 1979.

écrit : « Le président français Valéry Giscard d'Estaing a essayé de persuades le président Carter au sommet de la Guadeloupe des quatre Grands que le chah depatt r'en aller. » Il signale aussi que les cinq dirigeants, aussi puissants que discrets, de l'association des marchands de Téhéran sont « souvent vus dans les couloirs privilégiés du Club français de Téhéran, Hen de réunion très fermé de cette élite commerciale ». La révolution iranianne est purement nationale, mais il semble que Paris ait manifesté un appui actif dans l'espoir, probablement, qu'après le retrait du chan et de ses amis du groupe américain Rockefeller il y aurait une place à prendre à

(8) Jugements extraits d'une étude parue dans Business Week du 3 mars 1980 sous le titre : « Allemagne, l'allié récal-

Dans les revues...

Saluons une nouvelle revue qui s'avance au premier rang avec une conviction résolue : LE DEBAT, que dirige Pierre Nora, Pourquol le Débat? « Parce qu'il n'y en a pas en France. » Le voici donc enfin ouvert et nourri : de l'existentialisme à la c diplomatie culturelle > ; de la stérilisation a la presse féminine : de l'inexactitude des sciences exactes à l'intelligence du politique... au dix-neuvième siècle : des détenus politiques en U.R.S.S. au refus cordial d'une détention confortable, libéralement offerte par les Etats-Unis à la France. Pierre Nora reprend avec autorité une musique aux infinies variations : le pouvoir intellectuel. Il lui donne, en historien, une inflexion forte : celle qu'appelle et qui appelle l'histoire. (N° 1, mai, mensuel. ce numéro 170 pages, grand format, 28 F. -Editions Gallimard, B.S.I., 12, rue Avaulée, 92240 Malakoff.)

CERES, REPERES, fait peau neuve et affirme, par son nouveau titre incisif (NON!) sa rocation à résister aux assauts de l'idéologie dominante dans laquelle se dissolvent les idéologies. A cet égard, le premier numéro est une réussite avec cet Abécédaire de la nouveile idéologie qui a'emploie, avec un souci pédagogique évident, à démontrer la vaculté d'une réflexion qui tire sa force principale de l'audience que lui accordent les grands organes d'information et le monde de l'édition. Le sujet n'est pas épuisé, on attend la sulte au prochain numéro. (Nº 1. bismestriel, mai-juin, 35 F. - Editions Jacques Mandrin, 5, rue Payenne, 75093 Paris.)

🖸 A son tour. l'ancienne revue du

EL ECHANGES ET PROJETS, qu'anime Jacques Delors, revient sur le thène inépuisable des intellectuels devant ou dans la politique, et plus précisément ici : e Face à la crise. > Quant à la rubrique de l'actualité, elle est caractérisée par un seul mot trois fois répété : menaces. (N° 21, trimestriel, 18 F. - 10, rue des Pyramides, 75001 Paris.)

M La REVUE POLITIQUE ET PARLE-MENTAIRE pase in question : « La France est-elle un pays en vole de sous-dévelop-pement » dans le domaine de l'information, avec une « table rande » réunissant notamment Jacques Delors, Jacques Thibau et Georges Montaron. (Avril, bimestrie). 19 F. - 17, avenue Gourgand, 75017 Paris 1 E POLITIQUE INTERNATIONALE revient sur les grands sujets au cœur de l'actualité ; les problèmes stratégiques, l'Iran, l'Afghanistan et le Proche-Orient. Dans un a minitestament politique s. Ygai Allon, e colombe » israéilenne aujourd'hui disparu, se prononçait contre la venue à Paris de M. Arafat. En liaison avec le conflit israélo-arabe, une analyse de John C. Campbell sur les intérêts américains et européens dans la région,

(N° 7, printemps, trimestriel, 50 P. -4, mo Cambon, 75001 Paris.)

M Dans FOREIGN POLICY, Richard Gilmore montre comment les sociétés privées qui contrôlent 80 % des exportations de céréales américaines sont en mesure de tirer profit de toute circonstance - embargo ou au contraire vente massive — en jouant sur les fluctuations des cours. Trois auteurs, egalement américains, envisagent, d'autre part, les possibilités de changement dans la politique raciale sud-africaine. (Nº 38, printemps, trimestriel. 3 dellars. - P.O. Box 984, Farmingdale, N.Y. 11737.)

5 André Gunder Frank s'interroge, dans THIRD WORLD QUATERLY, sur les livraisons d'armes aux pays du tiers-monde. leur emploi éventuel, la multiplication des régimes militaires et des interventions étrangères, surtout en Afrique. A signater aussi un article de R. Krishnamurti envisageant le résultat des négociations muitilatérales du GATT quant aux économies des pays sous-développés. (Vol. II. N° 2. avril, trimestriel, 3 livres. - New-Zealand House, 80 Haymarket, Londres SWLY

Sous un titre qui sonne mai en francais, SUDESTASIE se veut e magazine d'information > : le nouveau mensuel se consacre donc à l'actualité en Asie du Sud-Est, traitée dans des articles relativement courts, mais où les problèmes et les difficultés du développement sont la préoccupation essentielle. (Nº 1, mai mensuel, 10 F. - 17, rue da Cardinal-Lemoine, 75885 Paris.)

Il Une fois encore, le périodique américain MERIP REPORTS se consacre presque entièrement à l'Iran. En partiles campagnes, avec des reportages d'Eric et de Mary Hooglund. (Nº 87, mai, mensuel, 1,65 dollar. - P.O. Box 3122, Washington, D.C. 20010.)

F - La géographie soviétique est-elle révolutionnaire ? », se demande, dans HERODOTE, sans y répondre pleinement, Rodolphe de Konninck aul. lui, a choisi de e privilégier l'analyse marxiste. > L'essentiel de cette livraison est cependant consacré à l'Iran et à l'Afghanistan, dont les problèmes sont envisagés dans leurs rapports avec la géographie (avec un texte d'Elisée Reclus sur « les problèmes de l'Asie antérieure »). (No 18, avril-juin, trimestriel, 28 F. -François Maspero, 1, place Paul-Paintevé,

75005 Paris.) ☑ Constatant qu'au Nigeria le développement aggrave le sous-développement des zones rurales, E. Essanyagu propose, dans AFRIQUE ET DEVELOPPEMENT-AFRICA DEVELOPMENT, un modèle d'industrialisation décentralisée conçu en fonction des besoins des économies locales. (Vol. IV. No 4, octobre-décembre 1979, trimestriel, abonnement 69 F. - Codestria, B.P. 3304, Kakar.)

di Un reportage sur Cuba dans le périodique trotskiste INPRECOR : les auteurs sont partis, mais en vain disent-lis, à la recherche de l' « homme nouveau » et ce serait là l'échec de la révolution conduite par Fidel Castro et qui s'achemine e sur les sentiers glissants du socialisme existant réellement. » D'autre part. Anna Libera commente le voyage d'Enrico Berlinguer en Chine. (Nº 77, 15 mai, bimensuel, 7 P. - 2, rue Richard-Lenoir, 93199

Dans NUEVA SOCIEDAD, Clodomiro Almeyda et José Cayuela envisagent le retour à la démocratie en Amérique latine. A lire également un entretien avec M. Maurice Bishop sur la révolution populaire à Grenade. (Nº 46, février, bimestriel, abonnement 10 dollars. - Apartado Postal 874, San José, Costa Rica.)

SIN CENSURA, mensual en langue espagnole, accorde une place importante au rapprochement historique entre le Brésil et l'Argentine ; à ce propos, Carlos de Sa Rego analyse l'évolution récente de la politique extérieure brésilienne et ses progrès dans le tiers-monde. Carlos Gabetta insiste, quant à lui, sur la percée diplomatique de l'Argentine malgré le handicap de son image en matière de droits de l'homme. (N° 3, mai, mensuel. 2 dollars. - 5, rue Geoffroy-Marie, 71005 Paris.)

E ECONOMIE ET HUMANISME replace

l'épisode du référendum su Québec sur in a souverainete-association > dans une perspective plus fondamentale, calle de l'indépendance des États d'Amérique. Seion Jean Bunel, « c'est un peu le Québec qui rend le Canada différent des Etats-Unis. (Nº 253, mai-Juin, 30 F. - 14, rue Antoine-Domont, 69372 Lyon Cedex 2.) Dans une perspective r post-indus-trialie s. la revue ECONOMIE PROSPEC-TIVE INTERNATIONALE amorce une réflexion sur la crise actuelle en Occident. En prenant pour thème la société américaine, les études portent sur le rôle économique de l'Etat dans l'évolution des salaires, sur les changements dans la productivité du travail à la suite de la révolution électronique, etc. (Nº 2, avril. trimestrial, 50 V. - La Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93398 Anbervilliers Cedex.)

La reconnaissance des droits des minorités linguistiques apparaît à J.J. Kourliandsky, dans la NOUVELLE REVUE SOCIALISTE, comme un des moyens les plus féconds pour créer un contre-pouvoir susceptible de promouvoir l'unité européenne et de s'opposer aux injustices sociales. (Nº 47, mars-avril, bimestriel. 15 F. - 7 bis, place du Palais-Bourbon. 75007 Paris.)

Pour son vinstième anniversaire L'EUROPE EN FORMATION pose la question devenue un leitmotiv : « Peut-on

éviter la troisième guerre mondiale? La réponse est évidemment : grace à l'Europe. Calle-ci, en attendant, est « en quete d'une monnaie. » (Avril, bimestriel, 30 F. - 17, rue du Faubourg-Montmartre.

75009 Paris.) DEFENSE NATIONALE aborde de nouveau le thème de l'orme nucléaire. cette fols dans un contexte principalement national avec, entre autres, une analyse du général Arnaud de Folard sur la complémentarité des armes tactiques et stratégiques. (Mai, mensuel, 28 F. l, place Joffre, 75700 Paris.)

A RAISON PRESENTE donne pour thème au second recueil de sa nouvelle formula : la violence (analyse sociologique de J. Duvignaud), sinsi que sa contrepartie : la théorie et la pratique d'une non-violence (J.-M. Muller). Le thème s'élargit et entre dans le concret, agrez pour conduire à parier des violences : violence d'Etat et démocratie (le « cas » de la R.F.A), violence idéologique, e violence comme langage > (G. Mendel). (Nº 54, deuxième trimestre, trimestriel, 32 F -16, rue de l'Ecole-Poyitechnique, Paris-5°.)

de Comme dans ses numéros spéciaux antérieurs, EUROPE apporte dans celui-ci une contribution à la connaissance des littératures et des cultures du monde entier. Ici, de la Martinique et de la Guadeloupe, avec, entre autres. Aimé Césaire qui les éciaire en évoquant son propre effort de poète. (Avril, mensuel, 29 F. 21, rue de Richellen, 75001 Paris.)

Suite du dossier sur l'éducation populaire proposé par la REVUE INTERNA-TIONALE D'ACTION COMMUNAUTAIRE avec, pour préoccupation dominante dans ce sacond volet, les rapports entre forma-tion et monde du travail. (3/43, printemps, somestriel, 38 F, ADRIAC, Institut d'études politiques, CEPES, B.P. 34, 38401 Saint-Martin-d'Hères.)

HUMANISME ouvre un dossier sur les sectes, dont elle dresse un répertoire et qu'elle définit avec un souci de l'objectivité qui peut cependant laisser piace à des jugements. (Avril, bimestriel, 14 F, 16 bis, rue Cadet, 75809 Paris.)

Wu anniversaire, dans L'HISTOIRE celui du drame de Mers-Ei-Kébir, résultat de la confusion, de la hate et de déplorables méprises, avec ses conséquences dans la France d'alors que montre bien J.-P. Azéma. (Mai, mensuel, 15 P. Seuil-La Recherche, 57, rue de Seine, 75006 Paris.)

E LES TEMPS MODERNES commémomorent le vingtième anniversaire de la mort de Pasternak avec un témolgnage de Nina Mouravina, amie de l'écrivain. Dans la rubrique « le sexisme ordinaire ». une déclaration contre l'intervention en

Afghanistan, dans le style très libre propre au Mouvement de libération des femmes. (Avril, mensuel, 20 F. - 26, rue de Condé. 75006 Paris.)

■ Vingt ans d'existence, c'est l'occasion pour le P.S.U. d'établir un bilan dans CRITIQUE SOCIALISTE : moins de réussites on d'écheca qu'une fonction d'avant-garde dans la politique française. (Nº 38-39, bimestriel, 30 F, Editions Syrus, 9, rue Borromée, 75015 Paris.)

E Une livraison de FEMMES ET MONDES sur les exclus des droits de l'homme ». Salaires insuffisants, chômage, sollicitations à la consommation atteigaent beaucoup plus les femmes que les hommes, les droits de la femme étant les droits de l'homme, plus quelque chose. Qui est d'abord une protection contre l'homme. (Avril-mai, trimestriel, 5 F. -7, rue de Landy, 92119 Clichy.)

CINÉMA

E LA REVUE DU CINEMA étudie, à l'occasion du Festival de Bagdad, les films consacrés à la question palestinienne. (No 350, mai, mensuel, 12 F, 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 67.)

Dans CINEMA 80 : une étude thématique du cinéma soviétique des années 70 sinsi qu'un entretien avec le cinérate hindou Mrinal Sen. (No 257, mai, mensuei, 14 P. - 6, rue Ordener, 75018 Paris.

El Le film de Francesco Rosi « Le Christ s'est arrêté à Eboli » fait l'objet d'un dossier dans POSITIF où on lira aussi des textes sur trois autres cinéastes Italiens : Federico Pellini, Pasqualino de Santis (chef operateur) et Bernardino Zamponi (scenariste). (No 239, mai, men-suel, 18 F - 39, hd Sébastopol, 75862 Paris.)

Les leurres et les pièges du débat télévisé sont exposés (à partir d'un film de Raul Ruiz) dans VIDEO/GLYPHES. (No 3-4, mai, trimestriel, 22 F - B.P. 327, 75064 Paris Ceder 02.)

La revus québécoise COPIE ZERO consacre un numéro spécial (entretien, temoignages, filmographie) à l'œuvre remarquable de Michel Brault, père du ciné-ma direct. (N° 5, mai, trimestriel. 2 dol-lars canadiens. - 335, bonievard de Maisonneuve - Est Montréal, Québec H2X 1EL)

LES CARIERS DU CINEMA publient un texte inédit de Roland Barthes sur l'œuvre du cinéaste italian Michelangelo Antonioni. (No 311, mai, mensuel, 18 F -9. passage de la Boule-Blanche, 75012

adictions au sein

coppose of the control of the contro t de delines pour atti-te. Cate, hine gestaufe A Protestado de Africantan two par bu diens backs. motificate de , a squateat migra p abn temblic. f Afterior de Bud. In 1900 in transplacions frames. Liebentin topffinies marrier and distriction by All Book a when there betrefters. NOM BUE IN MUDICIA PRINCIPAL AND LABOR. . trible good 48 % du them I: Cast que le Grande R p. et en mit que Para dr-4551 to 4057953400 L'Aite manishis rotal same Maria de articologia que with Quanting biefeller alf Applia

do Cara-on Education minds at the bills bette smissiles et négociations germano-américaines priorite air Cult waste and ware traditionable du in cleans attentions a sere present and an enter Crimmana realist. Colle qui datol de grande pare li V a - is get as consume wh maneral set in the defaut a la line ! santar mendral same Officiellettett the section of properstieft beilt ben effort de Austria The drawner is promise remater 441.... 2 2 20 Perma quelle il Jesephine. representation to the le to the transmitted of and affice to die. - ------MOS PARAGONAL TO THE PARAGONAL PROPERTY OF T strained and proceed disperse. a office the · includes the action were the tartities of the tartest THE COLD SOMETIME WESTER Aurune : " I surroute of adries de l'arme a : - maille de ses bands s new to opposit the distance. bentute in the state of the sta and l'albance attantique », TATION SIL-1970 (1)

namique
Paris Is a bootstee, et -Hieration RFA *** Aget, la service de la casa gogletius [... ... 13 % The Market The Party of the P 12160 1 415 5 5 Tax 5 7 W & COLD ! Eile Bengan . E4 % Ancipi 4 County & i. . and door! ** Green Steiner. POSE BER AT ... problem fr MJ S 404H Book was now the time also as a community of the community fortime . 4 the district of the first and a Bertint Barre . pilitara in APPLICATION .

> egenteres to Reg form Fil

5 · 24 3.

Mert \$ 214 " :

CINEMA

· _ - · · · · · · · · ·

de l'alliance atlantique

Bonn, d'installer en 1983 sur le sol allemand (et dans d'autres pays eurodes missiles nucléaires à moyenne portée visant le territoire soviétique laisse-t-elle perplexe. Officiellement, ces curomissiles resteront sous le contrôle de l'OTAN et sont indispensables pour faire contrefeu aux SS-20 soviétiques, Mais on est conduit à se demander pour quelles raisons les Etats-Unis s'apprêtent à entreposer des armements nucléaires sur le territoire de leur grand rival économique, armements qui, de plus, seront aux mains d'une organisation dont un tiers des effectifs est allemand.

« C'est l'Occident, écrivit alors l'amiral Sanguinetti, qui dispose d'une supériorité reconnue — 7 000 têtes environ contre 3 500 — dans ce domaine nucléaire tactique, qui compense justement (...) l'avantage soviétique en matière conventionnelle. » (9). Ce n'est pas en comparant toutes les forces de l'Est et toutes les forces de l'Ouest, mais en comparant uniquement l'Est et l'OTAN qu'on a e réussi à persuader l'opinion publique du contraire ». Or, si effectivement « les armes de l'OTAN ont été limitées à de courtes portées. l'alliance occidentale n'est pas dépourrue pour autant, bien qu'on semble vouloir le taire en l'occurrence, des moyens de contrebuttre les engins soviétiques. objets de ce débat. Elle le jerait simplement à des niveaux de décision politique supérieurs à l'OTAN. » Essentiellement au niveau du président des Etats-Unis, qui contrôle « les sousmarins nucléaires lancs-engins américains, représentant quatre cents têtes nucléaires Poseidon, qui ont été détachés du système central américain an théatre européen (...). Its sont à pied d'œuvre dépuis longiemps, aussi invulnérables à toute frappe soviétique que faciles à renforcer ».

M. Peter Jay lui-même, peu suspect de pacifisme ou de complaisance envers l'U.R.S.S., trouve absurde l'idée de vouloir à toute force mettre sur le sol européen le moyen de riposte au SS-20 : « La face cachée de la lune, la mer, ou tout simplement la force américaine existante des missiles balistiones intercontinentaux (I.C.B.M., même limitée par les SALT, auraient été d'aussi bonnes ou de mellleures sokitions. » A défaut de raison militaire. il faut donc qu'il y ait une raison politique. Et il n'y en a qu'une possible : la nucléarisation militaire de la R.F.A.

« L'insistance sur le déploiement de ces missiles sur le sol de l'Europe, ajoute M. Peter Jay, dont on a fait une question de principe (_), n'est intelligible que si on admet une prémisse inexprimée : que l'Europe -- c'est-à-dire les gouvernements de l'Europe occidentale agissant indévendamment de l'OTAN et des Etats-Unis --- a besoin d'être capable de dissuader les Soviétiques d'utiliser les SS-20 en manifestant sa propre capacité d'ordonner des représailles nucléaires contre la Russie, capable de lui infliger des dommages inacceptables. v

Tout s'éclaire différemment si l'on replace la décision de l'OTAN dans la dynamique des rapports germanoaméricains au coura des deux dernières années. Le conflit au sein de l'alliance n'est pas fait uniquement de coups de force, il s'accompagne aussi de negociations continues entre les parties. Dans ces négociations, les Etats-Unis cherchent à obtenir un recul de l'offensive allemande, et la R.F.A. une reconnaissance de sa puissance nouvelle et des garanties qu'on ne cherchera pas à la remettre en cause par quelque séisme économique du type de celui de 1974 ou par son équivalent politique. Dans ce cadre, le projet des euromissiles est, à l'origine, non un plan américain, mais une revendication allemande.

Au printemps 1978, les pressions américaines sur la R.F.A. sont à leur apogée. Washington insiste pour que Bonn relance son économie intérieure. jone le rôle de « locomotive » de l'économie mondiale en achetant massivement les produits des autres pays industrialisés. Toute politique de ce genre entraînerait de fortes dépenses de devises, ferait diminuer les réserves et relancerait l'inflation, donc renchérirait les exportations. En même temps, l'accord nucléaire germano-brésilien donne lieu à de violentes critiques. Enfin, depuis l'accession au pouvoir du président Carter, les rapports Est-Ouest se sont envenimes, en particulier au nom de la défense des droits de l'homme dans le camp d'en face, ce qui ne peut que mettre la R.F.A. vu aa position géographique, dans une position inconfortable. Bonn résiste à ces pressions, refuse de relancer son économie intérieure dans des proportions trop importantes, critique la politique économique et la politique des droits de l'homme du président Carter, tient bon sur l'accord nucléaire avec le Brésil et invite en mai 1978 M. Leonid Brejnev à Bonn (10), signe un accord économique de vingt ans avec l'U.R.S.S. et donne au secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique l'occasion de prononcer un grand discours politique à la télévision questallemande. M. Brejnev explique qu'on se trouve q à un tournant décisif des événements mondiaux », que l'U.R.S.S. est un immense chantier où l'on construit beaucoup et qu'elle n'a donc aucum intérêt à une guerre qui casserait son développement, et qu'e il est temps pour les politiciens responsables de tous les Etats sans exception de déclarer à leur peuple : il ne doit pas y avoir de guerre. (...) Tout délai, tout ralentissement, pourrait coûter beau-

Devant le risque d'un compromis provisoire germano-soviétique qui assurerait à la R.F.A. la tranquillité politique et une autre source de matières premières, et aussi pour des raisons intérieures, les Etats-Unis, à partir du sommet de Bonn (juillet 1978), changent de tactique. D'un côté, à l'intention de Moscou, ils agitent bruyamment la carte chinoise : si

PURSS, croit pouvoir éviter par un accord avec la R.F.A. l'emergence d'une nouvelle puissance nucléaire à ses frontières, elle se trompe, car Washington pourrait répliquer en fournissant des missiles à Pékin. De l'autre, à l'intention de Bonn, les Etats-Unis s'orientent vers une palx générale fondée sur la reconnaissance des principales revendications allemandes. Les Etate-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la R.F.A. se rencontrent en janvier 1979, au sommet de la Guadeloupe, où Bonn obtient le rôle de a coordonnateur a de l'aide occidentale à la Turquie, le retrait américain d'Iran (le chan sera abandonné à son sort), l'engagement de conclure rapidement le traité SALT 2 et l'acceptation du projet des euromissiles. Au même moment, l'expédition « punitive > de la Chine au Vietnam fixait ailleurs l'attention soviétique.

Mais, au cours de l'année 1979, la poignée de main américaine se transforme en une nouvelle prise de judo. En échange de l'acceptation de ses revendications, la R.F.A. s'était engagée à baisser sa garde, à commencer à dépenser des réserves de devises, et mévoyait donc un modeste déficit dans sa balance des pajements de 1979. Or les compagnies pétrolières, créant une pénurie de pétrole artificielle à partir l'interruption de 12 production iranienne pendant la révolution, parviennent à faire monter les prix mondiaux de 60 % (11). C'est le « second choc pétrolier», qui transforme le modeste déficit consenti par la R.F.A. en déficit catastrophique. En même temps, après la signature solennelle du traité SALT à Vienne, le Congrès américain n'entend pas le ratifier. Ainsi, lorsque vient la décision de l'OTAN sur les euromissiles, à la fin de l'année 1979, l'U.R.S.S. n'a pas à mettre en balance, comme c'était prévu, le fait accompli des euromissiles et l'acquis de SALT 2 Dans ces conditions. Moscou n'a aucune raison de tolérer ce premier pas vers l'armement nucléaire de la R.F.A. Washington a transformé la revendication allemande en atout maître de son propre jeu. en détonateur d'une nouvelle guerre

L'enjeu de la guerre froide

NOUS avons dit très gentiment aux Allemands, explique un financier américain, que c'est nous qui les avons aidés, après la seconde guerre mondiale, à reconstruire cette merveilleuse économie. Puis, moins gentiment, nous leur avons rappelé qu'ils ont encore besoin de grands marchès pour leurs merveilleuses machines-outils (...) et que nous pourrions mettre des droits de douane sur elles aussi jacilement que sur les voitures japonaises. Et finalement nous avons été très grossiers, et nous leur avons rappelé qu'ils se trouvent infiniment plus près que nous de la Russie » (12).

La R.F.A. (c'est aussi vrai du Japon) (13) se trouve sur ce qui tiendrait lieu de « front » entre l'Est et l'Ouest. Que dire de plus? Toute menace de guerre mondiale, tout climat de guerre froide réduit considérablement sa marge de manœuvre politique. C'est que, si elle poussait trop kin son avantage, une guerre réelle, quels qu'en soient la durée, le caractère et l'issue, détruirait l'appareil de production de l'Allemagne, ruinerait ses finances et infligerait à sa population de terribles pertes humaines. On comprend les propos récents de M. Helmut Schmidt : « Nous ne voulons pas revenir à la guerre froide. Il n'y a rien à gagner pour les Allemands dans une guerre froide, divisée comme l'est notre nation, divisée comme l'est notre capitale, Berlin, rien a gagner a une nouveue persoae querre troide » (14). a Il y a plus de vingt ans, relate l'amiral Sanguinetti dans une récente

Interview à la revue américaine In These Times, quand je servais dans l'OTAN, des officiers américains m'avaient tenu un raisonnement qui m'avait frappé. Ils m'ont dit amicalement : a Tu vois, je pense qu'un jour nous serons obligés, nous Amérineains, d'envisager la destruction de l'Europe. Parce que vous êtes, de très loin, notre principal concurrent réconomique » (15).

Est-ce bien ce qui se passe aujourd'hui? La thèse de la « menace soviétique » doit être examinée de près. Le tableau 2 montre que l'U.R.S.S. n'est un rival sérieux sur aucun marché. Son effort d'armement, y compris d'armement offensif, est inspiré par la montée d'une Allemagne qui veut se réunifier (16) et retrouver une zone d'influence en Europe de l'Est. Aujourd'hui entraînés dans une tourmente qu'ils n'ont pas voulue, les diri-

geants allemands unanimes — M. Franz-Josef Strauss déclare lui aussi qu'« il n'y a pas lieu de souffler sur le feu» et ajoute que « des affron-lements militaires seraient catastrophiques en Europe» (17) — voudralent parallèlement faire accepter par Moscou les euromissiles et, par Washington, la prise en compte des intérêts globaux de la R.F.A.

Moscou refuse de les écouter : ont été successivement annulées la visite de M. Hans-Dietrich Genscher à Prague, la visite du ministre du travall Ehrenberg à Moscou, la visite du ministre de l'économie Lambsdorff à Varsovie, la visite du ministre des affaires étrangères hongrois Frigyes

Puia à Bonn, la rencontre Schmidt-Hooseker et la rencontre Schmidt-Brejney. On ne discute pas avec a le gouvernement des euromissiles s. Par contre. s'il s'agit d'accepter une coopération économique germano-soviétique sans aucléarisation de l'Allemagne. alors tous les espoirs sont permia et de cela on veut bien discuter. Ce que prouvent les récentes visites à Moscou de M. Hellmuth Buddenberg, président de la B.P. allemande de M. Wilhelm Christians, co-président de la Deutsche Bank, de M. Hans Ewaldsen, président de la Deutsche Babcock, de M. Willy Korf, chef du groupe Korf Stahl, etc., ainsi que la visite d'une délégation soviétique aux usines Mannesmann pour négocier un énorme contrat. De même, on loue à Moscou les attitudes françaises en faveur de la détente da France, on l'a dit, n'a rien à gagner non plus à la nucléarisation de la R.F.A.), mais on entend moins les déclarations similaires du

gouvernement de Bonn. Avec Washington, les discussions portent sur deux points : la reconnaissance effective de l'influence allemande en Turquie et la présence militaire européenne au Proche-Orient. Pour les Etats-Unis la défense du pétrole ne regarde qu'eux, et les Européens doivent y participer sur le plan financier et non militaire. S'lle veulent aider, qu'ils accroissent leur effort militaire en Europe même, et acceptent d'y stocker du matériel utilisable par les Américains dans le Golfe (et utilisable aussi politiquement... pour déconsidérer les Européens dans les paya arabes). Allemands et Français réclament une vrale « division » de l'aide militaire : à moi la Turquie. à toi le Pakistan, à toi l'Irak, etc. Là non plus, la R.F.A. n'a guère de chance d'être écoutée.

n même temps, sur le plan économique, c'est la guerre de mouvement. Les risques de guerre et la hausse des taux d'intérête américain: attirent massivement les capitaux vers New-York, Bonn et Zurich doivent prendre des mesures pour tenter de les retenir. Parmi ces mesures, la principale consiste à tenter de faire du mark une monnaie de réserve internationale, comme le dollar : l'achat par l'Arabie Saoudite de bons du Trésor allemand pour la somme de 5 milliards de D.M. en mars dernier a été probablement le coup d'envoi de cette politique.

Selon le Monde du 2 mars, l'U.R.S.S. a fait savoir à l'opinion mondiale que « les Etats-Unis veulent garantir à leurs monopoles un droit d'accès prioritaire, sinon exclusif, au pétrole d'autrui », et que les Européens, « au lieu de soutenir des « affirmations calomnieuses » sur

(9) Dans une tribune libre du Monde du 3 janvier 1980 : « Les armes eurostratégiques : un dossier truqué ». (10) Quelques semaines avant, cependant, le président Carter avait tenté de détériorer les rapports R.F.A.-U.R.S.S. : Il avait lancé avec fracas le projet de

bombe à neutrons, puis, après le ral-

lement de M. Schmidt à cette idée vio-

lemment dénoncée par Moscou, l'avait

subitement abandonné; Il montrait ainsi aux Soviétiques qu'ils ne pouvaient guère faire confiance à un rapprochement avec Bonn, Cette manœuvre consommée avait bien entendu été mise, dans la grande presse, au compte de l'irrésolution bien connue du président américain...

(11) D'après The Economist du 22 septembre 1979, c'est « une suspension d'entrion 3 % de l'offre mondiale de pétrole

riron 3 % de l'offre mondiale de pétrole pendant quelques semaines » qui a pu faire monter les prix de 60 % et les maintenir à ce niveau.

(12) Business Week, 3 mars 1980.

(13) Il est peu question ici du Japon

(12) Business Week, 3 mars 1980.

(13) Il est peu question ici du Japon qui se trouve, à bien des égards, dans une situation proche de celle de la R.P.A., et qui joue iui aussi la montée en puissance e nationaliste ». Parmi les différences, notons l'absence d'un marché de pays industrialisés riches autour

le désir de l'U.R.S.S. de percer vers les mers chaudes, de se soumettre aux volontés des monopoles pétrollers définissent la politique globale Washington, et d'accepter les crises petrolières artificiellement proroquées par les sept sœurs > devraient travailler avec les Soviétiques à l'instauration d'une garantie internationale, sons l'égide des Nations unies, qui assurerait la securité des transports pétroliers, l'accès commercial egal pour tous aux ressources de pétrole, la souveraineté territoriale et l'indépendance des pays du Golfe. Rien n'indique que cette solution, trop contraire à l'esprit de compétition et de lutte qui anime le système capitaliste, sera retenue, Mals vollà que la crise approche de son point culminant. Dans un discours prononcé le 11 avr:l à Hambourg, M. Helmut Schmidt déclare : « Ce serait faire un pas dans la bonne direction si les deux parties renonçaient, en même temps et pour un certain nombre d'annecs, au déploiement de jusées nouvelles ou supplémentaires à portée movenne, et si elles mettaient ce laps de temps a profit pour négocier. > Tournant majeur dans la position de Bonn sur les euromissiles? Toujours est-il que M. Schmidt est de nouveau invité à Moscou, où il se rendra, ormalement, au début de l'été. Les Etats-Unis, pour leur part, haussent le ton : si l'O.C.D.E. a enfin décide de matérialiser l'aide à la Turquie 11 160 millions de dollars, mais les modalités du prêt restent à nézocier avec les pays donateurs), ce geste de bonne volonté à l'égard de la R.F.A. s'accompagnait d'une série d'avertissements très fermes du président Carter aux « alliés », sommés de s'aligner sans réserve s'ils voulaient éviter une intervention militaire américaine au Proche-Orient

de déclencher le pire. Les forces qui veulent le maintien de la paix sont puissantes, et peuvent l'emporter. Mais si importe de blen comprendre la nature du danger qui menace aujourd'hui de fa:re voler en éclats la paix mondiale : l'effort allemand pour gagner les sources d'énergie du Proche-Orient, les matières premières africaines et le marché européen se heurte à l'effort américain et britannique pour rétablir à tout prix une hégémonie contestée. Déjà deux fois dans le siècle, la dynamique de conflits semblables a entraîné la catastrophe. Comme le dit M. Franz-Josef Strauss. qui sait de quoi il parle, « la neuvième décennie de ce siècle sera la troisième dangereuse » (18).

qui bloquerait en partie leur appro-

visionnement en petrole et risquerait

PAUL CHAMSOL

du Japon comme l'est l'Europe occidentale autour de la R.F.A., et par voie de conséquence une plus grande dépendance du Japon à l'égard du marché américain. (14) The Economist, 8 octobre 1979,

(15) Numéro du 30 janvier 1980.

(16) Dans son interview & The Economist (6 octobre 1979), M. Helmut Schmidt ne laisse guére de doute sur ce point : e Je ne prévois pas sous quels ausnices et dans quelles conditions les Allemands seront de nouveau réunis, mais ils le seront. Peut-être seulement au vingt et unième siècle, je ne sais pas. Ce serait de toute évidence une erreur pour toute nation européenne de croire que l'Etat national est normal pour tous, mais pas pour les Allemands. > De plus en plus, le gouvernement de Bonn déclare prendre en compte, dans ses prises de décision, les intérêta de la population de la R.D.A. parce que « ce sont des Alle-

(17) Tels sont, selon Die Welt du 30 janvier 1980, les points sur lesquels M. Franz-Josef Strauss et le président roumain Ceaucescu sont tombés d'accord lors de la visite de M. Strauss à Buca-

rest, au début de la crise. (18) Cf. le Monde, 13 février 1960.



Retour à Berlin

E commentateur ressent une certaine inquiétude : qu'écrire aujourd'hui de neut sur Berlin et les Allemagnes ? Le « terrain » est (scientifiquement) el « plionné »..., Les accords des années 70 ont été l'objet de al nombreuses exégèses...

Inquiétude relativament apaisée, s'agissant de la thèse de Pierre Maurai (1). Intérêt pratique : nous disposons, grâce au chercheur toulousain, d'une « mise à plat » très commode d'un ensemble de problèmes complexes — donc d'un instrument de travail précieux pour les « praticiens » du problème de Berlin (les administrateurs français du secteur occidental de l'ancienne capitale du Reich...). Intérêt scientifique : certaines questions, peu étudiées par la doctrine irançaise, sont éclairées ici — le « statut » de la partie orientale de Berlin, la notion de compétence étatique directe de le République tédérale sur les secteurs occidentaux.

Un regret, cependant : si la lecture de la thèse est lacile, agréable,

l'ensemble manque de couleur. On ne volt pas réellement Berlin — depuis des siècles, poste avencé du monde germanique en terre siave ; ni les cheis de tile politiques qui ont « fait » notre Berlin contemporain — Reuter, le maire inflexible dans les remous de la guerre froide, le militant marxiste devenu commandeur de l'antistalinisme, Willy Brandt evec son visage buriné de navigateur hanséatique; ni les souffrances du peuple berlinois, à travers ces camps de triage de rétugiés qui, jusqu'à l'édification du « mur », dominaient la vie quotidienne à l'Ouest... Qualques notations auraient permis de faire pesser un peu de cette passion que l'auteur a certainement partagée avec tous ceux qui ont vécu à Berlin et écrit sur Berlin. Manque de couleur juridique, aussi ; nous sommes en présence de l'example le plus achevé de « diplomatie à la Kaika ». Le fait de traiter compte plus que le contenu de l'accord. La tentation est grande, pour les gouvernants, de camouller sous les oripeeux de la diplomatie-apectacle un pénible accord aur un désaccord...

Manque de couleur juridique, aussi : nous sommes en présence de l'example le plus achevé de « diplomatie à la Kalka ». Le fait de traiter compte plus que le contenu de l'accord. La tentation est grande, pour les gouvernants, de camouller sous les oripeaux de la diplomatie-epectacle un pénible accord sur un désaccord... Avec Berlin, nous atteignons, en 1971, à une forme achevée de sur-réalisme diplomatique : Il y a accord aur Berlin, mais incertitude sur les parties concernées comme sur l'assise géographique de l'accord. N'y aurait-il pas eu lieu de souligner ce caractère, et de le relier à d'autres manifestations du même type — le traité ionde-

mental R.F.A.-R.D.A., absorbé beaucoup trop rapidement, l'Acte tinal d'Helsinki, qui n'est pes cité?

Une interrogation, enfin, sur le plan adopté. La construction choisie présente les evantages — et les inconvénients — du « répertoire », du dictionnaire juridique. L'inconvénient, ici, est évident : nous sommes en présence d'un phénomène de « sédimentation » ; il n'y a pas un mais trols statuts de Berlin — le statut de 1945, sanction de la capitulation du Reich ; celui de 1948, reflet de la division des vainqueurs ; celui de 1971, test pour l'avenir des rapports Est-Ouest. L'auteur a récusé le plan historique ; il aurait, dès lors, dû rédiger une introduction historique très étoffée qui aurait permis au lecteur de garder présent cette sédimentation historique.

Par CHARLES ZORGBIBE

A TTACHEE de recherche à la Fondation nationale des sciences A politiques. Renate Fritsch-Bournazel retrace avec compétence, clarté, concision, l'histoire des relations aoviéto-allemandes depuis 1945 (2). Aux origines de la question allemande : la conférence de Poisdam, dont l'auteur montre le balancement entre des concepts contradictoires. Les principes politiques et économiques - qui gouverneront le traitement de l'Allemagne pendant la période initiale de contrôle » sont un mélange de mesures punitives et de buts positifs - la reconstruction de la vie politique allemande « sur une base démocratique et pacifique ». Les clauses concernant les frontières sont aussi contradictoires : les territoires à l'est de l'Oder-Nelsse ne sont pas attribués à la Pologna ; ils sont placés provisoirement sous administration polonaise : mais le règlement concernant le transfert de populations enlève tout caractère provisoire aux nouvelles trontières. Surtout, la revendication de réparations par Moscou va devenir un problème-clé de la politique d'occupation soviétique : elle fera obstacle aux décisions prises par les vainqueurs et révélera les divergences sur l'avenir allemend.

La longue marche de Moscou dans ses rapports avec Bonn, de la confrontation à la « normalisation », est mieux connue ; l'appareil bibliographique aurait pu être lci plus complet. On retiendre surtout le rappei des occasions manquées de la réunification — ainsi de l'acceptation, par le président du conseil de la R.D.A., Grotewohl, d'élections générales, au lendemain de la confèrence tripartite de Washington du 14 septembre 1951 —, puls de la « normalisation » l'échec de l'offre secrète du chanceller Adenauer en vue d'aboutir à une « trêve » entre les deux Etats, au cours de l'hiver 1961-1962, que sanctionnera la brusque révocation de l'embassadeur Kroll L'auteur éclaire, par ailleurs, les rapports de Moscou avec l' « autre Allemagne » ; les résistances de Berlin-Est à l'amélioration des relations avec Bonn sont analysées avec acuité, et l'importance du

limogeage de Walter Ulbricht, en 1971, est justement soulignée.
Selon Renata Fritsch-Bournazel, l'Union soviétique accepte la thèse
du « double avenir pour l'Allemagne », qui lui permet de préserver
l'acquis politique en R.D.A. sans sacrifier les possibilités offertes
par la normalisation avec la R.F.A. Confirmation de l'analyse du
grand politologue allemand, prématurément disparu, Peter C. Ludz ? (3).
Apaisement pour ceux des voisins de l'Allemagne qui sont prompts
à craindre un nouveeu » Rapallo » — un renversement des alliances
qui détacherait Bonn du camp occidental ? (4).

P.-S. — L'étude de M. Oraison, maître-assistant à La Réunion, dont nous avons rendu compte le mois dernier, paraîtra dans la prochaine livraison de l'Annuaire des pays de l'océan Indien (Alx-en-Provence, novembre 1980).

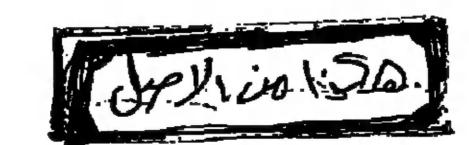
(1) Les Compétences des Alliés à Berlin, université des sciences sociales de Toulouse, 1980, 330 pages ronéotées.

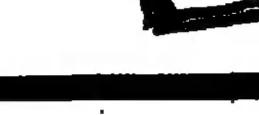
(2) L'Union soviétique et les Allemagnes, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1979, 256 pages. Cf. aussi la thèse de M Piotr Dinochowski, le Statu quo en Europe centrale et sa normalisation, université de Paris-II, 1979, 635 pages ronéotées.

(3) Cf. Peter C Ludz : Deutschlands doppelts Zukunft, Hauser, Munich, 1974, 181 pages.

Munich, 1974, 181 pages.

(4) R. Fritsch-Bournazel a consacré précédemment une étude à Rapailo, naissance d'un mythe (A. Colin, Paris, 1974)





LE CRÉPUSEULE DE LA BAISON

Des hommes politiques qui fréquentent des voyantes des scientifiques séduits par la mystique, des millions de personnes attentives à leur horoscope: l'irrationnel envahit les sociétés industrielles. Où les libertés tendent à s'estomper

ENQUÊTE DE MAURICE T. MASCHINO

Tu seras impuissant! » Debout devant la paillasse de sa cuisine, Mme V. qui vient de couper avec une pince; une longue aiguille à coudre la trempe dans un verre de vinaigre, la retire, la plonge de nouveau, puis la pique dans un coton. Surprise par la maîtresse de maison — l'épouse d'un sénateur très connu, — elle interrompt ses maléfices et, sur le même ton paisible qu'elle prend pour demander si le gigat doit être saignant ou à point, elle explique:

« Étudiante en médecine, ma fille a décidé d'éponser un garçon qui, j'en suis sûre, la rendra malheureuse ; mais j'espère que, maintenant, elle hésitera : se marie-t-on — elle montre l'aiguille brisée — avec un homme impuissant? »

Ce mélange de raison et de déraison — une raison et une déraison qui, comme le dit le sociologue André-Clément Decouflé, « ne cessent de coucher ensemble et d'enfanter des monstres », — ce brusque jaillissement, dans le discours le plus sensé, d'une bouffée délirante, n'est-ce pas l'un des symptômes les plus déconcertants de notre temps?

notre temps? A écouter les uns et les autres — de l'employée de maison qui jette des sorts au savant qui se livre à la « méditation transcendantale » (on répète vingt minutes par jour un mantra, formule incantatoire qui n'a aucun sens, pour se décontracter), du député qui lit les horoscopes, qui, tout en se disant « très cartésienne ». s'abstient d'entreprendre quoi que ce soit « : Mars et Vánus sont en opposition », — il semble bien au'on assiste à un reflux de la pensée rationnelle. Devins, médiums, voyantes, astrologues attirent un public de plus en plus nombreux : 12 % des Américains s'adannent à la magle, davantage fréquentent les « foires psychiques > où l'on peut se procurer, par exemple, « soixante-quinze recettes transcendantales pour bien vivre » et une cinquantaine d'autres, qui mettent « la nirvana à la portée de tous » ()). Les sorciers, comme les savants, se réunissent en assemblées mondiales : la demière eut lieu à Bogota en 1976; mais c'est à Blois que s'est ouvert, en 1975, le premier Centre international de la magie.

Magie, technique du pauvre

REVANCHE de ceux qui ne sovent pas, qui ne peuvent pas? Tout se passe comme si les réalisations les plus remarquables de la technique (ordinateurs, fusées interplanétaires, greffes d'organes) en incitaient beaucoup à s'inventer une contre-technique. Et à retrouver, par le détour de l'imaginaire, la maîtrise qu'ils n'exercent plus sur leur environnement : la magie est la technique du pauvre.

A sa façon — avec des herbes, du sel, du sang de poulet — il « agit » sur les choses et les êtres. A distance. En court-circuitant les procédés — longs, difficiles, parfois fastidieux — de ceux qui calculent et expérimentent. Déchu, l'homo faber récupère au centuple sa puissance et devient Dieu; d'un mot il ensorcelle ou guérit, d'un geste il retrouve l'être aimé:

« Prenez une bougie de cire... Munie de cette bougie, il faudra opérer un vendredi soir (le vendredi étant le jour consacré à Vénus, donc aux amours). On plantera deux épingles sur le côté, dans la cire, à 2 ou 3 millimètres l'une au-dessus de l'autre; ensuite, il suffira d'allumer la mèche et d'attendre la chute de la première épingle.

» Attention, à partir de ce moment, l'opératrice devra se concentrer mentalement et penser de toutes ses forces à l'infidèle... Et ut au vingtième siècle, pour parfaire cette expérience, vous pouvez placer une photographie de l'être aimé derrière la bougie... »

Sylvie P., qui vient de nous lire cet extrait du Petit Grimoire, mensuel ésotérique et magique (2), n'a pos recours à cette pratique : « Pas encore », dit-elle en souriant ; mais elle la recommande à ses amies. Cartes, tarots, pendule, boule de cristal, elle pratique tous les arts, et s'en trouve

Avant mon initiation, je doutais de moi, je ne savais jamais quoi faire, ni commest, ditelle. Maintenant, j'ai repris confiance. Un médium m'a appris d'où je viens (oui, je crois à la métempsychose : autrefois, j'étais une fleur, quelque part dans l'archipel des Philippines), je sais où je vais... J'ai un ami, musulman, qui va épouser

une seconde femme, mais je reste sereine : un jour, grâce à mon fluide, il m'appartiendra. >
Sylvie P., vingt-trois ans, n'est pas une paysanne de la Mayenne, du Berry, de l'Ardèche ou du Limousin — l'une de ces campagnes où l'on jette couramment des sorts, envoûte, désenvoûte et, parfois, fait mourir ; fille de fonctionnaires, étudiante en histoire, elle habite Paris.

Non loin de ce ministère, dans le septième arrondissement, où il arrive que les services financiers fonctionnent au ralenti; la raison : enfermée à double tour dans son bureau, la responsable, qui signe d'ordinaire les ordres de paiement, célèbre régulièrement des messes noires. « Le patron (le ministre) n'ose rien dire; on ne sait jamais : un sort est si vite attrapé... »

un dossier très richement documenté, Jean-Pierre Desmond et Pierre Goulène (9) —, 60 % des Français (femmes : 70 %; hommes : 50 %) connaissent leur signe rastrol : 71 % des jeunes de dix-huit à vingt-cieq ans en tiennent compte dans la conduite de leur vie; huit millions de personnes (soit 15 % de la population) consultent au moins une fois l'an un astrologue (prix d'une séance : 200 F.).

Un bon chiffre d'affaires

L'A demande est telle que toutes sortes d'organismes se chargent d'y répondre et, ce faisant, de l'amplifier. Ecoles, instituts, clubs, cercles se proposent — moyennant une participation financière souvent élevée (1 500 à 1 800 F pour une quinzaine de cours) — d'initier ceux qui le désirent aux sciences occultes. A Paris, l'Institut psychique scientifique, la Fondation d'études psychiques, l'Ecole supérieure d'astrologie, entre autres.

Les curieux peuvent consulter des revues (Horoscope, 160 000 exemplaires; Astres, 50 000; Astral, 40 000; recettes annuelles de vente: 4 millions de francs) ou des livres: 198 ouvrages d'occultisme ont été publiés en 1976 (chiffre d'affaires: 17 millions de francs), et de grands éditeurs ont leur collection: « L'anivers secret » (Marabout); « L'aventure mystérieuse » (J'ai lu); « Les portes de l'étrange » (Laffont).

Les amateurs ont également la possibilité d'écouter la radio (médiums et devins occupent l'antenne environ 50 heures par an), d'écrire ou de téléphoner à Mme Soleil (par jour : 15 000 appels, 17 000 lettres) et d'interroger, pour 30, 60 ou 100 F, l'ordinateur I.B.M. d'Astroflash, sur les Champs-Elysées : 350 personnes le font quatidiennement (chiffre d'affaires : 30 à 60 millions de francs par an). 500 000, enfin, se fournissent régulièrement en objets magiques : boules de cristal (200 F.); bougies de cire vierge (15 F.); encens, parfums d'amour, gadgets électroniques, bijoux talismans, crème de lait d'ortles. Industrie prospère, dont le chiffre d'affaires, selon J.-P. Desmond et P. Goulène, se situeralt autour de 45 millions de francs par an.

La clientèle se recrute, quoique de façon inégale, dans toutes les catégories sociales : « Parmi
mes habitués, dit Marylin Verlojle, astrologue,
j'ai une baronne qui vit aux Etats-Unis, deux
ministres africains, des préfets — qui m'envoient
souvent leurs épouses, — un moine ; j'ai même
reçu la visite d'un truand, qui voulait savoir si
c'était le bon moment pour commettre un holdup, »

La plupart de ceux qui fréquentent les devins appartiennent toutefois aux classes moyennes (employés, codres, techniciens, commerçants). Non seulement parce que leur culture est souvent

(1) Le Monde, 29 janvier 1977.
(2) Le Petit Grimoire, no 1, EDS.M., Paris, 1979.
(3) D. Carrer, G. Yver, la Désencrandeuse, une sorcière d'aujourd'hui, Stock, Paris, 1978, 250 pages.
(4) D'après une saquête de Mine P. Askevis-Leherpeux. Du même auteur : « les Corrèlats de la superstition », Archipes de sciences sociales des religions, no 45/1, Paris, 1978.

(5) Science et Vie, avril 1978.
(6) Ibid., juin 1978.
(7) La Jaune et la Rouge, numéro spécial. Nous empruntons cas citations à Sciences et Vie, numéro d'octobre 1979, qui, sous le titre « Des polytechniciens saints par l'étrange», en donne une analyse très détaillée.

(8) Cité par Science et Vie, numéro d'avril 1976.
(9) J.-P. Desmond, P. Goulène, Enquête ches les popunts, Alain Moreau, Paris, 1978, 211 pages.

De l'exorciste au polytechnicien : la crédulité



Autant s'en méfier, assurément, lorsqu'on est convaincu, comme le Père Joseph R., de la réalité des maléfices : « Les sorts, écrit-il dans un texte inédit, sont des ématinédit, sont des ématinédit, sont des ématinédit, sont des influx néfastes... Les jeteurs de sorts sont les soldats innombrables de Satan... Ce peut être ce voisin complaisant, ce pédagogue, ce poli-

La différence est-elle si grande entre ces pratiques et les socrements? « Le porteur de sorts, écrit encore le Père R., appartient au royaume des ténèbres comme le saint appartient au royaume de Dieu; l'un et l'autre ont un pouvoir. » Comme en ont un les médailles pieuses et les gris-gris, l'eau bénite et les fers à cheval, la main de Fatima ou l'effigle de saint Benoît,

Conduite compensatoire, ou de défense, face à un univers technologique qu'on ne domine pas, la magie n'est certes pas une pratique générale : beaucoup préfèrent encore le vétérinaire à la « désencraudeuse » (3) (la sorcière), le médecin au médium. Mais même chez ceux que leur formation ou leur profession ne laissent pas démunis devant les « mystères » du monde, la croyance

en des forces ou des phénomènes sumaturels

Invités par une psychologue à citer quelques faits indiscutables de sorcellerie, des médecins hésitent : « C'est difficile de trancher : qu'y a-t-il

faits indiscutables de sorcellerie, des médecins hésitent: « C'est difficile de trancher: qu'y a-t-il de vraiment scientifique dans notre thérapeutique? » Soumis à un questionnaire destiné à tester leur crédulité, des étudionts de troisième année de psychologie répondent, à 77 %, que « certains témoignages sur les OVNI sont dignes de confignce », tandis que 53 % admettent que « certaines parsonnes sont capables de tordre des objets à distance » (4).

De nombreux lecteurs de Science et Via prennent au sérieux la fable — pourtant signalée par un encodré en rouge (< Avrilologie >) que la revue leur propose en guise de poisson d'avril (5).

Intitulé « Le mystère du triangle des Bouches-du-Rhône » — qui évoque celul des Bermudes, — l'article « explique » pour quelle
étrange raison (un magnétisme dû à la présence
de dolmens et de menhirs) ce département connaît
un nombre particulièrement élevé d'accidents :
« Il a'est pas exciu que des anomalies gravitationmelles, influençant le poids du cerveau dans les
boîtes crâniennes des conducteurs, n'exercent une
influence fâcheuse sur le comportement des
automobiles. »

Lesquels ne contestent nullement ce diagnosnic. Leurs lettres, « exceptionnellement abondantes », apportent témoignages, exemples, confirmations: « Je suis suisi d'un malaise indéfinissoble, écrit l'un d'eux, chaque fois que j'emprunte la route Marseille-Foix... » (6).

Des polytechniciens, à leur tour, se laissent impressionner par l'étrange » : leur revue, la Jaune et la Rouge, a récemment consacré un numéro spécial — préfacé par M. Ambroise Roux, P.-D.G. de la Compagnie générale d'électricité — à la parapsychologie.

Perdant soudain toute prudence expérimentale, de bons esprits s'égarent : directeur scientifique de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, M. Charles Crussard écrit qu'un illusionniste « est capable de produire un effet psi réel » ; conseil en systèmes informatiques, M. Georges Nicouland estime que « des phénomènes psychiques peuvent apporter un bouleversement profond dans les lois de la seture », et le Père jésuite Francois Russo évoque — évidemment — les miracles reconnus par la religion (7).

A l'Est comme à l'Ouest, télépathie, torsion à vue de barres métalliques, lévitation excitent l'imagination : baptisée « psychotronique », la parapsychologie s'enseigne dans plusieurs universités soviétiques, et l'austère Pravda n'hésite pas à donner dans le sensationnel : « Mikhaïlova attire à elle un marceau de pain, déplace sur la table une carafe pesant 460 grammes, arrête et lance de nouveau la balancier de l'horloge, et tout cela sans cantact avec les mains » (8).

. Plus encore que la parapsychologie, l'astrologie a la faveur du public. D'après un sondage de l'IRES Marketing (1968) — que citent, dans

Aot 300 = 10 de sorts so dets innom Satan... Ce ce voisin co ce pédagograticien... Les antéchrists sont partout. >

La différence est-elle si grande entra tiques et les socrements? « Le porteur écrit encore le Père R., appartient un des ténèbres comme le saint apparagne de Dion : l'un et l'autre ent un





superficielle. Mals, surtout, à cause de leur mode d'insertion dans le système de production : leur protique professionnelle tend à masquer des rapports sociaux qu'ils vivent sous la forme (illusoire) de relations personnelles : détaillant/grossiste, ingénieur/directeur, enseignant/« patron » (inspecteur, chef de service). Si bien que, toute position de classe magiquement abolie, la tentation est grande de privilégier les facteurs individuels. Et d'attendre d'un astrologue un conseil < judicieux ».

Femme, vingt-cinq-trente ans, secrétaire,



Que la profession ou l'âge puisse incliner à la crédulité. c'est certain : mals si les ouvriers fréquentent peu les astrologues, ils jouent au Loto et au Tiercé, et de grands bourgeois -- qui pratiquent aussi les jeux de ha-

sard — font tourner des tables. A moins qu'ils ne s'offrent un mois de « vegetotherapie numaniste » (avec viols collectifs et brutalités « mystiques ») dans la communauté de Shri Rajneesh Baghwam à Poona, en Inde (11). Employés, employeurs, mêmes fon-

Que dans tout homme survive l'enfant qu'il a été, on le sait depuis Freud. Or « l'enfant, rappelle M. Gérard Mendel, médecin et psychanalyste, vit d'abord dans un univers fantasmagorique, où le réel et l'imaginaire se confondant. Nourrisson, il participe d'une sorte de nébuleuse très riche en perceptions sensorielles et fonctionne selon le seul principe de plaisir ». A quatre ou cina ans, il vit encore dans un monde chatovant et féérique: plus tard seulement, il acquiert le sens du réel — qui est aussi celui de ses propres limites, de la souffrance et de la mort. Subsiste alors comme une nostalgie de la béatitude oriainelle, qui s'exprime dans le goût ou la recherche du merveilleux. Aspirations à l'âge d'or que toute société s'ingénie à la fois à contenter et contrôler, en offrant à ses membres une espérance ou une utople. En formalisant dans un discours idéologlque (religieux ou politique) cette demande de bonheur.

Or Il n'est plus aujourd'hui de discours crédibles. Ni de rites gratifiants. Le merveilleux s'est retiré des lieux que jusque-là il baignoit. De l'Eglise, par exemple. Sans doute, avec ses pompes et ses dogmes, reste-t-elle, comme dit le sénateur Henri Caillavet, « le plus grand facteur d'irretionalité de par le monde : elle a créé Dieu. Elle a donné forme et consistance -- en les institutionnalisant — aux chimères des peuples opprimés. On dénonce à juste titre le fonatisme et les extravagances des aouvelles sectes, mais on oublie la plus importante. Comme si son grand

air de raison ». Donnant au préjugé de l'inégalité des hommes et des femmes (interdites de prêtrise) un fondement « théologique », condamnant l'avortement et les méthodes chimiques de contraception, proscrivant toute relation sexuelle avant le mariage et vouant aux gémonies les homosexuels, il est vrai qu'elle propage moins les lumières de la connaissance que les opinions les moins ration-

êge et le nombre de ses fidèles lui conféraient un

nellement fondées. Mais justement : l'écart devient tel entre les mœurs et cet enseignement sciérosé que beaucoup se détachent. L'Eglise romaine l'a compris, trop tard, et superficiellement : elle s'est préoccuoée de faire peau neuve. De se rajeunir et de se « moderniser ». En simplifiant les rites, par exemple. En parlant le langage du quotidien-

Mais elle n'a guère revivifié la foi de ses fidèles : « Le christianisme ne dit et n'est plus rien en propre, déclare le Père de Certeau. Il est insignificant. Yours en tirez ce que vous voulez. C'est n'importe quoi » (12). Un n'importe quoi qui ne fait plus fantasmer : si 90 % des Francais sont baptisés, 40 % croient à la divinité du Christ et 11 % pratiquent régulièrement (13). L'aggiornamento de l'Eglise l'a partiellement démythifiée; mais, en s'efforçant de rejoindre le siècle, elle l'a perdu. Il n'est pas de magistère sons magie, et le succès de Jean-Paul II en est la preuve a contrario : Il séduit dans l'exacte mesure où il réactive l'image classique des grands pontifes et, derrière elle, comme en filigrane, celle du père que l'enfant a besoin de sentir autoritaire et tout-puissant.

Une science qui fait peur

TL y a quelques décennies, la désaffection du - public à l'égard de l'Eglise réjouissait les esprits « éclairés » : n'était-ce pas la preuve que les mentalités évolucient, que le progrès des connaissances balayait les croyances irrationneiles?

Encore gurait-il fallu que la science se propageàt. Non pas dans ses résultats et ses applications, mais dans sa démarche même. Que chacun pût l'accomplir pour son propre compte et, confronté à de vrais problèmes, découvrir les exigences et les difficultés de la méthode expérimentale. Or pas plus l'école que les médias ou les ouvrages de vulgarisation n'incitent à cet apprentissage.

« On apprend la science comme le catéchisme, constate le docteur G. Mendel. On admire une réalisation technique comme un prodige céleste. Loin d'encourager l'enfant à poser des questions, on lui apporte des réponses. Mais robacher une formule chimique comme une prière, c'est, pour l'intelligence, du pareil au même : elle n'est en rien concernée. >

Si bien que le rationnel des uns est devenu l'irrationnel des autres, et que le progrès des sciences ne s'est pas accompagné d'un égal progrès de la raison.

S'il a magnifié (et mythifié) la puissance de l'homme, le développement scientifique l'a en même temps rendue terrifiante. Science et conscience, science et bonheur — les grands idéaux du siècle des Lumières ont volé en éclats. Lieu de fixation, comme autrefois l'Eglise, des fantasmagories humaines, la science, en perdant ses fards, a, peu à peu, découvert son vrai visage : celui-là même du système social qui l'a promue

amoureuse et sans fortune : c'est la cliente-type des marchands d'illusions. « Ne demandez pas, ce matin, une augmentation de salaire : votre patron est de méchante humeur » ; seul un tertiaire peut être sensible à une mise en garde de ce genre, nous dit le sociologue Jacques Maître. Les ouvriers - qui se battent avec la matière, qui subissent dans toute leur rigueur les lois objectives du capital -- sont généralement indifférents aux avertissements « célestes ». On n'imagine pas des syndicalistes se fondant, pour déclencher une grève, sur l'horoscope du P.-D.G. »

Mais l'an rencontre des présidents-directeurs généroux, des hommes d'affaires et des hommes de loi qui protiquent assidument l'astrologie : « Nous avons approché tel avocat réputé plaidant différemment selon que le juge qui l'écoute est Verseau on Toureau, écrit un sociologue. M. Claude Fischer; tel juge estimant qu'un prévenu natif d'un certain signe risque de récidiver ; tel médecin qui fait systématiquement dresser la thème de ses molades par un astrologue payé ou mois; tel manager faisant dresser l'horoscope des sociétés qu'il crée » (10).

Recul du merveilleux irruption du non-sens

qu'elle n'est pas « désintéressée » — comme on l'anseignait encore il y a vingt ans dans les classes de philosophie, — que « la connaissance » n'est pas son objectif premier, qu'elle est indissociablement savoir et savoir-faire, et que sa prétendue « pureté » n'est que le volle idéologique dont l'ont pudiquement recouverte ses laudateurs. Recherches militaires, expériences nucléai-

res, tortures, manipulations génétiques, organisation de travail : la science n'est pas innocente », dit un ingénieur, René Alleau. Participant à grande échelle à la destruction de la nature et à l'asservissement des hommes, elle fait peur. Animé autrefois de divinités maléflaues, le monde paraît aujourd'hui peuplé d'engins effrayants : robots. radars, caméras invisibles, fusées, satellites, objets volants non identifiés, composent les personnages de la nouvelle mythologie.

Tant d'espoirs, tant de désillusions : passant des conséquences (réelles ou possibles) de l'activité scientifique à la nature même de son procès, certains se demandent, comme dit le psychologue Benjamin Matalon, « s'il n'y a pas quelque chose de faux ou de perverti dans la raison analytique ». Car analyser, c'est décomposer, réduire le complexe au simple, et le multiple à l'un ; c'est donc — oussi — détruire.

Indépendamment de ses applications mortelles, la science apparaît à beaucoup comme une machine à fabriquer du non-sens. Dépouitiont la nature de ses symboles, la vie de ses mystères. le psychisme de sa richesse, n'a-t-elle pas imposé comme seul valable le modèle mathématique? Privilégié la seule quantité?

Que cela tienne principalement au mode d'insertion et de fonctionnement de la raison analytique dans un système fondé sur la recherche du profit, que cette perversion de la raison - qui colcule, rentabilise, sérialise, pèse et soupèse - résulte d'abord d'exigences extra-

rationnelles (économiques et politiques), peu l'aperçoivent. Qui constatent simplement que l'essor des sciences humaines, sur le mode même des sciences de la nature (primat de l' « objectivité », expérimentation), a entraîné une perte considérable de sens. A disqualifié, comme le notait déjà Henri Bergson, tout ce qui relève du non-mesurable --- entre autres, les aspirations et les désirs des hommes, leur subjectivité,

Subjectif : le mot sonne mal, il fait sourire, il renvoie à une non-valeur, pis : à un non-être. Ce qui est subjectif n'existe pas. Ou passe pour une lubie. Marxisme et psychologie moderne se rejoignent, qui définissent l'homme comme pure extériorité, l'un en termes de ropports sociaux (il ne connaît que le travailleur, et encore : ou pluriel, les « masses laborieuses »), l'autre, en termes de stimulus-réponse. Tels ces étranges psychologues (les « comportementalistes ») qui traitent par exemple l'énurésie en équipant l'enfant d'un pipi-stop (il reçoit une décharge électrique des qu'il urine) ou en l'enfermant dans un placard s'il se montre violent (14).

De l'homme à l'animal, de la recherche d'un sens au conditionnement des réflexes : démontés, mis en pièces, réduits à quelques mécanismes élémentaires ou à une définition « en dernière instance » économique, beaucoup ne s'y retrouvent pas, qui cherchent ailleurs une réponse à leurs angoisses. En s'efforçant, d'une façon ou d'une autre, d'exprimer une intériorité qui n'a plus droit de cité. En préférant, à la froideur des laboratoires et des statistiques, la chaleur --et le délire — d'un « groupe en fusion ». Où l'on peut s'abandonner au « cri primal » (à raison de 200 francs par semaine et par personne, on crie, on hurse, on donne des coups de poing dans un matelas), libérer sa « spontanéité » dans des psychodrames qui toument parfois à la catastrophe, ou perdre ses « complexes » en se touchant les uns les autres et se reniflant. A moins que, plus colmement, on ne revienne

Le parti pris de l'absurde mirage, s'est constamment dérobé. Union sovié-



C'est le cas, notemment, d'un certain nombre de scientifiques, Qui raisonnent, sons doute --c'est leur métier. mais qui n'ont pas accès, pour autant, à on ne sait quelle rotionalité en sol.

Spécialisés, ils pratiquent une rationalité régionale, qu'i porte sur l'objet même de leur travail; sortis de leur labora-

toire, ils ne sont pas mieux équipés que d'autres pour demeurer lucides : d'étudier au microscope électronique la structure d'une molécule ne prédispose pas à mieux comprendre les réalités politiques, sociales ou psychologiques. - Que la mystique séduise ceux que la philo-

sophe Gaston Bachelard hésiterait peut-être, quiourd'hui, à oppeler les « travailleurs de la preuve », l'actualité en fournit maints exemples. Comme le remarque le physicien Jean-Marc Lévy-Lebland, de nombreux savants entretiennent des rapports plus ou moins constants avec des sectes, des médiums ou des associations d'occultisme. En novembre 1975, des prix Nobel (Wigner,

Heisenberg, Néel), Jean Piaget, Mac Luhan participent à une conférence internationale sur l'unité des sciences, organisée par la secte Moon (il est vrai que chacun d'eux recut un dédommagement de 3 000 dollars) : la même année, un physicien, professeur à l'université de Paris-V, devient président de la nouvelle Fédération française de parapsychologie; en 1976, un ancien élève de l'Ecole polytechnique onime des séminaires de formation en astrologie (15).

En octobre 1979, d'éminents chercheurs assistent au congrès de Cordoue, organisé par France-Culture, sur le thème Science et conscience ; nous montrant l'affiche du congrès - à gauche, l'ange de Reims, à droite, le portrait d'Einstein, - le physicien Jean Pierre Vigier ajoute : « C'est la première fois que des scientifiques s'assoient à côté de religieux. Pour mettre en accusation Einstein et le principe de causalité. Et remettre à l'honneur une lecture de l'univers qu'on croyait

Décus par la science et par l'Eglise, bequeoup le sont enfin par la politique. Depuis un siècle. elle a été, elle aussi, l'un des lieux d'inscription du merveilleux; mais ce merveilleux, tel un

tique, Chine, « révolutions » du tiers-monde : autant d'astres morts dans un ciel désormais vide d'utopies. A son tour, l'histoire s'est tue et ne parie plus au cœur des hommes.

Mais elle ne parle pas davantage à leur raison, et la fin des mythes n'a pas mis fin à leur mythomanie : la perte des évidences les moins rationnelles (ou les moins raisonnobles) est vécue comme un échec, la chute des idoles proyogue une sorte d'affolement.

Probablement parce que rien ne prédispose la olupart à affronter l'incertitude — qui est l'angoisse de la liberté. Famille, école, Eglises, partis, pouvoir — toutes les institutions ont toujours fonctionné de façon telle que chacun sût à quoi s'en tenir. Que penser? Qui croire? Comment s'orienter? « Tout a été fait, dit G. Mendel, pour que les gens gient des certitudes. Qui aujourd'hui se dégradent. S'affilochent. Comme la plupart n'ont jamais appris à faire face à l'incertitude c'est-à-dire à penser et à décider par eux-mêmes, — îls sont dans le plus grand désarroi. »

Situation à laquelle ils se hâtent d'échapper. En se donnant au plus vite d'autres certitudes, qui se situent généralement à l'opposé des précédentes. Se livrant à une sorte d'alchimie mentale, beaucoup — surtout parmi les intellectuels — métamorphosent une déception existentielle en « théorie » philosophique et leur non-savoir en savoir positif. L'histoire n'a pas répondu à leurs espérances? Elle n'a aucun sens; l'action politique n'a pas refait le monde? Elle ne sert à rien ; la science ne conduit pas au bonheur? Il faut la

Condomnant obsolument (dogmatiquement) les diverses entreprises humaines qui se sont proposé de mieux maîtriser les phénomènes de la nature et de la société, certains (« philosophes », sociologues, hommes politiques, journalistes) en viennent à jeter un discrédit total sur les œuvres de la raison --- et la raison elle-même. Mais ils le font en « raisonnant »; si bien au'à leurs yeux leurs divagations se trouvent du coup justifiées.

Ainsi, un député se réjouit-il que « la politique ne (soit) jamais logique. Les hommes politiques les plus logiques se sont toujours trompés -Léon Blum, par exemple. C'est l'intuition qui prime. La « baraka » dans les cas heureux. Ou le destin. Quand je ne violente pas mon instinct, je vois assez clair. »

Un psychologue praticien, M. Sokolov, tient un langage encore plus radical : « Il n'y a pas de vérité, dit-il; tout dépend du lieu duquel on parle ; il n'y a que des points de vue. Qu'une multitude de grilles. » A ce compte-là, Auschwitz aussi est un « point de vue »; si « l'irrationnel est le fondement de toute chose », on ne peut dire et faire n'importe quoi.

La position d'un universitaire comme Lucien Sfez est sensiblement différente (« Longwy est inacceptable on n'a pas le droit de disposer des gens comme de pions »), mais certains de ses propos laissent rêveur. Refusant de « dissocier le personnel du théorique », il juge « monichéenne » l'opposition du rationnel et de l'irrationnel : douce dinguerie » ; dénonçant « la mystique de la science », il croit qu' « un sorcier peut arranger une appendicite aussi bien qu'un médecin » ; A homme de gauche », il pense que « la socialisme n'est pas un concept : personne ne suit ce qu'il y a dedans ; d'ailleurs, les gens ne vivent pas de concepts, mais d'images ». Puisqu' « il n'existe plus d'espace pour un projet politique collactif », le plus urgent est de « libérer en commun les offects, de se demander lucidement d'où on vient, ce qu'on sime : quelle bouffe, quel type de

copains ».

passivitė. »

 développer l'aptitude à l'illusion : sans illusions, il n'y ourait plus qu'à se flinguer » ; s'interdisont d'établir une différence de nature entre les croyances des envoûtés et les convictions des clairvoyants, elle affirme que «ce qui soutient les premiers n'est pas pire que ce qui nous soutient : ca nous a servi à vivre de croire qu'il y avoit un petit peuple vietnamien pur et juste. Si on lit le journal, n'est-ce pas parce qu'on pense qu'une nouvelle aube va se lever quelque part? Que quelque part on va trouver un paradis? Comment ne serait-elle pas encouragée dans sa recherche, quand un journaliste de renom écrit : « Qui, nous sommes arrivés à un temps où l'imagination est plas importante que la connais-

Ethnologue et psychonolyste, Mme Jeanne

Favret (qui adresse volontiers certains de ses

clients à des cartomanciennes) préconise de

gereux que la quête de l'irrationnel. » Il ne reste donc plus qu'à s'en remettre aux devins pour régler les affaires humaines : déplorant le martyre du peuple khmer, un autre journaliste, également très connu, compte sur... le pape pour lui porter secours : « Souhaitons qu'il consacre l'essentiel de son appel (devant l'Assemblée générale des Nations unies) à ce devoir primordial de charité élémentaire et qu'il sache trouver les accents qui feront honte à ses auditeurs, et

derrière eux à leurs gouvernements, de leur

sance, où le radotage économique est plus dan-



deja le langage de la mystique.

entend la musique du temps. »

Tel cet ingénieur, qui se dit « réceptif » qux

messages d'une nature chargée d' « informations »

et juge nécessaire de « créer une symbolique »

qui permette de les décrypter. Il en trouve un

exemple, ou une préfiguration, dans l'astrologie :

« Sensible à l'harmonie du monde, l'astrologue

D'autres entendent la voix de Dieu. « Je crois

que chacun est Dieu, dit Françoise G..., architecte

Il s'agit de s'auvrir à l'être. D'être poreux. Ca

passe par vous. > La preuve que « ca passe »,

qu' « on est sur le chemin de la transcendance » ?

Les pouvoirs qu'on acquiert (« mon crayon écrit

tout seul »), les « perceptions colorées » qui vous

Une nouvelle descente aux enfers

Encore s'agit-il,

- l'hallucination ---

au Jugement de réa-

lité; ceux-là portent

voix deviant métallique. Comme celle d'un SI « l'aube dissout les monstres », la nuit les

réveille : « Quand on dort, notre àme vayage. Elle fréquente des zones dangereuses. Elle y rencontre toutes sortes d'esprits immondes. » Ces êtres « à mi-chemia entre les anges et les démons », comme dit le Père Joseph R..., < gnômes, elfes, salamandres, qui n'ont di la bonté des uns pi la perversité des autres. > Mais qui peuvent être « dangereux », et que l'esprit côtoie, auand il s'aventure dans le « pourrissoir », ces « lieux inférieurs » ou « infernaux », que, d'après l'Evangile, Jésus a visités.

Il arrive qu'au cours de ses pérégrinations l'âme rencontre Satan. La veille de notre entretien, n'a-t-il pas, une fois de plus, tenté le Père R...? Je l'ai entendu, hier, nous dit-il, c'était effrayant, il m'a saisi la main, il me tirait vers lui... Parfois, je sens comme des voix qui s'articulent en moi. Malgré moi. Et qui menacent : c Dieu te maudit! >, hurlent-elles. >

Le diable ne s'attaque pas qu'au Père Joseph R., Chaque jour, du Limousin où ce prêtre a longtemps pratiqué des exorcismes, arrivent des dizaines de lettres de croyants que Saton induit en tentation. Telle cette temme — une employée des chèques postaux — qui lui raconte, en quatre pages d'une fine écriture, sa dernière rencontre :

« Depuis que j'ai décidé mon mori à se

comme une main de feu qui me brûle la poitrine et m'arrache les seins ; avent-bier, des formes humaines, drapées de blanc, ont entouré mon lit : l'une d'elles s'est couchée sur moi. A fonda en moi. Quand ie me suis réveillée, je baignais dans la béatitude. >

Fantasmes sexuels? « Que non, objecte le Père R..., c'est très probablement une rouerie diabolique. Les théologieus parlaraient d'incuba — lorsque le diable s'étend sur une femme et la possède. De subcuba, dans le cas inverse. » Si l'on en croit Monseigneur Cristiani, prélat de Sa Sainteté, des centaines de personnes — et des peuples entiers — sont aujourd'hui la proie de Satan. Qui s'installe aussi bien dans un corps social que dans l'organisme d'un individu : « Le démon s'empare du corps du possédé, il prend sa résidence en lui, soit dans le cervelet, soit dans les entrailles, mais en tout cas dans le système nervoux. » (16).

(Live la suite page 10.)

(10) «Le retour des astrologues», dossier du Nouvel Observateur, Paris, 1971.
(11) M. Pagès, « Une nouvelle religion, la psychothérapie », le Monde. 30 septembre 1979. (12) M. de Certeau, J.-M. Domenach, le Christianisme éclaté, le Seuil, Paria, 1974, (13) Cité par A. Woodrow, les Nouvelles Sectes, le

Seuil, Paris, 1977, 190 pages (14) C. Colombani, « Les traitements de choc du docteur Skinners, le Monde, 21 octobre 1979. (15) Nous empruntons ces informations à J.-M. Lévy-Leblond, « L'horoscope et l'ordinateur », Impacience, nº 6, Paris.

(Suite de la page 9.)

Comme il peut prendre possession d'un peuple : « La révolution française, écrit encore le prélat, peut être considérée comme satanique » ; en Union soviétique, « le démon est présent dans la direction, dons la politique, dons l'enseignement, dans les desseins d'avenir des dirigeants », mais c'est de Chine qu'il déferlera sur l'Europe : « On a souvent parlé chez nous du péril joune ; ce

péril est maintenant imminent, > (17). Sons entrer dans le détail de ses manifestations, individuelles ou collectives, le pape Paul VI réaffirme, lui aussi, l'existence de Satan : « Cet être obscur et troublant existe réellement. Il agit encore, il est l'ennemi occulte qui sème les erreurs et les malheurs dans l'histoire humaine. Celui qui refuse de reconnaître l'existence du démon, terrible réalité, effrayante et mystérieuse, sort du cadre de l'enseignement biblique et ecclésias-

Illusion de chaleur humaine

ES intellectuels qui divaguent sur les charmes de l'illusion, des hallucines qui vont chaque nuit en enfer : entre ces deux extrêmes, le marais

- ceux qui ont encore un peu de bon sens, mais plus aucun repère : chaque année, près d'une dizgine de millions de personnes, en France, consultent l'une des vingt mille (ou trente mille?) voyantes en exercice (19).

C'est terrificat, comme les gens sont seuls! Ils meurent d'inauttion affective », dit Mme Clémence. La soixantaine, petite, replète, son abord, déjà, sécurise : souriante, elle prend l'arrivant - c mon nouvel ami > - por le bras et l'introduit dans l'une des pièces, sobrement meublée, du petit apportement qu'elle occupe dans le seizième arrondissement.

Sur une table, deux bougies, une boule de cristal, un jeu de cortes, des tarots : « Caupez, de la main gauche. Tirez cinq cartes > : le visage de Mme Clémence s'assombilit : rois, dames, valets, toutes les cartes sont noires, « Prenezen d'autres » : du noir, encore, « Avez-vous quelqu'un de malade dans votre entourage? D'habitude, j'évite d'apponcer des maîheurs. Mais, ajoute-t-elle d'un air complice, avec un intellec-

A chacun un mot gentil. Un mot qui porte et détend. Rassuré, le client parle. Il ne demande pas mieux : il est venu se confier. Confier sa

vie, tel un matériau brut, à un expert qui la mettra en forme, Qui la lui rendra — enfin! compréhensible.

« Je leur explique ce qu'ils sout, ce qu'ils espèrent, ce qu'ils veulent, dit Mme Clémence. J'assaie de les rendre plus forts. » Elle réussit, en tout cas, à les rendre plus dépendants : « La plupart me téléphouent assex souvent, viennent me voir quatre ou cinq fois par an et m'envoient chacua deux à trois nouveaux clients. Vous voyez, os forme une grande famille. » Puis, plus réaliste : Enfin, disons qu'on va chez la voyante comme op va au bordel. Ici, c'est le bordel de l'amitié. » Une « amitié » qui rapporte » : le revenu moyen

d'une cortomancienne est de 30 000 F par mois. Pover (100 à 200 F la séance) pour trouver un peu de chaleur humaine, ou plutôt, son illusion : le succès des voyantes illustre à quel point cette société est loin de répondre oux besoins fondamentaux de ses membres. Communiquer avec l'autre, donner un sens aux événements, savoir où l'on va, en un mot : moîtriser sa propre vie et l'épanouir — aucune de ces aspirations n'est actuellement satisfaite. Ni encore mains - ovec l'aggravation de la crise économique et le déclin de la démocratie — en voie de l'être.

ses richesses en coupe réglée, aux autres, la folie ou le mysticisme.

Marché de dupes? Assurément. Mais qui trouve preneurs : ceux que le nouvel ordre féodal rejette dans les marges. Entre autres, les classes moyennes. Longtemps détenteurs d'un savoir et d'un pouvoir, techniciens, codres, Ingénieurs. intellectuels (praticiens ou théoriciens) assistent. impuissants, à leur agonie historique. Promus à l'existence sociale par le capitalisme libéral, ils se fondent aujourd'hui dans la masse anonyme des tertiaires. Déqualifiés -- « prolétarisés », comme disent les sociologues, - simples agents d'exécution d'une machine socio-économique qui n'a plus grand besoin de leurs compétences. Employés de plus en .plus comme vacataires, auxiliaires, temporaires. Encombrés, comme d'actions dévaluées, de diplômes invendables.

RSIDENG

Témoins amers de leur infortune, ils se tournent, en masse, vers les marchands de rèves. Pour s'affirmer - en tont qu'individus et non plus en tant que classe -- foce à un ordre qui les nie. Protestation dérisoire - qui se retourne contre elle-même, puisqu'elle réintroduit dans une société néo-féodale les valeurs mêmes que cette société sol·licite : croyance aux esprits, aspirations eschatologiques.

Des millions d'hommes à la dérive qui s'accrochent à des chimères, un système qui n'a rien d'autre à leur offrir : rorement la conjoncture fut aussi favorable à la propagation d'une mentalité irrationnelle. Le nouvel ordre féodal n'hésite pas à en tirer profit.

Par sa discrétion même, d'abord — Il se tait, il se terre : « Le pouvoir des multinationales ? C'est un mythe ! », nous déclare un présidentdirecteur français (22); « La puissance des banques? c'est une légende ! », nous dit un banquier suisse (23). Jamais peut-être dans l'histoire une classe montante n'a mis autant d'application à passer inapercue, à se nier (magiquement) comme telle, et, précisément, parce qu'elle n'a rien à proposer (aucune perspective, aucune utopie), à prétendre qu'elle n'existe pas.

Politique du vide, au sens où l'on dit : faire le vide. En France, notamment, les appareils idéologiques d'Etat fonctionnent essentiellement comme des « machines à abêtir » (24). Médiocrité d'un enseignement qui perd progressivement toute finalité, niaiserie des programmes de radio et de télévision, atteintes (économiques) à la liberté de la presse, pratique systématique de l'électrochoc affectif (dramatisation du moindre événement), organisation à grands frais de congrès obscurantistes (Cordoue), publicité topogeuse pour les idéologies les plus réactionnaires (« nouveaux philosophes >, < nouvelle droite >), le dispositif que le pouvoir met en place tend à priver les citoyens de toute possibilité de réflexion et

d'action. En imposant silence à la raison.

Naissance d'un nouvel ordre féodal



Condamné à l'impuissance par un système qu'il subit aveuglément, le citoyen ne se demande pas ce qu'il peut faire (il a le sentiment qu'il ne peut rien foire), il s'inquiète seulement de ce qui peut lui arriver. Comme si un destin, qu'il s'efforce d'entrevoir, lui était imposé par des puissances maléfiques qui,

dans l'ombre, en décideraient. L'individu, sons prise sur le devenir de la collectivité ni le sien propre, en est réduit à attendre du sort qu'il lui sourie. Ou le frappe. « La montée de l'irrationnel est liée à la perversion du rôle politique du citoyen, dit

A.-C. Decoufié. Un citoyen à qui on ne demande jamais d'exprimer un projet, mais de donner par sondage une opinion. Qui n'a pas les moyens de lutter pour faire prévaloir ses options. Qui a tout juste le «privilège» d'être sondé. Et sur des questions qu'il n'a même pas contribué à paser. » Coupé de toute information, ensevell sous un

amoncellement de messages contradictoires et incohérents, comment ne seralt-il pas poussé à déroisonner? « A partir du moment où l'ordre politique nous refuse le droit à l'énoncé d'une parole sensée, il nous met à la merci d'une parole folle, dit encore A.-C. Decouflé. A partir du moment où je ne décide plus, où je pe sois même pas qui décide quoi, il ne me reste plus qu'une solution : égorger un poulet ou m'odresser à un devin pour trouver du sens au non-sens. »

Comme n'hésitent pas à le faire des hommes politiques (20). Victimes, eux aussi — bien que complices - d'un système qui a le culte du secret et qui pratique une politique de noninformation; mensonges, petites phrases, litates, sous-entendus, silences, obscurités calculées, antiphrases composent un discours où chacun entend ce qui lui convient. Si bien qu'un ministre ou un député n'est souvent pas mieux informé (ni formé) qu'un simple citoyen:

« Lors du débat sur l'énergie, dit Henri Caillavet, nous n'avons jamais pu disposer d'un contresayoir; les scientifiques qu'il nous a été donné d'interroger étaient tous partisans de l'énergie nucléaire. Il ne nous restait plus qu'à nous fier à notre intuition. » Ou, tel ce haut magistrat qui hésite à poursuivre deux personnalités politiques, a demandé à ses enfants de jouer à pile ou face : < Pile, je poursuivais, face, j'abandonnais. C'est pile qui est tombé », confie-t-il, dans les couloirs de la Chambre, à un interlocuteur.

Croire pour survivre

IEN loin d'être une survivance — comme une zone d'ombre que le « progrès » n'aurait pas encore réduite, — la mentalité irrationnelle trouve dans les processus économiques et politiques en cours des conditions propices à son développement.

Ces processus tendent à l'instauration de ce que l'économiste Gérard Klein appelle un « nouvel

ordre féodal » : « Le fait saillant de notre époque, dit-il, est l'émergence d'un système de pouvoir dominé par quelques grands groupes financiers extrêmement fermés. Comme des cartes. Ces groupes - dont les responsables se recrutent par cooptation font la loi aux Etats-Unis (ainsi les rois la faisaient-ils à leurs provinces), battent monnaie ---

par exemple, les etrodollars — déclenchent des conflits armés, participent, directement ou par personnes interposées (les hommes politiques ne sont souvent que des hommes liges) à l'élaboration d'une législation qui les favorise. Ils interviennent dans toutes les affaires du monde qui est leur champ d'action — et, tels les seigneurs d'autrefois, maîtres dans leurs domaines, ils régentent les peuples selon leur bon plaisir. »

Mais, à la différence des féodaux du Moyen Age, ceux d'aujourd'hui ne peuvent se réclamer d'aucune légitimité : le monarque en avait une - il était roi de droit divin. La bourgeoisie s'inventa une mission : bien-être matériel et moral, diffusion de la culture, conquête du monde, « civiliser > les « bons sauvages >), autant de valeurs qui donnaient un semblant de justification à sa

Les nouveaux féodaux, eux, n'en ont aucune. « Leur légitimité procède de leur seule existence, dit G. Klein. Ce qui ne suffit pas : tout système a besoin d'une superstructure idéologique » (21), Faute d'être immédiatement contesté, tout pouvoir doit être en mesure d'expliquer pourquoi il est le pouvoir, au nom de quels idéaux il exige obéissance, impose des socrifices, vers quelles fins il tend et quide la collectivité.

Les légitimations rationnelles ont fait long feu : quel financier, quel « manager » d'une firme multinationale, pourrait invoquer le « bonheur des peuples » ou la « justice sociale » sans provoquer un immense éclat de rire? Qui croixait encore que ce qui est bon pour la General Motors ou les huiles Lesieur est bon pour l'Amérique ou pour la France?

Si les valeurs de la raison sont désormais hors d'usage, il ne reste plus qu'à réinventer les valeurs de la folie : la production d'irrationalité s'inscrit dans le nouvel ardre féodal, elle est partie intégrante — constitutive — de son projet. Ouand une classe dominante est incapable de proposer aux citoyens des raisons de vivre et d'espérer, elle crée une situation telle qu'ils vont spontanément chercher dans les productions de la déraison les gratifications qu'elle leur refuse.

Dès lors que la société telle qu'elle fonctionne paraît dépourvue de sens, c'est que le sens est gilleurs : dans les astres (le grand rêve panthéiste qui anime tant de contemporains est la contrepartie imaginaire d'une existence en miettes). auprès d'un gourou ou d'une voyante, dans un ashrom, une secte, une communauté rurale, guand ce n'est pas dans la drogue. Aux uns, la raison pratique, qui gouverne le monde et met

Les monstres nés de la raison endormie



vie et de pensée que toute l'histoire de la culture humaine s'est efforcé, précisément, de maîtriser et de dépasser. Comme Freud l'a bien vu, grâce à cet effort

millénoire, les hommes ont pu émerger d'une vie végétative soumise au seul principe du plaisir immédiat, développer des formes d'existence sociale qui ne se fondent pas sur les seuls repports de forces, ou encore cultiver l'art, la science, C'est cette construction — toujours fragile —

que la montée de l'irrationnel a déjà entrepris

Refus de la pensée théorique et de la riqueur logique, primat des excitations (ou des jouissances) sensorielles sur le travail intellectuel et ses joies, repli sur un ego qui (re)devient source unique de plaisir -- qu'on le cultive en s'étendant (et se détendant) sur le divan d'un analyste ou en fréquentant une cartomancienne : la « libération de la spontanéité», comme disent les apologistes de la déraison, conduit des millions d'hommes à vivre leur propre histoire à l'envers. A s'infantiliser. A défaire en eux l'œuvre d'humanité. A détruire le long travail par lequel homo faber, peu à peu, est sorti de la nature et s'est créé homo sopiens.

Que des intellectuels (professeurs d'université, écrivains, psychanalystes) se soumettent à toutes

sortes de rites insensés et humiliants pour avoir le droit — les dents ou le nez cassés — d'approcher un gourou et de porter son efficie autour du cou en dit long sur le vent de folie qui souffle octuellement dans les pays d'Europe (25). Où se répandent de nouveau - moins de deux siècles après les Lumières — l'obscurantisme le plus épais et (c'est tout un) l'ombre d'un nouveau

Fascination de la mort

MOMME l'a constaté le psychologue Max Pagès dons l'ashram de Poona, « tous les caractères d'une société totalitaire (y) sont réunis ; institutionnalisation de la violence, mise au pas des déviouts, conformisme moral, culte de l'autorité, soumission à l'ardre établi, exploitation économique » (26). Auteur d'une enquête sur le phénomène sectaire, Alain Woodrow aboutit aux mêmes conclusions: < Fondamentolisme, autoritarisme, paternalisme : trois idoles joyausement renversées par les jeunes de 1968 et soigneusement remises sur leur piédestal par les jeunes de 1977 » (27). Loin de préfigurer un nouveau type d'existence, les sectes développent jusqu'à ses demières conséquences une logique qui est déjà à l'œuvre dons la société globale.

Logique de l'absurde et de la mort : renoncer aux exigences de la raison, s'abandonner aux rêves à bon marché que distribuent devins, prophètes, voyantes, hommes providentiels ou trafiquants de drogue, c'est faire le lit de la barbarie. Parce qu'on ne libère pas en vain les fantasmes les plus archaïques. Parce qu'on ne sollicite pas impunément les monstres qui sommeillent dans l'inconscient des peuples : quand des chimères

s'emparent de foules en délire, elles tuent. Quand près de sept millions d'hommes confient la conduite de leur vie au gourou Mahaj Ji, quand plus de deux millions d'autres attendent de Sun Myung Moon qu'il pense pour eux (« Je suis votre cerveau », dit le maître), quand vingt

millions d'adeptes de la Soka Gakkai (« Société créatrice de valeurs ») pratiquent joyeusement le shakubuku (ou évangélisation forcée) (28), est-on si loin de ces années noires où un autre « sauveur suprême » lançait un peuple fanatisé à la conquête de l'espace vital » ? « Ce qu'on nomme les pulsions de l'irrationnel aboutit au nazisme, dit A.-C. Decouffé. L'irrationnel, c'est la fascination de la mort. >

Fascination tragique, qui a conduit des hommes à en brûler des millions d'autres dans les fours crématoires, à en interner d'autres millions dans les goulags, à exterminer des ethnies et détruire des cultures. Formes extrêmes de la folie collective, que préfigurent ou rendent possibles — parce qu'elles participent de la même logique — ses manifestations les plus courantes : racisme, violence sauvage ou organisée, soumission aveugle à l'autorité ou révolte anarchlaue. culte des idoles. L'irrationnel de l'histoire s'enracine dans les délires de chacun, et lorsque des peuples perdent toute capacité de réflexion et de raison, c'en est fini, pour longtemps, de la démocratie et des libertés.

(Copyright Maurice T. Maschino et le Monde diplomatique.) (Dessins de PLANTU.)

(17) Ibid.
(18) Le Monde, 15 novembre 1975.
(19) Cf. J.-P. Desmond. P. Gourène, op. cit.
Beaucoup de voyantes exerçant leur métier sans le
déclarar, les chiffres indiqués n'ont qu'une valeur (20) S. de Tervagne, les Hommes politiques et leurs voyantes, J. Grancher éditeur, Paris, 1978, (21) De G. Klein, lire entre autres la remarquable étude « Malaise dans la science-fiction américaine », Cahiers du laboratoire de prospective appliquée,

(22) Of. « Le capitalisme contre la démocratie », le Monde diplomatique, mars 1977.

(23) Of. « Une Suisse modèle », le Monde diplomatique, novembre 1979.

(24) Of. « Le machine à abêtir », le Monde diplomatique, novembre 1979. matique, février 1979,

(25) M. Pagès, op. cit. (26) Ibid. (27) Cité par A. Woodrow, op. cit.

ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse)

Tél.: 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Your) (Suisse) Tél.: 022.76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français Internat et externat pour filles et garçons de 12 à 19 ans Sports d'été et d'hiver

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENEVE SUISSE

Etablissement médical privé de premier ordre

pour les affections du système nerveux

Lac Léman - Tél.: 1941/22/61 15-81 Docteur G. W. Semadeni, médecin-directeur Chimiothéraple - Psychothéraple - Traitement des insomnies Désintoxications - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique

Physiothéropie - Sports.



Clinique LA LIGNIERE 1196 Gland près Nyon (Suisse) Téléphone : (022) 64.10.61

Etablissement médical, diététique et physiothérapique, au bord du lac. dans un grand domaine, avec une vue rovissonte sur les Alpes.

LA LIGNIERE est spécialisée dans le traitement des maladies internes (du tube digestif, fole, vésicule biligire. maladies de la nutrition, diabète. anémie, arthrites chroniques, maigdies de l'appareil cardlo-vasculaire : insuffisance cardiaque, artériosclé-

rose, néphrite). Programme de réadaptation cardiovasculaire après infarctus myocardique ou opérations cardiaques. Durée: 28 Jours.

(Remboursé par les caisses majadle.) Radiologie - Laboratoire Çinq médecins - Deux diététiciennes **DEMANDEZ LES RENSEIGNEMENTS** A LA DIRECTION

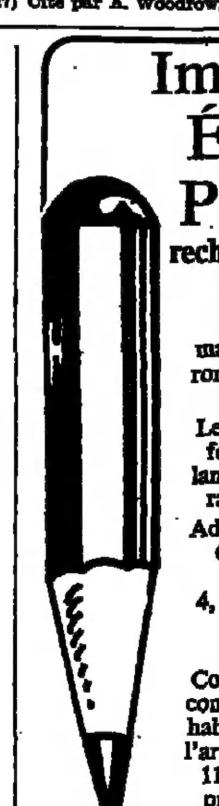
vient paraître

Le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts a publié

Incidence d'un second salaire sur les ressources de la famille Documents du CERC, nº 47,24 P Le patrimoine des Français montant et répartition Documents du CERC, nº 49.24 P

Deuxième rapport sur les revenus des Français Documents du CERC, nº 51.30 F Abonnement : 4 cahiers/an . 80 F

DOCUMENTATION_ FRANCASE 31, quai Voltaire 75340 Paris Cédex 07 165, rue Garibaldi 69401 Lyon Cédex 03



Important | Éditeur Parisien recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle, 4, rue Charlemagne, 75004 Paris Tél. 887.08.21. Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire. la pensa universelle

REGAIN DE TENSION AU PROCHE-ORIENT

VERS DE NOUVEAUX RÉALIGNEMENTS EN ÉGYPTE?

A vote que s'est choisie le président Sadate nous conduit à une impasse. Elle ne nous laisse d'autre issue qu'une situation laisse d'autre issue qu'une situation qui nous échappera à tous et nous plongera dans le chaos. Il est grand temps que s'affirme en Egypte une opposition dont la crédibilité ne saurait être mise en question et qui pour-rait devenir, le cas échéant, un interlocuteur valable pour les Arabes, les Européens et même les milieux américains qu'inquiète la dégradation actuelle dans les régions pétrolières. > Ces propos, adressés par un éminent homme d'affaires égyptien à des personnalités ayant occupé des postes de la plus haute importance dans la hiérarchie du régime, avaient pour objectif de les railier à la signature d'une déclaration qui, rendue publique le déclaration qui, rendue publique le 26 février dernier, jour même de la normalisation b des relations avec Israël, appelait au boycottage des Israéliens en Egypte. L'appel, initialement lance par Mo Momtaz Nassar. le seul à avoir pu assurer sa réélection parmi les seize parlementaires qui s'étaient opposés au traité de pair réunissait quarante signataires, déjà représentatifs de tout l'éventail de la vie politique (1); mais, fait encore plus révélateur, il recut la caution, sinon la signature, de personnalités dont la notoriété est encore plus mar-

lant l'expression d'un consensus national, voire le garant d'une certaine légitimité politique que l'autorité suprême aurait repudiée, signalait déjà un retournement spectaculaire de l'opinion politique qui avait soutenu dans sa forte majorité le président Sadate lorsqu'il se rendit à Jérusaiem. Rien ne permet en Egypte d'évaluer avec certitude l'opinion de la majorité silencieuse, accablée par ses problèmes quotidiens. Scrutins, plebiscites, reflets que projettent de l'opinion les moyens d'information officiels, ne sont pris au

sérieux par personne. Il faut donc la

jauger par des moyens indirects. Il est

significatif à cet égard que tous les

partis politiques (3) sauf, bien entendu,

celui de M. Sadate lui-même, aient

Cette ébauche de coalition, se vou-

quante (2).

jugé nécessaire de prendre position contre la normalisation des rapports avec Israel, y compris ceux d'entre eux qui avaient apparavant entériné les accords de Camp David et le traité de paix, et notamment le minuscule parti libéral, qui était représenté dans la délégation du président lors de sa visite à Jérusalem. Cette opposition, cela va de soi, n'est pas homogène et exprime toute une variété de points de vue avec, à un extrême, les intégristes musulmans, hostiles au principe même de la paix avec l'Etat d'Israel, et, à l'autre, le parti libéral, qui s'oppose à une normalisation aussi longtemps qu'aucun progrès n'aura été enregistré dans les négociations sur l'autonomie palestinienne. Mais quelle que soit cette diversité, nul ne peut contester que le climat politique a sen-siblement changé depuis l'époque où le gauche, avec queiques rares intellectuels, journalistes et diplomates égyptiens, étaient les seuls à se prononcer franchement contre l'entreprise inaugurée par le voyage à Jérusalem.

On pourrait arguer que la classe politique égyptienne, dépourvue de moyens d'expression appropriés, demeure une elite dont l'influence sur l'ensemble de la population reste marginale. On pourrait même se demander si l'éventail des tendances qu'elle représente ne constitue pas, en définitive un système de clienotants » que le pouvoir cherche à utiliser pour lui désigner les écueils à éviter, avant que n'intervienne la rue en tant que force indépendante. On notera, en effet, que, chaque fois que ce « système de clignotants » a failli dans l'histoire contemporaine, le pays a connu ses mutations les plus extraordinaires. C'est quelques mois après l'incendie du Caire, par le peuple en émeute, en janvier 1952, que les € officiers libres a prirent le pouvoir. C'est quelques mois après les émeutes de janvier 1977 que M. Sadate se rendit à Jérusalem. Aujourd'hui c'est précisément la crainte de voir ce « système de clignotants » faire encore une fois défaut qui rend les propos rapportés

plus haut particulièrement pertinents.

La loi et la « moralité »

COURS PRIVÉ MINERVA.

ETTE crainte a été confirmée par l'insistance du gouvernement à faire voter la « loi sur la honte » (4), en-dépit du tollé général qu'elle avait soulevé et de la vive opposition que manifestaient à son égard le barreau. le Conseil d'Etat, l'association des juges et nombre d'éminents juristes. Cette loi qui « codifie les règles de la moralité en Egypte » rend passibles de peines allant de la non-éligibilité aux organes politiques ou syndicaux à l'interdiction de quitter le territoire et à la mise sous séquestre des biens, en passant par la résidence surveillée et l'interdiction de travailler, tout acte dit chonteux selon des normes « morales » (à distinguer de normes légales) qui sont fixées par le pouvoir. Les contrevenants sont soumis à un tribunal dit « des valeurs », composé non seulement de juges, mais aussi de parlementaires siègeant dans un Parlement où le parti au pouvoir dispose d'une écrasante majorité. L'enquête est conduite par un corps non judiclaire, indépendant du parquet, que

dans la plus belle campagne

de France

Jeunes cens - Jeunes files

ANNÉE SCOLAIRE

de la 6° au baccalaurést A.B.C.D

COURS ET VACANCES

du 28 Juillet au 23 août, ou

du 25 août au 6 ou 12 septembre

Études - Sports - Loisirs

CHÂTEAU DE L'ÉPINE - 36 CIRON Tél. (54) 37.95,81

dirige un « procureur général socia-liste » désigné par le chef de l'Etat. La promuigation de cette loi dont l'anormalité saute aux yeux, au mointrouvable à voter une loi qui, explicitement, comblerait cette lacune, la difficulté est ainsi tournée par la

à l'orée du bois de Vincennes

INTERNAT

DE JEUNES FILLES

internes garçons de la 11° à 🖿 🏲

Enseignements

Elémentaire et Secondaire

4, av. de-Verdun, 94 St-Maurice

Tél.: 366-02-20, 368-99-23 Métro: Charenton-Écoles

ment même où les relations avec Israël sont normalisées, est interprétée par nombre d'opposants comme n'étant pas une coincidence. Sans le vouloir, le pouvoir aurait lui-même ainsi tacitement reconnu que, dans la conjoncture actuelle, cette enormalisation » revêt, elle aussi, un caractère si anormal qu'il lui faut une loi « anormale » pour la faire accepter. On remarquera à ce propos qu'aucun texte n'existe dans le code penal égyptien permettant de traduire en justice quiconque entreprendratt des actes, ou proférerait des menaces, « de beiligérance, d'hostilité, de subversion ou de violence » à l'endroit d'Israel, selon les propres termes de l'article III du traité de paix. Devant la répugnance qu'éprouverait une Chambre même

« loi sur la honte », propre à faire

Par MOHAMED SID-AHMED "

taire toute opposition.

Inversement, assimiler toute opposition, même celle touchant aux ques-tions purement intérieures, à l'oppo-sition à la normalisation des rapports avec Israël n'est pas non plus un hasard. Pour railier les masses à la démarche de paix inaugurée par le voyage en Israël de M. Sadate, celle-ci ne leur à pas été présentée comme une réconciliation avec un ennemi longtemps supposé inconciliable, mais plutôt comme la solution à leurs problèmes endémiques propres, dont l'aggravation devenait de plus en plus insupportable. La paix, dans le dis-cours officiel, c'est la fin de la misère. le décollage, la prospérité. C'est aussi de l'Israélien évacuant El-Arich et les champs petrolifères. Or voici que les Egyptiens sont pris de court par cette enormalisation », symbolisée par le drapeau frappé de l'étoile de David hissé sur l'ambassade d'Israël dans leur capitale, et qui vient soudainement ponctuer la réalité de l'Israélien de retour en Egypte, dans des conditions différentes du passé, certes, mais en vertu d'un accord qui

ne leur paraît pas particullèrement équilibré. Après tout, c'est en application du traite que la « normalisation » totale se fait alors que l'évacuation totale n'a pas eu lieu et, surrout, à un moment où les promesses de prospérité paraissent moins crédibles qu

première necessité n'ont connu une hausse aussi vertigineuse que ces derniers mois. L'Egypte, en effet, s'est alièné l'appui économique des Etats pétroliers arabes sans qu'un soutien aussi bénévole de la part de l'Occident lui soit assuré. Nombre d'hommes d'affaires se demandent s'il est possible, sans l'intercession d'Israël, d'inciter les multinationales à investir en Egypte conformément à la relitiere. Egypte, conformément à la politique d'« ouverture économique». Ils ne manquent pas de remarquer qu'Israël y aurait un certain intérêt, mais uniquement à condition que son intervention dans la vie économique du pays lui garantisse une emprise de nature à compenser les effets de l'abandon de l'occupation militaire du Sinai. Il ne s'agirait donc que d'un gage de sécurité, propre à rendre les engagements de paix hréversibles. Mais, pour la masse des Egyptiens, assurer la sécurité d'Israël n'est pas synonyme de prospérité.

Tensions confessionnelles

 ► E retour ». cette fois « pacifique ». Deux des quatre heures du discours de l'Israélien est venu enflammer furent consacrées à l'escalade irréun autre probième qui, comme celui sistible des tensions interconfessiondu bifteck, échappe à tout « système nelles. M. Sadate, à titre de « président de clignottants » : la question des rapmusulman d'un Etat musulman », ports entre les Egyptiens musulmans accusa les dignitaires de l'Eglise copte et leurs concitoyens coptes. Les intéorthodoxe, le pape en tête, d'être à gristes islamiques, enhardis par la l'origine de ces tensions : mais il résurgence d'un islam militant dans n'aura pas satisfait les activistes des toute la région, ne manquent pas deux bords en insistant sur le fait d'interpréter l'alignement de l'Egypte qu'il ne tolérera pas que la religion sur les Etats-Unis et l'Occident chrésoit utilisée à des fins politiques et en tien, son isolement par rapport au monde islamique et la réinsertion interdisant les activités d'organisations religieuses non autorisées. Toudans la vie du pays, d'une composante tefois, pour redorer le blason du poujuive, qui, par-dessus le marvoir, le discours, dont la sobriété à ché, bénéficie d'un statut privilégié l'égard des Arabes, des Soviétiques et dont elle n'avait jamais joui auparades partis d'opposition a été remarvant, comme devant inéluctablequée, semblait annoncer la recherche ment conduire à une promotion des d'un certain répit pour les tendances Coptes devant rompre l'équilibre délid'opposition se réclamant du nassécat entre les deux communautés. Ces risme, du Wafd ou qui doivent leur derniers, dont on ne saurait nier le existence au président lui-même dans bien-fondé de doléances aiguisées par des phases antérieures. La phase noul'envenimement des rapports interveile, présentée comme ayant mis fin confessionnels, ne se sentent nulleaux mesures d'exception, ne porterait ment obligés de renoncer aux atouts pas préjudice au pluralisme et exiqu'ils considérent justifié de faire serait la participation de tous à l'effort valoir. D'où une situation qui se prête de reconstruction et de paix à certaines analogies avec le Liban...

C'est cette montée des facteurs

d'instabilité qui a conduit le président

Sadate, dans son discours majeur du

14 mai dernier, à essayer de reprendre la situation en main, en assumant lui-

même les responsabilités de premier

ministre et en annonçant sa volonté

de consacrer désormais 95 % de ses

efforts aux problèmes intérieurs. Il est

cependant difficile d'imaginer qu'un

nouveau témoignage de volontarisme

se voulant à même de réduire les prix

sera en mesure d'endiguer des mécon-

tentements qui trouvent en fait leurs

racines dans l'orientation fondamen-

tale de la politique officielle et les

structures qui en découlent. M. Sadate

proclama l'abrogation de la loi mar-

tiale, mais, ne se contentant pas de

la « loi sur la honte », il exiges la

promulgation d'une loi rendant per-

manents les tribunaux de sécurité

d'Etat, partiellement composés de

juges militaires, et demanda que lui soient délégués des pouvoirs spéciaux pour protéger l'économie nationale contre l'éventualité de troubles ou de

grèves et la rapacité des commercants.

• L'RGYPTE ET LA PALESTINE, 1945-1988 : Présenté avec clarté et conci-

sion, le point le vue de l'actuel gouvernement égyptien sur le pro-

blème palestinien. Au centre : les thèses défendues par le président Sadate dans la négociation des accords de Camp David (Publication officielle du ministère égyptien des affaires étrangères, diffusée par l'ambassade

d'Egypte & Paris, 1969, 62 pages).

Journaliste égyptien.

Or l'insécurité est portée à son comble par l'impasse des négociations sur l'autonomie palestinienne. L'échéance

du 26 mai est dépassée, mais rien n'a convaincu les parties intéressées qu'elles pouvaient espérer de ces négo-clations une proche solution du pro-blème palestinien; rien n'est venu confirmer l'allégation du pouvoir égyp-tien selon laquelle le traité de paix avec Israël n'était pas un accord sé-paré. Or c'est précisément parce que la bourgeoisie égyptienne dans son ensemble a pris conscience que la pré-paration d'un nouveau Camp David remetiant en cause les fondements remettant en cause les fondements mêmes de l'accord est devenu inévitable (bien que la campagne présidentielle américaine condarane Washing-ton à l'immobilisme pour l'année en cours) que les changements d'opinion, désormais manifestes dans ces milieux, ont pris une telle envergure. D'aucuns se posent déjà la question de savoir si la « loi sur la honte » ne leur est nae, au premier cher, desullee avalli de viser les oppositions « traditionnelles » de mouvance non occidentale... et s'interrogent aussi sur la légitimité à lenr égard d'une telle entreprise de la part du pouvoir (5).

(1) Voir le Monde du 14 mars 1980 : Egypte : l'hostilité à la normalisation avec Israel favorise le regroupement des

(2) Pour n'en citer que deux : M. Ismail Pahmi, ex-ministre des affaires étrangères, qui présenta sa démission le jour où le président Sadate décida de se rendre à Jérussiem, et M. Mahmond Riad, ex-ministre des affaires étrangères, puis se-crétaire général de la Ligue arabe, qui démissionne aussi de son poste à la tête de la Ligue le jour de la signature des accords de Camp David. Ni l'une ni l'autre de ces personnalités ne signèrent la déclaration des quarante, mais alles pu-blièrent des articles dans le journal d'op-position Et Chaab, dans lesquels elles affichaient des positions similaires à celles des signatures.

(3) Ces partis comprennent le parti national progressiste unioniste (gauche) : le parti socialiste du travail, qui fait paraître le journal d'opposition El Chaab ; le parti libéral (droite). Il faut aussi citer El Da'ous, organe des Frères musul-mans, non reconnu officiellement comme

(4) Voir le Monde du 12 avril 1980 : « Egypte : un projet de loi « contre l'immoralité » suscite une vive opposttion > et du 2 mai : «Le Parlement a approuvé la « loi sur la houte ».

5) Le 12 mai, la veille de la démission du ministère de M. Moustapha Khalil et l'avant-veille du discours du président Sadate, Me Momtaz Nassar convoqualt une seconde conférence de presse, où il présenta une seconde déclaration, réunissant cette fois la signature de cinquente-quatre personnalités, dont M. Mahmoud Riad. Cette seconde décla-ration était consacrée à la « loi sur la honte », au non-respect de la Constitution et à la violation des droits démocratiques

DEJA PARU sudestasie

MAGAZINE D'INFORMATION

Pour la première fois : un mensuel en langue française sur l'Asie du sud-est: Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaysia

Philippines, Singapour, Thailande, Vietnam 350 millions d'habitants Neuf pays plus peuplés que l'Europe des Neuf A la une de notre information,

par une équipe de chercheurs, sociologues, historiens, ethnologues, économistes et journalistes venus d'Asie ou intimement liés à celle-cl.

Disponible dans les kiosques et librairies depuis MAI 1980

Premier numéro: MAI_72 pages Deuxième numéro: JUIN 1980

Prix du numéro : 10 F Tarif annuel d'abonnement : France : 90 F et pays d'Europe : 120 F

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner à Sudestasie 17 rue du Cardinal Lemoine 75005 Paris.

LE MONDE diplomatique.

Abonnez-vous

Le Monde diplomatique présente chaque mois la vision la plus complète sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger. C'est le complément indispensable du quotidien pour tous ceux dont les fonctions ou l'intérêt s'attachent à mieux connaître ce qui se passe dans le monde.

Choisissez l'un des numéros suivants

Je vous règle la somme de 75 F pour mon abannement d'un an (douze numéros) au « Monde diplomatique » et le reçols en supplément l'un

des numéros cochés ci-contre. OPTION: Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'al

cochés : le vous les règle sur la base de 7 F l'exemplaire.

309. L'implosion du social, décembre 1979.

308. La guerre des données, novembre 1979.

307. Une culture pour gérer la crise, octobre 1979. 306, L'Espagne de demain, septembre 1979, 305. Réfugiés du tiers-monde, août 1979, 304. Paysans dépossédés de la terre, juil-let 1979.

308. Le commerce des moyens de répressions. ☐ 302. Un mondialisme sur mesure, mai 1979. ☐ 301. L'Idéologie de l'iman Khomeiny, avril

☐ 300. Guerre en Asie, mars 1979.

Faites le total de votre commande et envoyez-nous votre réglement à : « LE MONDE ». service Promotion abonnements, département publications annexes, 5, que des Italiens, 75427 Paris Cédex 09. LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondatsur : Eubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques PAUVET Redacteur en chef : Claude JULIEN Redactrice en thef adjointe . Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en trançs) VOIR NORMALE

France, Done, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritanie, République maigache, Maii, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco Autres pays

PAR AVION (abonnement et taxes) : iran irak, israel, Jordanie, Li-

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Caparles, Madère, Algé-rie, Maroc, Tunisie '67 DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo. Côte-d'Ivotre, Dahomey, Gabon Guinée, Mail, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Voita, République de Dji-

rom, République maigache, Etat comorien

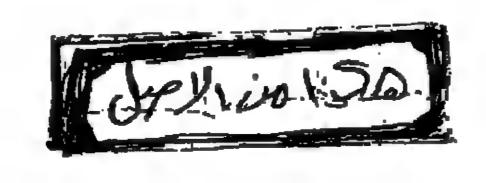
lippines, Singapour, Taiwan, Thallands, Vietnam, Australis, Nouvelle-Guines, Fidji, Nouvelle-Libve. Egypta. Arabie Sacudite.

ban, Syrie

Birmanie, Brunei, Chine, Corée,
Hongkong, Indonésie, Japon,
Macao, Malaisie, Mongolie, Phi-

(Chaque postai . Paris nº 4207-23) Priz de vente eu numéro : 1 P.

Reduction et administration, 5, rue des Italieus, 75427 PARIS CEDEZ 09 Tél : Rédaction et abonnements : 346-72-23, adr. télégraphique : Jourmonde Paris



de la raison endorm 14 Oc

an a " • particular * r a :-

white a profession of a

Inchise of Page Asses

Contraction Cons. -

THE RESIDENCE CO.

and the second

VIRNE da paraitra

(Suite de la première page.)

L'antagonisme entre la Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), qui attelguit son point culminant lors du septembre noir » de 1970, affaiblit les éléments nationalistes palestiniens dans les territoires occupés. En outre, par sa politique des « ponts ouverts » sur le Jourdain, le roi Hussein avait consenti à une sorte de normalisation qui allégeait les pressions pesant sur la population palestinienne de ces mêmes territoires.

Seule la bande de Gaza connut, au début des années 70, une véritable résistance armée, que le général Sharon brisa par la force. De la guerre d'octobre 1973 jusqu'aux élections municipales de 1976 en Cisjordanie, on assiste à la cristallisation de l'opposition. Alors que l'O.L.P. s'affirme sur la scène politique comme le seul et unique représentant du peuple palestinien. les habitants des territoires occupés l'acclament publiquement comme leur porte-parole officiel. La vulné-rabilité d'Israël pendant la guerre d'octobre encourage aussi les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza à manifester leur hostilité. En avril 1976, c'est le raz de marée : à l'encontre de celles de 1972, les élections municipales donnent une majorité écrasante aux candidats se réclamant ouvertement de l'O.L.P. En même temps, des manifestations de masse ont lieu, au cours desquelles plusieurs habitants tombent sous les balles de l'armée israélienne. Dès lors,

commence la troisième étape qui

verra les habitants et leurs dirigeants (les maires, en l'occurence) se ran-ger côte à côte, dans une confronta-tion ouverte avec les autorités d'oc-cupation. Certes, l'arrivée de la droite nationaliste an pouvoir en Israel, en mai 1977, n'allait pas apporter de changements significatifs, par rapport à la politique d'occupation appliquée par les précédents gouvernements trade plus en plus fréquents.

Gent vingt-deux colonies

T A lutte pour la terre devient le thème central d'une confrontation désormais quotidienne entre Israéliens et Palestiniens. La politique d'implantation dirigée par le général Ariel Sharon, ministre de l'agriculture, a un but clair et net : créer des faits accomplis en Cisjordanie de façon s rendre le nouveau statu quo intéversible et empêcher ainsi la création d'un Etat palestinien. L'effort de colonisation continue d'arrache-pied : le nombre des colonies israéliennes en Cisjordanie est anjourd'hui de solxante-huit, et cinquante-neuf autres sont prévues (chacune comprenant deux cents à trois cents familles) dans le cadre du plan quinquennal (1980-1985) de l'Agence juive (voir la carte page 13), Dans le Golan (partie du territoire syrien occupé depuis 1967), il existe déjà vingt-neuf agglomérations israéliennes; dans la bande de Gaza, il y en a cinq; et s'il s'en trouve vingt dans le Sinal qui toptefois devront être démantelées dans deux ans en vertu de l'accord de paix israélo-égyptien. En tout, cent vingt-deux implantations juives ont déjà été installées dans les territoires occupés, rassemblant une population de vingt mille colons (sans compter les soixante mille juifs installés dans les

partie arabe de Jérusalem). Les colonies israéliennes ont été créées sur des terres domaniales dont le gouvernement israélien se prétend l'héritier, ou bien sur d'autres lots appartenant à des réfugiés palestiniens ainsi que sur des terres privées confisquées « pour des naisons de sécurité ». Cependant, des personnslités bien informées, tels les généraux Weizman et Dayan, ont reconnu publiquement que de nombreuses implantations avaient été créées pour d'autres raisons que de sécurité (4). Dans sa course à la terre, le gouvernement israélien cherche depuis plusieurs mois de nouvelles méthodes « légales » pour s'approprier douze mille hectares en Cisjordanie. Les moyens pour expulser les propriétaires palestiniens sont variés (intimidation, invocation de lois diverses, etc.) et même inhabituels: récemment des avions ont répandu des défoliants sur phisieurs centaines d'hectares de cultures (blé, orge et oliverales) appar-

nouveaux quartiers construits dans la

tenant à des paysans palestiniens de quatre villages de la région d'Hébron (5). Une méthode qui avait déjà été utilisée « avec succès » en 1972

que l'objectif du gouvernement israé-

lien n'est pas seulement de leur dénier

tout droit à l'indépendance nationale

mais aussi de les priver, par l'expro-

priation systématique de leurs terres,

de l'assise territoriale sur laquelle ils

pourraient un jour bâtir leur souve-

valilistes : mêmes châtiments collectifs, mêmes expropriations de terres arabes, même détermination à créer des implantations juives dans les territoires occupés. Avec une différence, cependant : désormais, les colonies juives s'installent presque uniquement au cœur même de la Cisiordanie, là où la population arabe est la pius dense. Construites surtout par des colons du mouvement nationaliste fanatique Gouch Emounim (Bloc de la foi), elles représentent des foyers permanents de tension et de provocation; les heurts avec les Palestiniens du voisinage deviennent Les accords de Carm David (1978) et le projet d'autonomie qui en découle prévoyant la perpétuation de l'occupation israélienne selon une nouvelle formule sonneront l'alarme dans les territoires occupés, où la colère et la révolte grandissent chez les Palestiniens obligés de constater

> appels à l'éviction des habitants de ces territoires ne sont plus des tabous. M. Hannan Porat, chef du Gouch Emounim, constatait récemment que des cémeutes entre juifs et Arabes ne pourront plus être évitées », et, pour lui, « ces émeutes prouvant que juis et Arabes ne sont pas capables de cohabiter, eller entraineront Perpulsion de tous les Arabes > (7). Certains militants de ce mouvement

estiment que, si la situation interna-

tionale était « plus favorable » (c'est-a-

dire si la guerre froide s'installait

définitivement au Proche-Orient, avec

droits civiques (ex-travailliste), a

déclaré que « la nonchalance dans les

enquêtes portant sur les actes de van-

dalisme contre les Arabes encourage le

mépris de la loi, de la fustice et des

sentiments d'humanité » (6). Les actes



(Dessin de Mike, Yedlot Aharonot, Tel-Aviv.) « TU NE VOLERAS POINT... » (HUITIEME COMMANDEMENT).

dans le village d'Akraba en Cisjordanie dont les terres furent ensuite remises à la nouvelle colonie voisine de Gittit.

Dans de telles conditions, les affrontements entre les colons israéliens, toujours armés, et la population palestinienne devenaient inévitables : manifestations et jets de pierre par des écoliers palestiniens sur les voitures israéliennes, d'un côté; actes de vandalisme et molestations à l'égard des Arabes, de l'autre. Cependant, les réactions des autorités sont toujours unilatérales. Si de jeunes Palestiniens lancent des pietres, un couvre-feu de plusieurs jours est généralement décrété dans toute l'agglomération. Mais lorsque des colons saccagent des meubles dans les écoles

toutes ses conséquences), il serait possible de provoquer des réactions en chaîne qui se solderaient par le « départ » des habitants des territoires occupés. Les Palestiniens n'ignorent pas ces desseins. Pour eux, la résistance la plus efficace consiste à rester sur place, à procréer, et à s'aggripper à la terre.

Il serait cependant erroné de croire que le Gouch Emounim n'est qu'un groupe de dissidents. Il jouit de l'appui de M. Menahem Begin et de plusieurs de ses ministres, dont, en tête, le général Sharon, Sans cesse: le Gouch Emounim pose des revendications, exerce des pressions, et gagne, Toute son histoire est une série de succès. Récemment encore, après le meurtre

de vandalisme perpétrés par les colons du Gouch Emounim ont pu se multiplier sans que l'armée intervienne. Le 26 février dernier, quelque quarante voitures appartenant à des Arabes ont été endommagées par des colons juifs, dans le village de Khalkhoul (près d'Hébron). Aucune réaction de la part des forces de l'ordre. Deux mois plus tard, le 24 avril rouvelle opération du même ou chez les particollers, le fait est généralement passé sous silence.

L'assassinat d'un colon à Hébron, au début de cette année, a entraîné un couvre-feu sévère de treize jours dans toute la ville; tandis que l'affaire du meurtre de deux lycéens, à Khalkhoul, par des colons israéliens, l'année dernière, a été classée. Une inquiétude se manifeste à ce suiet dans les milieux le 24 avril, nouvelle opération du même manifeste à ce sujet dans les milieux genre, à plus grande échelle : cent libéraux d'Israël, Afnsi, le député Shoulamit Aloni, inscrit sur la liste des cinquante voitures endommagées et

quelque deux cents vitres brisées dans

les villes de Ramallah et Kl-Bireh. Ce

qui a fait dire à un conseiller muni-

cipal de Ramallah, devant les journa-

listes: «C'est nous qui devrions

réclamer des frontières de sécurité...»

Les desseins des colons

1) OUR les colons, qui jouissent de la d'un colon à Hébron (janvier 1980), complicité du pouvoir, les Arabes les camarades de la victime deman-« ne comprennent que le langage de la force », et il faut les « remetire à leur dèrent une « riposte sioniste » : le gouvernement décida aussitôt d'installer des jults à Hébron, en plein cœur de place ». Leurs interventions à la radio et à la télévision israéliennes sont soula ville arabe — sans fixer pour autant de date précise à la réalisation de ce vent empreintes d'un racisme antierabe qu'on n'avait pas l'habitude projet que beaucoup d'Israéliens — y d'entendre du temps des travaillistes. compris quelques ministres — consi-Beaucoup aspirent, dans leur for intédèrent comme une provocation, ou au rieur, à créer une atmosphère de troumoins une erreur. C'est aussi à la bles qui faciliteratt l'expulsion des demande pressante des colons du Gouch Emounim qu'a eu lieu l'expul-Palestiniens des territoires occupés. Les sion des trois leaders palestiniens de Hébron et de Khalkhoul, après l'attentat du 2 mai. Les habitants des territoires occupés ont ainsi le sentiment que ce sont les colons qui détiennent le pouvoir de facto en Israel, pour tout ce qui concerne ces territoires.

Si les colons représentent un défi constant pour les Palestiniens, c'est l'armée qui mène la répression (contingent, réservistes et, surtout, les redoutables « bérets verts », ou la garde frontalière). Les manifestations d'étudiants et de lycéens sont réprimées à l'aide de bâtons, de grenades lacrymogènes et de tirs en l'air. Arrestations, fermetures d'établissements scolaires sont monnaie courante. L'armée pénètre à toute occasion dans l'enceinte des universités et des écoles et, de temps à autre, des étudiants sont blessés au cours d'accrochages avec l'armée. Des professeurs ont été arrêtés « parce qu'ils n'avaient pas

empêché leurs élèves de lancer des

pierres sur des véhicules israéliens ». Les camps de réfugiés installés depuis 1948 à proximité des grandes villes subissent un régime particulièrement sévère. Tels, ces derniers mois, les camps de Jalazoun (près de Ramallah) et de Dehezcheh (au sud de Bethléem) : couvre-feu la nuit. prolongé souvent plusieurs journées de suite ; fouilles systématiques accompagnées d'actes de brutalité : rassemblement de tous les hommes de quinze ans à soixante-dix ans durant des nuits entières, à trois reprises, sous la pluie et le froid ; humiliations quotidiennes. Ailleurs, au camp de Nour-Chams (près de Tulkarem), le gouvernement militaire a obligé les habitants à construire, par leurs propres moyens, un grand mur autour de l'agglomération pour « donner une leçon » aux enfants qui jettent des pierres sur les voitures israéliennes circulant sur la route qui longe le camp. Bref, une répression en plusieurs phases, de type colonial classique. Les choses en

étaient arrivées à un tel point que le

quotidien indépendant Haaretz avait publié, quatre jours avant l'attentat d'Hébron, un éditorial au titre significatif : « La malédiction de l'occupation » dans lequel il soulignait que « la réalité, que nous n'avons pas pu changer ni par des discours ni par des arguments légaux, c'est qu'en Cisjondanie et à Gaza un peuple essaye d'en gouverner un autre contre sa volonté... Après 1967, beaucoup d'entre nous se sont imaginé que l'occupation pourrait continuer pour l'éternité. Cette Illusion s'effondre chaque jour, sous nos *yeux* (8). ≥

estin

Tel est le cercle vicieux de la résistance et de la répression. D'atlleurs, l'occupation israélienne n'a jamais été aussi «libérale» que le gouvernement israélien le prétendit souvent. Les méthodes de répression s'adaptaient à la gravité du défi. Avec l'attentat d'Hébron, le gouvernement militaire est revenu à des moyens classiques déjà utilisés au cours des treize années d'occupation : expulsion des dirigeants palestiniens, dynamitage de matsons près desquelles les attentate étaient commis, représailles économiques sévères, couvre-feu pendant plusieurs journées successives entraînant de très graves difficultés d'approvisionnement, censure draconienne sur la presse arabe locale, punitions collectives et, toujours, humiliations quotidiennes parfois choquantes. Des soldats et des officiers, révoltés par ce qui se passe dans les territoires occupés, prennent contact avec des personnalités et des journalistes pour leur demander d'informer l'opinion publique. C'est ainsi que de nouvelles recrues se sont adressées au député israétien Uri Avneri du parti Sheli (gauche non travailliste) pour apporter leurs témoignages sur certains fatts observée pendant leur service dans les territoires occupés. Ils ont raconté, par exemple, comment on les a envoyés dans un village de Cisjordanie pour imposer le couvre-feu. Un officier supérieur leur a donné des instructions: « Frappez tous ceux qui se trouvent hors de leur maison, frappez partout, sauf sur la tête. N'ayez pas peur, brisez-leur les os. Frappez d'abord, expliquez ensuite. Si vous attrappez un enfant, faites sortir la famille, alignez-la et frappez le père devant les enjants. C'est un devoir. Ils ne comprennent pas d'autre langage. » Un autre groupe de soldats a été envoyé en ville avec cet ordre : « Pour le moindre incident (attroupement, jet de pierres, apparition d'un drapeau palestinien), donnez l'assaut et frappez sans pitié, non pas en cachette mais devant tout le monde pour faire régner la peur. » La plupart des soldats, selon les témoignages, se sont pliés sans hésitation aux ordres qui sont décrits comme monnaie courante. Seule, une minorité a refusé de les exécuter. M. Avneri a demandé la constitution d'une commission parlementaire d'enquête sur les sévices commis récemment par l'armée israé-lienne en Cisjordanie. D'autres voix se sont élevées pour demander des explications aux autorités militaires après la description, dans la presse locale, des brutalités commises contre les Cisjordaniens.

Phénomère jusqu'ici très rare : les autorités militaires entravent désormais l'action des journalistes chargés de couvrir les événements en Cistor-

Le « radicalisme » du Comité d'orientation nationale

FS derniers mois, il est vrai, avaient vu une recrudescence des activités armées des Palestiniens dans les territoires occupés. Cent trente-huit cellules de fedayin avaient été déconvertes pendant l'année qui s'est achevée le 31 mars 1980, dont vingtquatre avaient réussi à procéder à des actes de sabotage (9). D'après le général Rehavam Zeevi, ancien conseiller de la lutte antiterroriste auprès du premier ministre, le matériel de guerre qui se trouve dans les territoires occupés est de la meilleure

qualité, tel qu'on en trouve « dans les arsenaux de l'OTAN » (10). Cependant, ce qui inquiète le plus les autorités israéliennes, c'est l'existence, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. d'un véritable leadership qui se comporte comme une autorité de facto : le Comité d'orientation natio-

Ce Comité a été créé à Beit-Hanina. faubourg au nord de Jérusalem le 1 cotobre 1978, à la suite de la signature des accords de Camp David E pour vocation de mobiliser

Juifs et Noirs aux États-Unis:

TEU de sujets sont plus délicais à évoquer aux Etats-Unis que ceiul des relations complexes et tendues entre les communautés noire et juive qui, ensemble, représentent une partie considérable de la population de New-York, véritable mosaïque de groupes ethniques originaires de tous les coins de la terre.

Cette question épineuse - projetée à la « une » de tous les quotidiens newyorkais par la démission forcée, au mois d'août dernier, du représentant des Etats-Unis à l'ONU, M. Andrew Young, pertube la vie politique de cette ville depuis plus de dix ans.

L' - attaire Young - a souligné la profonde divergence des deux communautés quant au conflit Israelo-arabe, ainsi que les ressentiments mutuels qui en résultent. Martin Luther King. • Intégrationniste » conséquent luttant pour le droit des Noirs à partager le « rêve américain », avait été un supporter d'Israël : mais les mouvements s'inspirant des conceptions plus radicales du Pouvoir noir n'ent lamais caché leur sympathie pour le nationalisme palestinien, dont la cause, à leurs youx, s'apparentait à la leur et à celle de tous les dépossédés de la Terre.

Tandia que cette attitude «tiera-mondista - celle des Panthères noires et des Black Muslims - gagnait petit à petit du terrain dans l'ensemble de la communauté noire, les organisations les plus puissantes, comme la National Assoclation for the Advancement of Colored People (N.A.A.C.P.) et l'Urban League, hésitaient encore à mécontenter par une

prise de position antisioniste les juifs libéraux, qui contribuaient substantiellement à leur financement et participaient étroltement à la direction de leurs affaires.

La démission forcée de M. Young. chassé pour avoir rencontré secrétement le représentant de l'O.L.P. à l'ONU, a provoqué une vague de colère dans la communauté noire et a contribué, par contrecoup, à la popularité de la cause palestinienne. Pour l'homme de la rue, l'affaire était claire : M. Carter avait lâchement cédé aux pressions des sionistes américains et du « jobby » Israélien. Au lendemain du départ de M. Young, deux cent trente des dirigeants noirs les plus en vue, toutes tendances confondues, se réunissaient d'urgence à New-York pour condamner les circonstances de la démission du jeune diplomate. Sans aller juaqu'à accuser nommément Israel ou les organisations juives américaines d'avoir provoqué son renvoi, leur déclaration précisait : . Nous nous joignons à l'ambassadeur Andrew Young pour rejeter l'idée que la politique étrangère des Etats-Unis puisse être dictés par une nation étrangère. =

Les dirigeants falsaient ressortir que. tandis que M. Andrew Young était chassé pour - contacts ifficites - avec l'O.L.P. l'ambassadeur américain en Autriche, M. Milton Wolf - Blanc et juif. - n'avait même pas été réprimandé pour une démarche analogue. . Deux polds, deux mesures - clamalent-lis. lis s'élevaient ' avec force contre l'idée que les Noirs n'ont pas à s'occuper des affaires étran-

Par SCHOFIELD CORYELL geres, leur domaine étant exclusivement

celul des droits civiques à l'intérieur du

Quelques semaines plus tard, M. Young lul-même, s'adressant à un auditoire enthousiaste de cinq mille représentants de la communauté noire à Washington. expliquait clairement pourquol un règlement - juste et pacifique - au Proche-Orient était dans l'intérêt de la population noire: «S'll y a une crise au Proche-Orient, il y aura pénutie de pétrole, il y aura augmentation du prix du pétrole... Cela contribuera à acorolité le chômage. et les chômeurs à la recherche d'un

emploi seront principalement les plus

pauvres parmi les pauvres... Ce sont les

gens que nous représentans, vous et

Dans les jours et les samaines qui sulvirent la démission. les prises de position en faveur de la reconnaissance de l'O.L.P. par les Etats-Unia et laraël et de la recherche d'un compromis intelligent et humain au Proche-Orient se multipilèrent. La N.A.A.C.P. — organisation réputée conservatrice, - tout en se prononcent pour le droit à l'existence d'ieraēl, affirmalt • le droit • l'autodétermination et à une patrie pour les Palestiniens -. Le révérend Joseph Lowery.

président de la Southern Christian

Leadership Conference (fondée par Martin

Luther King) et le révérend Jesse Jackson.

président d'un groupe d'action locale de

Chicago, PUSH (People United to Save Humanity, le Peuple uni pour eauver l'humanité) , rencontrèrent à New-York le délégué de l'O.L.P. auprès de l'ONU evant d'alier enquêter sur place au Proche-Orient, où ils affirmèrent de nouveau leur désir d'un réglement juste du conflit tenant compte des intérêts vitaux des deux peuples. M. Jesse Jackson es fit même photographier à Beyrouth en trein de chanter avec M. Yasser Arafat la fameuse chanson du mouvement américain pour les droits civiques : We Shall Overcome ! - Nous serons vainqueurs ! -

Les principales organisations juives - l'American Jewish Congress, l'American Jewish Committee. l'Anti - Defamation

League - n'ont pas vu d'un bon cell cette irruption des Noirs dans la politique du Proche-Orient Pour ces institutions, tout contact avec l'O.L.P. reste tabou, et la moindre critique de la politique d'Israël est vite assimilée à de l'« antisémitiame ». En ce qui concerne l'affaire Young, leurs porte-parole refusent d'y voir un eigne de discrimination et rejettent l'idée que le renvoi du jeune diplomate puisse être dû à une quelconque pression tuive ou cioniste. Tous c'accordent pourtant à reconnaître que la tension entre les communautés noire et juive est une pénible réalité et que l'aillance qu'elles avaient conclue au moment des grandes luttes pour les droits civiques dans les années 60 est bel et bien rompue.

Les causes de friction

I'N effet, la politique étrangère n'est L pas le seul terrain d'affrontement entre les deux groupes. Selon un porte-parole de l'Influent American Jewish Congress, le véritable cause de l'hostilité actuelle entre Noirs et juits n'est pas leur point de vue divergent au sujet du Proche-Orient male l'inévitable conflit entre minorités concurrentes en période de récession.

L'écrivain noir James Baldwin avait mis le dolgt, il y a douze ans, sur un aspect fondamental du problème des relations entre Julis et Noire dans un erticle remarqué du New York Times intitulé : « Les Noirs sont antisémistes parce qu'ile sont antiblancs ».

Pour des raisons historiques bien déterminées, les Biancs les plus présents et physiquement les plus proches des Noire à New-York sont, en effet, souvent les juifs. Ces derniers sont dans les ghattos en tant que commerçante, travailleurs sociaux, agents des propriétaires des taudis, enseignants, etc. Or. c'est un fait que les prix pratiqués dans les boutiques des ghettes sont nettement plus élevés qu'ailleurs : les logements sont insalubres et mai entretenus ; les écoles surpeuplées, et souvent délabrées. Ce n'est évidemment pas la faute des juifs, meis, aux yeux des habitants du ghetto, ie - juit - devient trop souvent le responsable de leurs malheurs, qui sont, en

Mary Mary

4 15 piles Contract of the last

soux Etats-University

-

Ben 5-4

. 644

Palestiniens de l'intérieur

madaire communiste Al-Talia); Dr Amin El-Khatib (president

l'Association de bienfaisance de Jé-

rusalem) : Mme Samiha-Khalil (pré-sident de l'Association pour le bien-être de la famille), cheik Akrama

Sabri (membre du conseil musulman

les Palestiniens sous occupation israé-lienne pour faire échouer le projet d'autonomie administrative. Il lance des ordres de grève et de manifestation, il publie des communiqués, il tient des réunions. Depuis sa création, il a accumulé une influence politique éclipsant celie de toute autre organi-sation dans les territoires occupés. Jusqu'à l'attentat d'Hébron, le gouver-nement militaire tolérait ses activités. et quelques esprits réalistes au sein de l'establishment militaire avaient cherché à voir en lui, le cas échéant, un interlocuteur valable. Toutefois, le Comité a fait savoir sans équivoque que, pour toute négociation, l'O.L.P. est le seul représentant des Palesti-niens. En fait, 2 est rattaché au « département de la patrie occupée », l'un des dix départements du comité exé-cutif de l'O.L.P.

Le Comité d'orientation nationale ressemble des dirigeants jeunes et dy-namiques qui représentent différents secteurs de la société palestinienne. On y trouve neur maires : MM Bassam Chaka (Naplouse), Kerim Khe-laf (Ramallah), Ibrahim El-Tawil (El-Birch), Helmi Hanoun (Tulka-rem), Abd El-Aziz El-Soueiti (Jéri-cho), Wahid Hamdellah (Anabta), Bichara Daond (maire de Beit Jala, kmogé par les autorités militaires), et les deux maires expulsés au début du mois de mai : MM. Fahed Kawasmeh (Hebron) et Mohammad Melbem (Khalkhoul) ; siègent à leurs côtés M. Jeries Khouri (président du syndicat des avocats), MM. Ibrahim Dekak (président du syndicat des ingénieurs) et Adel Ghanem (président de l'Union des syndicats ouvriers) : M. Said Ala El-Din (ancien ministre en Jordanie) et cheikh Ali Taziz (représentant des chambres de commerce); deux journalistes, MM Maamoun El-Sayed (directeur d'Al-Fajr, quotidien proche de l'O.L.P.) et Bachir Barghouti (directeur de l'hebdo-

suprême) ; deux représentants de la bande de Gaza : le Dr Haidar Abd El-Chafi (président du Croissant-Rouge) et le Dr Sayed Bakr (président de l'Association médicale de Gaza); enfin, un représentant des étudiants palestiniens. Tout en se récismant de l'OLP., le Comité manifeste une certaine indépendance d'action dans les questions

locales, allant parfois jusqu'à ignorer les conseils venant des bureaux de l'O.L.P. à Beyrouth. Ainsi, par exemple, lors de l'affaire Chaka en novem-bre et décembre derniers, l'OLP. était défavorable à la démission des maires des territoires occupés en signe de protestation contra l'intention du gouvernement militaire d'expulser M. Chaka, maire de Naplouse, de crainte qu'Israël ne profite de l'occasion pour se débarrasser d'eux; en revanche, le Comité d'orientation nationale estimait que cette démission collective pouvait jouer un rôle décisif dans la lutte pour la libération de M. Chaka, et il préconisa cette solu-tion qui produisit finalement l'effet escompté. Même débat après la décision du gouvernement militaire d'ajourner les élections municipales prévues pour avril dernier : cette fois, l'OLP. recommandait la démission des maires, qui, eux, y étaient opposés. Autre exemple : au congrès du men-suel pacifiste israélien New Outlook, organisé à Washington en octobre 1979, l'O.L.P. souhaitait la participation de personnalités des territoires occupés, mais les intéresses préférèrent a'abstenir, en l'absence de représentants officiels de l'Organi-

Encourager la droite?

E comité passe pour « radical », les partisans du Fath n'ayant pas la majorité en son sein, comme à la direction de l'O.L.P. Six de ses membres, au moins, représentent la gauche, et ce sont les plus influents. Aussi la droite palestinienne désire-t-elle élargir sa composition en y incluant des éléments conservateurs. Le quotidien arabe de Jérusalem Al-Kuds devait mener récemment une campagne contre la ganche palestinienne en condamnant la « politisation des organisations patriotiques ». « Pas de place pour le jeu des partis. L'OLP: est notre seul et légitime représentant à l'extérieur et à l'intérieur », a-t-on pu lire dans un éditorial de ce quotidien de droite (11). A quoi l'hebdomadaire communiste palestinien Al-Talia rétorqua : a Ceux qui se disent sans parti sont en fait des pétainistes » (12). Le quotidien palestinien radical El-Chaab explique, quant à lui, que « les attaques de droite contre le Comité d'orientation nationale visent à transmettre les rênes du pouvoir à des groupes qui seront prêts à réaliser les projets de Sadate-Begin-Carter » (13). De fait la rivalité entre partisans de la Jordanie et partisans de l'O.L.P. s'est estompée dans les territoires occupés depuis la réconciliation du roi Hussein et de M. Yasser Arafat. qui participent tous deux au front arabe commun contre les accords de Camp David. La personnalité la plus fidèle au régime hachémite, M. Anouar Nousselba, ancien ministre de la défense de Jordanie, a affirmé à maintes reprises que seule l'O.L.P.

représente les Palestiniens. Les éléments projordaniens dans les territoires occupés se réclament aujourd'hui du Fath : plusieurs d'entre eux se sont entretenus avec le chef de l'O.L.P. Yasser Arafat; avec la bénédiction du souverain hachémite Le Fath et la Jordanie coopèrent au sein de la commission mixte jordanopalestinienne pour le soutien aux habitants des territoires occupés. En vain, le Comité d'orientation nationale

a-t-il demandé qu'on lui laisse le soin

de distribuer les sommes destinées aux territoires occupés. M. Melhem, maire de Khalkhoul, qui est aussi l'un des membres les plus influents du Comité, a alors protesté contre une politique qui tend à sous-estimer les institutions palestiniennes de l'intérieur. « Nous pensons, a-t-fl déclaré, que la commission mixte jordano-palestinienne ne pourra exister longiemps, à moins qu'elle n'œuvre à travers les institutions nationales qui fonctionnent dans les territoires occupés car ce sont elles qui peuvent, mieux que toui autre facteur, évaluer nos besoins (14). » Estce parce que la gauche et les éléments radicaux disposent d'une influence certaine au sein des institutions locales en Cisjordanie et à Gaza? Certaines instances à Amman et au siège de l'OLP. ont une attitude un peu hésisante à leur égard. En revanche, la Fédération des syndicats et l'Union des étudiants palestiniens dans les territoires occupés sont orientées plus à gauche que leurs homologues à Beyrouth, où l'influence du Fath est prédominante.

Pour sa part, le gouvernement militaire israéllen préférerait voir le Fath s'affirmer dans le Comité d'orientation nationale. Selon le correspondant de la télévision israélienne dans les territoires occupés, un officier supérieur a recommandé d'encourager cette tendance au détriment de la gauche au sein du comité (15). Les choses en sont arrivées à un tel point que la radio nationale israélienne commente en termes élogieux les pressions de l'Irak sur la Jordanie et sur l'O.L.P. pour freiner l'influence de la gauche dans les territoires occupés, les attribuant à une « attitude réaliste face aux extrémistes palestiniens » (18).

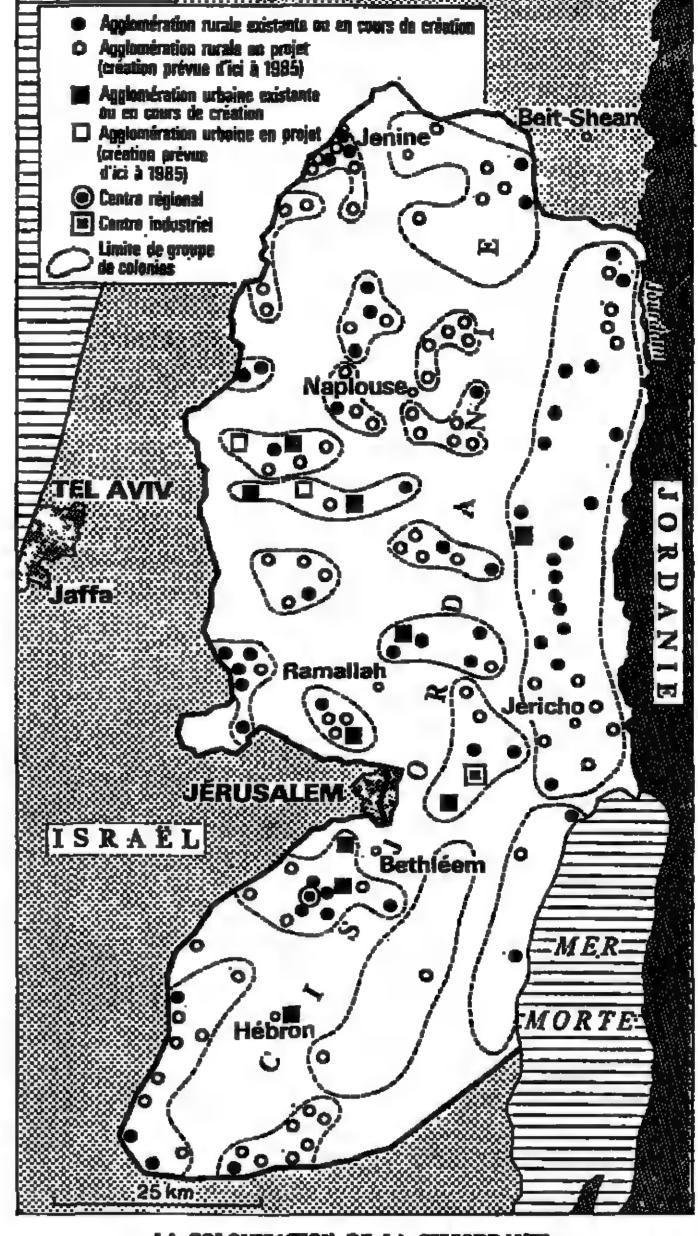
Les autorités israéliennes s'efforcent aussi d'exploiter un certain regain d'influence des intégristes musulmans. à l'encontre du Comité d'orientation nationale et de ses membres. En janvier dernier, à Gaza, les intégristes musulmans ont pu incendier et mettre

à sac, sans que l'armée intervienne, les locaux du Croissant-Rouge palestinien, fief des partisans du Comité d'orientation nationale et dont le président, le Dr Haldar Abd El-Chafi, est un membre actif de ce comité. Une heure et demie d'émeutes en pleine ville, à Gaza : il est difficile d'imagiville, à Gaza : il est difficile d'imaginer ce genre de scène sans l'accord
tacite des autorités d'occupation. En
outre, les autorités militaires, qui
veillent à ce que les prédicateurs des
mosquées s'abstiennent de toute référence politique et, surtout, de toute
critique à l'égard d'Israël, n'ont pas
réagi lorsque certains d'entre eux
attaquèrent explicitement, au nom de
l'islam, les sondes des partis set le
Comité d'orientation nationale. Ni la
monfée, assez limitée, certes, du courant intégriste musulman dans les
territoires occupés, ni les eris sporadiques de « vive K h o m e i n y » ne
semblent préoccuper outre-mesure les
a u to rités israéliennes, l'adversaire
principal restant le Lomille.

En dépit de l'existence de ces différents courants politiques, la population de Cisjordanie et de Gaza continue d'opposer un front uni inébran-lable face aux accords de Camp David et à la répression israélienne. L'O.L.P. reste le dénominateur commun, ce qui n'empêche pas les différentes tendances de tenter de marquer des points en attendant l'heure d'une véritable négociation de paix

La Jordanie, quant à elle, veille de près sur ce qui se passe sur la rive occidentale du Jourdain. Ainsi elle continue de verser leurs salaires aux fonctionnaires de l'ancienne administration jordanienne. Le roi Hussein apporte une aide aux villages dont les moukhtars (chefs traditionnels) sont connus pour leur attachement à Amman. Les émissaires du souverain déploient leurs activités jusque dans les camps de réfugiés. Les bureaux dépendant d'Amman qui émettent des passeports jordaniens sont ouverts de nouveau, depuis queiques mois, dans les locaux des chambres de commerce de Cisjordanie. Le roi rejette d'emblée toute participation aux pourparlers sur l'autonomie selon les accords de Camp David, ainsi que l'invitation du chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, à entamer des négociations sur la base d'un compromis territorial. Ses proches en Cisjordanie estiment qu'on viendra le chercher un jour pour faire sortir le problème palestinien de l'impasse, mais à une condition : la restitution de la Cisjordanie (y compris la partie arabe de Jèrusalem) et de Gaza à une souveraineté arabe. Une perspective fort éloignée cependant, même si les travaillistes revenaient au pouvoir.

Le sentiment qui règne en Israël, ainsi que parmi les Palestiniens de l'intérieur, c'est qu'il faut s'attendre au pire avant que la situation ne soit débloquée. Pourtant, le tabou qui pesait sur les contacts avec des Israéliens « de bonne volonté » a été leve, et l'on a pu voir par exemple des personnalités palestiniennes de premier rang (tels les deux maires récemment déportés) participer en Israel à des réunions contre les implantations. Au fil des années, les Palestiniens ont découvert que la société israélienne n'était pas aussi homogène, bien que la majorité suive aveugiément le discours du pouvoir. En même temps, cependant, la polarisation de l'opinion publique et la montée des éléments fascistes (17) inquiètent les réalistes qui cherchent à éviter le pire. De temps à autre, des personnalités qui généralement s'abstiennent de se mêler de politique quotidienne lancent un cri d'alarme. Ainsi sous le titre « La patrie en danger» (18), l'éminent historien israé-lien J.-L. Talmon lance un long réquisitoire contre la politique actuelle du gouvernement qui, selon lui, peut avoir des conséquences catastrophiques pour l'Etat hébreu. « Noire refus. écrit-il, de considérer les Palestiniens comme une entité séparée. sous prétexte que le pays tout entier nous appartient et que le sort des Arabes doit être conditionné par nos



LA COLONISATION DE LA CISJORDANIE Impiantations juives existantes ou en projet pour 1980-1985 d'après le plan établi par l'Agence juive.

aspirations et nos besoins stratégiques. ébranle la légitimité d'Israël aux yeux du monde entier.

L'article, sous forme de lettre ouverte à M. Begin, précise que la tentative d'annexer les territoires occupes ne garantira pes la sécurité d'Israël tout en épuisant ses forces face à l'hostilité de ses voisins et à l'opposition de la communauté internationale. Pour l'historien des mouvements nationalistes, Israël retourne à la mentalité et à la pratique d'une secte religieuse isolée, dans un esprit de diaspora. Or le destin d'une secte est de rester en marge de l'histoire et de s'enfermer sur elle-même... En outre. le projet d'autonomie présenté par le premier ministre procéderait d'une conception archaique, et ne serait qu'une rose destinée à faire taire les autres peuples. M. Talmon se livre alors à une critique acerbe de l'utilisation de la religion à des fins poliiques, et met en garde contre le

khomeinysme à l'israélienne s. Le pouvoir, complètement isolé sur

(4) Housetz, 5 mars 1980 et 23 mars (5) Al-Hamichmar, 14 avril 1980.

(6) Daver, 4 mars 1980. (7) Jerusalem Post, 5 mai 1980. Plus récemment encore, au cours d'un colloque tenu à l'université de Jérusalem la 22 mai, le général Abaron Yariv a révélé certains projets, de la part des milieux extrémistes, visant à cutiliser une situation de guerre pour expulser 700 000 ou 800 000 Arabes des territoires occupés ». Et il ajouta qu'on avait même prévu certains movens qui permettraient la réalisation » de ces projets (cf. Haaretz, 23 mai 1980).

Un an plus tard, à propos de l'«af-

faire Weber - - concernant un pro-

gramme d' - action affirmative - dans

une usine d'aluminium en Louisiane. —

la Cour suprême allait plus foin et lus-

tiflait explicitement les - quotas raciaux -

la scène internationale, cherche à maintenir sa mainmise sur l'opmion israelienne. L'inflation galopante — 10,2 % pour le seul mois d'avril, un vrai record — a aggrave la crise de confiance envers le gouvernement. En ce domaine, le gouvernement Begin a perdu toute crédibilité. Mais à propos des relations avec le monde arabe et de la politique étrangère, le vieux slogan éculé « le monde est contre nous » est utilisé pour défendre une politique qui, de l'avis des observateurs lucides, mêne à une catastrophe. Ce qui est dramatique, c'est que l'opposition travailliste adhère toujours au consensus sur les trois grands refus : non à la création d'un Etat palestinien, non à tout dialogue avec POLP, non au retour aux frontières d'avant la guerre de six jours en Cisjordanie et sur le Golan, même en échange d'une paix définitive. Seule une minorité conteste le bien-fondé de cette politique qui bloque la voie vers une paix « juste et durable ».

AMNON KAPELIOUK.

(8) Hearetz, 28 avril 1980. (9) D'après le correspondant militaire de Roaretz, 12 mai 1980. (10) Interview à la télévision israé-

(11) Al-Kuds, Jérusalem, 4 mars 1980. (12) Al-Talia, Jérusalem, 20 mars 1980. (13) Al-Chaab, Jérnaalem, 13 mars 1980. (14) Al-Watan, Koweit, 7 mars 1980. (15) Magazine de la semaine de la télévision iaraélienne. 25 avril 1980. (16) Bulletin d'information de 8 heures de la radio israélienne, 25 avril 1980. (17) Cf. Amnon Kapeliouk, & L'agressivité de l'extrême droite laraélienne », le Monde diplomatique, décembre 1979. (18) Hearetz, 31 mars 1980.

la fin d'une alliance?

réalité, le fait de l'organisation et des priorités de la société tout entière de tout un réseau complexe d'exploitation et de manipulation : les véritables bénéficiaires sont en général des Américains de vieille souche anglo-sexonne dont les bureaux juxueux sont très éloignés des

rues encombrées des ghettos. En 1968, au moment où James Baldwin écrivait son article. New-York venait d'être le théâtre d'une lutte opiniêtre. mettant directement aux prises les communautés noire et juive à propos du problème de la qualité et du contrôle de l'éducation dispensée dans les quartiers noirs de la ville.

Face à l'ampieur et à l'intensité des mouvements de protestation de l'époque. les autorités municipales avalent tenté d'Instaurer, à titre d'expérience, un nouveau système de décentralisation scolaire donnant aux Noirs et aux Portoricains un certain contrôle aur les écoles de leurs quartiers par le moyen de conseils d'administration élus. Mais lorsque la conseil d'Oceanhill-Brownsville - quartier noir de Brooktyn - exiges le transfert d'une quinzaine d'enseignants blance oul avaient fait preuve de racisme à l'égard de leurs élèves, le puissant syndicat des enseignants, composé en grande partie de juifs, s'éleva contre cet « abus de pouvoir ». il déclencha alors une longue grève accompagnée d'une campagne de propagande sur le prétendu - antisámitisme - des administrare noise Cet épisode qui tait reni-

climat social de la ville tout entière. A l'heure actuelle, le véritable contentieux entre les deux communautés concerne ce qu'il est convenu d'appeler l' a action affirmative », c'est-à-dire une politique de promotion des Noire en viqueur dans certains établissements acolaires ou industriels, et qui consiste à admettre un nombre déterminé de Noirs afin de leur assurer une représentation proportionnelle à leur importance numérique dans la population. Cette méthode de lutte contre la discrimination est vivement critiquée par les organisations fulves qui, craignant que les luifs ne scient les premiers à en faire les frais. la qualifient de « racisme à rebours ».

Aux Etats-Unis comme souvent allieurs, en effet, les juits ont dû lutter contre le - numerus clausus - qui limitait leur accès aux universités et aux professions libérales. Ils ont fini par obtanir que le mérite soit le seul critère de toute promotion. Mais, actuellement, ce sont les Noirs qui exigent des quotas, afin de briser les barrières qui les excluent dans tous les domaines : empioi, éducation, logement, etc. D'où un maientendu entre Noire et juifs, d'ordre à la fois historique et psychologique.

La question de l' action affirmative a passionné et divisé la nation il y a deux ans à propos de la célèbre affaire Bakke. Les grandes organisations juives evalent vigoureusement soutenu la cause de cet étudiant bianc dont la candidature avait été refusée dans une école de noirs dans le cadre de son programme d' - action affirmative -

Bakka - Américain de souche - nordique », excellent élève et plein d'ambition — protestait énergiquement contre cette - discrimination à rebours -, contraire, selon lui, à la lettre et à l'esprit de la Constitution, ainai qu'à la loi de 1964 sur les droits civiques. Il finit par porter l'affaire devant la Cour suprême. Par une décision ambigué, cette demière, tout en tranchant en faveur de Bakke lui-même, approuvait le principe général de l' = action affirmative ».

Compétition en bas de l'échelle sociale

TTN éminent rabbin américain. M. Ar-. thur Hertzberg - vice - president du Congrès juli mondial, sioniste convaincu mais critique - a mis le doigl sur le fond du problème en expliquent que si les jujfs d'Amérique sont moins enclins que par le passé à soutenir les revendications des plus défavorisés, c'est sans doute parce qu'ils ont, dans une grande mesure. - fait feur paix - avec un ordre établi qui les accepte enfin en tant qu'Américains à part entière, maigré la persistance, ici et là, de préjugés à leur agard. Dans le monde des affaires comme à l'Université, at même dans les hautes sphères du gouvernement, les juifs ont désormals pignon aux rue, tendis que les Noirs (malgré l'existence d'une sont toujours tenus à l'écart.

imposés pour « supprimer les effets de la discrimination traditionnelle .. Cetta décision, unanimement acciamée par les Noirs comme une « victoire importante ». était dénoncée par l'American Jawish Committee et par d'autres organisations uives,

 L'antisémitisme en Amérique, conclut la rabbin, n'est pas le truit de la dislance sociale entre David Rockefeller et Henry Klasinger, entre le viell establishment et les juits. L'antisémitisme en Amérique est le problème de ceux qui, du bas de l'échelle, se disputent les places au-dessus... = Mals la cituation évolue. Au sein de

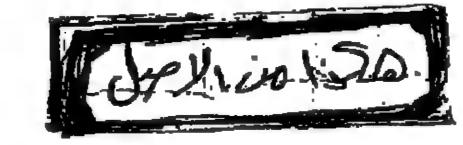
la communauté Juive des Etats-Unis, et surtout de la ville de New-York - principale ville juive du monde. - des fissures s'élargissent. Des voix minoritaires s'élèvent de plus en plus nombreuses et insistantes pour une « paix juste » au Proche-Orient pour la réconcillation entra Israélians et Palestiniens, ainsi que pour une vigoureuse politique d' - action lérance et de discrimination

Tandis que les grandes organications se cantonnent dans des positions figées sur toutes cas questions brûlantes - se laissant entraîner, en outre, par la vague de chauvinisme belliqueux déchaînée par ies crises d'iran et d'Afghanistan - les aspecta les pius excessifs de la politique du gouvernement Begin provoquent des remous parmi des millers de juife américains épris de paix. C'est ainsi que la tournée récente aux Etats-Unis d'une délégation de l'organisation de la nouvelle gauche Israéilenne, la Paix maintenant, a eu un retentissement considérable, particulièrement auprès des jeunes, qui applaudissent à ce renouveau d'humanisme dans la mellleura tradition du iuda**i**eme

Dans de telles circonstances, l'appel que vient de lancer un groupe de juifs progressistes américains pour la tenue d'un congrès à l'automne prochain risque d'éveiller un écho réel. Cet appel propose, en effet, l'étude des points suivants : démocratisation de la vie et des institutions Julves aux Etats-Unis: soutien à une politique visant à assurer la paix et une sécurité véritable à l'Etat d'Israel par une juste solution du problème palestinien : élimination des Inégalités socio-économiques par l' - action affirmative - et d'autres programmes du måme genre.

Une telle initiative ne pourrait-elle contribuer à forger une nouvelle alliance entre les juifs d'Amérique et tous ceux qui resient exclus des bienfeits de la - société de l'abondance - ?

SCHOFIELD CORYELL



LUTTE POUR LE POUVOIR EN

M. Bani Sadr face aux «vrais défenseurs de l'islam»

L'un des paradoxes du nouveau régime de Téhéran est le souci de un dirigeants de doter le pays d'institutions constitutionnelles régulières, alors que nien n'est fait pour mettre un terme à l'« anarchie révolutionnaire » dans laquelle est plongé le pays. Depuis la fondation de la République islamique. les traniens out participé à deux référendums, l'un sur l'instauration de la de la Constituente, du président de la République, et enfin de l'Assemblée législative. Celle-ci vient d'amorcer sa première session ordinaire, sans que soit tranchée pour autant la lutte pour le pouvoir qui me poursuit sans répit entre M. Bani Sadr, le chef de l'État, et son principal adversaire, l'ayatollah Behechti, chef du parti républicain islamique (P.R.I.), appelé dès la création de la République à devenir la principale force politique du pays. Il est même probable que le Parlement, loin de constituer un élément de concorde dans le pays, ne sere en fin de compte qu'un nouveau « centre de pouvoir » qui ne cassera de défier l'autorité du président de la République.

Par JEAN GUEYRAS

A première manche de la lutte pour le pouvoir avait été remportée haut la main par M. Bani Sadr en janvier dernier lorsqu'il fut élu premier président de la République islamique avec environ 75 % des voix, tandis que le can-didat officieux du P.R.I., M. Hassan Habibi, subissait, hil, une cuisante défaite, n'obtenant guère que 10 % des suffrages. A l'époque, on attri-bus la victoire de M. Bani Sadr au haut parrainage de l'imam Khomeiny, dont il était considéré alors, un peu hâtivement peut-être, comme le « fils spirituel ». En réalité, M. Bani Sadr avait gagné parce qu'il avait minutiensement préparé, dès son retour en Iran, une campagne dynamique et habile, alors que ses concurrents religieux du P.R.I. s'étaient trouvés, à quelques jours du scrutin, en pleine déconfiture à la suite de la disqualification de leur candidat laïc, M. Jalal Eddine el Farsi, éliminé de la course présidentielle parce qu'il n'était pas d'origine iranienne, ainsi que l'exige la Constitution.

La victoire inattendue de M. Bani Sadr constituait une grave menace pour le P.R.I. dans la mesure où le nouveau chef de l'Etat paraissait fermement décidé à ne pas limiter ses activités à « inaugurer les chrysanthèmes ». Avant même de prêter serment devant le « guide de la révolution », il avait invité tous ceux qui avaient contribué à son élection à fonder un « front » dans le but de présenter des candidats aux élections législatives prévues pour le 14 mars. Il espérait ainsi consolider son succès initial en s'assurant le contrôle du pouvoir législatif, ainsi que du gouvernement qui en serait l'emanation.

l'islam ».

A INSI purgé des « laïcs libéraux » de tous bords, des formations de la gauche marxiste — du parti communiste Toudeh aux Fedayin Khalq— et des Moudjahidin Khalq, musulmans de gauche considérés par le clergé intégriste comme étant plus dange-reux que les militants marxistes, le Parlement iranien ne représentera qu'une partie des forces qui ont contribué à la chute du régime du chah, exacerbant ainsi les contradic-tions qui existent dans le pays. Dans l'immédiat, l'Assemblée législative ne sera qu'un champ clos où s'opposeront

Face an nouveau a front politique » de M. Bani Sadr, affuble du nom encombrant de Comité de coordination populaire avec le président de la République (C.C.P.P.R.), l'ayatollah Behechti faisait appel cette fois au tout-puissant « réseau des mosquées ». qui avait déjà fait ses preuves, au cours de la phase finale de la lutte contre le régime du chah, dans l'art de mobiliser les masses. L'objectif du P.R.I. était de s'assurer au Parlement au moins une minorité de blocage pour empécher le président de la République de disposer de pouvoirs quasi absolus. Les résultats du premier tour dépassèrent les espérances des amis de l'ayatoliah Behechti en donnant une confortable avance aux candidats du parti républicain islamique. Il est vrai que de nombreuses « Irrégularités, pressions, fraudes et violences » ont entaché le premier tour des élections. Mais elles out surtout servi à éliminer pratiquement de la compétition les groupes de gauche et n'ont pas, de l'avis même de M. Bani Sadr, affecté ontre mesure les résultats obtenus par

les candidats du C.C.P.P.R. La victoire du P.R.I. — qui vient d'être confirmée au second tour des élections législatives — s'explique non seulement par l'efficacité de la machine électorale mise en place par le clergé, mais également par la conviction de nombreux Iraniens que le parti républicain islamique, qui se réclame ouvertement de l'imam Khomeiny, est la seule formation qui défende sincèrement l' « islam authentique ». Le patriarche de Qom a d'ailleurs considérablement facilité cette victoire en lancant à la veille des deux tours de scrutin des appels demandant aux électeurs de voter en faveur des « vrais défenseurs de

Un champ clos

les deux principales tendances qui se partagent actuellement le pouvoir légal. Les républicains islamiques de l'ayatoliah Beherhti, discrètement ap-puyé par l'imam Khomeiny, y feront vraisemblablement la pluie et le beau temps, et il faudra bien que le président Bani Sadr, dont les pouvoirs constitutionnels sont singulièrement limités, se plie à leur loi, alors que, il y a encore quelques mois, il espérait gouverner sans partage. L'érosion des pouvoirs de M. Bani Sadr a été en grande partie l'une des conséquences de l'occupation de l'am-

bassade des Etats-Unis par les « étu-diants islamiques ». L'affaire des otages américains, que M. Bani Sadr avait dénoncée des le début comme totalement inacceptable, lui avait pourtant été bénésique puisque son premier résultat fut la chute du gouréciamait déjà depuis plusieurs mois le départ en affirmant que l'équipe alors au pouvoir, a résolument réformiste », ne convenalt pas à la « situation revolutionnaire a du pays. En somme, M. Bani Sadr, l'ayatollah Behechti et les « étudiants islamiques » étalent alors d'accord pour penser que la présence de M. Bazargan à la tête du gouvernement signifiait grosso modo le « régime du chah sans le

Les premières divergences au sein de cette alliance, apparemment unie dans une commune hostilité à l'équipe de M. Bazargan, se manifestérent lorsque, chargé des principales responsabilités au sein du Conseil de la révolution converti en gouvernement M. Bani Sadr proclama ouvertement son opposition de principe à la détention des otages américains et s'efforça de trouver un règlement honorable pour les deux parties. Les adversaires de M. Bani Sadr chercheront alors à le perdre en utilisant précisément les mêmes moyens auxquels ce dernier avait en recours pour contraindre M. Bazargan au départ. Rien ne trouve grâce aux yeux de ses censeurs, qui l'accusent de ne pas vouloir pousser trop loin la guerre économique que lui-même — souple dans l'affaire des otages — précontse contre les intérèts américains pour » rompre les liens de dépendance de l'Iran à l'égard des

Etats-Unis ». Peu à peu les positions de M. Bani Sadr évoluent. Il utilise désormais les mêmes termes que, dans e passé, il condamnait avec sévérité lorsqu'ils étaient employés par M. Bazargan. C'est ainsi qu'il dénonce a la paralysie née de la dualité du pouvoir étatique et de la multiplicité des centres de décision ». Il lance des

appels passionnés en vue d'établir dans le pays « la sécurité, l'ordre et la modération », et met en garde les Traniens contre les dangers du « jascisme religieux » et les agisse-ments de ceux qui tentent de « rétablir la dictature politique sous le couvert de la religion ». Il s'aligne progressivement sur les thèses défendues par les représentants du Bazar et de la bourgeoisie libérale, qui aspirent à la normalisation de la situation et à la fin de l'« anarchie révolutionnaire ».

Les préférences de l'imam

T L est peu probable que le nouveau vont pour l'instant au parti répu-L Parlement puisse arbitrer le conflit de plus en plus aigu qui oppose la tendance « modérée » de la révolution. conduite par M. Bani Sadr - singulièrement affaiblie à la suite de l'échec des négociations en vue de la libération des otages américains, et de la malheureuse opération héliportée de Tabas, — et celle, plus « radicale », présidée par le perti de l'ayatollah Behechti, qui, de son côté, a évolué vers des positions plus révolutionnaires, ne serait-ce que pour déborder le chef de l'Etat sur sa gauche. En fait, plus de quinze mois après la révolution de février, le seul arbitre possible entre ces deux courants profondément antagonistes demeure l'imam Khomeiny, dont le pouvoir charismatique est resté intact maigré les avatars de la révolution et les aléas d'une santé précaire. Il ne fait cependant pas de doute que les préférences du « guide de la révolution »

blicain islamique, qui lui est toujours resté fidèle et constitue, pour ainsi dire, son bres séculier. En revanche, tout semble indiquer que les relations entre l'imam et le chef de l'Etat, frappées depuis un

certain temps du sceau de l'ambiguité. sont en train de se détériorer franchement. C'est ainsi que le patriarche de Qom a récemment constitué un comité supérieur militaire chargé de lui soumettre un rapport hebdomadaire sur la situation au sein de l'armée, alors qu'il y a encore deux mois il s'était déchargé de ses responsabilités militaires en nommani M. Bani Sadr au poste de commandant en chef des forces armées. De plus le Conseil de la révolution, qui ne peut prendre aucune décision sans le consentement, au moins tacite, de l'imam, a opposé, vers la mi-mai, son veto à la proposition du chei de l'Etat de nommer un ministre sans attendre la du Pariement, malgré le fait que consulté au préalable, le « guide de la révolution » avait paru avaliser cette suggestion. A certains égards et toutes proportions gardées, la situation de M. Beni Sadr rappelle celle dans laquelle se trouvait M. Bazargan fin acût, lorsque, constamment contré dans son action par l'imam Khomeiny, l'ancien chef du gouvernement faisait part de son intention de se démettre, en affirmant que son gouvernement n'était phis qu' « un couteau sans lame ». C'est dire qu'il existe peu de chances pour que le Parlement, contrôlé par es amis de l'ayatollah Behechti, puisse décider rapidement du sort des otages

américains, ainsi que le souhaitent M Bani Sadr et un nombre non négligeable des membres du haut clergé chiite. Les sanctions économiques, même limitées, imposées par l'Occident à la demande des Etats - Unis, venant après l'affaire de Tabas, ont considérablement renforcé la position des « étudiants islamiques et de ceux qui suivent inconditionnellement la « ligne de l'imam », irréductiblement opposée à l' « impérialisme américain ». Il est peu probable, dans ces conditions, que le Parlement accepte de libérer les otages sans obtenir en contrepartie de substantielles concessions politiques de la part du « Grand Satan ».

EN ANJOU INSTITUTION de PIERRE GRISE 11" à 1" - Petits effectifs

COURS DE VACANCES

Dans belle demeure avec pare 20 h. Vie familiale. Nombreux loisics actifs. Rattrapage : acquisition d'une méthode de travail personnel :

- Révision : pour la rentrée scolaire. CHATEAU DE LA ROCHE

- Perfectionnement : pour les bons

49780 NOYANT-LA-GRAYOYERE Tél. : (41) 92-51-78 Références de succès aux examens. Inscriptions pour l'année : 11º à term.

Deux centres d'études français au Proche-Orient

Deux centres d'études français ont été créés récemment pour faire connaître le Proche-Orient, ses réalités économiques et sociales les plus

 A Beyrouth, le Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC) (1), installé depuis fin 1977 dans les locaux de l'ancienne Ecole supérieure des lettres (fermée depuis 1974), reçoit tous les deux ans dix à douze jeunes chercheurs français et libanais sous l'autorité d'un conseil scientifique également réparti entre les deux nationalités. Son but : mener des recherches universitaires et « appliquées » correspon-

Prochain colloque

● LA SECURITE EN MEDITER-RANEE. — Les Cercles universitaires organisent à Toulon le 7 juin un colloque sur « la sécurité en Méditerranée », sous la présidence de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, et de Charles Zorgbibe. Les débats auront lieu dans les salons de l'Hôtel de Ville et porteront sur les thèmes suivants: panorama historique de la Méditerranée comme théâtre de conflits entre empires ; les conflits et stratégies en Méditerranée; les politiques des pays riverains et des Deux Grands (Cercles universitaires, 1 bis, rue Vaneau, 75007 Paris - tel.:

dant aux preoccupations actuelles des autorités libanaises. (Cf. sa première publication en 1978 : Etat et perspectives de l'industrie au Liban) (2). La conjoncture locale devait amener le Centre à dépasser le cadre du Liban

pour s'intéresser plus tôt que prévu aux problèmes économiques et sociaux des autres pays arabes du Machrek. • Le Centre de documentation

d'études juridiques, économiques et sociales (CEDEJ) (3), installé au Caire, ne recoupe que partiellement les objectifs de son homologue libanais. Né dans le cadre de la coopération culturelle française de type classique, il a opéré, voilà trois ans environ, une mutation qui a suscité l'intérêt des partenaires égyptiens en multi-pliant ses activités avec l'aide de collègues dont quelques volontaires du service national actif. Cette évolution ne pouvait que rencontrer un écho favorable dans un pays soucieux de développer la coopération avec l'Occi-

Une collaboration s'est développée avec les universités et les centres de recherche égyptiens, notamment sous forme de colloques (Entreprises multi-nationales et pays en voie de développement, 1978; Le rôle des banques etrangères et françaises en Egypte, 1979) dont les actes sont publiés dans le bulletin du Centre (4). Le service de documentation, jusque-là limité aux ouvrages français, s'est largement ouvert aux problèmes économiques, juridiques et sociaux actuels de Egypte grâce à un dépouillement systématique de la presse locale (en arabe, français, anglais) qui n'existalt pas. Une équipe de recherche est bientôt appelée à s'y associer pour poursuivre des activités analogues à celles du CERMOC.

M.-C. A

(1) CERMOC, rue de Damas, B.P. 2691, (2) Les publications du CERMOC sont diffusées en France par les Presses universitaires de Lyon, 69365 Lyon cedex.
(3) CEDEJ, 22, rue El Fawakah, Dokki-Mohandessin, Le Caire.
(4) Distribué par le CEDEJ.

Carnet des ambassades

 A l'occasion de la visite en France du ministre de l'éducation et de Mme Pär Stenbäck, l'ambassadeur de Finlande et Mme Aarno Karbilo ont offert une réception le 38 avril. • L'ambassadeur des Pays-Bas et Mme de Ranitz ont donné une récep-tion le 28 avril à l'occasion de la Pête des tulipes.

• M. Sverker Aström, ambassadeur

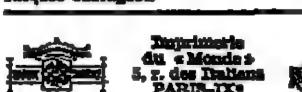
de Suède, a offert une réception le 29 avril pour célébrer l'anniversaire du rol A l'occasion de l'anniversaire de l'empereur, l'ambassadeur du Japon et Mme Katsnichi Ikawa ont donné une réception le 29 avril

• L'ambassadeur de la République démocratique de Somalie et Mme Mohamed Warsame ont offert un cocktail le 5 mai à l'occasion de leur départ. L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Jan Pudlak ont offert une ré-ception le 8 mai à l'occasion de la fête nationale.

Calendrier des fêtes nationales 10r - 30 julu.

1 TUNISIE Féte nationale Fête nationale 4 TONGA Anniv. de la procl. de l'indépendance 12 PHILIPPINES 17 ISLANDE Pête nationale 23 LUXEMBOURG Fête nationale 26 REPUBLIQUE Pête nationale

Edité par la S.A.R.I. le Monde. Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacones Sarragest.



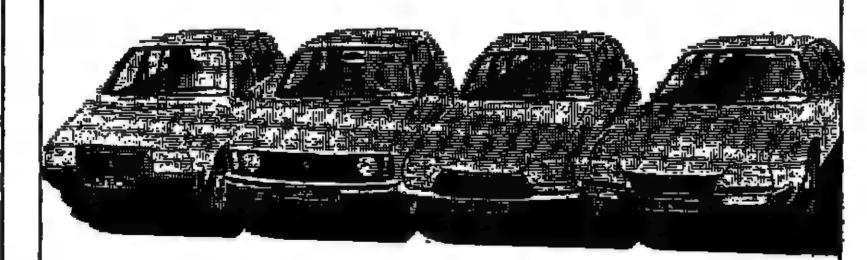
MALGACHE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaire

at publications ; nº 57436

Citroën: des voitures de bonne relation.



Que ce soit la petite LNA avec son moteur à allumage électronique intégral, ou la prestigieuse CX avec sa suspension hydropneumatique et sa direction assistée à rappel asservi, sans oublier la GS et la nouvelle VISA avec son tableau de bord original, vous bénéficiez avec l'une de ces Cirroën d'une technique avancée. Les Citroën sont des voitures racées qui savent se tenir dans le monde. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à

votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

FILIALE DE SA. CITROËN 6-10, me de la Cavalerie - 75015 Paris - Télex TT Citro 204.833 F - Tél.:567.55.62

CITROËN A

TOTAL





RESIDENTS A L'ETRANGER Commandez livres et disques français disponibles en ouvrant un compte par une provision minimum de 150 F on l'équivalent en devises

Ils vous parviendront dans les meilleurs délais - détaxe de 7% sur notre prix France pour les livres -- remise de 10% sur les disques et les cassettes -Envois en recommandé - Pas de frais de dossier pour toute commande supérieure à 150 F (sinon 5 F) Frais réels de port (avion on surface à votre choix)

14 place de Rungis - 75013 Paris - Tél. 588,44.45



DES ÉTUDES A 1300 M. LE COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Garçons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des Lycées français - Cycles primaire et secondaire complets - Préparation au Baccalauréat types A, B, C et D - Cours de langues modernes - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Laboratoires de langues et sciences - Animation culturelle - Conférences d'orientation - Bulletins scolaires adressés aux parents à la fin de chaque période de deux semaines. Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15000 m² - Equipements sportifs modernes, privés et collectifs : tennis, piscines, football, fitness, patinoire, vaste domaine skiable. Internat réservé aux jeunes filles à la MAISON DE LA HARPE

Début de l'année scolaire 1980/81: mardi 16 septembre 1980. Pour l'envoi d'une documentation écrire à:

COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL Tél. 025/35 21 54/35/59 --Telex BSVIL 25 553

à 11/2 le de volture de l'aéroport de Genève 1884 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)



social-démocratie Amérique latine

Parfois dénoncée en Europe occidentale pour ses tendances réputées conservatrices, la social-démocratie prend sous d'autres cieux une coloration sensiblement différente : face aux régimes militaires d'Amérique latine, par exemple, elle apparaît comme une force de progrès, capable de fournir une aide appréciable aux or-

ganisations qui luttent pour le respect des droits fondamentaux. En Afrique et en Asie du Sud-Est, elle contribue à la mise en place de syndicats et à la formation de militants on de cadres dans une optique qui n'est certes pas révolutionnaire, mais qui n'en entraîne pas moins une rupture progressive avec des formes de pouvoir archaîques.

Entre la domination néocolonialiste et le romantisme révolutionnaire, la social-démocratie représente pour beaucoup de pays du tiers-monde une voie moyenne, une solution raisonnable qui leur fournit la caution d'une organisation politique européenne sans pour autant leur épargner les épreures d'une lutte qui reste strictement définie par le cadre légal. Le grand débat sur le thème réformisme ou révolution a en tout cas pris un tour nouveau, notamment parce que l'action de la social-démocratie en Amérique latine ouvre d'autres perspectives à des pays trop longtemps soumis à l'influence exclusive des Etats-Unis.

Le tableau n'en est pas moins complexe : dans les pays où la lutte de guérilla a finalement abouti à l'instauration de dictatures, l'influence social-démocrate contribue à donner de l'air aux groupes frappés par la répression; sans les remettre radicalement en cause, elle ébranle les fondements mêmes de l'autoritarisme; enfin, elle ouvre parfois la voie à des intérêts économiques qui, entrant en compétition avec le capital dominant, peuvent indirectement, contribuer à desserrer le carcan.

Levier contre les dictatures et contre les nouvelles formes de l'exploitation impérialiste

U cours de ces dernières an-

nées, les activités des partis

sociaux-démocrates européens

et de l'Internationale socialiste se

sont multipliées en Amérique latine.

Conférences, rencontres, contacts

avec les dirigeants de partis frères ou susceptibles de le devenir, sont

allés de pair avec le financement de

recherches, de sessions de formation

de cadres, de mise en piace de struc-

tures politiques et même de combats

de guérilla (au Nicaragua). On au-

rait du mal à trouver un pays

d'Amérique latine qui ne dispose pas

au moins d'un parti (et, dans cer-

tains cas, de deux ou plus) ou d'un

mouvement associé ou en contact

avec la social-démocratie européen-

ne. Par le canai des partis ou d'ins-

titutions comme la Fondation

Friedrich – Ebert (voir page 18

l'article de Jean-Michel Palmier), les

sociaux-démocrates européens se sont

constitué une base solide et en

constante progression parmi les par-tis nationalistes, populistes ou à base

La plus importante base d'opéra-

tions de la Fondation Friedrich-Ebert

en Amérique latine est le CEDAL

(Centre d'études démocratiques sur

l'Amérique latine), centre de confé-

rences et de stages situé à vingt

minutes de la capitale du Costa-Rica.

■ La Catalina », comme on l'appelle

familièrement, abrite régulièrement

des sessions régionales de formation

matritution of tillia.

LETEASCE'S

Page - Te. 139 66 65

d'animateurs de jeunes et de préparation aux campagnes électorales, des séances de groupes de travail et des rencontres politiques. Cependant, l'influence idéologique de la socialdémocratie s'étend bien au-delà des partis affiliés, comme le montre l'accent que, dans beaucoup de leurs déclarations, les dirigeants et les intellectuels latino-américains mettent à nouveau sur les coalitions de front populaire, les théories de la

révolution par étapes et de la démo-

cratie sans classes.

Les percées accomplies par la social-démocratie se manifestent par le fait que deux gouvernements au moins (ceux de la République Dominicaine et de la Jamaïque) relèvent de son obédience et que, dans deux autres cas (El Salvador et Nicaragua), certains de ses membres ont participé à des juntes mixtes. Elle dispose d'une forte implantation au Venezuela où, jusqu'à l'an dernier, elle était au pouvoir avec le président Carlos Andres Perez et où elle contrôle toujours l'appareil de la principale centrale syndicale, la C.T.V. (Confédération des travailleurs du Venezueia). Son influence est en progrès en Bolivie grâce au MIR (Mouvement de la gauche révo-lutionnaire) et au Brésil avec le P.T.B. (Parti travailliste brésilien).

Beaucoup de ces liens se sont noués pendant la longue période d'exil

Un rôle grandissant, mais des objectifs limités d'une part, et celui de l'Europe et du Japon réunis, d'autre part, avec répression de s'abattre sur eux. Ressources économiques, légitimité Teut en apportant une aide préciense politique et soutien organisationne) l'Amérique latine a baisse de 17 à aux forces progressistes latino-américaines,

ainsi pourvues d'une « légitimité occidentale », la social-démocratie a permis aux milieux d'affaires européens d'effectuer une percée sur les grands marchés du sons-continent. Les symbleats sont le princinal fien de la lutte d'infinence que mène l'Internationale socialiste, au nom du réformisme, contre les partisans de la libre-entraprise à teut prix.

Par JAMES F. PETRAS *

qu'ont connue bien des dirigeants latino-américains. Fuyant la montée des dictatures, ils trouvèrent refuge auprès des sociaux-démocrates européens. Plus de quatre cents réfugiés politiques du sous-continent, dont la majorité issus de partis de gauche, disposent de bourses du Fonds international d'échanges universitaires (F.LE.U.) qui a son siège à Genève. Le gros du financement du programme latino-américain du F.I.E.U. provient de gouvernements d'Europe occidentale. Le F.I.E.U. est très proche des structures de l'Internationale socialiste (LS.), particulièrement en Angleterre, en Suède et en Allema-gne. Certains de ces Latino-Amèricains ont été convaincus que la voie de leur avenir était celle de l'évolution et non de la révolution. La social-démocratie fait bon accueîl à des mouvements se donnant des objectifs a socialistes », critiquant l'impérialisme et les interventions des Etats-Unis, s'opposant aux dictatu-res d'extrême droite qui sévissent dans l'hémisphère, et elle leur épargne d'être catalogués comme agents de la subversion communiste. Etre à la fois un opposant de gauche et bénéficier d'une légitimité occidentale, telle était la formule qui allait permettre aux exilés de rentrer dans leurs pays. L'appartenance à 17.8. donnerait aux opposants latinoaméricains la possibilité de faire appel au soutien européen dans les périodes critiques; la menace de sanctions économiques, les pressions diplomatiques et les campagnes d'iso-lement politique menées par les gouvernements on les partis social-démocrates pouvaient empêcher la

* Professeur de sociologie à l'université de l'Etat de New-York à Binghamton.

Lire pages 16 à 18 :

PAGES 16 et 17. — Suite de l'article de James F. Petras. — La démocratie dans la crise, par Michel Beaud.

Page 18. — La Fondation Friedrich-Ebert, par Jean-Michel Palmier. - A la recherche d'un. < juste milieu >, par Bernard

ont été les principaux facteurs de revitalisation de la social-démocra-

tie en Amérique latine. Pourquoi la social-démocratie européenne s'est-elle prise d'un intérêt croissant et profond pour cette region? Au cours de ces dernières années, l'Europe et le Japon ont fait des percées significatives dans cette sphère d'influence des Etats-Unis. supplantant ces derniers comme premier partenaire commercial du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, les dépassant même quant au volume des marchandises importées du Chili, d'El Salvador, du Nicaragua et du Pérou. Entre 1953 et 1976, la différence en pourcentage

9 %. On peut déceler la même tendance en matière d'investissements. paraît difficile d'échapper à cette conclusion que le drapeau rose de la social-démocratie ouvre la vois au mark vert du capital allemand. Autre facteur qui a provoqué la poussée de l'Europe social-démocrate vers le tiers-monde : après la crise du pétrole de 1973, le Vieux Conti-nent est bien obligé de reconnaître qu'il dépend du tiers-monde pour s'approvisionner en matières premières. C'est en grande partie à M. Willy Brandt que reviennent les mitiatives de l'I.S. pour améliorer les rapports avec le tiers-monde, après qu'il se fut démis de ses fonctions de chancelier en mai 1974.

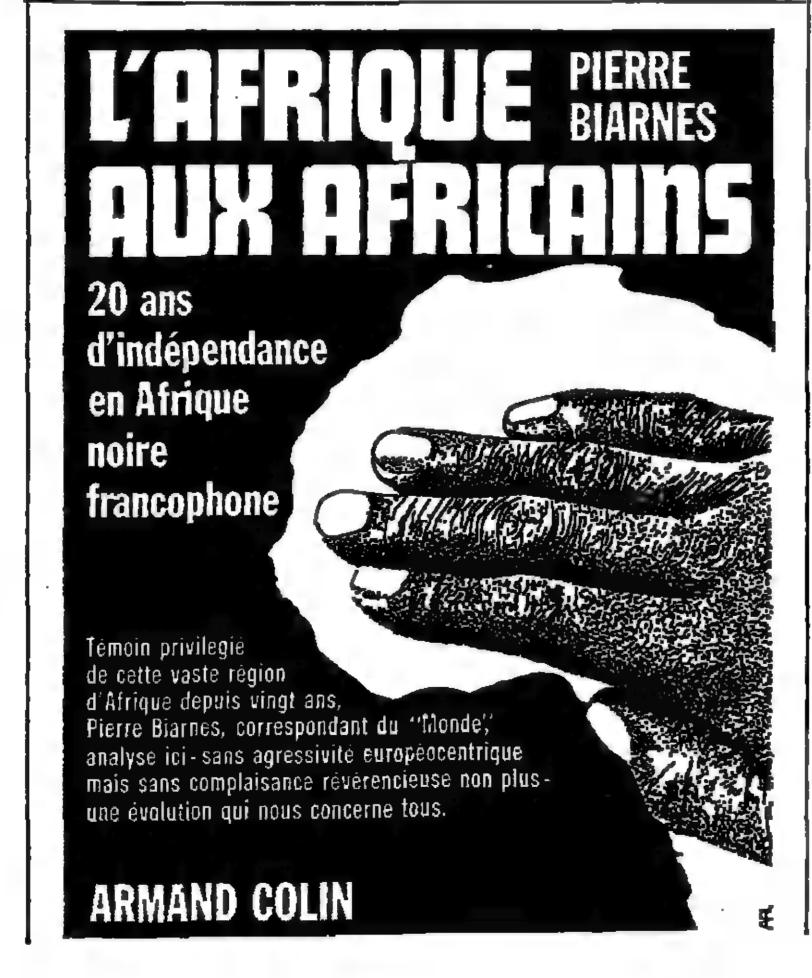
Les atouts de l'Europe

T A croissance de l'influence euro-Déenne dans certaines parties de l'Amérique latine est l'une des caractéristiques de ces dernières années. Les investissements et les relations commerciales sur une grande écheile et à long terme nécessitent des relations de travail étroites avec les dirigeants gouvernementaux et non gouvernementaux pour favoriser la

entre le commerce des Etats-Unis.

signature de contrats et d'accords sur les brevets, la fiscalité et la main-d'œuvre. Les Européens ne se sont jamais sentis totalement à l'aise avec les régimes militaires en place, bien qu'ils aient noué avec eux d'excellentes relations, et cecl pour plusieurs raisons :

(Live la suite page 16.)





DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à "LA CHARMERAIE" à CIMIEZ (NICE)-Professeurs hautement qualifiés Internat - Externat - Demi-pension ANNÉE SCOLAIRE 1980-81 des classes élémentaires aux terminales A. B. C. D. **COURS DE VACANCES 1980** du 4 août au 2 septembre, de la 6º aux terminales préparation à la session de remplacement du baccalauréat 50 HEURES DE MATH du 3 au 13 septembre, de la 4º à la 1º C et D

2) Les Européens doutent parfois de la stabilité de ces régimes et ne souhaitent pas mettre tous leurs œufs dans le même panier, afin d'éviter des déconvenues comme celle des Etats-Unis en Iran :

3) Les mouvements ouvriers européens ont eu une expérience directe du fascisme et de la dictature, ce qui les rend moins enclins que leurs homologues américains de l'A.F.L.-C.I.O. à soutenir les régimes autoritaires. Il en résulte de fortes pressions de la gauche et des syndicats pour limiter les relations économiques avec la droite dictatoriale.

Les syndicats social-démocrates européens sont, pour la plupart, membres de la C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres). Celle-ci, toutefois, n'a eu que peu d'influence directe sur les syndicalistes latino-américains, car l'A.F.L.-C.I.O. (qui s'était retirée de la C.I.S.L. en 1969) a toujours maintenu son affiliation à l'organisation régionale de la Confédération, l'ORIT (Organisation régionale interaméricaine du travail). De fait, l'A.F.L.-C.I.O. a toujours contrôlé les relations « internationales » des membres latino-américains de l'ORIT, soit directement, soit par le biais de l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (I.A.D.S.L.). Les Européens et les Canadiens (avec la Confédération canadienne du travail) sont actuellement en train d'essayer d'évincer les Américains de leur position hégémonique à l'intérleur de l'ORIT. C'est ainsi que la Confédération canadienne du travail accueillit une réunion de la C.LS.L. pour metire en place sa sous-commission des droits de l'homme et des droits syndicaux en Amérique latine. Du fait qu'il s'agissait d'une réunion de la C.I.S.L. et non de l'ORIT, les Américains ne purent y assister. A la suite de la deuxième réunion de cette sous-commission à Caracas, du 23 au 27 juillet 1979, le secrétaire général et une délégation de la C.L.S.L. se rendirent au Nicaragua pour contribuer à l'élaboration d'un programme d'aide d'urgence. Ceux des Latino-Américains qui se considèrent comme des syndicalistes socialistes » font front commun avec les Européens et les Canadiens, cependant que les canticommunistes » purs et durs s'allient à I'A.F.L.-C.LO., dont l'influence est à la mesure de ses moyens de financement. Cependant, les ressources dégagées par les Européens et les Canadiens pour financer les différents programmes syndicaux commencent à égaler celles des Amé-

Autre symptôme d'une influence accrue de la tendance proche de l'LS.: le remplacement du secrétaire général de l'ORIT, M. Julio Etcheverry, par M. Juan José Del Pino. Moins étroitement lié au mouvement syndical américain que son prédécesseur. M. Del Pino était auparavant le responsable de la Fédération vénézuellenne des travailleurs du pétrole et il avait été désigné par la C.T.V. (Confédération des travailleurs vénézuellens) pour la représenter à l'exécutif de l'ORIT. Or, la C.T.V. est connue pour faire valoir le point de vue de la « gauche » social-démocrate au sein de l'ORIT. M. Del Pino tout comme M. Javier Sandoval, attaché de presse de l'ORIT, assistèrent au congrès de l'IS de 1978 à Vancouver en qualité d'invités spéciaux.

L'érosion de l'influence de l'A.F.L.-C.I.O. s'est également traduite par l'expulsion de trois centrales (celles du Guatemala, d'El Salvador et du Paraguay, lors du congrès mondial de la C.I.S.L. tenu à Madrid du 19 au 25 novembre 1979. Ces trois centrales avaient été accusées « de complicité dans l'oppression et la violation des droits de l'homme dans leurs pays respectifs ». Lors de ce même congrès, deux Latino-Améri-cains, non liés de près à l'A.F.L.-C.I.O. furent élus pour sièger dans les instances de la C.I.S.L. : M. Manuel Penalver, de la C.T.V., et M. Fidel Velazquez, de la Confédération des travailleurs mexicains (C.T.M.).

L'influence des idées proches de I'I.S. est loin d'être hégémonique ches les organisations membres de la CISL et de l'ORIT, mais elles ont gagné du terrain au cours des cinq années passées. Il faut aussi garder présent à l'esprit que les centrales affiliées à la Centrale latino-américaine des travailleurs (CLAT), elle-même partie intégrante de la C.M.T. (Confédération mondiale du travail), prennent des positions social-démocrates plus progressistes que les membres de la CLSL. Cela est vrai du Honduras, où la Centrale générale des travailleurs (C.G.T.), affiliée à la CLAT, est plus militante que la Confédération des travailleurs du Honduras (C.T.H.) relevant de l'ORIT, et également du Nicaragua avec le Conseil d'unification syndicale (CUS).

L'Amérique latine a connu des taux de croissance industrielle relativement élevés en même temps qu'une expansion de l'agriculture commerciale, ce qui a considérablement augmenté les effectifs, absolus sinon relatifs, de la main-d'œuvre salariée. Les conditions politiques ayant permis cette croissance économique ont, dans une large mesure, été créées par des gouvernements

autocratiques se contentant de mettre leur main-d'œuvre au service de l'accumulation capitaliste, au travers d'organismes corporatifs » pseudo-représentatifs et contrôlés par l'Etat. Les investissements étrangers massifs étaient fonction de l'aptitude de l'Etat dictatorial à contenir les conflits de classe. La concentration accrue de la maind'œuvre, produit de la croissance capitaliste, a entraîné la naissance d'organisations, « illégales » ou semi-légales, parallèles à celles mises en place par l'Etat. Le manque de représentativité des organismes officiels. l'exploitation forcenée qui accompagne l'expansion capitaliste, mouvement ouvrier : autant de bases pour de nouvelles luttes et de nouvelles organisations. Victime directe de la violente répression d'Etat qui précéda et accompagna la croissance, la gauche révolutionnaire ne se trouva pas (et n'est toujours pas) en mesure de capitaliser la montée du mécontentement de masse. Bon nombre de ses militants ont été physiquement éliminés, et ses activités continuent à être rigoureusement circonscrites, ce qui limite sa capacité de s'adresser publiquement aux nouvelles couches sociales qui se mettent en mouvement. De plus. la préoccupation immédiate de la majeure partie de l'opposition de masse est de reconquerir un niveau

Ce mouvement populaire naissant s'intéresse peu aux organismes régionaux dépendant de l'A.F.L.-C.I.O. En outre, les questions qui, en Amérique latine, font l'objet d'affrontements impliquent des luttes à la fois politiques et syndicales qui sortent du cadre restreint de l'épure fixée par la direction de l'A.F.L.-C.LO. Il existe de ce fait un large espace pour la social-démocratie européenne. La croissance et l'ampleur de la classe ouvrière de ces pays se prêtent à des mouvements à base « travailliste » du type européen. Le caractère dictatorial des régimes qui ont encadré un « développement » à outrance a permis aux sociaux-démocrates d'intervenir en défense de la démocratie. Enfin, grace à l'affaiblissement de la gauche révolutionnaire et au discrédit de l'A.F.L.-C.LO., ils se retrouvent parfois pratiquement seuls sur le terrain.

de vie décent et des droits politiques

élémentaires, revendications qui ne

sont nullement incompatibles avec

le programme et l'accession au pou-

voir de social-démocrates consé-

Un nouveau dynamisme

P ENDANT de nombreuses années, la social-démocratie, de pui s longtemps en veilleuse, ne fut guère prise au sérieux en Amérique latine. Les partis sociaux-démocrates européens se consacraient presque exclusivement à une amélioration du fonctionnement du capitalisme et à l'obtention d'avantages sociaux. En Amérique latine, les partis se définissant comme sociaux-démocrates—tels que l'APRA au Pérou, l'Action démocratique (A.D.) au Veneruela et le parti de libération natio-

nale au Costa-Rica — evalent depuis longtemps abandonné toute velléité d'innovation et de réformes et s'étalent, de fait, transformés en appareils bureaucratiques et conservateurs, associés aux milieux d'affaires locaux ou étrangers, et ils pratiquaient des politiques qui n'avaient rien à voir avec leur rhétorique populiste et nationaliste. Blen que deux au moins de ces partis soient encore membres de la cfamille socialiste », la montée des mouvements populaires a contraint

l'I.S. à aller au-delà de leurs discours anticommunistes et de leurs limites programmatiques, pour s'engager sur un terrain plus progressiste.

Ce déplacement du centre de gravité est particulièrement manifeste dans les efforts accomplis pour gagner les bonnes grâces d'éléments importants du Front sandiniste au Nicaragua, tout particulièrement les « terceristes » de M. Brizola et du parti travailliste brésilien, du New Jewel Movement, à Grenade, etc. En outre, les syndicalistes et quelques éléments de la direction du parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.), les socialistes démocratiques et les populistes du parti natiopeuple (P.N.P.) à la Jamaique, des sections du parti radical et du parti socialiste au Chili le parti nationaliste révolutionnaire d'El Salvador reflètent, à un degré ou à un autre, le nouveau réformisme des sections latinoaméricaines de la social-démocratie En tout dix partis (voir encadre) sont membres de l'I.S.

Les tentatives récentes pour élargir l'influence de la social-démocratie commencèrent en avril 1976, lors d'une réunion des dirigeants politiques européens et latino-américains au pouvoir ou dans l'opposition, convoqués pour discuter les nouvelles possibilités qui s'ouvraient sur le continent. Sous les auspices de l'A.D. et du président vénézuélien Carlos Andrès Pérez, alors au pouvoir des bases furent jetées pour l'élargisse-

ment des contacts avec les forces nouvelles apparaissant dans la region. En mars 1978, M. Mario Soares, qui avait endigué au Portugal la vague révolutionnaire consécutive au coup d'Etat du 25 avril 1974, et que. dans les milieux de l'LS, on appelle « l'homme des Allemands », prit la tête d'une délégation qui visita le Mexique, la République Dominicaine, le Venezuela, la Jamaique et le Costa-Rica. Lors de cette mission. des contacts furent pris avec des formations et des personnalités du Brésil, de la Bolivie, de l'Equateur et de l'Uruguay. Les résultats de ce travail d'organisation et la victoire électorale du P.R.D. en République Dominicaine curent des consequences en chaîne, dont l'une fut la présence de vingt-neuf organisations latinoaméricaines au congrès de l'I.S., en novembre 1978 à Vancouver, avec, parmi elles, le parti indépendantiste portoricain (P.I.P.) et le Front sandiniste de libération nationale. A l'initiative des Suédois, un groupe de travail sur l'Amérique latine fui créé avec M. Michael Maniey (premier ministre de la Jamaique) comme président, et M. José Francisco Pens Gomez (secrétaire général du P.R.D.) comme secrétaire. En outre, le congrès élut quatre Latino-Américains comme vice-présidents : MM. Michael Manley, Daniel Oduber (ancien président du Costa-Rica). Gonzalo Barrios (Venezuela) et Anselmo Sule (Chili).

Ces élections et les nominations au sein de l'I.S. reflètent la lutte d'in-

L'Internationale socialiste dans le sous-continent

Ľ	nternationale socia	liste dans le sous-continent
	MEMBRES DE PLEIN DROI	T:
		Parti socialiste populaire (P.S.P.).
_	Barbade	Parti travailliste barbadien.
	Chili	
-	Costa-Rica	Parti de libération nationale (P.L.N.).
_	République Dominicaine	Parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.).
_	El Salvador	Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R).
	Jamaique	Parti national du peuple (P.N.P.).
•	MEMBRES A TITRE CONSU	LTATIF:
_	Venezuela	Action démocratique (A.D.).
		Mouvement électoral du peuple (MEP).
_	Paraguay	Parti fébrériste révolutionnaire (P.F.R.).
	PARTIS LIÉS INFORMELLE	EMENT A L'LS. (1):
		Mouvement nationaliste révolutionnaire de
		gauche (M.N.B.L.).
		Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR).
_	Grenade	New Jewel Movement.
	Uruguay	
_	Guatemaia	Front uni de la révolution (FUR).
		Parti socialiste démocratique (P.S.D.).
_	Nicaragua	« groupe des Douze ».
		F.S.L.N.
_	Mexique	Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).
_	Argentine	Union civique radicale (U.C.R.).
	Profest	Mouvement péroniste montonero (RLP.M.). Parti travailliste brésilien (P.T.B.).
	Chili	Parti socialiste (P.S.).
		Parti de la gauche démocratique (PID).
		Parti révolutionnaire démocratique (P.R.D.).
		Parti social-démocrate (P.S.).
		Mouvement indépendant démocratique (MID) (2).
-	Pérou	Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA).
-		

rences de l'LS. ou sollicité son soutien à la suite de mesures répressives dans leur pays.

(2) Le P.S. et le MID sont en concurrence pour la reconnaissance par l'LS.

(1) Définis par cette dernière comme ceux qui ont participé à des confé-

Indépendance nationale

et changements sociaux

LA DÉMOCRATIE DANS LA CRISE

Par MICHEL BEAUD

Jamais la démocratie n'a para aussi universellement admise. Qui ne s'en réclame aujourd'hui? Des démocraties occidentales aux démocraties populaires, des régimes de démocratie chrétienne aux républiques islamiques, des oppositions qui revendiquent le retour à la démocratie aux régimes d'ordre qui promettent la prochaine restauration de la vie démocratique. Démocraties - alibis, démocraties trampe-l'œil, démocraties musclées..., mais beaucoup, dans le monde, meurent ou sont emprisonnés pour n'avoir pas réussi à sauve-garder la démocratie ou pour avoir cherché à la reconquérir.

Car il peu de pays où la démocratie ne soit menacée, dénaturée, étouffée ou en danger de l'être : systèmes de parti unique, régimes policiers, dictatures sanglantes, fascisme, racisme, interdiction des libertés individuelles et politiques fondamentales, camps, hôpitaux psychiatriques ; mais aussi, dans les pays de « tradition démocratique », manipulation de l'information, interdictions professionnelles, contrôle « répression sélectives. L'alibi des risques nucléaires et biochimiques,

Professeur à l'U.E.R. d'économie politique à l'université de Paris-VIII-Vincennes, animateur du CERCA (Centre d'études et de recherches sur le capitalisme). la montée des terrorismes, l'insécurité quotidienne, facilitent, chaque jour, le renforcement du pouvoir policier. L'informatique et la télétransmission, qui auraient pu être d'extraordinaires moyens d'élargissement de la démocratie, sont systématiquement mis au service du contrôle social et de la répression.

Or l'ampieur des changements en court pous donne le sentiment que l'humanité est engagée dans un nouveau et décisif basculement : l'ordre impérialiste, restauré au leudemain de la descième guerre mondiale, est ébraulé par la grande crise des années 70-80 ; de nouveaux capitalismes se forment dans le tiers-monde, ce qui signifie nouvelles bourgeoisies et nouvelles classes ouvrières d'autres pays ont choisi de se développer selon la logique du collectivisme d'Etat, ce qui signifie aussi nouvelles classes dirigeantes et nouvelles classes ouvrières : à l'échelle mondiale est en cours le plus puissant mouvement de prolétarisation de l'histoire : transformation de petits producteurs détenteurs de laurs moyens de travail en travailleurs obligés, pour vivre, de yendre leur force de trayail. Un puissant développement des forces productives s'accomplit, avec, notamment, les nouvelles énergies, la télématique, la bio-industrie, l'exploitation des océans. Las capacités de destruction s'occumulent, bien au-delà de ce qui serait nécessaire pour détruire la planète une bonne fois. Décus par les réalités qui se sont développées sous des régimes qui se disent « socialistes », ne croyant plus guère aux promesses des experts en a développement économique et social ». des classes populaires, des peuples entiers se réfugient dons le réconfort religieux ; les Eglises sont — on le savait déjà — les mieux armées pour foire supporter aux plus démunis la misère, la détresse et l'écresement ; elles se révèlent, dans certains pays, seules capables de dénoncer la tyrannie, l'arbitraire, l'injustice et la répression.

Née avec le capitalisme...

T ANS ce mouvement, quelle peut être la place de la démocratie ? N'aura-t-elle été. dans l'histoire, qu'une brève parenthèse entre l'ère des dominations esclavagistes, féodales et monarchiques, et de nouvelles tyrannies armées des modernes rechnologies du contrôle social l' Est-elle un luxe auquel peuvent seuls accéder les pays bénéficient des grantages de l'impérialisme? N'a-t-elle jamais été, comme certoins l'offirment, qu'une façade derrière leguelle s'abrite la domination d'une classe? Ou bien est-elle un acquis essentiel, fondamental, non seulement des révolutions bourgeoises, mais des combats du mouvement ouvrier et socialista? N'est-elle pas la forme à travers laquelle s'effectue nécessairement la progressive émancipation de toutes les classes, enches et catégories opprimées? Et, dès lors, n'est-elle pas non seulement une condition,

mais une composante essentielle de toute société se réclamant du socialisme?

Le démocratie moderne s'est formée dans le mouvement même du développement des capitalismes nationaux en Hollonde, en Angle-

terre, plus tard on France. S'appayant tantôt ser le souverain, tantôt sur des fractions de la noblesse, les bourgeoisies maissantes s'enrichissent et se renforcent : mais, dès lors qu'entre l'immense masse paysanne dominée et l'étroite couche des privilégiés, elles ne trouvent pas l'espace dont elles out besoin, elles murmarent, critiquent, parfois s'insurgent. Contre l'arbitraire, elles prônent l'état de droit ; contre la monarchie et la prééminence de la noblesse, la république, la liberté, la démocratie. Dans les périodes de crise, quand réussissent à se conjuguer le mécontentement paysau et l'insurrection populaire dans les villes, les révolutions bourgeoises, armées de ces mots d'ordre, l'emportent, d'abord en Angleterre, puis en France, et, plus largement, en Europe.

Mais, une fois battu ou abattu l'Ancien Régime, les nouvelles classes dirigeantes un réservent l'avantage des récentes conquêtes : le droit de vote sera restreint à ceux qui en sont « dignes », c'est-à-dire aux possédants ; le liberté sera, pour les uns, le liberté de commercer, d'entreprendre, de faire produire, de s'enrichir ; pour les autres, celle de vendre leur force de travail au prix « librement » fixé sur le marché. S'il est une démocratie qui mérite d'être qualifiée de « bourgeoise », c'est assurément celle-là.

Elle an d'une grande précarité : menacée d'un côté par la réaction, contestée de l'autre par les forces populaires des villes et des campagnes sur lesquelles s'était appuyée la bourgeoixie, mais aussi mise en cause par le mouvement ouvrier dont l'ampleur s'élargit au sythme des progrès du capitalisme. Mouvement chartiste en Grande-Bretagne, révolutions de 1830 et de 1848 sur le continent : le suffrage universel, les droits fondamentaux de réunion, d'associotion, d'expression, vont être ocquis, parfois au prix du sang. Et le mouvement ouvrier va obtenir, dans une lutte sons cesse à reprendre. le droit de créer des syndicats, de faire grève. pais, en de lentes étapes, une législation du travail limitant l'arbitraire patronal dans entreprise.

Ainsi la démocratie, dans les pays capitalistes développés, est, comme la répartition des charges et des avantages de la production, l'enjeu du rapport de forces entre les classes en présence. Elle fait partie du compromis global que la classe dirigeante, alliée avec la moyenne bourgeoisie et la paysannerie, a pu passer avec le monde du travail. Certes, par l'importance des moyens financiers dont elle dispose, par le réseau de liens personnels qu'elle a tissés dans l'appareil d'Etat central comme dons la trame sociale des villages et des régions, par le contrôle qu'elle exerce sur l'information, la classe dirigeante est en mesure de peser, de biaiser, de détourner la démocratie à son eventage.

... mais conquise contre la bourgeoisie

E LLE ne peut cependant être réduite à un simple instrument de domination. Au cours intres politiques, sociales, syndicales, des espaces de liberté ont été ouverts : des bastions ont été établis d'où peut se développer le contrôle sur les dirigeants, la critique et la contestation, mais aussi d'où peuvent naître propositions et initiatives; des confrepouvoirs out été mis en place. Qu'il y ait eu intégration, récupération partielle, dénaturetion, nul ne peut la nier. Mais ces avancées sout des points d'appui essentiels pour ceux qui espirent et travaillent à une société plus juste et plus humaine. Faut-il rappeler que leur reconquête devient un objectif fondamental partout où la démocratie a été abattue? S'ils sont insuffisants per rapport à l'aspiration à une démocratie totale, c'est, dans la société capitaliste, en les utilisant, en prenant appui sur eux, et donc, s'il le faut, en les défendant, qu'on pourre œuvrer à les élorgir.

Aujourd'hui, nous avons à les défendre : car la crise mondiale en cours oblige les classes dirigeantes des pays capitalistes à remettre en cause du concessions qu'elles evalent été amenées à faire aux classes ouvrières, et plus largement ou monde du travail. L'offensive est systématique : développement des formes précarisées d'emploi (travail intérimaire, travail à temps partiel, contrats à durée déterminée, stagiaires, vacataires, recours de plus en plus fréquent à la soustraitance), menaces sur la fonction publique, privatisation multiforme affectant le secteur public, réduction de la protection sociale limitation du droit le grève, restrictions à l'exercice du droit syndical, utilisation et mise en concurrence de travailleurs des cina conti-

Service.

Ces mesures, l'insécurité qui les accompagne, l'inquiétude et l'angoisse qui gagnent, notamment chez les jeunes, impliquent un renforcement de la contrainte d'État — et donc une nouvelle réduction de l'espace de la démocratie allant dans ce sens : contrôle de plus en plus serré de l'information de musse (télé, radio, grande presse) s'accompagnant d'une certaine telérance pour les publications élitaires ou marginales ; dépolitisation en profondeur de l'opinion por l'usage combine des divertissements (sport, tiercé, loto, jeux télévisés) et de l'angoisse (guerre, crise, crimes), sbandon chaque jour plus net des valeurs républicaines fondamentales : sens de l'Etat et de l'intérêt général, coupure intransigeante entre le public et le privé (pour les fortunes des hommes politique comme pour les carProb Borostinia 11 ...

Payed at Green a co.

Ports Substituted the 24

Charles and Authority

THE LATINE

Bamber . B. ... Commes N 400 C.F. late deux le sous-continen

lighteren and the second the second better to the

Character de la 14-15 de 15-15-15 The least the season to Salpine naudlige Course do to believe Starte officerethmen . . 1

The Table of the Street was an address or the

A 14

E int -- ---

fluence entre la section suédoise et la section allemande. MM. Barrios et Oduber représentaient la socialdemocratie de la « vieille garde ». proche des milieux d'affaires, alors que MM. Manley, Peña Gomez et Sule aymbolisaient les forces nouvelles, plus populistes et plus natio-nalistes, qui avaient la faveur des Suédois Les Allemands restent cependant la force dominante grace leur importante contribution (60 %) au budget de l'Internationale et au rôle de M. Brandt en tant que président et initiateur de l'« internationalisme » revigoré de l'organisetion. Il faut se garder d'exagérer les

différences entre les sociaux-démocrates européens et de sous-estimer leur coopération et leur identité d'objectifs, mais nul ne saurait pour autant ignorer les conditions nationales différentes dans lesquelles ils déploient leur action et les nuances qui caractérisent leur manière d'aborder les problèmes. Les membres du S.P.D. agissent dans un contexte caractérisé par la croissance massive des investissements et des liens com-

merciaux de l'Allemagne en Amérique latine. L'idée que la socialdémocratie aliemande vise à donner une essise politique au capital allemand en Amérique latine est généralement acceptée dans les milieux européens. L'orientation des sociauxdemocrates suédois, elle, est moins directement liée au capital suédois, moins dynamique en matière d'inves-tissements à l'étranger. En second lieu les syndicats suedois, en particulier les métallurgistes, sont davantage préoccupés par la fuite des capitaux vers des régions du monde à bas salaires, et par là même plus enclins à examiner d'un ceil critique les conditions de travail des Latino-Américains employés par des filiales de firmes suédoises. La socialdémocratie suédoise dispose ainsi d'une pius grande marge de manœuvre dans ses rapports avec les forces progressistes d'Amérique latine. Bien que le parti social-démocrate suédois opère à partir d'un système capitaliste, il jouit d'une souplesse tactique et d'une capacité de pénétration auxquelles les Allemands ne sauraient prétendre

Un capitalisme plus ou moins social

Es expériences récentes des mouvements sociaux-démocrates font ressortir trois caractéristiques majeures :

1) Dans l'opposition aux régimes (civils ou militaires) de droite, ils ont été capables de s'assurer un large soutien et même, dans plusieurs cas. de prendre le pouvoir : 2) Au gouvernement, ils ont été

dans l'impossibilité d'appliquer leurs programmes, de conserver un soutien de masse et le ponvoir politique : 3) Des divisions algues entre l'anpareil d'Etat et l'appareil du parti en prise sur les masses, provoquent des luttes internes prolongées et par-

fois des scissions. Au cours de ces dernières années. deux partis sociaux-démocrates ont accédé au pouvoir puis en ont été écartés (l'A.D. au Venezuela et le P.L.N. au Costa-Rica), deux autres ont récemment gagné les élections (le P.R.D. en République Dominicaine et le P.N.P. à la Jamaique). Dans ces quatre cas, les partis ont vu culminer leur force politique avant d'être élus, grâce à leur programme nationaliste, populiste et ré-formiste. Au Venezuela, malgré des revenus pétroliers considérables. le fossé entre les promesses électorales et les réalités du développement capitaliste a atteint une telle ampleur que des secteurs entiers de la base électorale de l'A.D. furent perdus. Il en est allé de même au Costa-Rica. La concentration des ressources dans la promotion du développement capitaliste, les liens entre les dirigeants des partis et les milieux d'affaires, l'absence de programme global de redistribution des richesses, la polarisation sociale croissante qu'implique le modèle d'accumulation pe laissaient guère d'autre choix que des pratiques clientélistes. C'est pourquoi l'alliance entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, sur la base d'un « capitalisme social » préconisé par ces partis, prit un contenu plus capitaliste que social. C'est une évolution similaire que

sculs gouvernements sociaux-démocrates subsistant dans les Caralbes. A la Jamaique, le gouvernement de M. Maniey. qui avait d'abord entamé un programme radical de nationalisation des entreprises étrangères et procédé à une redistribution des revenus, s'est transformé en exécutant de la politique économique et sociale dictée par le Fonds monétaire international..., ce qui a eu pour résultat de faire baisser le niveau de vie des salariés de 20 à 30 %. Les manifestations de masse organisées par le parti travailliste jamaiquain, la multiplication des grèves et le mécontentement général semblent indiquer que le gouvernement de M. Manley est en difficulté. En République Dominicaine, le régime du président Guzman, porté au pouvoir par un raz de marée populaire, a montré une hostilité croissante à la classe ouvrière et même aux syndicalistes membres du P.R.D. et a poursuivi la politique de développement de son prédécesseur, M. Balaguer, Malgré leurs engagements en faveur des libertés civiles, les sociaux-démocrates n'ont tenté aucun effort sérieux pour modifier les relations fondamentales de propriété, ni les rapports entre les classes ou avec l'Etat, qui perpétuent les inégalités. En outre, ils se heurtent aux mêmes limitations lorsqu'il s'agit de politique des revenus. Toute tentative visant à réformer le capitalisme entraine la stagnation et la fuite des capitaux. Toute recherche de financement extérieur provoque de fortes pressions sur la politique gouvernementale. Les sociaux-démocrates risquent alors de devenir les instruments de la restructuration des dépenses publiques, des services socianx et des salaires. Ces pratiques provoquent des divisions au sein de leurs partis, affaiblissent encore davantage leur capacité d'organisation

et préparent leur défaite électorale.

Les forces qui avaient facilité leur

victoire lorsqu'ils étaient dans l'op-

position, les alliances avec le capital.

le thème de la « démocratie sans

classes », le modèle de développement

alliant capitalisme et extension des prestations sociales, etc., deviennent, une fois au pouvoir, autant d'obstacles à des changements de grande envergure. Les liens avec la socialdémocratie qui ont facilité l'obtention des prêts de la Banque mondiale et du F.M.I. fournissent à ces mêmes institutions l'occasion de freiner les programmes de réforme. L'histoire récente de l'Amérique

latine paraît démontrer que la social-démocratie mouvement conséquent en faveur de réformes sociales.

Les relations avec les États-Unis

du parti travailliste brésilien peuvent permettre la création d'un pôle d'organisation pour les sociaux-démocrates des villes du sud du pays. Les efforts déployes pour attirer les dirigeants syndicaux, en particulier ceux de la métallurgie, ont été frustrés par la naissance du parti des travailleurs. Au Nicaragua, les sociaux-démocrates se sont assuré une tête de pont d'importance grâce à leurs liens avec le « groupe des Douze », le représentant des milieux d'affaires qu'est M. Robelo et la fraction «terceriste» du Front sandiniste. Les destructions provoquées par la dictature du général Somoza ont laissé le régime dans une situation précaire qui l'oblige à solliciter des aides extérieures. Le parti socialdémocrate suédois a répondu à cet appel. Les réticences marquées par tionale socialiste sont en partie l'indice de leur préoccupation à l'égard des tendances révolutionnaires qui existent au sein du monvement sandiniste et de leur désir de les contenir. Vers la fin du mois de novembre dernier, les Allemands ont finalement consenti à accorder une aide de 14 millions de dollars. ce qui est bien maigre par rapport aux besoins du pays. Au Salvador, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) se sépara de l'opposition révolutionnaire de gauche pour participer à une junte composée de colonels se disant réformistes et d'hommes d'affaires libéraux; quand il apparut que le régime était incapable d'accomplir un minimum de réformes, et que la gauche ne cessait de se renforcer, les sociauxdémocrates, ayant fait preuve de leur inefficacité, se retirèrent de la coalition.

Au Panama, le général Torritos s'est efforcé d'institutionnaliser les fondements de son pouvoir par la creation d'un parti bureaucratique de masse, le Parti révolutionnaire (P.R.D.), dont des militants furent envoyés en Espagne pour y être formés par le P.S.O.E. de M. Felipe Gonzales, Le P.R.D. semble se satisfaire du soutien organisationnel de certains partis de l'I.S., sans solliciter son admission comme membre à part entière. Associé sans être adhérent, il peut faire valoir ou'll n'est pas contrôlé de l'étranger. accusation souvent portée contre le parti du peuple (P.C. fidèle à Moscou).

Au Guatemala si aucun parti n'est affilié à l'I.S., plusieurs en

malgré ses échecs, se renforce et continuers à se renforcer compte tenu des possibilités de choix restreintes qui s'offrent aux populations. Là où la social-démocratie est dans l'opposition, particulièrement dans les pays à régimes militaires ou dictatoriaux, elle devrait être en mesure de s'assurer un appui de masse grâce à son programme de démocratie sociale et au soutien energique de l'Internationale, tant sur le plan du financement que de l'organisation.

AU Brésil, le retour d'exil de M. Brizola et la constitution sont notoirement proches. Le parti révolutionnaire (P.R.) se réclama un moment de la social-démocratie et entretint quelques rapports avec l'LS. Il a depuis viré à droite et participe aujourd'hui au gouvernement du général Romero Lucas.

Une fraction a fait scission pour former le parti socialiste démocratique (P.S.D.) sous la direction de M. Alberto Fuentes Mohr, assassiné en janvier 1979 au moment où son parti obtenait sa legalisation. Une autre formation social - démocrate est le Front uni de la révolution (FUR) qui, sons la direction de M. Manuel Colom Argueta, avait accordé son appui politique tacite à la candidature du général Lucas lors des élections de 1978. M. Colom Argueta fut assassiné en mars 1979. Tant que ces groupes sont dans

l'opposition, ils élargissent leur audience en conjuguant leurs efforts avec ceux de la gauche et de la bourgeoisie libérale. Ces gains politiques sont parfois de courte durée car. lorsqu'ils assument la responsabilité de l'Etat, les exigences cinternes» des salariés réclamant une redistribution de la richesse entrent en conflit avec les exigences « externes » du capital financier soucieux de limitation des salaires, de liberté d'entreprise et de réduction des dépenses publiques. Certains éléments membres de la coalition social-démocrate exigent alors des mesures favorisant la croissance ainsi que la mise au pas de la main-d'œuvre, ce qui limite les possibilités de réforme pouvant obtenir l'appui des travailleurs.

D'une certaine manière, les conflits entre la démocratie américaine et les régimes militaires apparaissent comme une partie intégrante d'un conflit entre le capital américain et le capital européen. Le capital américain, implanté depuis longtemps. est lié aux appareils politico-militaires formés et financés par le Pentagone. Le capital européen, pour se faire une place en Amérique latine. lie son sort à celui des forces civiles réformistes ou conservatrices, qui tentent de diversifier leurs sources de financement et leurs partenaires commerciaux pour s'assurer une certaine indépendance à l'égard des Rtats-Unis. Même si cette facon de voir surestime l'importance des liens extérieurs dans la définition des politiques que mènent des régimes ou des partis, elle met en évidence les difficultés auxquelles s'expose toute tentative d'introduire des solutions réformistes en Amérique latine. Sans donte les mouvements réformistes disposent-ils d'une certaine autono-

mie à l'égard de leurs appuis interna-

tionaux et peuvent-ils prendre des initiatives qui vont au-delà des normes pratiquées en Europe, car ils sont contraints de le faire s'ils veulent conserver un minimum de soutien populaire: nationalisations. expropriation d'un certain nombre de propriétés foncières, etc.

La concurrence se poursuivra entre les fanatiques de la libre entreprise, appuyés par les Etats-Unis, et les sociaux-démocrates soutenus par les Européens. A certains moments, elle pourra prendre l'alture d'un conflit fondamental. Néanmoins, face à la perspective d'une révolution socialiste, sociaux-démocrates et conservateurs mettront de côté leurs divergences et coopéreront pour tenter d'isoler et de vaincre les forces révolutionnaires, comme ce fut récemment le cas au Salvador où, à un moment donné, les sociaux-démocrates firent alliance avec la fraction libérale de l'Eglise, les milleux d'affaires et les militaires contre le Bloc populaire révolutionnaire qui disposait d'un appui de masse. En période de révolution, les Etats-Unis peuvent faire bon usage de la social-démocratie.

Pendant la période 1978-1978, où M. James Carter tentalt de se donner une légitimité internationale, les Etats-Unis courtisalent et appuyaient les sociaux-démocrates comme ce fut le cas en République Dominicaine au moment de l'élection du président Guzman. Mais, que le risque paraisse trop grand, et revient la tentation de la manière forte. En Amérique latine, comme au Portugal en 1975, les Etats-Unis peuvent se servir de la social-démocratie, quitte à s'en débarrasser lorsque, à leurs yeux, elle cesse d'être utile.

JAMES F. PETRAS.

LA NEB-SOCIAL-DEMOCRATIE, OU LE CAPI-TALISME AUTOGERE. — A. Bihr et J.-M. Heinrich

* Le Sycomore, Paris, 1989, 287 pages. Tous ceux qui s'interrogent sur l'évolution des sociétés industrielles ont intérêt à lire l'ouvrage d'A. Bihr et de J.-M. Heinrich : c'est probablement l'un des essais théoriques les plus féconds qu'on ait produits ces dernières années. Il permet en effet d'entrevoir quelle réponse les pays capitalistes peu-vent apporter à la crise (sociale et politique) qu'ils traversent actuelle-

Renforcement de l'Etat ? Sans doute — et le processus est déjà très avancé ; mais, en même temps, décentralisation des formes de la praxis sociale : gardant par devers lui le contrôle giobal de la société, le pouvoir politique abandonnerait à la société civile les tAches de gestion courants. Bien loin de constituer une riposte de gauche à 12 menace d'un Etat totalitaire. l'autogestion, l'expérimentation sociale. la convivialité répondraient aux intérêts de la grande bourgeolaie et aux aspl-rations de la nouvelle petite-bourgeoisie intellectuelle, qui s'impatiente sujourd'hui dans les mouvements écologistes ou de lutte urbaine. S'interrogeant, dans un dernier chapitre (mp peu court), sur les chances et les formes de l'action révolutionnaire. A. Bihr et J.-M. Heinrich ont raison de souligner qu'elle ne peut réussir que si elle se mondielise, re-

définissant à la fois son projet et son

trajet. Moins que jamais cette action

ne peut se circonscrire à l'Haragone, même al, an-dedans, elle est plus que M. T. M.

rières des fonctionnaires), transformation des élus locaux et des citoyens en clientèle d'assistés; mois aussi recours aigu aux législations d'exception et répressions sélectives : face à la contestation violente et au terrorisme, les gouvernements des Etats-Unis (contre les Black Ponthers), de l'Italie et de l'Allemagne occidentale out su trouver l'appui d'une partie importante de l'opinion pour systématiser la répression et en étendre la menace.

sont en train de connaître les deux

gradué. La commission trilatérale, envisageant il y a quelques années les moyens de contrebattre les risques de contestation du système résident dans une activité démocratique trop intense, evait recommandé un plus strict contrôle de l'enseignement et de l'information; mais elle n'avait pas exclu le recours à des méthodes plus brutales de reprise en main. Comme en Italia après la première guerre mondiale, et en Allemagne dans la crise des années 30, comme en Amérique latine dans les dernières décennies, les classes dirigeantes des pays capitalistes peuvent, pour maintenir leur domination, alors que la crise en cours les oblige à revenir sur des concessions antérieures, recourir aux systèmes fondés sur la force vive, la répression et l'appression

Les exemples du fascisme italien, du nazisme allemand, du franquisme m peuvent être publiés: dans les pays capitalistes développés, la défense des acquis démocratiques doit être, avec celle des conquêtes sociales, une ligne que le monvement ouvrier et démocratique doit tenir fermement dans les prochaines années. Tout es cherchant à ouvrir la perspective d'une avancée vers le socialisme démocratique.

Socialisme sans liberté

D'UNE certaine manière, la question du caractère démocratique du socialisme a pu n'avoir aucun sens pour les socialistes du dix-negvième siècle : une fois arrachés que exploiteurs les moyens de production et abolie l'exploitation de l'homme par l'homme, une nouveile société sons classe allait reposer sur la libre association des producteurs; l'Etat devant dépérir, i) n'y avait pas à m poser le problème de son caractère démocratique.

Marx avait indiqué la nécessité, comme étape, de la dictature du prolétariet. Dictature exercée à l'égard de l'étraits minorité des anciens exploiteurs, et qui devait, pour les travailleurs, se traduire par un épassouissement de la démocratie : et cela dans des formes nouvelles esquissées d'une manière concrète par la Commune de Paris. À la veille de la révolution d'Octobre, Lénine réaffirme la néces-

mais en quelques mois, dans son achamement face aux adversoires et aux obstacles, c'est bientôt la dictature du parti ou poru du prolétariet, puis la dictature du parti et de l'Etat, sur la paysannerie et sur la classe ouvrière.

lls voulgient, ils croycient bâtir le sociolisme. Lénine eut bien la lucidité, lors du lancement de la NEP, d'y voir un bref détour par le capitalisme d'Etat. Les contraintes économiques et sociales résultant de l'immense effort d'accumulation qu'ils durent ensuite engager les conduisirent à organiser l'économie selon un modèle de production qui a beaucoup de traits communs avec le capitalisme, même s'il diffère sur deux points essentiels: l'appropriation collective des moyens de production et le rôle central de l'Etat. Les sociétés « collectivistes d'État » (1) restent des sociétés de classes; une gamme diversifiée de moyens pour inciter à la production de surtravail y est utilisée; upe domination sur les classes productrices reste nécessaire, et l'Etat en est l'instrument principal : les conditions de base de toute vie démocratique (liberté d'expression, droit de réunion et d'association, libertés individuelles sont soit abolies, soit strictement encadrées au nom même du socialisme et de la classe ogvrière.

Ces sociétés collectivistes d'État. il n'est pas indifférent qu'elles se nomment ellesmêmes « socialistes » ; qu'elles se présentent comme héritières et continuatrices de la pensée socialiste du dix-neuvième siècle ; qu'elles atilisent la pensée marxiste comme armature idéologique : car de par le monde s'accrédite l'idée qu'il peut y avoir socialisme sans démocratie (2) et qu'entre le socialisme et la démocratie il faut choisir.

Dans les pays capitalistes, la nouvelle droite exploite le thème qui lui est ainsi offert : si elle enchérit pour nommer socialisme les régimes réalisés en Europe de l'Est, c'est pour pouvoir offirmer l'identité socialismetotalitarisme ; ce qui lui permet de soutenis que la société capitaliste (nommée libérale) est la seule qui garantisse la démocratie et les libertés. C'est là une des monières d'opposer démocratie et socialisme. Il en est d'autres. Dans l'extrême gauche après 1968, il était courant d'opposer les compromissions de la démocratie bourgeoise (3) à la pureté de la révolution prolétorienne. D'une autre manière, les partis communistes orthodoxes arrivent à la même attitude: en effet, dès lors que le parti est le parti de la classe ouvrière et que calle-ci a la tâche historique de libérer l'ensemble de l'humanité, la démocratie peut être un mot d'ordre de regroupement, mais ne doit en queun cas être un obstacle à l'accomplissement de la mission du parti. De même, si l'U.R.S.S. est la patrie du « sociolieure » et a la responsabilité de diriger le a comp socialiste », les impératifs de la cause risquent bien un jour ou l'autre d'entrer en

là encore il faut choisir : ce qui peut conduire, par exemple, à approuver l'intervention militaire soviétique en Afghanistan.

Fusionner les perspectives

démocratique et socialiste

A INSI, entre démocratie et socialisme le divorce paraît profond. La démocratie a pu être conquise sous différentes formes et à des degrés assez avancés dans les sociétés capitalistes, dans le cadre du compromis de classe qui permet aux classes dirigeautes de conserver l'essentiel de leur pouvoir et de leurs richesses. Et, au nom du socialisme, se sont mis en place des régimes de domination de classe qui ont élimine jusqu'aux plus élémentaires rouges de la démocratie. Quant aux pays en voie de développement, ils sont à leur tour amenés à imposer aux classes productrices le dur effort qu'implique tout processus d'accumulation : monarchies policières, régimes militaires, tyrannies mises en place ou soutenues par les impérialismes occidentaux et où les groupes industriels et financiers développent d'étroits secteurs insérés dans leurs stratégies multinationales ; autres régimes militaires, systèmes policiers et de parti unique, encouragés ou encadrés par l'empire soviétique et où le système d'accumulation étatique a été adopté comme pouvant seul permettre un développement économique autocentré. Dans les deux situations, la démocratie n'est pas à l'ordre du jour.

Pourtant, ici ou là, les fractions de la bourgeoisie au de l'intelligentsia, les communautés poysannes béritières de traditions de débats et de décisions collectifs, des classes ouvrières en cours d'organisation ou de réorganisation, se font les porteurs de la toujours renaissante revendication démocratique. Difficile combat qui se heurte à la fois à la répression des régimes en place et à l'ombrageuse humeur des paissances impériales (soutien américain au coup d'Etat au Chili, interventions militaires soviétiques en Tchécoslovaquie et en Afghanistan).

Pourtunt, en U.R.S.S. même, comme dons les pays de l'Est, ceux qui contestent et critiquent la réalité existante au nom du socialisme et de la démocratie témoignent que la braise couve. Dans l'Occident capitaliste, la flamme reste vivace pour fusionner, dans le projet comme dans la pratique, l'impératif démocratique et l'aspiration socialiste : la perspective autogestionnaire en est l'expression. Plus fondamentalement, l'importance des transformations déjà engagées dans le sens du socialisme ne doit pas être sous-estimée même si elles n'ent pas conduit à l'accomplissement du socialisme : socialisation des moyens de production : planification et maîtrise des chaix

rité, protection sociales obtenues par les truvailleurs : efforts réalisés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture... Dans des cadres sociaux très différents, ces conquêtes constituent des plates-formes avancées à partir desquelles pourront être franchis de nouveaux pas vers le seul socialisme qui mérite ce nom : le socialisme démocratique.

jamais nécessaire.

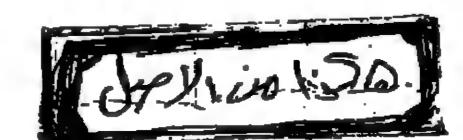
La question n'est pas d'en décrire le modèle ; ce que Rosa Luxemburg écrivait du sociolisme en 1918, dans un texte sur la révolution russe. demeure pour le socialisme démocratique « Nous savons à peu près ce qu'il nous faut supprimer dès l'abord pour ouvrir la voie à l'économie socialiste : mais, en revanche, la nature des mille mesures concrètes et protiques. petites et grandes, qu'il faudra prendre pour introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports soclaux n'est consignée dans aucun programme de parti socialiste, dans aucun manuel socialiste (...). La nature même du socialisme fait que, bien évidemment, il ne peut être octroyé ou introdult par oukazes (...). Seule l'expérience permet les corrections et l'ouverture de nouvelles voies (...). La masse populaire doit participer dans son ensemble. Sinon le socialisme est décrété, octroyé par une douzaine d'intellectuels réunis autour d'un topis vert {4}. >

Ce qui importe c'est d'indiquer le chemin et la démarche. Deux propositions simples peuvent être énoncées : s'il n'est de socialisme que démocratique, il n'est d'avancée vers ce socialisme que dons un cheminement où s'élorgit et s'approfondit la démocratie. Dès lors, marquer la fragilité ou les insuffisances de la « démocratie existant réellement » doit conduire, non pas à jeter un discrédit global sur la démocratie, mais au contraire à renforcer notre exigence pour tout ce qui touche à la démocratie (élections, vie des partis, information, libertés individuelles, collectives et politiques...)

Entre les puissances impériales et face à leur volonté de se partager le monde, il faut recréer, dans le monde, un espoce de liberté où reste ouverte la perspective d'une société à la fois démocratique et socialiste. Dans ce cadre, il est essentiel que les pays où les forces qui ont en commus la volonté d'indépendance nationale, le souci de promouvoir un dévaloppement qui réponde aux besoins les plus fondamentaux des classes populaires, le choix d'un cours démocratique de transformation sociale développent leur solidarité et tissent un réseau de plus en plus dense pour peser sur le devenir de monde.

MICHEL BEAUD.

(1) Voir Michel Beaud : l'Hiver du socialisme. le Monde diplomatique, mai 1979. (2) Plus brutalement : «Le socialisme, s'est (3) Cf. la fameux slogan : « Elections, pièce



Un instrument organisé et efficace, dans la tradition du mouvement ouvrier allemand

La Fondation Friedrich-Ebert

A Fondation Friedrich-Ebert (FES) dont le sièce est à Bonn-Bad-Godesberg, est sans doute la plus politique du mouvement ouvrier allemand. Créée le 15 avril 1925 pour développer l'héritage politique et spirituel du premier président social-démocrate de la République de Weimar, Friedrich Ebert (1871-1925), elle avait pour but de promouvoir la lustice sociale, la compréhension entre les peuples et la solidarité internationale, interdite par les nazle. Immédiatement après la prise du pouvoir, elle se reconstitua après l'effondrement du régime hitlérien, grâce à un petit groupe d'amis politiques de Friedrich Ebert, qui jetèrent les bases

de la nouvelle fondation.

Aujourd'hui, c'est une organisation très ramifiée et remarquablement organisée qui frappe par la diversité de ses activités à travers le monde entier, et plus particulièrement dans les pays en voie de développement. En Europe comme dans le tiers-monde, elle couvre en effet des champs aussi divers que l'éducation politique, la recherche sur le mouvement ouvrier International, les échanges d'informations, le financement d'investigations particulières au moyen de bourses accordées à des chercheurs allemands et étrangers. Ses services, ses centres de recherches, ses experts, ses conseillers apportent une alde thécrique, une assistance technique à tous les groupes progressistes qui ont recours à elle pour résoudre un problème d'économie politique, de développement social, d'organisation, d'éducation et souvent de communication de masse. En Allemagne, elle organise des séminaires d'éducation politique dans neuf institutions d'enseignement et en 1979. 33 691 personnes ont pris part à ses 1 385 séminaires. Chaque année, plus de 100 000 personnes à travers le monde assistent à ses rencontres, ses stages, ses conférences, qui s'adressent aussi bien à des « partenaires politiques ... des syndicats, des jeunes et des ouvriers. Si. en République fédéraje d'Allemagne, elle tente de développer chez les participants une conscience critique à l'égard de la société. à montrer la nécessité d'un engagement politique pour la ecclai-démocratie, à faire connaître les possibilités de travaji au sein du parti cocialiste, elle aborde aussi des thèmes tels que la conception de la démocratie, la défense de la Constitution, la sécurité interne. l'économie mondiale, l'écologie, le mouvement des femmes, les politiques de développement, le Parlement européen, l'usage des moyens de communication

de masse, etc.

Ce travail de formation et d'éducation politique est dispensé par des écoles, des internats, des centres, les Heimvolkahochschulen construits en Allemagne et dans le monde entier. Avec ses partenaires, la FES a organisé dans le tiers-monde des Residential Colleges, des Studienzentren aussi blen à Madagascar qu'au Costa-Rica, en Zembie, au Kenya ou à Djakarta. Elle s'efforce de

venir en aide à des étudiants étrangers, quelle que soit leur nationalité, afin de leur permettre d'accomplir un programme de recherches qu'elle juge important, mais aussi de jouer eux-mêmes un rôle dans leur pays. Accomplies en Europe, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, ces recherches couvrent les secteurs les plus divers de l'économie politique ou de l'histoire du mouvement ouvrier.

Le FES est aussi un centre d'archives : un bâtiment entier abrite non seulement ceilles du S.P.D., mais aussi 100 000 volumes, des tracts, des affiches. des photographies augquels s'aloutent les archives personnelles du président Gustav Heinemann et celles de M. Willy Brandt. Des centres de recherches plus spécialisés ont été créés dans des aires géographiques déterminées et, depuis 1969, un programme de bourses permet à des étudiants allemands de séjourner au moins deux années dans des universités d'Amérique latine. Nombre de ces centres sont animés par des chercheurs aliemands et latinoaméricains. L'exemple le plus célèbre est celui de l'ILDIS (Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales).

La Fondation assure souvent ellemême la publication des recherches accomplies dans ses structures, grâce à des séries talles que African Biographies. Schrittenreihe des Forschung-Instituts. Vierteijahresberichte Probleme des Entwicklungsländer. A ces collections s'aloutent des revues en plusieurs langues : Nueva Sociedad, Mudjamaa Jadid, spécialement consacrées aux pays en voie de développement. Pour permettre aux groupes progressistes du tiers-monde de se familiariser avec les techniques modernes de communication. la FES édite des manuels. Enfin. des journaux en anglais, français, espagnol, sont plus spécialement consecrés aux problèmes des syndicats (Letter to our Friends, D.G.B. Report). Une demi-douzaine d'autres revues concernent des pays ou des problèmes spécifiques.

Ce sont les pays en voie de développement qui semblent retenir son attention et dans lesquels elle est la plus active. Ses experts, ses délégués, ses conseillers sont présents dans de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Sur les cent quatorze colleborateurs permanents qui la représentent, on en trouve en fait un seul aux Etats-

Une importante zone d'action

Les experts de la FES pour l'Amérique latine reconnaissent voiontiers que, dans le cadre de la commission Nord-Sud, le continent sud-américain est l'une des zones géographiques où lis sont le plus actifs. Les relations nouées par les organismes de la FES avec ces pays n'ont rien d'officiel. Il s'agit le plus souvent d'une demande d'assistance, de conseils formulée par des groupes locaux. Ces groupes peuvent être des partis, des syndicats, des mouvements, des militants membres de

onest-allemands, correspondent trais institutions de recherche partageant la même idéologia : la Fondation Friedrich-Ebert, pour la social-démocratie ; la Fondation Komrad-Adenaner, pour les chrétiens-démocrates ; et la Fondation Friedrich-Nanmand, pour les libéranx. Toutes trais receivent des subsides du gouvernement, des syndicats et du patrenat. Les dirigeants de la Fondation Friedrich-Ebert insistent néanmoins sur l'indépendance de leur organisation, très active dans le tiers-monde.

Anx treis principanx partis politiques

Par JEAN-MICHEL PALMIER

Unis, onze en Europe, sept dans les pays de l'Est, cinq dans les Caraïbes. vingt-quatre en Amérique du Sud, vinat et un en Asie et quarante-cinq en Afrique. Elle est en rapport avec les groupes les plus divers, qu'il s'agisse de partis, de syndicats, de centres de formation et d'éducation, d'organisations internationales (ONU, UNESCO), d'associations de Journalistes, de chaînes de télévision. Dans plus de dix pays du tiers-monde, elle a envoyé des experts chargés d'apprendre à des mouvements progressistes à utiliser les moyens de communication de masse en matière d'éducation politique et de propagande, qu'il s'agisse de la radio, de la télévision ou du cinéma. Ces experts s'efforcent d'alder à résoudre des problèmes spécifiques à ces pays en organisant des groupes de recherche, des séminaires de travail, des rencontres et des conférences. Outre la direction de Bonn - Bad Godesberg, ces différentes activités sont coordonnées par deux autres bureaux : celui de Bruxelles est spécialement chargé des rapports entre la Communauté européenne et l'Amérique latine, celui de Rome travallle plus spécialement avec les syndicats. les institutions scientiflques, les partis politiques et développe les activités de la Fondation en direction de l'Italie et des pays méditerranéens. Elle accuellle d'ailleurs chaque année comme hôtes un nombre important de personnalités du tiers-monde.

partis socialistes, sociaux-démocrates, libéraux ou des chrétiens progressistes. C'est à leur demande qu'elle les fait bénéficier de ses informations, de ses techniques, de ses experts pour résoudre un problème qui peut être économique, social ou culturel. Ces interventions concernent aussi blen l'assistance à un syndicat, la mobilisation autour d'un thème politique, grâce aux moyens dont elle dispose. A Mexico, la Banco Obrero, dépendant des syndicats, est assistée par ses conseillers. Depuis

plusieurs années, les séminaires, les centres de recherche, les rencontres et les conférences se sont multipliés.

L'Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales (ILDIS) a publié entre 1968 et 1979 une cinquantaine Rica, le Chili ou le Venezuela que sur l'Argentine, la Bolivie, l'Uruguay, l'Equateur. le Nicaragua, et concernant aussi bien des problèmes sociaux, politiques ou économiques. Chaque fois que ceix est nécessaire, des symposiums et des séminaires sont organisés sur des probièmes locaux. La FES a ainsi apporté son assistance à des syndicats et à des programmes sociaux en République Dominicaine, envoyé des experts économiques en Colombie, développé des relations de consells économiques avec le Venezuela, l'Equateur, le Brésil, renforcé des groupes démocratiques en Amérique centrale et du Sud (Front sandiniste de Abération au Nicaragua).

Dans plusieurs de ces pays, elle s'est attachée à développer la formation et l'éducation des adultes à travers des organismes comme le CEDAL oul rasinformations ensuits utilisée ailleurs (Costa-Rica, Nicaragua, Equateur). Non moins actif, le CENCIRA (Centra Nacional de Capacitacion y Investigacion pera la Reforma Agraria) travaille avec des conseillers aliemands en vue d'une réforme de la politique agraire. Au Mexique, l'INCA (Instituto Nacional de Capacitacion Agraria) s'attache au développement des revenus de la population indienne. Des programmes d'éducation et de développement économique ont été pareillement envisagés au Pérou tandis que la CIESPAL étudis les moyens d'action qu'offrent les communications de massa en Amérique latine, de même que le CANA dans la sphère des Caraîbes et de l'Amérique centrale. A côté des problèmes spécifiquement économiques, l'activité au niveau des communications de masse est une des plus importantes. La FES apporte son

"IEBA

économiques, l'activité au niveau des communications de masse est une des plus importantes. La FES apporte son concours aux tâches les plus diverses, qu'il a'agisse d'organiser des conférences, un journal mural, des enregistrements, une émission de télévision ou un film, à des fins d'éducation, de propagande ou de mobilisation.

Les rapports avec les partis socialistes

QUAND on Interroge les dirigeants de la Friedrich-Ebert-Stiffung sur ses liens avec le parti socialiste allemand et l'Internationale socialiste ellemême, ils insistent sur le danger de croire que la FES ne serait qu'un moyen d'action de l'Internationale : la Fondation est et se veut indépendante. Elle n'est liée à aucun parti, à aucun gouvernement. Il s'agit avant tout d'une fondation politique du mouvement ouvrier akemand. Proche de la socialdémocratie, elle entretient évidemment des rapports étroits avec l'I.S. par le fait même que M. Willy Brandt, leader du S.P.D. et président de l'Internationaie, est aussi un membre actif de la Fondation. En pratique, la FES se'iforce de mettre ses infrastructures au service de l'internationale socialiste, en particulier dans le tiers-monde. Sans mandat officiel, elle veut adir . comme un partenaire en esprit et en amitié » tout en refusant toute dépendance institutionnelle à l'égard à la fois de l'internationale et de la Fédération des syndicats allemands (D.G.B.), !! en va de même pour les rapports avec les autres social-démocraties européennes.

Tout en reconnaissant l'existence d'une concertation au niveau des actions concernant l'Amérique latine, avec le P.S. français et la social-démocratie danoise ou suédoise, elle ne prend aucune initiative politique, celles-ci revenant à la direction de l'internationale. Ses moyens sont essentiellement techniques et scientifiques. Elle met au service des pays, des mouvements, des partis intéressès par ses techniques, ses informations, ses conselliers, ses experts. Elle n'a jamais organisé ou pris part à des grèves ou des mouvements insurrectionnels, mais

elle a multiplié les conférences, les séminaires, les échanges, etc., sur des problèmes tels que l'organisation de la propagande électorale, l'éducation politique, la sensibilisation de l'opinion ou des questions sociales et économiques.

Une des accusations qu'alle tient particulièrement à réfuter est celle selon laquelle elle représenterait une sorte de « néocolonialisme allemand » en Amérique latine ou tenterait d'Imposer un modèle social-démocrate là où elle intervient. Tout d'abord, elle souligne que ce n'est Jamais elle qui propose une intervention ou décide de s'implanter dans un pays, mais un gouvernement un parti, un groupe, un syndicat qui lui demande des consells ou une assistance théorique et technique. Si des représentants de l'Internationale socialiste prennent part à ses activités, ses séminaires, ses rencontres, c'est toujours à titre de participants actifs, et jamais la FES n'a pris l'initiative d'orgamiser quoi que ce solt au nom de l'internationale. Elle lui permet seulement de bénéficier de ses infrastructures. Quant aux syndicats, si elle entretient de muitiples rapports avec eux, elle se limite à fournir des consells concernant des problèmes de structures. Une aide directe — par exemple la formation de cadres - est du ressort de l'LB.F.G. (Internationale Bund Fraier Gewer-

Son rôle se limiteralt ainsi à offrir une assistance autour des trois principes affirmés par Friedrich Ebert : éducation sociale et politique dans un esprit démocratique ; amélioration des relations et de la compréhension entre les peuples ; aide matérielle aux étudiants de tous pays qui s'attachent à ces buts.

La réunion

de Saint-Domingue

A LA RECHERCHE D'UN «JUSTE MILIEU»

Par BERNARD CASSEN

28 mars dernier, avoit d'abord valeur de symboje i pour la première fois cette organisation, dont la genèse, la composition et la démasche politique reflètent une problématique européenne, tengit ses assises dans ce qui est actuellement sa « terre de mission » la plus prometteuse, l'Amérique latine et les Caraïbes. Le choix de la République Dominicaine avait, à cet égard, une signification particulière. En 1978, en effet, après douze uns de régime autoritaire, des élections portaient au pouvoir M. Antonio Guzman, condidat d'un parti se réclament de la social-démocratie, le P.R.D. Le verdict des urnes avait été mai accepté par M. Balaguer, président sortant, qui, contrôlant l'appareil et les fonds de l'État, n'avait pas un instant envisagé sa défaite. Le président Carter, qui, dans cette dauxième année de sa présidence, jouait la crédibilité de so politique des « droits de l'homme » an Amérique latine, avoit du mettre à la raison les généraux dominicains en veine de putsch pour « réélire » à leur façon M. Balaguer. L'Internationale socialiste avait manifasté sa solidarité active evec le P.R.D. multipliant les communiqués et dépêchant sur place nombre de ses dignitaires. Cette politique s'expliquait aussi par les efforts incessants accomplis par M. José Francisco Paña Gomez, socrétaire général du P.R.D., qui, long-

temps avant le scrutin, avait entrepris de

donnar des garanties aux secteurs libéraux

de Washington. Le P.R.D. de 1978 g'était

A réunion du comité de l'Internationale

socialiste pour l'Amérique latine et les

Caraïbes à Saint-Domingue, du 26 au

plus celui de 1965, dont les dirigeants avaient défendu les armes à la main, contre les « marines », le soulèvement constitutionnaliste du colonel Casmaio visant à remettre en place le président Juan Bosch déposé en 1963 par les militaires de droite qu'appuyaient les

Un passé « révolutionnaire » mais une pratique fort prudente d'homme-tampon entre les aspirations réformistes de la base de son parti et la politique digne de la droite classique du président Guzman, le sens des limites à ne pas dépasser, le ferme ancrage à l'Ouest, voilà les éléments qui ont sons doute incité 17. S. à confier à M. Peña Gomez des responsabilités continentales en le portant à la présidence de son comité pour l'Amérique latine et les Caraîbes, officiellement créé à Lisbonne à la fin da mois d'actobre 1979. A ces rai sons idéologiques s'ejoute l' « équation personnelle » de M. Peña Gomez, seul váritable homme de parti » du P.R.D. et, pour l'instant, apparemment dépourve d'ambitions présidentielles îmmédiates.

Des travaux de la conférence se dégagent quelques grands axes, soigneusement équilibrés en un mouvement de balancier, qui pormettent de mieux apprécier le rôle que l'1.5. entend jouer en Amérique latine.

entend jouer en Amérique latine. 1) UNE RHÉTORIQUE PROGRESSISTE ET TIERS-MONDISTE : les interventions des délégués et les textes adoptés se situent dans une dynamique de changement. Ils condamnent les dictutures militaires du cône sud, saluent la rávolution nicorogucyenne (une délégation du Front sandiniste était présente en observatrice) et lui apportent a confiance, respect et appui », stigmatisent la junte salvadorienne, etc. L'invitation — formulée seulement à la veille de la conférence — par M. Bernt Carisson, secrétaire général de l'LS., à... M. Fidel Castro, en tant que président en exercice du mouvement des pays non alignés, d'assister aux trayaux, n'était évidenment pas faite pour être acceptée mais seulement pour « se placer » dans la mouvance d'une organisation perçue par beaucoup comme échappant à la logique des blocs miditaires. M. Fidel Castro, ès qualités, répondit per un télégramme d'excuses fort courtois. Le dirigeant cubain ne pouvoit pas, par ailleurs, être insensible à la variété et à la représentativité des forces politiques latino-américaines présentes à la conférence. Aucune attaque contre Cuba ne figure, bien entendu, dans les documents finals. La déclaration de Saint-Domingue dit elle-même que, depuis l'élection de M. Willy Brandt à sa présidence, au congrès de Genève de 1976. l'I.S. a entrepris « une offensive en direction du tiers-monde ».

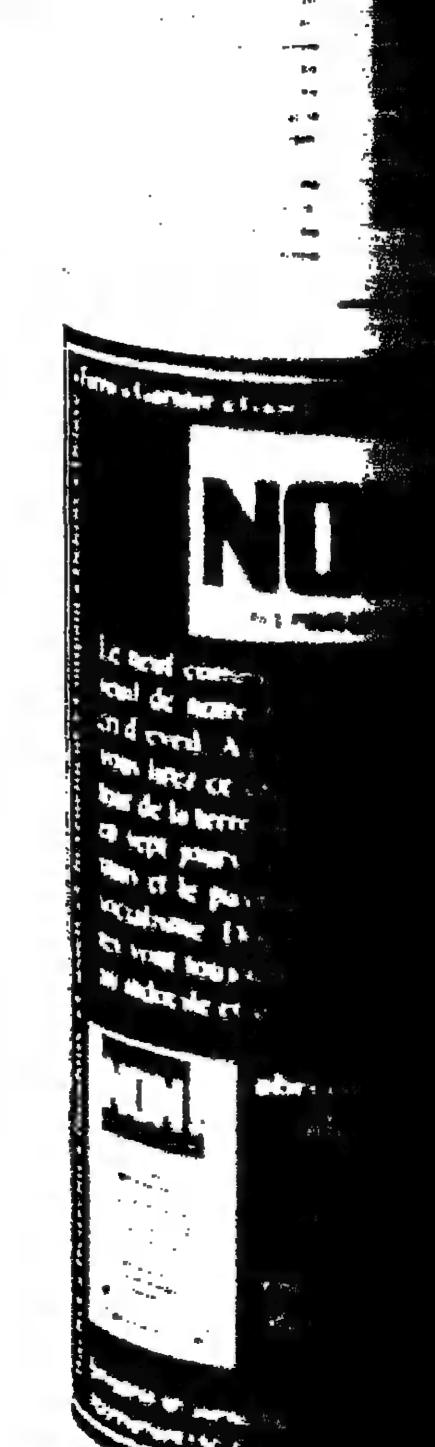
2) UNE PRUDENCE BIEN DOSÉE A L'ÉGARD DES ÉTATS-UNIS : la politique officielle des Etats-Unis n'est pas nonmément prise à partie dans les documents finals. Certes, forçant quelque peu la main des déléqués et surtout celle du président Guzman et des ambassadeurs de différents pays (notemment celui de la France) qui assistaient à la séance d'ouverture, M. Carlos Andrès Perez fit adopter unanimement, en demandant à chacun de se lever pour signifier son accord, une motion condamnant « l'aide politique et militaire du gouvernement des États-Unis au gouvernement et aux forces armées du Salvador ». Mais ces formules tranchées ne se retrouvent pas dans la « déclaration de Soint-Domingue » qui constituera la charte de l'1.S. pour l'Amérique latine. Y sont, certes, fustigés les exploiteurs nationaux et étrangers de nos pays », I' « action interventionniste des forces conservatrices et monopolistes », le « pouvoir hégémonique » qui prend des « formes de contrôle plus élaborées au moyen de ses corporations transnationales alliées aux bourgeoisies nationales », l' « impérialisme » qui applique un « nouveau modèle de domination », les « tentatives de déstabilisation contre la Jamoique », etc. Nal doute que, dans ce portraitrobot, chacan reconnaîtra la politique américaine présente ou passée. Néanmoins, le grand voisin du nord n'est pas désigné par son nom.

3) LA VOLONTÉ DE NE PAS ALLUMER DE NOUVEAUX FOYERS DE DESTABILISA-TION: Bien que, dans son discours d'ouverture, M. Peña Gomez ait exalté la nécessité d'une union plus étroite entre les forces politiques et les nations des Caraïbes, et même évoqué le vieux rêve d'une fédération caraïbe. prélude à l'intégration de l'Amérique latine. il évita de citer jusqu'aux noms des deux pays les plus voisins de la République Dominicaine. hôte de la conférence : Haiti et Porto-Rico. La dictature dynastique des Duvalier n'a pour tant rien à envier à celle des Somoza ou à celle du général Stroessner. Porto-Rico était par ailleurs représenté par un parti indépendantiste, le P.I.P., à titre d'observateur, Malgré cela, la « déclaration de Saint-Domingue » ne fait pas référence à Haîti et se borne à « condamner le statut colonial qui pèse sur l'ile de Porto-Rico ». Dans ces deux cas, l'I.S. manifeste clairement son intention de ne pas encourager la création de nouveaux foyers de déstabilisation dans les Caraïbes et donc de ne pas créer de nogvelles difficultés aux Etats-Unis. On est, an affet, très inquiet à Washington de ce qui pourrait succéder qu régime « jean-claudiste » dans un pays dont l'un des promiers voisins est Cube. Quant à Porto-Rico, la question n'est pas tranchée, mais

la tendance actuelle de l'administration américaine serait platôt favorable à l'apprexion.

4) L'APPUI AUX MOUVEMENTS INSUR-RECTIONNELS DÉJA DÉCLENCHÉS : Si elle répugne à favoriser leur éclosion, l'I.S. est, par contre, extrêmement disposée à faire bénéficier de son soutien les mouvements populaires déjà en passe de conquérir le pouvoir, même par la voie armée, « ultime recours des peuples opprimés quand on leur dénie le droit de vivre dans la paix et la liberté ». Le retrait du M.N.R. de la junte salvadorienne semble indiquer que cette demière est condomnée à termo aux yeax de l'i.S. qui souhaite ainsi jouer gagnant et accable la « complicité du régime militaire » dans la violence institutionnelle qui sévît ou Salvador ainsi que l' « incompréhensible participation de certains secteurs de la démocratie chrétienne ». Le régime guatémaltèque est associé à celui d'El Salvador dans le paragraphe suivant, et l'LS. exprime sa solidarité « à ces deux pays » pour les aider dans « leur libération ». La résolution sur le Nicaragua, d'un ton extrêmement chaleureux, est muette sur les profondes ráformes de structures mises en chantier par le Front sandiniste, mais insiste, par contre, sur les potentialités de pluralisme politique qui subsistent dans le nouveau régime « comme le démontre la prochaine mise en place du Conseil d'Etat, organisme législatif de la révolution, avec la participation des partis politiques, groupes religieux et forces syndicales engagés dans la reconstruction spirituelle et matérielle de la révolution nicoraguayenne ».

L'Internationale socialiste est engagée en Amérique latine dans la définition d'une troisième voie entre « les régimes de Pinochet et de Videla et le système de Castro », pour reprendre les termes utilisés par M. Mitterrand. Un a justa milieu » social-démocrata est-il viable ? Si la démocratia politique, réduite (ce qui n'est certes pas négligeable) à la tenue d'élections libres, est actuellement en cours de restauration dans certains pays (Bolivie, Pérou), l'expérience de tous ceux qui en bénéficient déjà n'est pas suffisante en matière de progrès de la démocratie sociale. L'internationale socialiste n'est capendant pas un club de politologues préoccupés par la possibilité théorique à long terme d'un projet de société. A Saint-Domingue, elle a montré, en même temps que ses limites, son étonmente aptitude à « coller » à un terrain latino-américoin mouvent où, pour elle, il s'agit derestage de parer au plus pressé, à la recherche du moindre mai, que de réaliser un socialisme démocratique dans lequel les scaptiques voient une véritable « mission impossible ».



riedrich-Ebert

The second secon . d. senter years, & senter Belleville or a the state of the party Service designation of the last & PROPERTY OF THE REAL PROPERTY.

to temperature arments in the transfer of manufaction of the second of the second of the second & L'APPOIL A. F. T. L. L. L. L. C.

tuer. La prise d'images, qui va de pair avec une aventure ou une expédition, un exploit, avec un grand voyage, prend la réalité à témoin, si ce n'est en otage : ce qui n'est pas d'ordinaire visible sur un écran pourra l'être ; de ce qui est en voie de disparition une trace sera relevée et archivée, un reste au moins sera sauvé.

Une survivance : il faut ce risque de disparition, cette menace de destruction pour pouvoir filmer. C'en est le corpliaire. Filmer quoi ? L'ailleurs, l'autre. L'inconnu et l'étranger. Modes de vie, coutumes, rites, visages lointains d'autres sociétés, d'autres cultures. Lointains mais peut-être proches (d'où quelques escroqueries patentes qui surent user du goût de l'exotisme pour parvenir finalement à aplanis les différences). La réalité devient matière à

CAMERAS

Films ethnographiques

Curieux projet observations (voire à dissertations : il convient d'y giouter de commentoire, pendont ou après). Mois, quelle réalité? Et la question que celui poursuivi par le cinévout pour l'ensemble du cinéma documentaire. Est-elle observable à l'œil nu et ne fait-on en l'enregistrant que ma ethnographi-

la reproduire purement et simplement ou bien le cinéma transforme-t-il aussitôt cette réalité puisque l'un et l'autre sont deux systèmes de signes? De la réponse dépendent les clivaues qui traversent le genre documentaire. Autrement dit, où est l'observateur. d'où filme-t-il? Et cela d'autant plus que ce qui fascine l'ethnographie c'est à la fois que la réalité apparaisse impénétrable et que, ce continent inexploré, le film le découvre — sons se faire

« Montrer en premier plan un « sauvage » coupeur de têtes surveillant l'arrivée des Blancs implique forcément que l'individu n'est pas un souvage puisqu'il n'a pas coupé la tête à l'opérateur. > La formule est d'André Bazin. Dons un autre texte où il dénance le pillage d'épaves et le trafic d'esclaves qui continuent par le truchement du cinéma d'exploration, il précise : « La splendeur d'un document, sa poésie ne sont pas indépendantes de sa viminité. (...) La beauté n'est pas une excuse ni même une circonstance atténuante > : elle peut ajouter, dit-il, au « crime », eu « viol ». En révent d'une manière de filmer qui n'abimerait pas la réalité. par la transparance parfuite de l'image (à la limite, grôce à la coméra invisible sur le modèle du bathyscaphe du commandant Cousteau). Bazin défendait, avec son fantasme du réel, une conception de la représentation parmi d'autres. Une position de

principe, en fait, qui demoure qu-delà de ses raisons intimes : la conviction que le cinéma est affaire de morale, encore plus lorsque s'est directement la réalité qui est en ieu. Tout n'est pas représentable. Tout p'est pas filmable.

La cause ethnographique ne légitime pos tout, ni même, bien entendu, le respect quasi sacré de la réalité soutenu par Bazin, L'ethnographie faisant de l'autre un objet d'apalyse et d'observation (c'est pourquoi elle est loin d'exclure, délibérément ou non, la fiction), il est nécessaire d'aller plus avant. Du côté du contrat tacite ou explicite, exorbitant peut-être, passé entre ceux qui filment et ceux qui sont filmes. Leur image leur est-elle volée ou soustraite pour l'aventage du spectacle ou au nom de la connaissance, de la science, de l'information? Montrent-ils au contraire la représentation qu'ils vaulent donner, est-ce leur regard, leur parole qui s'inscrivent sur la pellicule, qui en ont le temps, et par quels détours, qu'attendant-ils en échange, ou vient-on prendre leur image comme des prises de chorse?

Qu'est-ce qui est en cause là, en effet plus particulièrement qu'ailleurs ? Sinon la présence de l'autre, et son identité qu'on voudrait non pas imaginer, inventer, recomposer mais bien capter sur le vif, en cherchant à saisir son expérience hors de l'écran, l'opacité dans laquelle elle est perçue et dans laquelle elle est elle-même tenue. De quel droit, en somme, filmer? C'est la question cruciale dont les films ethnographiques ne devraient jamais

JEROME PRIEUR

« Images d'un doux ethnocide »

d'Arthur Lamothe

que. Un projet

d e collection-

neur. Queis que

soient les moyens

utilisés (souvent

pauvres, comme

les sujets qu'il filme), c'est un

inventaire qu'il

s'agit de consti-

ES mots d'intégration, d'assimilation eont certainement parmi les plus mentours qui solent. Car noue savone aujourd'hul qu'ils sont pratiquement synonymes de destruction, de négation. Mais. bien eur. destruction same violence visible. négation déguisée sous les apparences du respect. Bref. I' - athnocide doux - dont nous parle Arthur Lamothe.

Car qu'y a-t-il à intégrer, sinon la différence? Elemel malentendu : si l'attachement des Intégrés à leur différence, c'està-dire à leur identité, à leur autonomie. apparaît aux intégrateurs comme un refus de l'intégration, il n'y a, effectivement, pas d'intégration possible. Mais il n'y en a pas non plus si l'intégré renonce à sa différence : ou, si l'on veut, il n'y a plus à intégrer qu'un fantôme, une fiction d'individu, d'être vivant.

De la grande série qu'il a consacrée à la Chronique des Indiens du Nord-Est du Québec. Arthur Lamothe a extraît trois films, formant deux programmes distincts, Chacun de ces programmes traite d'une dépossession : celle de la langue - le montagnais, - cells du territoire. Dans les deux cas, la méthode employée est, naturellement, aussi conforme que poesible aux règles de l' « ethnocide doux ».

A l'école Notre-Dame de Schefferville. dans la réserve de Matimekosh, il n'est pas tout à fait interdit au jeune Montagnals de parier sa langue i mala il ne pourra le faire que grâce à l'initiative privée de quelques professeurs Indiens. auxqueis on concède un réduit-sans fenêtres pour y installer leur classe, Réserve d'un autre genre, en comme. Quant au système scolaire, il préserve, en principe. l'égalité des chances : le jeune Indien, s'il dépasse le primaire, a toutes les chances, néanmoins, de se retrouver, avec ses frères de couleur, dans une classe pour « retardés », alors que les jeunes Blancs se retrouveront entre eux dans les classes dites « normales ». Un sociologue verralt là une tendance à i' « homogé-

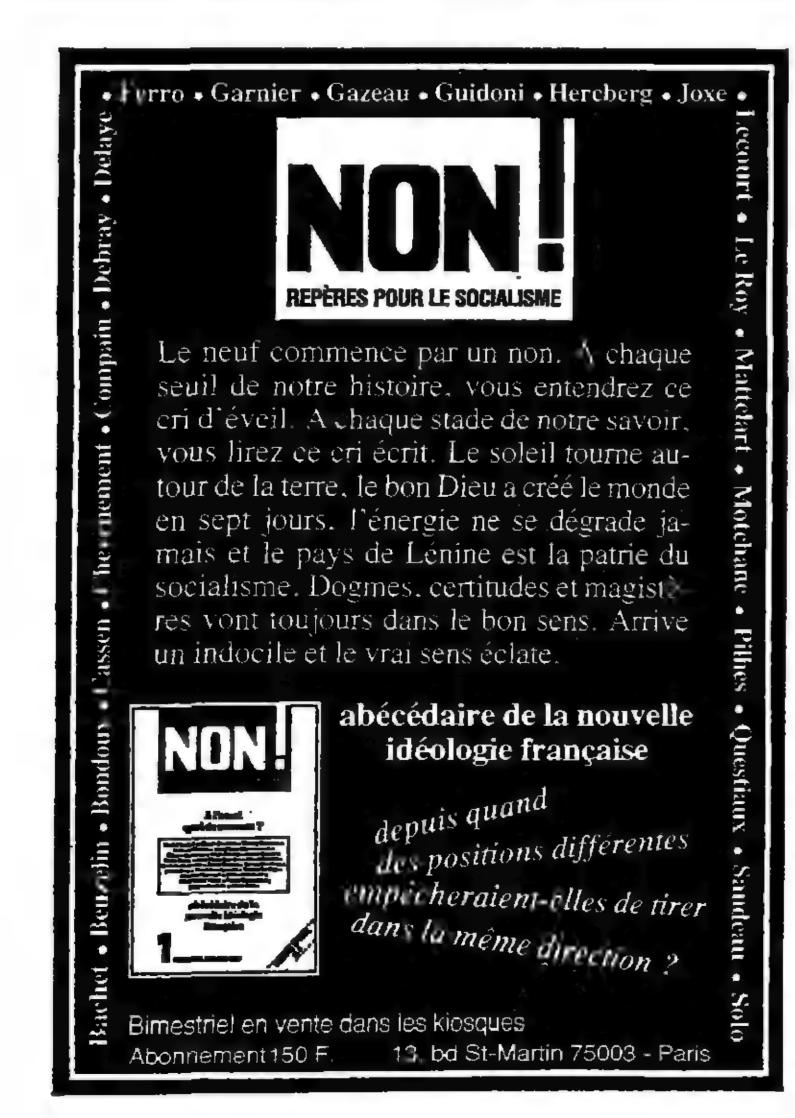
Dans un autre tilm, Marcel Jourdain, de la réserve des Sept-lies (on lui a pris, comme on voit, jusqu'à son nom), veut se rendre dans les territoires de chasse

appartenant à sa famille par vole d'héritage. Mais, aujourd'hui, il y a une berrière : les terrains ont été concédés à la compagnie Québec-Cartier, filiale de l'U.S. Steel, et on a « oublié » les indiens dans le contrat... De longues négociations seront nécessaires. Et nous retrouverons Marcel Jourdein, dans le troisième film. enseignant à son petit neveu l'art de construire des pièges à martres, des pièges à visons, ou ceiui des algnes de piste. Mervellleuses acènes qu'aucun westem, et pour cause, ne nous avait donné à voir... Mais ecènes, délà, du passé : la forêt est mise en coupe réglée par les multinationales, ce qui signifie fuite des animaux, et disparition de la seule source de revenus de l'Indien, condamné, s'il veut vivre, à la proiétarisation au sein de la civilisation urbaine et Industrielle (autrement dit, le terme de l'Intégration).

ONDE de la parole, monde du geste et du contact avec la nature : chacun des deux programmes a son style, an rapport avec le thème. Matière première du premier, la parole se déverse sur l'écran de facon torrentielle, litanique, répétitive (il y a queique chose de désespéré dans cette verbosité, volontiers rieuse : on y perçoit comme le centiment de la mort prochaîne d'une langue). Le cinéasta c'efface totalement : c'est la parole qui dicte le rythme, le montage, Pas question de la récupérer : le exectateur est invité à rencontrer une pensée. un discours étrangers. Traduction simultanée, absence totale de commentaires, intertitres en lanque montagnaise.

Dans le second programme, ce qui est montré, c'est le temps. C'est-à-dire les gestes, les actes dans leur durée vrale. non mutilée. Ce qui suppose et révèle cette profonde intimité du cinéaste avec celui qu'il a filmé. C'est là, du reste, l'un des secrets, peut-être le secret de la réussite du « direct » canadien : Marai Fournier est ici, pour Arthur Lamothe, ce qu'était un Alexis Tremblay pour Pierre

CHRISTIAN ZIMMER.



Werner Herzog chez les Jivaros

Société indienne contre société de spectacle

A « compania »! C'est la Wildlife Film Peru S.A. Company. société péruvienne apparue à Iguitos en 1978, comme prête-nom de la Werner Herzog Film Produktion-

Mais les mythes aguarinas ne retiendront que le nom de la compania ». « Companiaski », puisque, comme tout combat, celui-ci a été vécu, actualisé et se perpétue dans la tradition orale. Point n'est besoin d'essayer de l'interpréter, même si ce conflit a été aussi mai compris que traduit par la presse et les intellectuels, au Pérou et a l'étranger. Les faits, les actes, parlent d'eux-mêmes : la souveraineté des communautés indigènes Jivaros sur leur territoire, à travers l'autorité et la représentativité de leur Conseil ethnique (le Consejo Aguaruna y Huambisa), vient d'être reconnue et entérinée par les autorités péruviennes. La répression ne s'est pas poursuivie contre les Aguarunas, après la destruction du campement de la Wildlife Film. C'était bien là le seul débat important dans cette affaire : la première revendication des communautés Aguarunas et leur principal grief contre la « compania » — qui s'était installée sans leur autorisation et qui a persisté contre la volonté commune, bafouant ainsi la loi la plus progressiste en matière de terres indigènes — en Amérique latine. Le débat juridique, qui fut, durant

six mois, la spéculation essentielle en ce conflit étant clos, on peut se poser d'autres questions : pourquei Werner Herzog, après Aguirre et avant les aborigènes d'Australie, venatt-il tourner une «histoire» de Fitzcarrald chez les Jivaros de l'Amazonie péruvienne Pourquoi ceux-ci ont-ils refusé? Il n'a jamais été question, pour les Aguarunas, d'accuser Werner Herzog d'ethnocide ou de prétendre qu'il affait mettre leur culture en danger avec sa production cinématographique. De la même façon, ce dernier ne vensit pas faire un film ethnographique sur les communautés Aguarunas mais faire revivre un épisode spectaculaire de l'odyssée de Fitzcarrald. baron du caoutchouc, d'origine irlandaise, du début du siècle, dont la passion pour l'art et l'opéra lyrique, en particulier dans cet univers sauvage, l'avait fasciné. Même si Werner Herzog a pu dire qu'il ne s'intéressait à la communauté de Wawaim que pour sa situation géographique, entre les fleuves Cénépa et Maranon, et à la population Aguaruna uniquement en tant que figurants et main-d'œuvre « priviléglée », on peut penser qu'il avait été tenté de reproduire le mythe qu'il s'est forgé d'un Fitzcarrald démarginal, revant d'offrir l'a art », l'opéra lyrique aux barbares, aux sauvages et farouches indigènes Si l'on écoute à ce niveau le mythe la réputation des Jivaros en Occident le choix des Aguarunas n'apparaît peut-être plus seulement géographi-que. Les faits l'ont prouvé, Werner Herzog ne s'est peut-être pas trompé - ou il n'aura trompé que lui-même en choisissant ses interlocuteurs

dans le Maranon Aguaruna. tentatives tardives de dislogue ont été faites afin d'essayer d'associer les Aguazunas et le Conseil ethnique au projet (techniquement : scénario, décor : et économiquement avec de nouvelles pacotilles : moteurs élec-

triques, hors-bord, etc.). Après d'autres tentatives de corruption, après les avoir calomniés, dénoncés, après avoir fait appel aux forces armées et policières pour imposer l'installation de la compagnie à Wawaim, la proposition était mad venue. traduisant, de surcroit, une incompréhension profonde de la dialectique indigène. Incompréhension qui frisait la provocation à vousoir assorald, et à ne vouloir traiter que les les plus esthétiques et les passions les plus honorables de ce conquerant peu acrupuleux.

St les Aguarunas ont pu associer le nom de Fitzcarraid à celui d'Herzog facilement et interpréter l'objectif de la « compania » comme la célébration d'un couchero de triste mémoire, ce fut peut-être à cause du mimétisme entre ces deux passionnés d'esthétisme, mais surtout à cause des parallèles inquiétants dans le type de moyens employés par les collaborateurs d'Herzog dans le Maranon : utilisation de la foule indigène comme travailleurs ou figurants, occupation identique du territoire par la domination technologique et économique -

conquis : gardes armés, armes automatiques, protection militaire ou policière, pots-de-vin et caisses de bière. il ne manquait rien,

Douvoir se tenir quittes.

La blessure était faite : ce sont les Aguarunas agressés qui réagissaient, pas des Indiens hébétés par un pouvoir technologique nouveau. « magique », même si cela a pu les désorienter un moment an début. Les tentatives de corruption, les calomnies et dénonciations de leurs leaders ont atteint la dignité aguaruna et huambisa dans sa totalité. Les Aguarunas ont chassé de leur territoire les travallieurs de la Wildlife Film en les ficelant dans leurs bateaux avec lenr matériel en incendiant leurs habitations, avec plus d'humour que de cruauté. En effet, le ridicule de cette situation — les travailleurs de la « compania » dotés de carabines modernes, se retrouvant « sauciesonnés » sans un seul coup de feu par une bande d'Aguarunas armés surtout de leurs peintures de guerre et de leur détermination, plus que par leurs traditionnelles lances de bois et les véritables vieilles « pétoires » de l'époque de Fitzearrald n'allait pas manquer de faire rejaillir sur eux tout le prestige et l'éclat de la victoire.

TLS consolidèrent ainsi l'unité ethni-L que et renouèrent les alliances perdues avec les métis et militaires qui avaient d'abord suivi la « compagnie ». Toute l'histoire de l'équipe d'Herzog en Aguarunie peut se résumer entre ces deux dialectiques opposées : celle de l'alliance et de la puissance liées au prestige, à des relations de réciprocité inaliénables (non monétaires) des Aguarunas contre l'accumulation celle de l'alliance liée aux pouvoirs (notables), à l'argent (commercants). à la force (police et militaires) de la Wildlife Film Company.

Il est certain que le personnage d'Herzog échappe à ce manichéisme qui fut celui de son équipe en général. dans la mesure où son incompréhension de ce qui se passait, ou surtout son indifférence, l'empêcha de considérer les Aguarunas autrement que ce que sa propre vision des choses lui dictait, en l'espace de trois ou quatre passages éclairs dans le Maranon Echappant matériellement à ce manichéisme — les moyens ne semblent pas compter pour lui ou ne l'intéressent pas, seul compte le but - Hersog va bien au-delà, dans une attitude qui

aura été interprétée par certains comme un égocentrisme torturé, et par les Aguarunas comme un mépris profond, désespéré ou non, conscient ou inconscient. C'est, en effet, Herzog le patron, le chef de la « compania », bref, l'homme occidental, qui se jugeait totalement responsable des erreurs et abus de ses collègues et employés, C'est le même homme qui refusait la responsabilité de ses actes et de ses choix à la totalité ethnique, organique, Jivaro, en cherchant à faire porter cette responsabilité par d'autres « ego », indivi-

dus occidentaux étrangers... Ethnocentrisme fanatique, ou bien stratégie pour s'attirer les faveurs de secteurs nationalistes créoles de gauche ou de droite et des autorités péruviennes, contre la parole et la souveraineté indiennes ainsi « manipulées » ? Les deux sans doute... et la machine aurait bien fonctionné si les alliances locales, voire nationales, n'avaient basculé en faveur de la dignité des Aguarunas et des Huambisas, communautés indigènes et péruviennes.

T ES jeunes « guerriers » ou leaders de la résistance contre la Wildlife Film sont devenus tout natureHement les nouveaux délégués du conseil ethnique, s'étant imposés autant par leur vaillance et leurs qualités d'orateurs durant le conflit que par leur aptitude à intégrer et à utiliser les arguments juridiques nationaux. On retrouve la tradition Jivaro qui veut que n'apparaisse de « chef » qu'en temps de guerre, le pouvoir étant normalement dispersé entre autant de chefs de famille qui sont autant de centres de

Ce sont ces mêmes guerriers modernes Aguarunas qui devront raconter l'histoire de la «compania» à la façon dont on raconte, joue et vit les mythes toujours réactualisés. Liés aux visions et rêves prémonitoires ou hallucinatoires, ces mythes, qu'ils soient chant, parole, danse, théâtre ou guerre, constituent le spectacle aguaruna leur cinéma — un spectacle total, réciproque, qui est bien celui d'une totalité organique où l'on est à la fois acteur, spectateur et metteur en scène. Dans ces conditions, il n'y a plus besoin de camera ni de projecteur. Dommage qu'Herzog n'ait pas su mieux offrir son Fitzcarrald, il aurait pu recevoir tout cela. ERIC SABOURIN.

ancien assesseur agricole du conseil aquaruna.

Un faux documentaire

«FARO», d'Ingmar Bergman

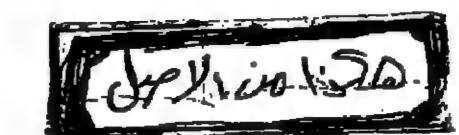
DEU ou proui bergmanienne, la critique a traité Fard, mon île avec quelque dédain : est-ce parce que Bergman n'y parie que de la réalité. et la plus humble, et non des tourmenta de l'àme aux prises avec les mystères de l'au-delà? Nous ne sommes par du tout sûr, en fait, que Faro ne solt qu'un « documentaire ». Nous serions plutôt tentés de la rapprocher d'un film comme le Filming Othelio, de Welles.

C'est bien, en effet, de son œuvre, de sa création que Bergman nous antratient ici. Mais. comme l'auteur de Citizen Kane, il les regards, en quelque sorte, à l'envers. Il les retourne, il nous en dévoile l'autre face. Celle que le public ne connaît pas. qu'en principe il n'a pas à connaître. Farō, ce n'est pas un discours en marge, à côté des films de Bergman. C'est le même discours. mais déroulé en sens inverse. Le film terminé, on comprend que

Farō est, pour Bergman, beaucoup plus qu'un cadre, qu'un décor : c'est d'abord un symbole. Celui du secret de la création, et de la solltude de l'artiste. Celui de la protestation, aussi, contre un ordre social qui viole ce secret. et dérange sans cesse cette solitude. Farô, morceau de terre isolé du territoire national par la mer et les difficultés d'accès, c'est l'espace intérieur que la créateur voudrait préserver. Mais le tourisme et la stupidité bureaucratique - Farò est. au fond, je premier film « politique » de Bergman - ont délà commencé

Le regard du cinéaste est nostalgique : il ne peut s'empêcher de se détacher continuellement du présent, pour réver aux origines de l'île. pour revenir en arrière et évoquer le passé de ses habitants. Ceux-ci, du reste, ont peut-être pris, à la création de l'auteur, une part plus grande encore que lui-même ne l'imagine : Il a une dette à leur égard, et c'est de cette dette qu'il s'acquitte, en leur donnant la parole, en leur offrant l'écran pour dire leur vie, parfois toute simple, toute nue, parfois difficile, tragique (ce sont alors de véritables films dans le film : l'histoire de l'épicerie, celle des paysans dont la ferme a brûlé). On soupconne, entre eux et le cinéaste, des liens pius profonds, plus mystérieux qu'on ne le supposerait. Et c'est en cinéaste que Bergman filme longuement - et remarqueblement - la soirée du vieux paysan solitaire, la confection de son plat favori, son repas tranquille, l'arrivée de la nuit La fiction n'est rée!lement présente que par quelques vestiges, quelques paysages, rencontrés par hasard par la caméra: une barque abandonnée, une grève, une crique tourmentée, qui nous rappolient tel ou tel film connu.

Mais cette pudeur même nous fait deviner que la réalité qu'a utilisée cette fiction a sans doute, en ellemême, beaucoup plus de prix pour le cinéaste, qu'on ne l'aurait cru : fiction et non-fiction se rejoignent. comme deux regards complémentaires portés sur une même réalité.



« LA GAUCHE ET LA V° RÉPUBLIQUE », d'Olivier Duhamel

Par YVES FLORENNE

E livre est l'histoire d'un couple. Ou : comment un refus absolu, assorti d'une accusation de viol, aboutit à un mariage de raison tenu pour indissoluble. La gauche qui, par sa nature, son passé, ses principes, son éthique, ne peut, en mai 1958, que rejeter en bloc la conception de la V. République, en vient aussitôt à une acceptation résignée, puis au raillement (traversé de chassés-croisés), pour finir par la conversion pure et simple. Il est entendu que ce schéma s'applique au régime, non à son fondateur. L'adoption du premier avait d'ailleurs pour corollaire implicite l'élimination du second, par la nature des choses et sa propre nature à lui. On s'associait donc d'abord à l'élaboration des nouvelles institutions, puis on les défendrait en attendant et préparant le moment de revenir à leur lecture démocratique. La première condition étant que le président cesserait d'être un souverain -- fût-il plus « constitutionnel », allègé de toute gloire, et privé de légitimité intrinsèque — pour n'être qu'un honnête homme moyen. Le portrait robot de ce modèle (après l'abdication volontaire de 1969) parut colneider, un court moment, avec les traits du

Cependant, quelqu'un avait écrit : « M. Herriot eut un mérite rare, il fut l'auteur de cette fameuse définition : le Français moyen. A force de vivre dans une honnête moyenne, les Français sont allés à Munich avec l'autre Edouard, le petit. Et Vichy fut la récompense amère de tous ceux qui, pour avoir refusé la grandeur, devaient être les premières victimes des exactions de la bassesse. » Le même écrit encore (en 1969. précisément) : • Un petit groupe de brigue et d'intrigue prit la responsabilité de briser l'espérance populaire... Jai quitté la présidence... Les partis avaient au moins le plaisir de redevenir quelque chose par rapport à ce qui n'était plus rien. » Et le mémorialiste cite le modèle de tous mémoires, ceux d'Outre-Tombe : Il y a des temps où l'on ne doit dépenser son mépris qu'avec économie à cause du grand nombre de nécessiteux. » Qui pensez-vous qui ait dit cela? Non : c'est M. François Mitterrand.

En celui-ci, Olivier Duhamel n'a-t-il pas quelques raisons de voir le candidat le plus gaullien? — jusque dans le langage, et peut-être la solitude. Conduite et représentée par lui, la gauche ne se révélait-elle pas comme l'héritière légitime? L'histoire a de ces ironles. Il va toutefois sans dire que la gauche, à ses propres yeux et à ceux de l'observateur, ne saurait, sinon inconscienment, se caractériser par le caractère d'un seul homme. Ne reste pas moins l'essentiel : la V' République — et personne ne vit aussi bien et aussi tot que M. Mitterrand, - régime majoritaire bipolaire, loin d'être le cadre à détruire, était le lieu même où, d'abord, pût s'unir la gauche; où, ensuite, la prise du pouvoir par cette gauche unie devenuit concevable, jusqu'à finir par apparaître à tout le monde comme

D OUR que le second point fût vérifié comme l'avait été le premier, il n'a manqué que la mise à l'épreuve. Est-ce l'imminence de cette épreuve qui provoqué la rapture de la gauche? Ou n'y eut-il qu'une coïncidence, évidemment troublante? Olivier Duhamel y trouvé, en tout cas, l'occasion d'une analyse pénétrante du programme commun et d'un exposé particulièrement complet, rigoureux et « dramatique » du conflit présidentiel-parlementaire que portait en elle la victoire de la ganche aux élections législatives. Il résulte de cette étude que, contrairement à ce que croyait ou déclarait la gauche, et à ce qu'annonçait sombrement le président lui-même, la liberté d'action de la gauche eût été étroite, dans une alternance donce ». Car ce n'est point par le l'arlement que se conquiert le pouvoir, c'est par le président. On s'en doutait. Mais le régime, pour autant, ne perd aucun de ses avantages, bien au contraire. Si elle mit du temps à s'en aviser, la gauche en est désormais convaincue. Ainsi, promis en 1958 à sortir à peine de son berceau et, au besoin, à y être étouffé. l'enfant après avoir prouve, pendant vingt ans, la robustesse de sa constitution, verrait s'ouvrir devant lui une longue vie : c'est que la « gauche » besoin de la V° République pour survivre », comme « la V° République a besoin de la gauche pour être démocratique ». Telle est, à la fois, la conclusion générale et celle de la troisième partie du livre. Les deux premières développent et explicitent le schéma un peu cavalier que nous tracions au début. Aussi l'ouvrage se trouve-t-il être, dans sa trame, une histoire des idées constitutionnelles, notamment celles de la gauche historique (si tant est que, dans la période considérée, elle prit le temps d'en avoir), et chez certains esprits foncièrement de gauche, gaullistes néanmoins, et doublement hétérodoxes, comme René Capitant, qui a propose, dans l'indifférence ou l'indisponibilité généraies, une lecture de la Constitution qui eût fait de la V° République un régime aussi nouveau qu'authentiquement populaire.

L n'est guère permis de regretter que, dans cette histoire juridique et politique, la politique étrangère — puisqu'elle n'entrait pas dans le propos de l'auteur — ne solt évoquée que par des allusions d'ailleurs significatives. Elles concernent, en effet, les rapports de la gauche, beaucoup moins avec la V° République qu'avec son fondateur. Or ces rapports se traduisaient par une convergence à laquelle la gauche se réfère volontiers aujourd'hui. Quant aux divergences. c'est au sein de la gauche même qu'elles se manifestalent : sur la forme juridique de l'alliance atlantique et sa pratique ; sur la défense de l'Europe ; sur l'arme nucléaire nationale, son objet, stratégique et politique, et ses objectifs au sens le plus précisément balistique. On fera un mérite à l'auteur de s'attacher à se détacher de ses inclinations propres, ce qui consère à l'ouvrage une grande sérénité scientifique. Son âge l'y aide : Il n'était pas né aux temps du gaullisme héroique, et à peine quand naquit la Ve République. N'étant pas encombré de mémoire, il peut ne l'être pas de passions. Disons-le : il est rare qu'un si gros livre, sur de telles matières, et imprégné de l'esprit qu'on vient de noter, soit d'une lecture si constamment excitante.

* La gauche et la V. République d'Olivier Duhamel PUP, Paris, 1980, 592 pages.

AFRIQUE

YEAR OF FIRE, YEAR OF ASH, THE SUWEIU REVOLT : ROOTS OF A REVOLUTION? -Baruch Hirson.

* Zed Press, Londres, 1979, 330 pages. Physicien blanc sud-africain, militant contre l'apartheid. Baruch Hirson a passé neuf années en prison et vit aujourd'hui en axil. Il analyse dans cet ouvrage noutri de textes et de documents la révolte des lycéens et étudiants noirs d'Afrique du Sud en 1976 et 1977, révolte dont il se demande à quelles conditions elle pourrait être la répétition générale d'une révolution victorieuse.

Dans une première partie, il montre la longue histoire des révoltes scolaires en Afrique du Sud et le rôle joué par les grèves ouvrières de 1973 et 1974 dans le révell de la résistance africaine. A ses yeur, les mouvements étudiants et les mouvements ouvriers se développaient parallèlement sans se rencontrer.

Etudiant de façon très fouillée les événements et les prises de position des différents acteurs sociaux à partir du 16 juin 1976, l'auteur rend hommage au courage et à l'esprit de sacrifice de la « génération de Soweto », mais il se montre très critique pour la philosophie de la « Conscience noire » qui a empêché. selon lui, les leaders étudiants d'analyser de façon réaliste la nature de l'Etat sudafricain et les rapports de classes qui la sous-tendent, les privant ainsi d'une stratégie à long terme. Il indique le rôle joué par les cellules clandestines du Congrès national africain (A.N.C.) dans la politisation des élèves de l'enseignement secondaire (qui forment un groupe beaucoup plus nombreux que celui des étudiants proprement dita) dont l'organisation, la S.A.S.M. (South African Students Movement) était loin d'être à ses yeux une simple filiale de l'organisation étudiante S.A.S.O. (South African Students Organisation). Le « sommet » du mouvement se situe, selon lui, aux mois d'août et de septembre 1976 lorsque, à plusieurs reprises, les mots d'ordre de grêve lancés par les étudiants ont été suivis par des centaines de milliers de travailleurs. Africains et métis. Mais le niveau d'organisation et les perspectives de « mobilisation » des masses restaient encore insuffisants pour réussir à paralyser l'économie sud-africaine et à s'opposer victorieusement à la formidable machine repressive. Tous les mouvements de la « Conscience noire » sont aujourd'hui interdits et un grand nombre de militants ont pris le chemin de la prison ou de l'exil.

Pour Baruch Hirson, une meilleure compréhenaion de la nature des forces en jeu (ou notera ici une critique discrète de l'A.N.C., dans une perspective trotskiste) et une analyse plus précise et rigoureuse de la société and-africaine sont des contributions que les exilés peuvent apporter à ceux qui mênent, à l'intérieur du pays, le combat décisif.

LATITUD WAR LARGE LATEL TH VEHIT AND TANZANIA. — Sous la direction de Joël D. Barkan et John J. Okumu * Praeger, Praeger special studies »,

New-York, 1979, 300 pages. Le Kenya et la Tanzanie sont plus souvent opposés l'un à l'autre que rapprochés: ils représenteraient, en Afrique orientale, la tentation capitaliste ou l'inclination socialiste; la dépendance ou la volonté de compter aur ses propres forces; la réussite ou l'échec, attribués d'ailleurs à l'un aussi bien qu'à l'autre suivant le point de vue de l'observateurarbitre. Joël Barkan, John Okumu et leurs collaborateurs, qui tous ont enseigné ou enseignent en Afrique orientale, refusent ce manichéisme : ils ont choisi de comparer, donc de tenir compte aussi de ce qui. dans les deux cas, est semblable, et de comparer en fonction des objectifs que se donnent les gouvernants des deux pays. Il en ressort un tableau plus nuance, et plus vrai qu'à l'ordinaire, car le Kenya et la Tanzanie ont finalement beaucoup en commun: la colonisation et les colonisateurs, une relative pauvreté naturelle des politiques proches dans les années qui suivirent l'indépendance ; bref, une base concrète assez semblable sur laquelle se sont érigées des volontés idéologiques divergentes. Mais la transformation de la réalité n'est pas toujours à la mesure du projet et les problèmes de mutations sociales qui en découient se retrouvent

largement similaires. Il n'en reste pas moins que, avec leurs succès et leurs échecs, les deux pays diffèrent, d'autant plus que sont opposés leurs buts : d'un côté, au Kenya, une croissance rapide primant sur les inégalités ; de l'autre, en Tanzanie, un égalitarisme inschevé reposant sur une distribution plus équitable de la croissance. Face à ces deux définitions du développement subsiste aujourd'hui encore une pauvreté immense rendue explosive au Kenya par suite de la pression démographique : attaquée, mais non vaincue, en Tanzanie. C'est à cette aune — l'éradication réclie de la misère - que doivent être jugés l'un et l'autre régimes.

THE POLITICAL ECONOMY OF UNDERDEVE-LOPMENT DEPENDANCE IN SENEGAL -Rita Cruise O'Brien (Editor).

* Sage Publications, Beverly Hills, 1979, 278 pages. Cet ouvrage présente les problèmes actuels du Sénégal sans le vernis hypocrite de l'éloge rituel du poète-président, de la négritude et de la démocratie e à la sénégalaise ». Ouvrage d'autant plus rare que, à une exception près (le Séné-

galais B. Barry, il est le fait de spécialistes... angiophones. Introduit par deux études historiques qui démontrent la richessa de l'histoire sociale et économique de la Sénégamble (B. Barry sur le Waslo et M. Klein sur le Sine-Saloum), le livre propose ensuite des mises au point qui sont autant d'analyses théoriques. R. Cruise O'Brian rappelle l'importance économique et politique des Français et des Libanais et les limites de l'africanisation. C. Gerry, M. Mackintosh et D. Cruise O'Brien présentent quant à cux l'évolution des secteurs artisanaux et «informels»; industriels et agricoles au cours des dix dernières années. Enfin O. Le Brun offre une perspective critique des politiques d'enseignement qui révèlent à leur façon une lutte des classes. Une longue bibliographie analytique sur la dépendance clôt cet ouvrage à la fois de réflexion et de référence. — J. C.

LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE — Bernard Cubertafond

* PUP, Paris, 1979, 244 pages. Juge-t-on quelqu'un sur ce qu'il dit ? Sans doute n'est-il pas inutile de l'écouter, et B. Cubertafond ne s'en prive pas : des accords d'Evian (1962) à la Constitution de 1976, il n'est pas un document de qualque importance que son livre ne contienne. C'est, à ce titre, un bon instrument de travail; mais le travail, justement — c'est-à-dire la mise en forme de ces matériaux — reste à faire. Car l'auteur a beau citer d'autres sources, plus critiques, il ne parvient pas à se dégager du postulat qui inspire sa démarche et qui consiste à décrire une réalité à partir de son reflet idéologique tel que le renvoient les textes officiels : « Le pays une fois indépendent ne pouvait être que socialiste, puisque l'adversaire était capitaliste. » Peut-être ; ancore faudrait-il le démontrer. Parie-t-il en son nom, ses propos sonnent encore plus creux : ne craint-il pas, par exemple, que l'Algèrie de demain ne mette cen cage les en/ants et les fous, ou ne perde e le sens du don gratuit, la sérénité devant l'épreuve et la soumission à l'iné-

COLONIALISTES, AFRICANISTES ET AFRICAINS. Alf Schwartz.

* Nouvelle Optique, Montréal, 1979,

M. T. M.

Dans un essai très pertinent sur l'africanisme contemporain, l'auteur passe en revue les critiques libérales puis c radicales » (au sens angio-saxon du terme) imières années et nous en montre très franchement les limites qui tiennent, selon iui, à la nature même de la science occidentale. Les critiques personnelles ou idéologiques ne remettent guère en question le socie épistémolo-gique qui a permis non seulement l'an-thropologie des autres mais plus généralement toutes les sciences sociales. Les e blais ethnocentriques de la connaissance > concernent egalement les Africains : mimétisme ou anti-impérialisme sommaire ne régient par le fond du pro-blème, car «le surestimation doctrinaire et dogmatique des jacteurs exogènes à la société africaine (_) peut conduire une sous-estimation systematique des dépassement dialectique, le décioisonne-ment des connaissances et des points de vue est plus difficile à formuler : la révolution à mener n'est pas seulement épistémologique, elle doit être aussi poli-tique et pratique. On pourra compléter la lecture de cet essai par calle des contributions par discipiine publices dans la Bevue canadienne des études africaines (vol. 13, 1-2, 1979) et portant sur l'an-thropologie, l'histoire, la démographie, la science politique, la philosophie, etc. (A. Schwartz revenant quant à lui sur

is sociologie). — J. O.

AMÉRIQUES

LES INDIENS DU CANADA. — Sabine Hargous. * Editions Ramsay, Paris, 1980, 139 pages.

Canada et Québec : francophones contre anglophones : à prêter attention aux périphéties visibles de la politique officielle, trop sonvent l'observateur oublie - ou ignore - une autre réalité, non moins fondamentale, de ce vaste pays. Port opportunément, dans un livre solidement documenté et étayé par des observations directes. Sabine Hargous comble cette lacune.

Pour l'auteur, les Indiens du Canada sont avant tout un peuple en lutte pour sa survie. Observatrice passionnée, Sabina Hargous commence par raconter la « tragédie silencieuse » des aborigènes du continent américain, trompés par des e pillarda vanus d'Europa». Mais seules les méthodes ont changé au cours des siècles, Aujourd'hui, dans la course effrénée aux ressources énergétiques les autorités canadiennes ne font que suivre l'exemple des colonisateurs en refusant obstinément de reconnaître à l'Indien le droit à la différence. En violant même, au besoin, les dispositions de lois antérieures reconnaissant les droits inaliénables des Indiens sur leurs terres de réserve.

De l'enrachement > à la esurvis s. l'auteur aborde dans les deux premières parties les conceptions du monde des Indiens canadiens et leur quôte passionnéa d'une nouvelle redéfinition face à l'agression permanente de la société moderne. C'est la dénonciation d'un système colonial qui se perpétue sous convert d'aide et de volonté d'intégration nationale, aggravé par un refus systématique d'accepter l'Indien comme un

La troisième partie est consacrée à la ¢ résistance >. Cependant, en détaillant les formes de lutte et la prise de conscience des Indiens, Sabine Hargous va plus loin et pose en filigrane des problèmes de société qui n'affectant pas uniquement le Canada : le rôle des entreprises transpationales, une politique sberrante de déboisament, l'empoisonnegrandes scieries, la destruction de l'équilibre naturel et la poliution de l'environnement sont autant de cas précis évoqués pour compléter un tableau différent du Canada classique. - J.-C. B.

Du jardin d'Enfants aux grandes Ecoles le CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION SUR

L'ENSEIGNEMENT PRIVE vous informe sur toutes les institutions privées de France et met gra-tuitement à la diposition du public une importante documentation édita le Buide national de l'ensaignement privé, 197, rue de l'Université. Entrée 20, rue Fabert 75007 PARIS - Tel.: 705-32-68

LE GUATEMALA ET SES POPULATIONS. — J.-C. Buhrer et C. Levenson.

* Sditions Complexe, Bruxelles, 1980, 214 pages. Jean-Claude Buhrer et Claude Levenson n'ont pas seulement écrit un ouvrage concis, et fort bien documenté, sur le Guatemaia, le plus complet du genre. lis ont su faire revivre l'histoire précolombienne, en rappelant que les descendants des peuples qui forgèrent d'étonnantes civilisations, avant l'arrivée des Espagnols, sout aujourd'hui exclus de leur société. On ne l'aura jamais assez dit : « Le soi-disant Nouveau Monde a cu 24 propre histoire, bien avent l'Europe sans doute, et en tout cas aussi exaitante pour l'esprit humain. » Les auteurs consacrent ainsi une part importante, essentielle même, de leur étude à l'histoire passée et présente de ces peuples indigènes. Malgré quatre siècles d'empreinte espagnole, ceux-ci continuent à parier leurs langues et à garder, dans blon des cas, leurs structures communautaires, la familie restant le piller fondamental de la vie sociale au village. Dans une société dominée par la classe minoritaire des ladinos, d'ascendance européenne, les premières victimes du système d'exploitation économique sont les paysons indigènes. Longtemps passifs, ils commencent pourtant à redé-couvrir leur identité. A l'heure où les forces démocratiques et révolutionnaires gustémaltèques mettent en péril le pouvoir de l'oligarchie et des militaires, en place depuis 1954, c'est un événement Agrémenté de cartes et de statistiques abondamment illustré de surcroit, cet ouvrage est sans augun doute un outil fondamental pour la connaissance du Guatemala. Il mérite d'être diffusé et

SOCIÉTÉ

tradult - R. B.

E. COMME ESCLAVES. — Jean

* Editions Alain Moreau, Paris, 1980, « Ma thèse est que les travailleurs immigrés sont une nouvelle sorte d'esclavas > : si cette affirmation - qui ouvre je livre de J. Benoît — paraît excessive s celebras dalis legardent in lenice pour mieux la voir, qu'ils étudient, tout d'abord, le meilleur dossier qu'on ait jamais publié sur la question. Rigueur et justesse du ton, richesse et précision de l'information, pertinence d'une analyse qui met à nu les mécanismes de l'exploitation et les ressorts de l'exclusion, ces qualités font de cet ouvrage un instrument de travail de première main. Elles en font, aussi, un document d'une socablante vérité. Logement (« pour bétail humain », précise le titre d'un chapitre), conditions de travail (les immigrés — moins de II % de la population salariée, — fournissent de 22 % à 50 % des blessés et des moris), santé (c'est-à-dire maladies et troubles psychosomatiques), solitude sexuelle et isolement culturel (une dizaine de mosquées, en Prance, pour deux millions de musulmans), racisme (en annexe, l'ouvrage présente une chronologie des crimes racistes commis dans l'Hexagone entre 1970 et 1979 ; dix pages pleines, on petits caractères), - ce dossier est un nouveau J'accuse. Sans élever le ton — les faits suffisent, — J. Benoît dévoile ici le vrai visage d'une société qui proclame son attachement aux principes de la « civilisation ».

EUROPE

DES SOVIETS AU COMMUNISME BUREAUCRA-TIQUE -- Marc Ferro.

* Editions Gallimard - Julliard, coll. « Archives ». Paris. 1980, 265 pages. La révolution d'Octobra est-elle le résultat d'une stratégie maîtrisée ? Cette question se trouve à l'origine de la réflexion de Marc Ferro. Pour lui, répondre par l'affirmative e revient à bolchéviser l'histoire ». Les documents qu'il présente et commente dans ce livre insistent, au contraire, sur le poids des circonstances, de la tradition et des facteurs incontrôlés : par exemple, la centralisme et la détérioration de la pratique démocratique, autérieurs au renrersement du tear, et russes avant d'être socialistes. Ces conditions se sont ensuite développées à la faveur de luttes révolutionnaires confuses ou l'affrontement des classes n'aurait pas été aussi net que les marxistes académiques la prétendent, le proiétariat ayant éclaté en diverses organisations concurrentes. Le pouvoir devait donc revenir à la force. Bien plus au'un profet théorique ou que la volonté des dirigeants, ce sont les événe-ments qui imprimérent se forme bureaucratique et autoritaire à l'Etat. En mettant en évidence cet aspect des origines de la société soviétique, ce livre permet

PROCHE-ORIENT

actuelle. — J.-P. A.

Paris, 1930, 169 pages.

aussi de mieux comprendre sa structure

LA MÉDITERRANÉE SANS LES GRANDS ? — Charles Zorgbibe * Presses Universitaires de France,

Dans sa forme interrogative, le titre recoupe l'une des revendications cons-

tantes de la plupart des pays au sud de la Méditerranée, comme celles de certains partis progressistes su nord. C'est pourquoi «la Méditerranée orientale apparaît comme le microcosme du monde d'aujourd'hui, au carrejour des tensions Est-Outst mais guest Nord-Sud a souligne très justement l'auteur. Toutefois, la question fondamentale dont traite cette étude, menée dans le cadre du programme de recherche finance par le département de l'information de l'OTAN, concerne le rôle des Deux Grands dans la sécurité de la Méditerranée : exclusion ou moderation? Le professeur Charles Zorgbibe analyse cette double hypothèse sur la base des deux conflits régionaux majeurs (la crise israélo-arabe, Chypre) et des doctrines (Kissinger et Carter) qui sons-tendent l'attitude des Grands dans la phase postérieure à la guerre d'octobre 1973. Après avoir considéré les enjeux et les risques que ces situations locales font périodiquement peser sur l'équilibre international l'auteur avance trois propositions pour tanter d'assurer la sécurité et la coopération en Méditerranée. Et d'admettre que, quelles que puissent être les tentatives, la question méditerra-

néenne demeurera cescombrante > tant

que subsisters comme présiable e le règle-

ment — voire un début de réglement —

du conflit du Proche-Orient à. Ce dernier

n'implique-t-il pas, à son tour, une

amorce de solution aux tensions Rat-

ouest, et surtout Nord-Sud? Dans l'optique développée par l'auteur, l'étape entamée par les accords de Camp David constituerait cependant un espoir.

M.-C. A.

LES PRISONNIERS B'OPINION EN ILRSS. — **Amnesty International**

* Editions Mazarine, Parls, 1988,

L'un regrette, en conversant avec un ami, la rigueur d'un verdict qui vient de frapper un défenseur des droits de l'homme ; tel autre, lors d'une réunion familiale, critique les défaillances du circuit d'approvisionnement: un troisième se pisint, dans une correspondance privée, de ne pouvoir voyager à l'étranger : inculpés de e propos antisoviétiques ». tous trois, peu après, se retrouvent en prison ou dans un camp. Le dossier que public Amnesty International abonde de parells exemples — qui dépassent, très largement, le cas des dissidents : si les contestataires actifs (politiques) sont. peu nombreux, les victimes de l'arbitraire se comptent par centaines de milliers : même la foi religieuse, même des opinions personnelles peuvent passer pour des

un citoyen de sa libertá. Examinant — faits, dates, noms à l'appul. — les conditions d'arrestation, de jugement, de détention ou de ctraitement > de « ceux qui pensent autrement ». Amnesty International jette un nouveau eri d'alarme : loin de diminuer, la violation des droits de l'homme, en Union soviétique, se durait et s'amplifie.

symptômes de maladie mentale et priver

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE. — José

* Chez l'auteur, 41, rue Camille-Des-moulins, 31400 Toulouse, 1980, 194 pages. Qu'on ne s'y trompe pas : la forme e gaullienne » du titre ne préjuge pas du fond. Au contraire, par ce patit ouvrage, José Borras entend démontrer la nécessité d'une Europe fédérale et socialiste car « la Nation souveraine, dit-il, loin de jouer un rôle d'attraction pers l'unité européenne, sert de repoussoir celle-ci. Ainsi donc, au lieu de parler de l'Europe des nationalités, on devrait plutôt parier des nationalités de l'Europe s. Reprenant l'histoire des tentstives en ce seus depuis le Moyen Age, l'auteur s'emploie, sur un ton militant, à convaincre que l'indépendance de la region n'a pas d'autre voie. - J.-P. A.

• LA FRANCE ET LE TIERS-MONDE : Michel Beaud, Gérard de Bernis et Jean Masini ont réuni dans cet ouvrage les principales interventions de chercheurs (comme Christian Palloix, Jean-Marie Chevalier ou Samir Amin) et de représantante du monde syndical et des partis de gauche français, lors d'un colloque organisé à Vincannes, en 1978, par l'Association des économistes du tiersmonde. (Presses universitaires de Grenoble, 1975, 351 pages.)

BRITAIN 1986, AN OFFICIAL HAND-BOOK : trente-troisième édition de l'annuaire publié par l'Office central d'information du gouvernement britannique. Les structures de l'Etat. ses institutions, l'économie, les sciences, la culture et les sports y sont présentés en des chapitres documentés (avec cartes, tableaux statistiques et biographie). Her Majesty's Stationery Office, Londres, 1980, 487 pages.)

AFRIQUE

NEXIQUE

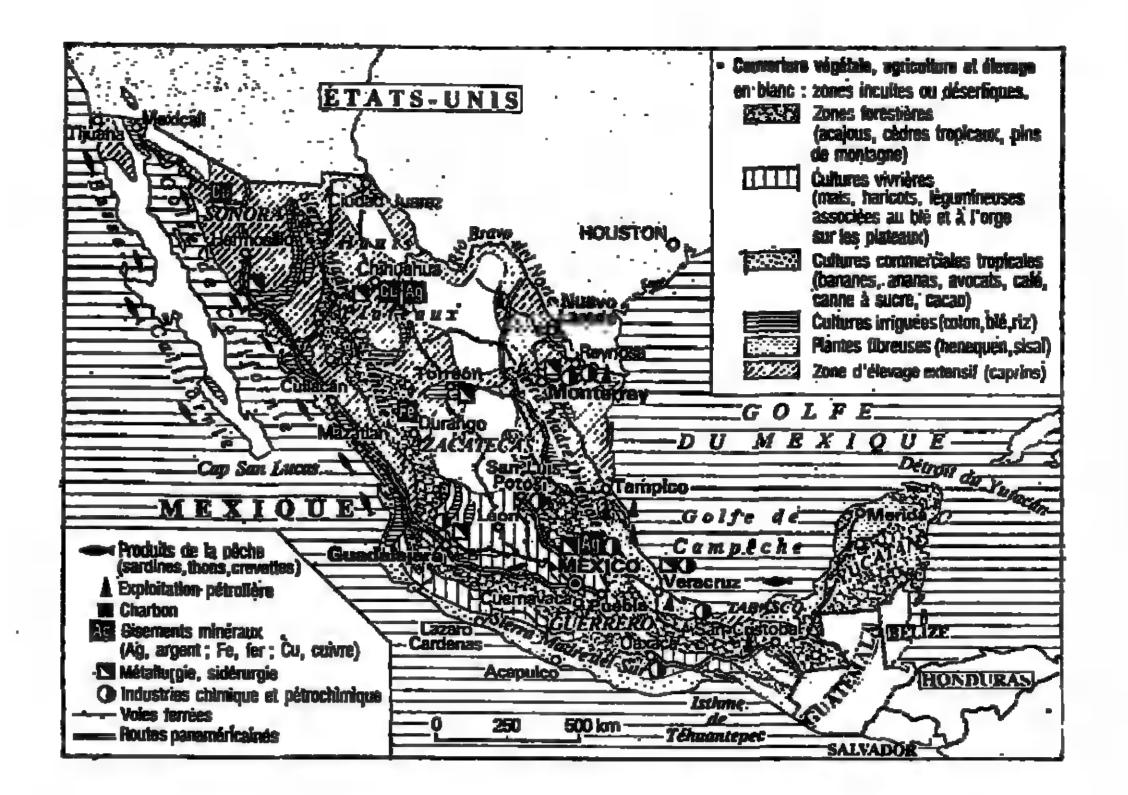
Oasis de croissance

En trois ans, le Mexique est devenu un pays qui compte parmi les puissances pétrolières de la planète, et son importance ne va cesser de croître dans les années qui viennent, bien qu'il se refuse à adhérer à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et que le président Lopez Portillo ait réaffirmé, le 18 mars 1980, une politique pétrolière basée sur l'exploitation raisonnable (environ 2,5 millions de barils par jour) et une exportation limitée à 1,1 million de barils

Les réserves prouvées de pétrole, selon le président de PEMEX, M. Diaz Serrano, s'élèvent, en effet, à 50 milliards de barils, et les experts de la société nationale pensent que ce chiffre est encore modeste,

compte tenu des explorations effectuées actuellement dans le nord-ouest du pays, D'autre part, les capacités de production et de raffinage sont suffisantes pour permettre une hausse plus significative. Telle était d'ailleurs la thèse des dirigeants de PEMEX et de plusieurs conseillers de la présidence. C'est la prudence qui l'a emporté, le président Lopez Portillo estimant et répétant que la « capacité digestive » de l'économie mexicaine n'est pas illimitée et qu'un afflux trop important de pétrodollars aurait des effets plus négatifs que positifs.

Il reste que la dynamique propre de l'effort fantastique engagé par PEMEX (15 milliards de dollars d'investissements dans l'industrie pétrolière), les pressions



extérieures, particulièrement nord-américaines, en javeur d'une hausse plus sérieuse de la production mexicaine, ainsi que les besoins propres du pays pour son marché intérieur et le financement de son développement, vont dans le sens d'une accèlération de la production. Le vrai problème qui se pose, et va se poser de plus en plus, aux dirigeants mexicains est de savoir comment résister à cette dynamique dont ils redoutent avec raison les périls.

A court terme, la progression encore raisonnable et limitée de la production pétrolière mexicaine favorise une diversification accrue des exportations, et donc une moins grande dépendance à l'égard des Etats-Unis, principal partenaire. Elle permet de dresser des plans à long terme, dépassant la simple limite d'un mandat

présidentiel normal, et de tenter de mieux équilibrer la redistribution des revenus. Il est clair, en effet, que le redressement économique de ces trois dernières années a été globalement payé par les travailleurs. Leur pouvoir d'achat a baissé d'environ 40 %. Le chômage se maintient à un taux préoccupant. L'exode rural, conséquence de structures agraires dépassées, se poursuit et nourrit excessivement des villes déjà géantes et presque incontrôlables. en particulier Mexico qui compte aujourd'hui quinze millions d'habitants. C'est donc sur le social que le président Lopez Portillo entend mettre l'accent pendant les trois dernières années de son mandat, et il compte, bien entendu, sur la manne pétrolière pour réussir.

ment de contrepoids pour éviter une dépendance économique trop

accentuée à l'égard des Etats-

Unis, et également une dépen-

dance politique, car les deux aspects sont toujours lies. Mais

les réalités ne changent pas d'un

jour à l'autre, c'est évident. Nous

autres, nous avons l'intention d'établir des contacts plus im-

portanti dans le domaine poli-

tique avec un groupe de pays

que nous pourrions considérer ou

qualifier de puissances moyennes indépendamment du camp

ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

«Nous restons fondamentalement solidaires des nations du tiers-monde»

nous déclare M. Jorge Castaneda

des affaires étrangères, qui nous reçoit dans son bureau panorabre, et toute la capitale, pratique très diplomatiquement la discrétion qui est de règle actuellement dans les milieux dirigeants mexi-

de pétrole prouvées selon M. Diaz Serrano, président de la PEMEX

— est en passe, d'ici à 1982, de devenir l'un des pays pétroliers parmi les plus importants du monde, le gouvernement préfère pour le moment employer la pé-dale douce et faire montre de modération, tout en réaffirmant sa ferme intention de négocier « durement » avec les Etats-Unis, et les autres citents potentiels.

«Le pétrole est un instrument politique », dit M. Castaneda. a Comme le président Lopez Por-tillo l'a déjà indiqué, a joute-t-ll. c'est un instrument légitime qui

pays qui possède du pétrole ac-tuellement a plus de moyens d'action que les autres. Mais le pétrole n'est pas tout. La Suisse, le Brésil ou l'Inde, qui n'ont pas de pétrole, sont quand même des

— Le Brésil a une dette extérieure encore plus lourde que la vôtre et il doit expéri-menter de nouvelles formes d'énergie alors que vous dis-C'est un pays vers lequel nous

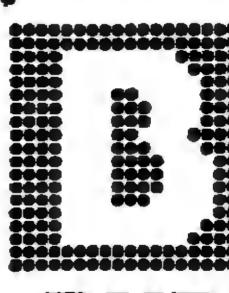
mineral de fer, ce qui est assez rare. Il y a peu de pays qui en ont : le Brésil, la Suède, la Mau-

Nous-mêmes nous autons un goulot d'etranglement dans cina ou six ans avec le minerai de fer. Par conséquent, nous pouvons développer ensemble nos ressources, transformer leur mineral de fer en « pellets » dans

deux pays peuvent coopérer étrol- négociations sont déjà bien tement. Par exemple, ils ont du avancées. Nous avons l'énergie. que par les bateaux avec lesquels ils nous envoient leur minerai de fer, nous pourrons leur envoyer du pétrole. D'après les Suédois, cette technologie existe déjà...

 Votre position pétrolière, pour ne pas parler de votre « puissance », ne modifiet-elle pas votre pratique de la diplomatie? vos relations





BNP

e MEXIQUE est loin ...

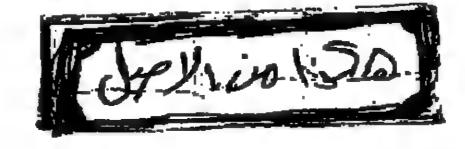
Traditionnellement tournée vers l'aide au COMMERCE EXTERIEUR, la BNP vous permet d'établir les contacts nécessaires à la réalisation de vos exportations, ou de votre future implantation, grâce à sa présence au **MEXIQUE:**

BANQUE NATIONALE DE PARIS **DELEGATION GENERALE** Avenida Juarez 4, 6ème Piso. Mexico

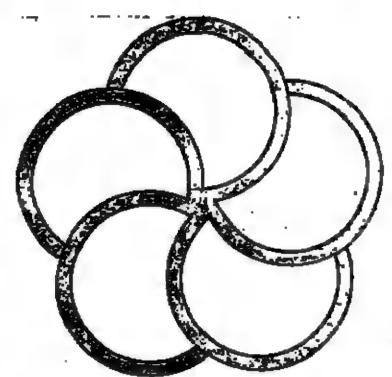
Tel. 585.40.56 - Telex 01771037 Natioper

- BANCO DEL ATLANTICO **BANQUE ASSOCIEE**
- Venustiano Carranza nº 48. Mexico Tél. 585.31.00 - Télex 01771305 Banatian





QU'EST-CE QU'ON FAIT A FONATUR?



On stimule la construction de nouveaux beauté du Mexique plus accessible.

Le Mexique requiert la construction de nouveaux centres touristiques et de nouveaux hôtels qui offrent de meilleurs services es facilités, ainsi que de nouvelles façons d'attirer le touriste national ou étranger et de rendre son séjour inoubliable.











ran joré del cabo puerto ercondido loreto

FONATUR

Participe au nouvel élan du tourisme au Mexique.

Fondo Nacional de Fomento al Turismo - Fideicomiso del Sector Turismo

en Nacional Financiera, S.A.

Isabel la Catôlica 24, México 1, D.F.

FORMIUR

. 585-30-44

a Cependant vous voyez bien qu'ils ont récemment adopté des attitudes très traditionnelles de grande puissance qui agit et fait sentir tout son poids et qui vou-drait que tous les pays amis agissent comme eux: Jeux olympiques de Moscou, sanctions économiques contre l'Iran. Et finalement, trois semaines après avoir demandé ils abandonnent. De

appartenir au camp socialiste, ils peupent jaire partie des pays occidentaux capitalistes, ou du tiers-monde.

fructueuses dans le domaine du désarmement étaient présentées

— Il s'agit d'une esquisse de rupture du schéma classique du conflit entre les puissances industrielles du Nord et les pays en voie de développe-ment du Sud.

ditionnels se modifient rapide-ment. Vous voyez vous-même ment. Vous voyez vous-même qu'il y a vingt ans le schéma était Est-Ouest, ensuite il est devenu Nord-Sud; mais il s'agit là d'une conception très linéaire, caricaturale. L'aintenant, le tiers-monde est aussi en train de de venir caricatural, car il existe une telle hétérogénéité qu'il faut envisager d'autres formules d'association et de coopération dans le domaine politique et économique. et économique.

férence dans le comportement des Etats-Unis à votre égard depuis trois ans?

— Je crois pouvoir dire que oui; on a noté jusqu'à un cer-tain point une nouvelle attitude basée sur les réalités. Ils savent que le Mexique a la possibilité de s'opposer, qu'il a de meilleures cartes de négociation; d'autre part, comme nous le savons tous, les Américains sont très réalistes pragmatiques et, pour cette raison, ils ont dû eux-mêmes changer d'attitude.

«Solidaires des nations du tiers-monde»

gé, en partie ils continuent.

Qu'elle est à votre avis l'ima-

Pourvu que ces pays aient cer-taines caractéristiques, qu'ils aient un certain poids spécifique sur la scène internationale. Des moyen-nes puissances qui se seront mani-festées par une politique indé-pendante des pays, tels que la Yougoslavie, la Suède, le Canada, l'Algérie, l'Inde, le Brésil, peut-être la Roumanie. Ils peuvent

» Je me rappelle qu'aux Nations unies les initiatives les plus par le bloc des pays non alignés.
La Suède, la Yougoslavie ou le
Mexique, sont ceux qui poussent
le plus vigoureusement à lutter
pour un nouvel ordre économique

— Dans une certaine mesure il faut chercher d'autres formules de coopération. Les schémas tra-

- Avez-vous noté une dif-

façon pacifique. Les convulsions et la faim seront telles dans dix ans que cela peut aboutir demandé ils abandonnent. De à une catastrophe, à une guerre.

Donc, un des éléments-clés est
la question de l'énergie. On ne
peu: pas la traiter de jaçon sorte que s'ils ont en partie chan-- Pendant le gouvernement Echeverria, le Mexique proisolée, mais dans la cadre d'un jetait à l'étranger l'image d'un pays préoccupé par les problèmes du tiers-monde. ensemble: mettre un certain ordre dans le système monétaire international qui est complète-ment désordonné, le commerce, les transferts de technologie, ce qui est de plus en plus impor-tant pour les pays en voie de ge du Mexique sous le gouver-nement de M. Lopez Portillo? développement. » Ce qui a changé peut-être entre l'administration actuelle et l'administration précédente - en

ché, comme c'était le cas avant, à une étape d'énergies renouve-lables et réussir ce passage de

- Nous avons profondément conscience de la solidarité naturelle qui existe entre les pays du tiers-monde. On a peut-être exa-géré ici ou là, mais cela corres-pond fondamentalement à une ce qui concerne le tiers-monde — c'est le fait que cette adminiscatégorie de pays qui ont bien certaines aspirations, certains tration est plus rigoureuse dans ses jugements et n'utilise pas — parce qu'elle n'en a pas besoin problèmes en commun et qui cherchent certaines solutions.
Nous avons pleinement conscience que le Mexique en fait partie.
Nous pensons effectivement à une
solidarité naturelle que nous désirons utiliser pour des objectifs communs. L'un d'entre eux, le plus logique, est la lutte pour renjorcer les différents éléments d'un nouvel ordre économique in-

» Le président Lopez Portillo la dit. Je crois qu'il est indis-

ternational

— Quel rôle, selon vous, joue Cuba en Amérique cen-trale?

- Nous savons qu'au Nicaragua Cuba a su une influence franchement modératrice. Les Cubains ont conseillé aux Nicaraguayens — et nous le savons — d'éviter les problèmes qu'ils avaient eus dans leur première étape. Je crois qu'ils leur on t proné la modération. Le problème est que les Etats-Unis sont vraiment obsédés par Cuba, et croient que n'importe quel mouvement d'opposition avec une inspiration de gauche, comme il y en a tant dans le monde, a la même origine: ou c'est l'Union Soviétique ou c'est Cuba, et ça ne correspond pas à la réalité.

> C'est évident qu'il existe une inspiration idéologique, car Cuba — par le simple jait d'exister et d'avoir survécu vingt ans et d'avoir résolu ses problèmes jondamentaux — apparait comme un modèle pour tous ces mouvements de gauche: les problèmes d'édu-cation, de santé, de logement, Cuba les a résolus. Tous ces mouvements de gauche pensent de façon inévitable au modèle cu-bain; mais cela ne signifie pas

van; mais cela ne signifie pas une intervention cubaine active. Cela dépend aussi de ce que font les autres pays: si on ne donne pas une aide inconditionnelle au Nicaragua, que se passet-li? Que les Cubains, eux, la donnent, et il y a donc beaucoup de professeurs cubains, de médecins cubains, et cela me semble fort bien, pourou que ce ne soit pas une aide militaire.

- Il me semble que le P.R.I. se préoccupe davantage des problèmes d'Amérique latine. On note une action un peu

paralièle à celle de l'Internationale socialiste en Amérique

- Je crois qu'il se produit dans le parti révolutionnaire institutionnel le même phénomène que dans le pays ; le pays est devenu d'une certaine façon plus com-plexe, l'incidence réciproque entre la vie intérieure et la vie inter-

- Lorsqu'on parle de dépendance, en fin de compte, il s'agit toujours d'une interdépendance. Le plus grand danger n'est pas tant que le Mexique dépende beaucoup des Etats-Unis en ma-tière pétrolière, car le Mexique a toujours la possibilité de diversifier, mais une dépendance excessive des Etats-Unis n'est pas bonne. Il nous convient à nous aussi que les Etats-Unis diver-sifient leurs sources d'approvisionnement. Nous voudrions que le Venezuela leur vende davantage nous voudrions que l'Arabie Saou-dite augmente sa production d'un million de barils, nous voudrions que l'Iran recommence à leur ven. dre trois ou x millions de barils. car cela nous donnerait une plus grande liberté, la possibilité de souffier; ils dépendraient moins de nous et évidemment il y aurait moins de pressions sur nous. »

(Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG.

Grâce à Bancomer le Méxique devient un marché parfait pour vous.

Si vouscherchez un marché où investir votre capital ou. si vous vous intéressez aux importations et exportations mexicaines; si vous desirez connaitre vos possibilités dans les affaires mexicaines ousimplement vous renseigner sur le Méxique, Bancomer est un nom à retenir dans le milieu financier: celui de la banque la plus importante de la région.



Une adresse très utile pour les affaires mexicaines.

Division International - Centre Bancomer - Ave. Universidad 1200 México 12, D.F. - Téléphone 534 0034 - Télex 1775781 BCSAME.

Bureaux àl'Etranger: Londres - Madrid - New York - Los Angeles - Tokyo - Sap Paulo

AE BC T 48/80

Associé à Libra Bank Ltd. of London.

précédée dans les moyens de communication de masse d'une large ouverture vers la gauche.

A liberté de la presse maxi-

en pratique, par les intérêts des

éditeurs de journaux et de revues.

L'ouverture politique qui s'est tra-

duits, en 1978, par une amnistie

et par le légalisation de plusieurs

formations politiques, y compris celle du parti communiste, a été C'est ainei qu'est apparu le premier quotidien de tendence gauchista du pays, Uno mas uno, qui se caractérise par une grande partie, à l'influence de la presse indépendance de lugement et par des points de vue critiques à l'égard du gouvernement, qui ne vont pas, cependant, jusqu'à la contestation totale. Les plus im-

portants représentants de cette presse de gauche sont, outre Uno mas uno, la revue Proceso. l'agence Cisa et le journal El.Dia (bien que ce demier reflète souvent l'opinion de l'alle gauche du Parti révolutionnaire Institutionnei (P.R.I.) et qu'il adopte en politique étrangère une ligne pro-soviétique). Cette situation a eu pour conséquence un meilleur traitement de l'information, à tel point que de nombreux reporters mexicains sont considérés comme « subversits - dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Cela dit. il convient d'indiquer, au passif, les intérêts des éditeurs et propriétaires de journaux, les bas salaires payés aux journalistes et la diffusion relativement faible de la

La presse : corruption et libertés

H n'est pas rare que certains patrons de presse fassent des affaires qui n'ont rien à voir avec le journalisme, à l'ombre protectrice d'un important moyen de diffusion. D'où l'énorme inflation de titres et de revues. Dans la seule ville de Mexico, on édite vingtsept quotidiens, mais aucun d'eux ne dépasse un tirage de quatre cent milie exemplaires. En revenche, le volume de publicité disponible est très important grâce, en

nord-américaine au Mexique. Lee bas selaires des journa listes sont complétés par de « commissions » qui proviennent très souvent des organismes du qu'un journaliste touche un salaire « complémentaire » l'un ou l'autre ministère. Cette corruption n'interdit pas une professionnalisation de pius en plus grande de la presse et un niveau de qualité en hausse très nette. Cette situation n'empêche pas non plue que plusieurs bataliles politiques se livrent grâce à la presse. En fait, l'éventail des opinions représentées dans la presse mexicaine est, maigré tous les détauts eignalés, beaucoup plus grand que dans tous les autres pays d'Amérique latine.

JOSE CARRERO.

— de moyens gratuits et irri-tants. Je crois que le Mexique est maintenant un pays suffisam-ment mûr pour préserver, d'abord, son indépendance, ensuite, sa solidarité avec tous ces pays, mais sans triter gra-tuitement d'autres pays tels que les Etats-Unis. Mais nous avons la même conscience qu'aupara-vant de notre solidarité à vec le tiers-monde. Nous restons fon-damentalement solidaires.

Le rôle de Cuba

nationale est plus importante.
Auparavant, nous vivions heureux... comme si l'extérieur n'existait pas. Maintenant, je crois que
le parti aussi a conscience de
l'ambivalence de ces interactions.

 Vous avez indiqué dans un discours récent que l'un des plus graves dangers pour le Mexique n'est pas tant la dépendance du pays à l'égard des Etats-Unis que la dépendance de ceux-ci à l'égard du nétrole mexicole. petrole mexicain

SIC

les matiens de tiers-monde,

La presse : corraption

Le pétrole, facteur d'autonomie et d'indépendance

le Mexique va, en raison de sa géographie et de ses ressources, prendre une place de plus en plus grande dans l'histoire de l'humanité, déclarait le président Lopez Portillo en 1979. L'abondance pétrolière place en effet ce pays en position de force : elle garantit une autodétermination croissante dans les grands choix politiques et économiques et permet une plus grande autorité dans les négociations internationales. Elle laisse entrevoir à l'horizon 2000 l'image d'un Mexique devenu une grande puissance industrielle, et peut-être même libéré du chômage. Le pétrole, « levier de la croissance », rend crédible l'effort de planification à long terme qui a permis la mise au point depuis 1978 du plan national de développement urbain, du plan national de développement industriel et des plans du tourisme et de l'emploi.

L'abondance des découvertes, la productivité exceptionnelle des forages suscite une réévaluation constante des réserves pétrolières : les réserves prouvées sont

réserves pétrolières : les réserves prouvées sont passées de 6 338 millions de barils en 1975, à 11 160 en 1976, 14 600 en 1977, 40 194 en 1978, 45 800 an 31 décembre 1979 et 50 000 en mars 1980. Place ainsi au sixième rang mondial, le Mexique évalue à 50 000 millions de barils ses réserves probables et à 200 milliards de barils ses réserves po-

Les quatre grandes sones de réserves sont situées à Réforma 399,6 (7000 km²), dans la Sonde de Campeche (8 000 km2 offshore), gouvernement fédéral et du secdans le paléocanal de Chicontepec

(comptant à lui seul pour un volume de 17 640 millions de barils) et dans le bassin de Sabinas (Coahuila): 40 000 km² avec un extraordinaire potentiel de gas Mais les découvertes récentes au large de la péninsule de Basse Californie, et surtout celle d'un champ pétrolifère de 47 200 km² sur la côte ouest (Jalisco) permettent d'envisager dans l'avenir un glissement du centre de gravité pétrolier vers le Pacifique.

La production, qui avait triplé entre 1973 et fin 1978 (1,5 millions de barils/jour contre 500 000) a déjà franchi le cap des 2 millions de barils/jour et atteindra dès 1980 l'objectif fixé pour 1982, soit 2,2 millions de barils/jour. La capacité de raffinage, avec la mise en service de nouvelles unités à Salina-Cruz, Tula, Cadereyta, passera de 974 000 barils/jour en 1977 à 1674 000 en 1982 et 2070 000 en 1674 000 en 1982 et 2070 000 en

La pétrochimie de base, contro-lée par PEMEX, notamment avec les nouveaux complexes de la Cangrejera, de Cactus, d'Allende, quadruplers sa production (5,2 millions de tonnes en 1977. 18,6 en 1982 et 23,8 en 1985). Ces progrès spectaculaires sont l'effet d'une concentration de l'investis-sement public dans le secteur pétrolier, qui recueille 28 % des investissements en 1973 et 29 % en 1979. Le budget de PEMEX est passé de 70,6 milliards de pesos en 1976 à 110,4 milliards en 1977, 165,9 en 1978, 289,8 en 1979, en 1980. Il représente aujourd'hul 24 % des dépenses du

de fournitures entre PEMEX et

la CFP, portant sur 5 millions

de tonnes par an à partir de

Le Mexique joue également sur les prix; tout en restant à l'ex-

térieur de l'OPEP, il a pratique-

ment doublé le prix de son pétrole.

brut par les hausses de 1979 et de

1980, le portant à 32 dollars au premier trimestre 1980. La poli-

tique des prix doit garantir une

progression des recettes, alors que

le président Lopez Portillo a dé-

cide, en janvier 1980, de plafonner

la production à 2,5 millions de ba-

rils-jour, dont la moitié expor-

table. Cette mesure vise à éloigner

les éffets « pervers » d'une surabondance en pétrodollars, le dan-

ger étant de rendre sans effet une stratègie d'industrialisation repo-

sant sur une revalorisation du

pérrole et de « déstabiliser » le

système politique. La leçon ira-

nienne a été retenue, et l'idée que

le Mexique puisse devenir la

Un endettement croissant

L'AUTOFINANCE-MENT n'étant que partiel card d'Estaing au Mexique, en (68 % en 1978). PEMEX 1979, se traduisant par un accord doit s'endetter; la société d'Etat a obtenu pour 51 306 millions de pesos de crédits en 1978, dont 42 525 (83 %) d'origine externe. En 1978, 52,7 % de l'accroisse-ment de la dette publique externe provenait du secteur pétrolier et la dette étrangère de PEMEX atteignait 4,5 milliards de dollars, dont 1.8 milliard obtenu dans l'année. PEMEX a obtenu en septembre 1979, de soixantesix banques de onse pays, avec pour chef de file la Bank of America, un crédit « historique » de 2,5 milliards de dollars dont 500 millions destinés au financement de la dette.

De pays importateur de pétrole, en 1973-1974, le Mexique est devenu un pays exportateur : 11.9 millions de mètres cubes en 1977, 19,3 en 1978, 28,1 pour les onze premiers mois de 1979, La valeur du pétrole brut exporté a plus que triplé (987 millions de dollars en 1977, 1663 en 1978, pour janvier - novembre 1979), sa part dans les exportations de marchandises passant de 26 % en 1977 à 44 % en 1979.

Depuis 1978 — les Etats-Unis comptaient alors pour plus de 86 % du marché pétrolier mexicain, - les efforts pour une diversification des ventes sont manifestes : à la clientèle d'Israël et de l'Espagne, des contrats importants (au minimum 100 000 barils-jour) ont ajouté celles du Japon, du Canada, de 📙 providence des pays consommateurs de pétrole, en se substituant
aux exportateurs défailiants ou
matthusiens, est repousée catégoriquement. Certes, le président
Lopez Portillo, dans son discours
du 27 septembre 1979 devant
l'assemblée générale des Nations
unies, affirmait que « les ressources énergétiques relèvent,
pour ce qui est de leur partage,
de la responsabilité de l'humanité ». Il proposait, ce qui n'enthousiasma guère les pays membres de l'OPEP, l'adoption d'un
plan mondial qui, tout en garantissant la souveraineté entière et
permanente des peuples sur leurs
ressources naturelles, permettrait
de rationaliser l'exploration, la
production, la distribution, la
consommation et la conservation

des sources actuelles d'énergie, en presnier lieu les hydrocarbures. Mais dans l'attente de la nais-sance de ce nouvel ordre éner-gétique international, décidé tous, « le Mexique utilisera ses ressources selon ses convenances.

Toutefois, à la dixième conférence ministérielle de l'Organi-sation latino-américaine de l'énergie (OLADE), en décembre 1979. le Mexique — tout comme le Venezuela — s'est montré favorable à la demande des pays de la région non autosuffisants en pétrole, de recevoir des garanties pour un approvisionnement stable et aux prix officiels.

La solidité des positions mexicaines a été démontrée par les succès récents dans les négociations avec les Etats-Unis. Refusant de devenir « la station-service bon marché des Rtats-Unis 1 le Mexique a limité à 300 millions de pieds-cubes-jour le volume de caz exporté su lieu des 2 milliards envisagés, et a obtenu, dans l'accord signé le 19 octobre 1979 entre PEMEZ et six sociétés américaines, un prix de 3,625 dollars les 1 000 pieds cubes, alors que M. Schlesinger avait fait échouer les négociations, en 1978, en refusant l'offre mexicaine de 2.6 dol-

L'autonomie de décision de Mexique s'est manifestée avec éclat en mars 1980, avec l'abandon du projet d'adhésion au GATT. En échange de quelques avantages commerciaux, immédiats, le Mexique aurait en effet risqué, par son adhésion, de compromettre son plan industriel bâti sur le pétrole, sur une poli-tique de subventions et sur le publiques, et îl se serait privé de l'emploi efficace de l'arme pétro-lière dans des négociations commerciales bilatérales, consolidant ainsi de fait la position dominante des Etats-Unis.

JEAN REYEL-MOUROZ.

Exportateurs on Importateurs français

MEXICO CONTACTS

Apto Postal : 5-524 - Tél. : 543-86-59 - Teler : 617-74349 Att. P. STAELENS Est votre ANTENNE à Mexico afin de mieux aborder le marché mexicain (informations économiques et juridiques, études, orga-

EMMISA

nisation de vos missions, appui logistique).

37, boulevard Malesherbes, PARIS (8°)

remercie

SICARTSA

de la confiance qu'elle a donnée à ses fournisseurs français pour la réalisation du complexe de Lazaro Cardenas, Michoacan, dans lequel notre société a fourni les équipements et le montage des stations de concassage primaire, secondaire et tertiaire, lors de la phase L

Notre société poursuit ses efforts au Mexique afin de resserrer les liens avec ce pays, notamment par ses accords avec :

FRANCOMEX

509, Paseo de la Reforma - MEXICO - 5 D.F.

une expansion à l'image de celle du Mexique

vant de se rendre en visite officielle en France pour rencontrer à Paris le Président Valéry Giscard d'Estaing, Monsieur José LOPEZ PORTILLO, Président de la République du Mexique, a nommé Monsieur Enrique LOAEZA TOVAR au poste de Directeur Général de la Compagnie AEROMEXICO. Spécialiste du droit aérieu et ancien Directeur de l'aéroport de Mexico, Monsieur Enrique LOAEZA TOVAR a promis de consacrer tout le dynamisme de sa jeunesse au nouveau développement d'AERO-MEXICO.

Sous le signe du chevalier aigle

C'est le profil altier de Cuauhtecuhtli, le « chevalier aigle » des aztèques qui décore la dérive des DC 10/30 orange et argent de la grande compagnie mexicaine. L'union d'un grand avion moderne et d'un demi-dieu indien révèle aux voyageurs francais le destin que s'est choisi le Mexique d'aujourd'hui : celui d'une grande nation à la recherche de son passé.

Les laboratoires mexicains exportent des hormones et des produits pharmaceutiques. Le Mexique exporte aussi son café, son coton, ses condiments et de très nombreux fruits frais qui arrivent par avion sur les marchés français et européens. Fraises, pamplemousses, asperges, mangues

Leur production à « contre-saison » devrait être favorable à une importation sur le marché français.

sont appréciés des consommateurs du monde

Le métro de Mexico est français!

La France, pour sa part, exporte au Mexique des machines-outils, des pièces détachées industrielles et du matériel ferroviaire : c'est une entreprise française qui a installé le metro de Mexico. Un nouveau tronçon est en voie d'achèvement. La France participe également à la réalisation du gazoduc qui conduira vers les Etats-Unis le gaz des

gisements du sud du Mexique. La France exporte, bien entendu, vers le Mexique ses produits de luxe : vins, alcools, parfums et



AEROMEXICO assure de nombreux vols vers l'Amérique du nord et l'Europe. (jusqu'à quatorze vols quotidiens entre Houston et Acapulco !)

Depuis 1974, AEROMEXICO connaît une des plus fortes croissances de toutes les compagnies aériennes. Sa flotte comprendra 43 appareils: 3 DC 10/30, 2 DC 10/15, 18 DC 9/15 et DC 9/30, 3 DC 9 Super 80, 9 DC 9/32, 8 DC 8/51, soit une augmentation de plus de 30% en un au.

3 vols par semaine de Paris au Mexique.

AEROMEXICO vous propose 3 vols hebdomadaires sur ses lignes régulières au départ de Paris, dont 2 vols directs à un prix spécial « vacaciones » de 2770 f. pour un vol PARIS-MIAMI et retour.

Le sud des U.S.A. et l'Amérique Centrale.

Vous quittez Paris le lundi ou le vendredi à 14 h 30 pour atterrir à Miami à 17 h 55 et à Mexico à 20 h 05 (heures locales). A partir de Miami, toutes les routes de l'Amérique centrale et de l'Amérique du sud vous sont ouvertes, ainsi que le sud des Etats-Unis; de la Floride à la Nouvelle Orléans.

Un vol exclusif de Paris an coenr du pays Maya.

Vous quittez Paris le mercredi à 13 h et vous atter-rissez à Cancun à 18 h 20 et à Mexico à 21 h 25 (heures locales). Ce vol exclusif de Paris au Yuca-tan est la voie royale de la découverte du Mexique.

Le vecteur privillégié des échanges commerciaux franco-mexicains.

De nombrenz hommes d'affaires ont choisi AEROMEXICO pour la régularité et la souplesse de ses services et ses nombreuses baisons à l'intérieur du Mexique.

Le Mexique exporte son minerai d'argent. Mais ses artistes et ses artisans créent des bijoux et des objets d'argent qui devraient connaître un grand succès sur les marchés français et européens, en raison de leur originalité, de leur élégance et de leur

les entreprises et les artisans mexicains sont égale-ment à même de proposer des produits de tissage et de cuir : maroquinerie, chaussures (les bottes mexi-caines sont célèbres), vaunérie, etc. . .

Rappelons que la Régie Renault n'a pas hésité à construire une usine automobile et que de nombreuses entreprises françaises participent à l'installation du centre sidérurgique de Las Truchas, dans l'état de Michoacan.

L'Institut Mexicain du Commerce Extérieur en France (I.M.C.E.) s'emploie d'ailleurs à develop-per les échanges avec la France.

AEROMEXICO, pour sa part, apporte un soin tout particulier au développement de son département « fret palettisé ». L'escale de Miami lui ouvre toutes les destinations de l'Amérique Latine.

Du pacifique aux plages caraïbes : chaque jour une fête!

Le climat idéal de ses hauts plateaux, la luxuriauce, le charme et l'animation de ses stations caraïbes on pacifiques font du Mexique une destination de vacances et de détente idéale, même pour ceux qui ne subissent pas la fascination des vestiges préco-

Un musée vivant

Des villes, des temples, des palais et des tombeaux, Olmèques, Toltèques, Aztèques et Mayas se dressent sur toute la terre mexicaine et sont devenus, grâce an constant effort de l'Etat, de véritables sanctuaires archéologiques de plusieurs centaines de kilomètres carrés, qui font du Mexique un musée vivant de la taille d'un continent.

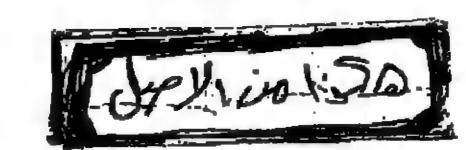
45 escales pour découvrir le Mexique en liberté

De Tijuana à Cancun, AEROMEXICO propose 45 escales qui permettent aux voyageurs de découvrir dans toute sa diversité ce pays aux dimensions d'un

Il est possible de voyager à pen de frais sur les lignes intérieures d'AEROMEXICO qui propose une formule de forfait à la semaine (kilométrage illimité) à raison d'un vol par jour; exemple:

VIMEX » 7 jours : 500 F.

AEROMEXICO veut être le lien privilégié entre la France et le Mexique pour le plus grand développe-ment futur de leurs échanges culturels, touristiques et économiques.





Une situation agricole difficile

de produits agricoles nord-amélaissé entendre s'agissait d'un appui donné aux Etais-Unis dans leur effort pour organiser un boycottage contre l'Union soviétique, à la suite des événements d'Afghanistan.

Le ministère des affaires étrangères mexicain a aussitôt réagi qualifiant la nouvelle de « ridicule » et expliquent que les achats répondaient à des besoirs réels.

Le problème n'est pas nouveau. L'an dernier, le Mexique evait acheté 6 millions de tonnes à différents pays (Etats-Unic Canada Australie, Nouvelle-Zélande, Bréall et Argentine) pour un montant de 19,145 milliards de pesos (1 dollar = 24 pesos). Cette année, l'achat est d'une valeur de 17,250 milhards de pesos, et seulement aux Etats-Unis, pour l'importation de 1.7 million de tonnes de mais, 1 million de tonnes de sorgho, 650 000 tonnes de blé, 500 000 tonnes de haricots.

Blen que le Mexique consacré près de la moitié de ses terres cultivables au mais (7,200 millions d'hectares), 1,585 million d'hectares aux haricots et 628 000 hectares au blé, on a l'impression que les efforts du gouvernement ne sont pas encore suffisants. Il en résulte que le Mexique a un modèle de consommation très rigide et peu diversifié. Les 11 millions de tonnes de mais que produit le pays ne suffisent pas à la fabrication des célèbres tacos (tortillas), à la base de tout menu mexicain.

Les importations de mais

L turo Warman calcule que, « approximativement, 75 % de la population trouve dans le mais la majeure partie des calories et autres éléments nutritifs ». Effectivement, chaque habitant consomme quatre fois plus de maïs que de blé et dix fois plus que de haricots.

La demande croissante de mais et l'augmentation des prix sur le marche avaient déjà, dans les années 70. contraint le président Luis Echeverria a mettre en place

institution avait établi un « prix de garantie » qui, en raison de est i me que l'organisation plus et c'est grâce à leur effort que, l'inflation, se trouve, à l'heure équitable de la production pouractuelle, proche du prix de production agricole suffisante.

Le CONASUPO achète production agricole suffisante.

Le conasure production production agricole suffisante. servent d'abord à ravitailler tortillerias des zones urbaines. Face à une production insufficante, certains technocrates ont proposé une importation systematique de céréales, grâce aux devises provenant du pétrole. Mais la production et la commerciali-

moitié de la valeur de la production de l'agriculture et de l'élevage, pour 43 % de la superficie agricole. Bien que ces petits propriétaires *(efidatarios)* et communautés aient une grande capacité d'absorption de la force de travail

en 1980 ses prêts aux paysans à milliards de pesos, contre (80 % de la main-d'œuvre rurale). sation des céréales sont déjà ils ne bénéficient pas de tous les 38 milliards en 1979. C'est insuffisant, certes, mais cela est peut-être la première réaction du gouvernement. Cependant, le président des chambres d'industrie (CONCA-MUN) estime qu'une telle politique conduirait à une situation économique «inessicace et insensée» puisqu'elle «ne profite pas des avantages comparatifs du marché mondial », ce qui, à son avis, est possible grace à l'importation des aliments payés avec les bénéfices du pétrole. Cette apologie des vielles idées de David Ricardo a valu au patron des industriels d'être la cible de la presse pro-Les « déviations »

evantages du crédit. Cette situa-

tion est presque généralisée dans

les pays du tiers-monde, où les

petits propriétaires utilisent plus

de main-d'œuvre que les grandes

sociétés agricoles et prodrisent

selon les besoins du marché na-

tional, pendant que les grandes

En effet, c'est sur les épaules

sociétés le font pour satisfaire le

de la politique de soutien aux prix alimentaires

E chef de l'Etat a décidé l'anulation de la politique de soutien aux prix des aliments estimant que ces subsides, destinés aux masses populaires, ne remplissaient plus leur rôle puisqu'il y avait des phénomènes de « déviations » (exportations, usage industriel), de telle sorte que les prix « soutenus » favorisaient les grands commerçants et les classes

Le gouvernement a précisé que la politique de soutien continuerait seulement dans les magasins de la CONASUPO et que le sucre serait vendu à prix réduit aux «familles pativies » sur présentation d'une carte. Et le président Lopez Portillo a donné le feu vert. le 18 mars 1980, à un vaste plan appelé csystème alimentaire mexicain, qui vise l'autosuffisance alimentaire de l nation. Mais des obstacles importants demeurent sur le chemin d'une modernisation de l'agri-

Le Chiapas, splendide et menacé

pour l'Etat de Chiapas, le rempart le plus efficace contre les velléités du voyageur de s'aventuprivilégiée des pouvoirs publics, ni Après l'isthme de Tehuantepec et en crédits ni en assistance techaux confins du Guatemala, le nique. Pour remédier à cette dis-Chianas reste encore un monde à crimination, le gouvernement a part dans la mosaïque mexicaine. annoncé que la Banque du crédit Si Tuxla-Gutierrez, la capitale, rural (BANRURAL) augmenterait décoit quelque peu, San-Cristobalde-Las-Casas offre toujours les mille facettes d'un marché indien richement coloré et authentique. Partout dans cette région' demeurée en dehors des grands courants jusqu'au récent essor pétrolier qui menace de tout bouleverser, on retrouve quelque chose du Guatemala voisin.

Huitième Etat de la fédération par sa superficie, avec 75 000 kilomètres carrés, le Chiapas compte à peine deux millions d'habitants. De bonnes distances séparent les villages, et dans les montagnes les pueblos s'étaient à l'aise. San-Cristobal, l'ancienne capitale coloniale, ressemble aux bourgades de l'Altiplano guatémaltèque : à quelque 2000 mètres d'altitude. les nuits sont froides. Egiises baroques, bougainvillees, hibiscus flamboyants, placettes et ruelles bordées de maisons coloniales cossues aux fenêtres grillagées ! C'est une bourgade paisible d'environ quarante mille habitants. Dans la journée, on croise des indiens vetus de leur costume traditionnel. Mais à la tombée du jour, ils regagnent leurs villages à pied, à dos de mule ou en camion. Et dans le silence du soir. seul monte le son lancinant de la marimba.

Dans le voisinage, les villages aux noms chantants sont le domaine des Indiens descendants des Mayas. Ils sont encore quelque trois cent cinquante mille à vivre ici en marge du pays et tentent silencieusement de préserver leur héritage ancestral. Au cours des siècles de colonisation, ils ont réussi à maintenir des structures sociales et une économie d'autarcie grâce précisément à leur éloignement des grands centres de décision politique.

Zinacantan Amatenango, Chamula. Oxchuc : l'entrée du village est marquée par des croix. Mais il ne faut pas s'y tromper : les croyances traditionnelles sont les plus fortes malgré le vernis chrédu blanc rude des cotonnades rayures qui zèbrent les tuniques Le chapeau des hommes est un chef-d'œuvre d'habileté : plat, à large bord, il est orné de multiples rubans de couleur. Quand les faveurs flottent au vent cela veut dire que l'homme est encore

Les femmes portent le plus souvent des jupes soncées et leurs huipiles s'ornent de fines broderies d'une harmonie de couleurs étonnantes.

Plus au nord, de « vieilles pierres» témolgment de la majesté des civilisations oimèque et maya, Bonampak raconte dans des fresques d'une qualité exceptionnelle, la vie quotidienne des Mayas, leurs préoccupations, leurs fêtes et leur rituel. Cette merveille n'a été « découverte » qu'en 1946... Palenque avait été retrouvée sous son épais manteau végétal en 1773, mais c'est en 1951 seulement que l'archéologue mexicain Alberto Ruz Lhuillier devalt y mettre au jour un tombeau souterrain dans le temple des Inscriptions, l'une des « pièces » les plus fabuleuses du passé précolombien. Et à Villahermosa, capitale du Tabasco, la téte géante du musée de La Venta témoigne pour le mystère des Olmèques.

C'est dans le Chiapas que survivent les derniers Lacandons voués à plus ou moins brève échéance à la disparition totale. A San-Cristobal, le musée de Na Balam, mis sur pied par l'anthropologue Franz Bloom et dirige maintenant par sa femme, expose des trésors d'un peuple qui meurt à petit feu. Les Lacandons

ont perdu leur ressort vital Comment intégrer les Indiens marginaux à la communauté nationale alors qu'eux-mêmes ne semblent guère désireux d'accepter les bienfaits d'une « civilisation = qu'on veut leur imposer? Le boom pétrolier n'est pas loin et ses vagues brutales finiront bientôt par éclabousser le Chiapas. Dans les Etats voisins de Tabasco, de Campêche, et de Vera-Cruz, les derricks ont surgi au-dessus du tapis végétal d'énormes machines ont détruit silence.

CLAUDE LEVENSON.



ECONOMISTE mexicain Ar-

monopolisées par les Etats-Unis et les grandes sociétés transnatioconditions de stockage.

nales, et, pour cette raison, il n'est pas toujours avantageux de faire appel au marché international. De de 30 % due à une mauvaise ma-

olus, on constate aujourd'hui que le mais importé subit une perte nipulation, à des déchargements

inopportuns et à de mauvalses le Conseil national des subsides Les autorités gouvernementales des petits paysans mexicains que populaires (CONASUPO). Cette sont inquiètes de cette situation. repose la production du plus

Nacional Financiera S.A. est une des plus importantes banques du monde... ... elle est au Mexique.

Fondée en 1934, Nacional Financiera S.A. (NAFINSA) est le principal instrument du Gouvernement Fédéral du Mexique pour financer le développement économique de ce pays. En tant que banque de développement, NAFINSA est chargée du financement des industries de base, des petites et moyennes entreprises, de la promotion des projets industriels régionaux et du tourisme. En tant que principal agent financier de l'Etat, NAFINSA a contribué à la consolidation du crédit international du Mexique. Nos syndicats d'investissement, en commun avec des banques d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Allemagne et du Japon, repèrent des occasions nouvelles d'investissement au Mexique et lancent des co-entreprises. La promotion de l'industrie au Mexique, c'est

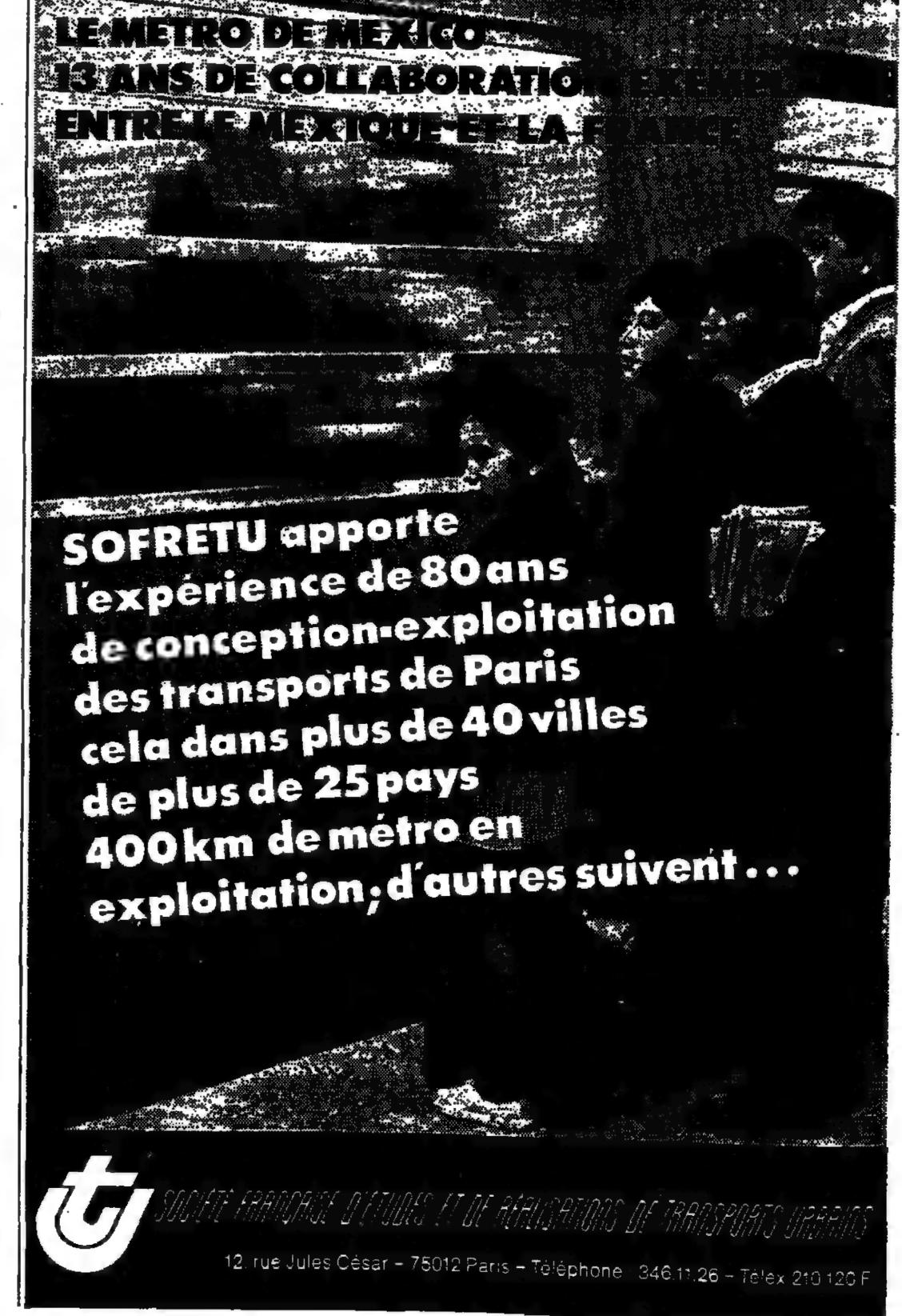
nacional financiera, s. a. sabel la Católica No. 51



Grande-Bretagne Seventeenth Floor Ninety Nine Bishopsgate London EC2M-3-XD

Washington 1120 Connecticut Avenue Suite 1140 Bender Building Washington, D.C. 20036

New York 450 Park Avenue Suite 401 New York, N.Y. 10022 Japon Kokusai Building 918 1-1 Maronouchi 3-chome Chiyoda-ku Tokyo 100, Japan





La mission archéologique et ethnologique française

A l'écoute de Tonina...

'EST en 1961 que lut londée la Mission archéologique et ethnologique française au Mexique, sous l'égide du ministère des affaires étrangères (direction générale des relations culturelies). Cette fondation n'était en tait qu'une renalssance, héritière d'une longue tradition de recherches trançaises au Mexique. Les traveux d'Aubin, de Bresseur de Bourbourg, de Chernay et de Waldeck montrent au dix-neuvlème siècle l'intérêt de ce pays pour les scientifiques français : ils furent suivis par les activités de la Commission scientifique du Mexique, organizée lors de la malencontreuse expédition de Maximilien. et dont le dictionnaire nahuati de Simion constitue une des meilleures productions. Puls, en 1930, la création par le professeur Rivet de l'Ecole française de Mexico devait en particulier tournir ins contributions de MM. Ricard at Soustelle, Après une interruption due à la seconde querre mondiale, M. Stresser-Péan aboutlesait à la fondation de la mission scientillque telle qu'elle existe, et. ejoutait à l'apport fondamental de la direction générale des re-

lations culturelles une contribution, non négligeable, du Centre national de la recherche acien-

Bénéticiant d'un statut officiel, puisqu'elle est partie prenante des accords culturels bilatéraux depuis 1970, la Mission archéologique et ethnologique française au Mexique est chargée de développer les recherches françaises au Mexique; notamment, elle dolt canaliser, par obligation des autoritée maxicaines, toutes les demandes trançaises dans le domaine toulours délicat de l'archéologie. Ses activités se poursuivent en étroite relation evec l'institut national d'anthropologie et d'histoire du Mexique nes de recherche. Pendant plusieurs années, la M.A.E.F.M. a travaillé au Mexique dans la Huasteca et sa périphérie : il s'agit des plaines chaudes de Tampico et des hauteurs de la Sierra Madre orientale, à l'ouest, où turent effectuées des études archéologiques, historiques, ethnologiques et botaniques. Les activités de la Mission ont également touché à l'Amérique centrale, notamment au Panama et au Honduras.

Deux «terrains»

A CTUELLEMENT, doux - terrains - constituent la préoccupation principale de la Misalon : le site de Tonina, dans l'Etat du Chiapas, et le secteur situé à l'est de San-Luis, Potosi. où une recherche pluridisciplinaire commence cette année. Son objectif, à partir des connaissances accumulées sur la Huasteca et de restes archéologiques, est de préciser l'évolution du peuplement de la région, celle de son milieu physique et les rapports entre cette région et les plaines de l'Est, teaux de l'Ouest, du Nord et

MAN OFTE

ner de 80 ans

aget de Paris

THE STATE OF ITS

40 villes

The sofres sulvanian

KEMPLE

La cité maya classique de Tonina, située dans la valiée d'Ocosingo, au Chiapas, e fait l'oblet de cinq campagnes de toulles depuis 1972, Bien que se trouvant à la limite des hautes terres et hors de la grande forêt tropicale humide où est née la civilisation maya, Tonina présente toutes les caractéristiques principales des cités classiques : temples et palais à pièces couvertes en voûtes, terrains de jeu de balle, sculptures à inscriptions hiéroglyphiques. Les touilles architecturales ont été limitéus à la détermination des éléments essentiels des édifices correspondant à l'apogée de la cité au cours de la période classique récente (de 593 à 909 après J.C. selon les inscriptions chronologiques dont nous disposons). Ont été étudiés deux das principaux temples, les deux terrains de jeu de balle et diverses plates-formes d'habitation: La sculpture s'est révélée abondante et variée, utilisant tant la ronde-bosse que le bas-rellet. Stèles et statues représentent les dignitaires de la cité. Des statuesde captifs et des scènes de capture ligurant sur des panneaux témoignent d'une activité militaire sans doute plus importante que calle d'autres centres contemporains.

L'analyse des nombreuses inscriptions a permis d'établir une liste de neuf dirigeants successlis, dont le nom est associé à divers titres honorifiques et à un glypho-emblème désignant

la cité de Tonina. Afin de connaître l'organisetion régionale de l'habitat, une a été établie. Au classique récent. Tonina était le seul centre maleur, la population de la valmeaux piacés de préférence sur les collines, et dont certains possédaient de petits temples à usage local.

Tonina a été abandonnée après 909 à la suite d'événements viode nombreuses sculptures, et en statues de dignitaires. On tend à adopter l'hypothèse d'une in-

Bien que les recherches aient tigas de la périoda classique, on a pu établir que l'occupation de la région avait commencé eu

préciassique récent, vers la début de notre ère, et avait continué jusqu'à la conquête espegnole. Afin de connaître les grandes lignes de l'évolution culturelle, des origines à nos jours, et en particulier d'étudier la persistance de certaines formes d'habitat dispersé, des recherches ethnologiques et linguistiques, ont été effectuées dana des communautée mavaizeltal actuelles de la région. Ces travaux, que l'on souhaite poursulvre, permettront de mieux connaître une région particulièrement intéressante de l'ère maya qui n'avait pas Jusqu'à présent fait l'oblet de recherches -

En dehors de ces activités de recherche propres, la M.A.E.F.M. têche, dans un cadre budgétaire limité, d'offrir aux chercheurs de passage ce qu'il est convenu d'appeier des services : une petite mais întăressente bibliothèque en cours d'enrichissement, une photothèque considérable, une cartothèque incipiente, sont à la dispoaftion des visiteurs, avec la possibilité de l'usage d'un bureau ou d'un coin de table de travail... Ce rôle d'accuell est i o i n d'être négligeable. Si l'effectif de - permanents - se réduit à cinq personnes, le venue de chercheurs pour des précieux dont les affaires étrangères, le C.N.R.S. et l'enseignecoût. Cette collaboration, dont la publication de la M.A.E.F.M. entièrement financée par direction générale des relations

culturelles (1). Enfin. si le M.A.E.F.M. tuels de la recherche française preuve actuelle, et II est envisagé d'étendre cette collaboration par des projections de films scientifiques et autres activités cultu-

PIERRE BECQUELIN et PIERRE USSELMANN.

o Série I - Volumes reliés : J. Galarza, *Lienzos de Chiepet*lan (Guerraro, Mexique), 1972. Cl. Baudez et P. Bacqualin, Archéologie de los Nevenjos

G. Stresser-Péan, San Antonio Nogalar (Tamaulipas, Mexique), A. Chapman, les Snjants de la mort (Indiens Tolupan, Hondu-Huarteca (Maxique), 1976. CL Baudez et P. Becqueliz

• Série II - Volumes brochés G. Baudot, Tratado de Hechtcerias y Sartilegias (Fray Andres de Olmos), 1979. J. Galinier, N'Yuku, les Indiens Otomis (Sud Huasteca, Mexique).

A. Ichon, Archéologie du sud de la péninsule d'Azuero (Pa-

L'«Indien des autres», de Judith Friedlander

OURQUOI doit-on être In-dien ? Telle serait, selon l'ethnologue américain Jumoderne, et mexicaine, du fameux a Comment peut-on être Persan? », de Montesquieu. Voici donc quatre mille Hueyapenos, habitants d'un bourg de la région montagneuse de l'Etat de Morelos.

La plupart d'entre eux, assure l'auteur de l'Indien des autres, n'ont qu'un desir, mals ardent : a perdre leur identité indienne et devenir mestizos » — c'est-à-dire Mexicains à part entière. Car les habitants du village de Hueyapan sera ient conscients que leur prétendue identité indienne », loin d'être une référence à leur originalité culturelle, n'est que le nom donné, par d'autres, « à leur situation socio-économique inférieure dans le système de stratification nationale ».

Pour justifier sa thèse, irrévérencieuse, Judith Friedlander e étudié plus d'une année la vie de commençant par sa première cellule, la famille : précisément, celle de Dona Zeferina Barreto. Qu'a-t-elle constaté? Que, hormis peut-être la langue, le nahuatl les éléments ordinairement tenus pour constitutifs de l'« indianité » des Hueyapenos ne sont que des traditions très abatardies — pour avoir été intégrées. par les colonisateurs espagnols puis par leurs successeurs, après l'indépendance, a qui système culturel hispano-mexicain ».

Seules ont donc survécu les traditions préhispaniques qui a s'accordaient à la culture ibéri-

Le plus remarquable exemple de « déculturation » n'est-il pas le poids de la religion c⊆tholique, pratiquée par la quasitotalité des habitants du village ? « Tout ce qui peut être qualifié d'indigène a été a baptisé » et intégré à la version hispanique du catholicisme : les prières pour la pluie et les récoltes... la tendance à déifier les saints » toutes pratiques reconnues par l'Eglise et contrôlées par elle. Le plus notable, en cela, est sans doute que les Hueyapenos, qui « se considérent injérieurs aux autres Mexicains », regagnent, « grace à leur religion — la même que celle des non-Indiens - un peu d'égalité.

On revient, dès lors, à la ques- la démonstration. Il s'agit plutôt, tion initiale : pourquoi être chez elle, d'une intuition, qui lui Indien ? La réponse de Judith est venue du spectacle de qual-Friedlander risque bisn de pren-dre à rebrousse-poil les Mexicains très sourcilleux sur le chapitre. C'est parce que, dit-elle, les non-Indiens, gouvernements en tête se sont « arrangés pour que les Hueyapenos soient obligés de rendre hommage à la nation en jouant les Indiens pour les autres ». L'auteur assure encore que « les gouvernements post-révolutionnaires » (il s'agit de la révolution de 1910) avaient « un intérêt idéologique précis à exal-ter l'héritage indigène ».

Il est possible que Judith Friedlander voie juste. On lui reprochera de n'avoir pas pris une peine excessive à en faire

ques e extrémistes culturels », actifs dans une organisation appelée le Movimento (mouve-ment), qui, depuis une vingtaine aux paysans indiens l'orgueil de leur héritage et la volonté de pour une nation autochtone, afin que le Mezique redevienne ce qu'il fui à l'époque précolombienne ». Tentative évidemment vouée à l'échec, puisque les indiens sont bien les derniers à vouloir épouser ce modèle

de tous les pays qui, abritant une ou des minorités nationales ou ethniques, ont l'honnêteté de ne ras trancher automatiquement en faveur de la loi du plus fort. Il ce qui reste d'authenticité cultu-relle chez les Hueyapenos et leurs

L'Indien des autres, quoi qu'il en soit, échoue à faire comprendre les motivations de ceux qui sincèrement ou non, entendent agir, pour leur part, afin de a conserver l'identité indienne ».

Payot, Paris, 232 pages.

Au-delà de Cancun

« Incorporer » ou « préserver »

l'Indien? Ce débat, le Mexique

Les profondeurs du Quintana-Roo

Lant de témpignages d'un passé aussi mytérieux gu'altirant laionnent cette péninsule baignée par les eaux du golfe du Mexique et de la mer des Antilles. il y a le Yucatan touristique. classique, au départ de Merida, cette cité qui se donne des allures rétro avec ses calèches à chevaux rangées le long du Zocalo, ses fleurs chatoyantes, ses patios ombradés entrevus au-delà de lourdes portes à l'entrés des demeures coloniales. C'est la ville des ruelles animées au crépuscule. C'est aussi. à une heure de route, la beauté de Chichen-Itza, la majesté de son temple des querriers et de

E Yucatan ? pourquoi pas ?...

du gouverneur et du Devin. Et puis Labna, Kabah, Sayil, Xiapac. Il y a l'autre Yucatan, ouvert au visiteur grace à la construction de Cancun, vaste complexe hôteller aul se veut le fleuron touristique du Quintana-Roo. La route continue au-delà de Cancun : il faut l'emprenter cans

ses pyramides. Ou encore Uxmel.

avec ses palais dits des nonnes,

hésiter pour goûter aux charmes plus subtils du Quintana-Roo, à l'écart de la péninsule vucatèque. Le Quintana-Roo, ce sont les pyramides enfouies dans la d'un sentier, les criques soil-

poteaux de la ligne à haute tension ne sont pas encore tous plantés, et ce n'est qu'au début de cette année que le petit village de Plava-del-Carmen a vu arriver le téléphone. C'est pourtant le point d'embarquement du ferry-boat pour l'île de

Au cœur même de la forêt. en direction de Chetumal, Coba surprend. Des cotlines s'élèvent au-dessus des arbres : ce sont des pyramides à poine à demi dégagées qui donnent la mesure du site à nettoyer. Des stèles sont plantées au creux d'un sentier, des lembeaux de fresques

Reste la perle des sites mayas de cette zone. Les grands masques ricanants de Kohunlich, à proximité îmmédiate de Chelumal, Impressionnent, Mals comment dire l'envoûtante beauté de Tulum, cette clié-citadelle haut perchée sur une falaise au-dessus d'une mer de jade et de turquoise, au ressac languissant sur un sable si fin qu'on le dirait poussière d'or? C'est la cité du dieu descendant, ainsi qualifié en raison des statues qui ornent le faîte des temples. La pureté des dessins et quelques traces de couleurs ont délié les siècles. D'autres trésors lalonnent cette côte découpée : une route mène au monde enchanté de Xel-Ha. De véritables aquariums naturels, reliés à la mer par des

un petit temple maya dressé sur un rocher comme porté par les

JEAN-CLAUDE BUHRER.

bras d'eau, regorgent de poissons

exotiques et multicolores. Près

d'Akumai, il est une petite crique

solitaire sous les cocotiers. Dans

la sérénité dorée d'un crépuscule

flamboyant, le soleil couchant

illuminait de ses derniers rayons

El Atlantico nous rapproche

Parce que le Groupe Financier del Atlantico met à votre disposition sa grande expérience dans le financement du Commerce International entre le Mexique et le reste du Monde, et en particulier avec la France.

Les interventions sur le marché financier et les émissions d'actions et d'obligations sont une autre de nos specialités. Nous pouvons aider vos filiales au Mexique dans ce domaine.

Banque Associée à la Banque Nationale de Paris.

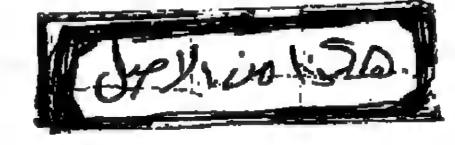
EXPORT - IMPORT - FINANCEMENT



BANCO DEL ATLANTICO

Tout un océan de possibilités

Division Internationale: V. Carranza No. 48 México 1, D.F. Tel: 585-31-00 TELEX: 71 305 • 72 456



TERME DE LA PREMIÈRE

Un bilan limité des relations entre

Après l'adhésion récente du Zimsoixante pays d'Afrique. des

Caraibes et du Pacifique. La réunion à Nairobi, les 8 at 9 mai, des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. et des Etats A.C.P. a été l'occasion de dressez un bilan mitigé de la première convention, venue à expiration le 29 février.

OUR les relations entre l'Europe et l'Afrique, 1980 est l'année des bilans. Il y a trente-six ans, une première « conférence africaine francaise » s'ouvrait à Brazzaville. De Gaulle y annonçait la première étape de la décolonisation de l'Afrique « Nous croyons que, pour ce qui concerns la vis du monde de demain, l'autarcie ne serait, pour personne, ni souhaitable ni même possible. Nous croyons, en particulier, qu'au point de vue du développement des ressources et des grandes communications, le continent africain doit constituer, dans une large mesure, un tout.

Vollà vingt ans (1960), cette Afrique balkanisée accédait enfin à l'indépendance politique : mais elle restait dans les mailles de la dépendance économique.

L'Europe fut de tout temps présentée comme le moyen pour ces pays de se dégager de l'emprise des anciens colonisateurs, et de permettre qu'une « amélioration praiment accentuée du niveau de vie des populations africaines soit obtenue par une valorisation des produits que livrent aux marchés mondiaux les efforts conjugués des Européens et des Africains ». Cette constatation d'évidence n'est pas celle d'un commissaire de la Commu-nauté européenne lors de la signature de la dernière convention de Lomé, mais de René Pleven, commissaire aux colonies dans le gouvernement provisoire en 1944 (1).

En 1980, année de l'entrée en vigueur de la seconde convention de Lomé e liant » la Communauté économique européenne et cinquante-huit Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), un bilan politique et économique de la première convention de Lomé est possible. Les « A.C.P. », c'est maintenant 314 mil-lions d'habitants dont 290 en Afrique ; cinquante-huit pays, dont une trentaine au moins sont parmi les

plus pauvres du monde. Lorsque fut signée, en février 1975, entre la Communauté et quarantesix Etats A.C.P., la première convention de Lomé, à la suite des « conventions de Yaoundé », il s'agissait pour l'Europe à la fois de « légaliser » et, en apparence du moins, de « multi-latéraliser » définitivement les relations existant entre ces pays et les anciennes puissances coloniales euro-péennes. Cette « légalisation » devait se faire sur le thème de l'ainterdépendance », mis en avant par l'O.C.D.E. (2) et par la Communauté, aussi par la Commission européenne, et en particulier par M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé des relations avec les A.C.P., ardent promoteur des deux conventions de Lome : « Nous dépendons du tiersmonde dans notre présent et notre avenir. Il dépend largement de nous. Nos intérêts sont lies (...) Alors, cherchons à exprimer cette dépendance de manière sure, irrévocable ; sortons de l'approximation arbitraire (...) pour conclure des accords entre nous. contrats qui lieront nos entreprises. conventions qui exprimeront (...) les

règles de nos jeux » (3). Tenter de dresser un bilan politique et économique de Lomé Is en se demandant si la politique de la Communauté a d'abord servi les besoins et les intérêts des populations des A.C.P.

Par JEAN-PIERRE DUBOIS et PAUL RAMADIER*

ne devrait conduire ni aux excès de louanges dont sont prodigues les milieux de la Communauté (4) ni à une condamnation sans appel des mécanismes mis en place pour cette conven-tion (5), dont le fond était d'aifleurs pius favorable pour les A.C.P. que les deux conventions de Yaoundé qui l'avaient précédée. Ces dernières conventions avaient pour objectif de décharger la France du poids économique de ses « anciennes colonies » et

Baisse de l'aide publique au développement

P OUR les pays industrialisés, et en particulier pour la Communauté européenne, l'aide au « développement » du tiers-monde demeure une préoccupation essentiellement marginaie, motivée par la nécessité de garantir un accès aux matières premiè:es du tiers-monde et par le souci de conserver ou de créer des marchés d'exportation pour leur technologie et leurs produits manufacturés : parmi les cinquante - huit pays A.C.P., plus de trente ont un produit national brut inférieur à 400 dollars par habitant. et. sur 455 millions de personnes qui dans le monde vivent en dessous du « seuil critique alimentaire », 83 millions se trouvent en Afrique (6).

Quelques données permettent d'ilius-trer le « désintérét » croissant des nays industrialisés pour l'aide au développement. Le montant de l'aide publique des pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E. (7) est en baisse en termes réels et en pourcentage du produit national brut

* Co-auteurs, sous la signature de Psul Desbois et Jean-Pierre Ramadac, des Pièges de l'Europe, Editions Anthropos,

de permettre à l'Allemagne de revenir dans cette chasse gardée depuis qu'elle en avait été chassée en 1918. Ces objectifs atteints au-delà des ambitions initiales, le bilan limité de Lomé I s'explique pour deux raisons : la première tient à la tendance actuelle de tous les pays industrialisés à diminuer leur aide publique au développement ; la seconde tient à une renationalisation effective, chez les Etats membres de la C.E.E., des aides qu'ils donnent aux A.C.P., au détriment de l'aide muitilatérale de la convention de Lomé : l'européanisation de l'aide camoufle ainsi sa renationalisation partielle.

de ce pays, et ceci depuis plusieurs

« (Ce montant) s'est chiffré, en 1977, à 14,7 miliards de dollars, soit une augmentation d'environ 1 milliard de dollars par rapport à 1976... Exprimée en pourcentage du produit national brut des membres du CAD, l'aide est passée de 0,33 %, en 1976, à 0,31 %, en 1977 : depuis que l'on a commence à recueillir des statistiques sur les apports de l'aide, au milieu des années 50, un taux injérieur à ce chiffre n'a été enregistre qu'une seule fois. De 1975 à 1977, les pays à faible revenu (revenu par habitant inférieur à 400 dollars en 1976) ont reçu... 53 % de l'aide au développement fournie par les membres du CAD, proportion qui est loin d'être suffisante pour aider les pays pauvres à réaliser leur potentiel de développement » (8).

Ce sont les pays les plus puissants du monde qui ont proportionnellement le pius diminué leur aide publique : « L'aide dispensée par les Etals-Unis est tombée de 0,25 % du P.N.B., en 1976, à 0,22 %, en 1977 : celle de l'Allemagne est passée de 0,31 % à 0.27 % et le Japon n'a que légèrement accru le pourcentage, le portant de 0,20 % à 0,21 % > (9).

Rappeions, à titre de comparaison avec les 14.7 miliards de dollars de l'aide publique de tous les pays en 1977, que la scule Communauté curopéenne, en 1978, a dépensé 10 milliards de dollars uniquement pour le soutien de ses marchés agricoles; et que le montant des eurodevises flottant sur le marché monétaire mondial s'élève actuellement à près de 700 milliards

Autre donnée essentielle : si l'aide publique au développement diminue, en revenche, les transferts de capi-taux privés mis à la « disposition » des pays sous-développés a augmenté considérablement dans les dernières années : en 1977, les pays du C.A.D. et leurs entreprises out fourni 31 mil-liards d'apports privés : ce qui a contribué à accroître la dette des pays pauvres non producteurs de pétrole, qui s'est élevée à 205 milliards de dol-

(1) Journal officiel du 15 mars 1944. (2) Coopération pour le développement, Examen 1978, O.C.D.E., Paris, p. 42. (3) Dossiar Europe - tiers-monde, ■ Le dossier de l'interdépendance », par Mi-chael Roeike, Commission des communautés européennes, février 1979, p. 7.

(4) Robert Galley, «Les accords de Lomé II, un nouveau visage de la coopération », le Monde du 1ª novembre 1979. (5) J. Galtung: «The Lome Convention and neo-capitalism», African Review, vol. 6, no 1, 1976.

(6) Claude Cheysson, «L'Europe face au

désordre alimentaire mondial s, Politique internationale, n° 3, pp. 55-56. (7) Les pays du CAD sont R.P.A., Australie, Antriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zéiande, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni. (8) Goopération pour la développement, Examen 1978, O.C.D.E., p. 21. (9) Idem, p. 22.

STOCK B

PANORAMA IMMOBILIER

LES GRANDS APPARTEMENTS PARISIENS DE MEUNIER PROMOTION

de Braque : au coeur du Marais, studio au 3 pièces (mezzahipa). VI- - 47, rue Notre Banco des Champs : près du jardin du Luxembourg, 2 - 3 et 4 pièces.

METRICER PROSECTION Groups 1817

XVIII - La Jonquière - 28, rue de la Jonquière : près du square des Épinettes, studio au 3 ptèces, XVIII - L'Ateller Montre 37, rue d'Orsei iace au Sacré Cour, 4 pièces duplez. 10, place de la Madeleine - 75006 Paris - 296 15 63

VIAGERS - F. CRUZ

Appartements, immeubles entiers ou par lots, occupés ou libres PRIX INDEXATION ET GARANTIES Paris et Bankeue jusqu'à 100 km Rens.: 8. rue La Boétie, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

ETUPRO 265.85.60

12 rue de Penthièvre - 75008 Paris

Nice à vos pieds... Pour horizon: la mer!

Henri Sappia - Nice - Tel. (93) 51,22,71

SUR LA COTE D'AZUR

DOMINANT **TOUT MONTE-CARLO**

LALCAZAR

FACE AUX JARDINS DU CASINO
Il domine MONTE-CARLO, il est à 5 mn à pied de Casino... et pourtant-

2 - 3 - 4 - 5 pièces et duplex-jardins, locaux professionnels boutiques, cinémas, parkings privés et publics. Appartement témoin sur place: 3, av. du Gal-Leclerc - 06240 BEAUSOLEII

Une vue spectaculaire vers le Cap d'Antibes Appartement témoin sur place : 252, avenue de la Lanterne - 06200 NICE

SUR L'UNE DES PLUS BELLES

COLLINES DENICE

es arbres, tout en baut de l'avenue de la Lanterne, autour d'une piscine : 8 petits immembles de 3 étages sur rez-de-jardin.

ETUPRO S.A. réalise des appartements de très haute qualité A DEUX PAS DE LA PLACE MASSENA

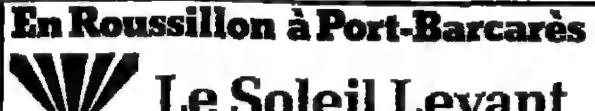
de la place Masséna, le Centre Pont Neuf propose, da 2º au 7º étage, des appartements de très hauté qualité.

Appartement témois sur place : 14, avenue Félix-Faure - 06000 NICE Renseignements et documentation : Groupe Etupro. 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphone : 266-88-60



AUX SABLETTES sur la côte varoise, a 10 km de Toulon Votre résidence du studio au 4 pièces. Une pinède, le calme, la mer à 300 mètres. Une résidence différente à des prix différents. Demandez la documentation Le Grand Foç à :

CERIL 20 Bd Eugène-Deruelle 69003 LYON Tel: (7) 860.47.91



Le Soleit Levant

APPARTEMENTS du STUDIO au 4 PIECES Disponibles. Prestations soignées. pour moins de 5000F le m²

Documentation : HOME-VACANCES. (10 ans d'expérience de l'Immobilier sur Port-Bercarés) Residence La Sardane. 96420 PORT-BARCARES. Tél.(16.66) 86.06.10



PROFITEZ DE LA BAISSE DE LA PESETA

• Teirain à partir de 28.500 F Duplex/F2 85.000 F
Terrain avec amarra 10 m. 79.000 F
Villa à partir de 88.000 F

FUNDAMENTA, Place San Pedro, 4, Rosas, Gérone, Espagne Tél. (19) 34-72/25-68-54

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education.



Commercialisation
AGENCE CENTRALE COTE D'AZUR : Fore à St-Paul-de-Vence à la Coffeenr-Loup : Hatz villes provençales de très grand leze, piscine jardine de 1.500 à 3.500 m2

LES MAS DE LA ROUGUIERE 4. av. de la voie romaine 05000 Nice sel. (93) 80.65.54

UFILE qualité da	MEDI?		ANEE 91) 77.60.93
à MARSEILLE	LA CADBIELLE.	tine ambiance incomparable dans Maraulle, Product,	longis, bus, bankelrune, co long-ball, 15te de pars, Co Van paer.
à LA CIOTAT	VAL D'AZUR	the studio. the studio.	Et.: 13mile 22.58 m2 C2 loggin 8.10 m2 C2 jacon 18 m2, 150 000 E. C2
aux LECQUES	LES HAUTS DE LA MADRAG	A 200 to do port de la Makagoe,	3 pilety side iris job, es not ser nor et praedul sorratass; \$50,000 F es
a GRASSE	LES OLIVIERS	-Was princessigns for user,	2 places 40 to us. balance 14 m2; à placie de 270 890 F.
au SAUZE	DES ALPES	n piete cour de la cipies, Experitor auf	Standard & party:
ON à découper ^C temper à: F.L. Médiernais 2, mr de Goumerdant 1006 Maradin	. Je suts inte Nom'et pré Adresse		

MULTIMEDIA, 277-82-00

LA PREMIÈR

elations entre

See 10-15 ; -

A alies .

Bearing to the

Balantan T

: Lan

They was to be

months of Call 1900 Marie de Call properties P ANY DESCRIPTION OF THE PARTY OF THE PARTY

BILIER

CAN DILLA DO HER très boute qualite A DEAK PAS DE LA

Margary on paris Pour horizonamer



CONVENTION DE LOMÉ

la C.E.E. et ses associés du tiers-monde

lars en 1977. C'est ainsi que la part de l'aide publique de toutes provenances dans l'apport total au tiers-monde a reculé de 52 % en 1975 à 28 % en 1977. Cela reflète le plus souvent les limitations imposées par les règles et pratiques actuelles des pays donateurs, en particulier, le fait qu'ils préfèrent financer seuls des projets précis plutôt que des programmes comportant des dépenses locales, et des investissements piutôt que des dépen-ses liées au développement (10).

Si l'on considère, en outre, que le majeure part de l'aide est «liée» et qu'une partie de cette aide est constituée par des prêts, le montant de l'aide publique est encore inférieur au chiffre mentionné par l'O.C.D.E.

Un autre élément relativise considérablement la portée de la convention de Lomé : c'est l'importance essen-

tème de stabilisation des recettes d'ex-

portation, et les aides financières

accordées par le Fonds européen de

développement (FED) et la Banque

Les dispositions commerciales de la

première convention de Lomé sont ap-

paremment très favorables aux A.C.P.

En effet, elles comportent un libre

accès, sans droits de douanes, pour

tous leurs produits industriels et pour

la quasi-totalité de leurs produits agri-

coles, soit 99.5 % de leurs exportations

vers la Communauté, cela sans obliga-

tion de réciprocité pour les produits

européens exportés vers les A.C.P.

elles comportent surtout pour la Com-

munauté une obligation d'importer

13 million de tonnes de sucre à un

prix au moins égal au prix garanti

aux sucriers européens ; enfin un sys-

tème de stabilisation de leurs recettes

d'exportation (dit «Stabex») por-

tant sur dix-neuf produits agricoles et

Malgré ces dispositions commerciales

apparemment favorables, il faut bien

constater que la convention de Lomé.

à la suite des conventions de Yaounde

n'a pas modifié la structure coloniale

et « traditionnelle » des échanges com-

merciaux entre la Communauté et les

A.C.P.: la C.E.K. importe des produits

primaires en provenance des A.C.P., et

leur exporte des produits manufacturés

En outre, depuis 1978, la balance com-

merciale de la Communauté est même

légèrement excédentaire, au détriment

des A.C.P., de plus de 900 millions

d'unités de compte (11), et la part des

A.C.P. dans les importations communautaires a diminué de 7,4 % à 6,8 %

par rapport aux importations totales

de la Communauté. Il faut aussi noter

la part dominante d'une seul pays

africain, le Nigéria, dans les importa-

tions et les exportations de la C.E.E., ce qui traduit un déséquilibre profond

dans les échanges avec les autres pays :

en 1977, 50 % des importations de la

C.E.E. en provenance des A.C.P. pro-

viennent de trois pays | Nigeria (pétrole) : 28 %; Côte-d'Ivoire : 12 %;

Zaire: 10 %; et 50 % des exportations

C.E.E. sont destinées à trois pays

Nigéria (37 %), Libéria (7 %), Côte-

Les produits primaires constituent encore l'essentiel des importations européennes en provenance des A.C.P.: 95 % en 1976, ainsi répartis :

— Produits alimentaires : 34 % con-

divoire (6 %).

sur le minerai de fer.

suropéenne d'investissement (B.E.L.).

tielle que les Etats membres de la Communauté accordent actuellement à l'aide bilatérale, par repport à l'aide multilatérale assurée par la conven-tion de Lomé. Les aides bilatérales, comme les aides multilatérales des pays de la Communauté aux pays du tiers-monde (et en particulier aux A.C.P.), demeurent d'ailleurs très limitées puisqu'un seul Etat membre fournit une aide publique globale supé-rieure à l'objectif (0,7 % du P.N.B.) fixé par les Nations unies : les Pays-Bas, 0,79 % de leur P.N.B.

La nature comme la destination de l'aide publique bilatérale des pays de la Communauté traduisent la persistance et quelquefois la consolidation des anciens courants commerciaux et d'investissements qui existaient avec

les anciennes puissances coloniales.

Permanence des échanges « coloniaux >

'IMPACT de la convention de Lomé sur le développement des A.C.P. doit s'apprécier en fonction de deux nauté passant de 10 % à 14 %; realites : baisse de l'aide publique au développement des pays de la Commutre 40 % en 1974, soit environ 7 % nauté, et importance prédominante des des importations communantaires; aides bilaterales. Le convention con-- Matières premières : 28 %, contre tient essentiellement des dispositions de caractère commercial avec un sys-

les pays du tiers-monde les principaux fournisseurs de la Communauté (14.5 % de ses importations) bien que leur - Produits manufacturés : ils ne représentent en 1979 que 3,6 % des

achats de la Communauté. La plupart des A.C.P. dépendent de deux ou trois produits pour leurs recettes d'exportation, produits soumis à d'importantes fluctuations sur le marché mondial : pour trente-trois ACP. leur principal produit d'exportation couvre plus de 50 % de leurs exportations vers la C.R.E.

manufactures.

A cela il faut évidemment ajouter la baisse du niveau des échanges intra-A.C.P., que la convention de Lomé n'a pas contribué à accroître puisque, de 7 % en 1972, il est tombé à 4 % en 1977 (12).

elle-même.

tre 25 % en 1974, la part des A.C.P. dans les importations de la Commu-- Produits énergétiques : 33 % con-

30 % en 1974. Les A.C.P. restent parmi part ait tendance à fléchir :

Enfin, en 1977, dix produits de base couvrent 80 % des importations communautaires, et trois (pétrole café. cacao) plus de 50 %. Les exportations de la Communauté, en revanche, sont constituées pour 86 % par des produits

Le protocole sucre » constitue quant à lui une réelle garantie d'écoulement pour les A.C.P. Mais le sucre de canne est toujours raffiné dans les métropoles européennes, et cette garantie d'écoulement constitue aussi pour la C.E.E. une garantie que les A.C.P. auront des ressources financières nécessaires pour lui acheter les produits manufactures qu'elle leur vend: la politique d'investissements sucriers menée par les multinationales. avec des financements de la Banque européenne d'investissement, ne va pas sans certaines incohérences dénoncées par la Commission européenne

Les pays associés dont la Communauté a accepté de recevoir 1.3 million de tonnes de sucre par an aux prix communautaires sont en train d'accroftre considérablement leur production (près de 1 million de tonnes de plus pour l'exportation en 1981), et cela au moment où le marché mondial et européen est déjà en excédent structurel grave : le marché communautaire dispose en 1978 de 2,8 millions de tonnes à l'exportation sur les marchés mondiaux. Or les projets d'ac-croissement de la production dans ces pays sont mis en œuvre à l'initiative des multinationales européennes.

Le STABEX et la dépendance à l'égard du marché mondial

E système de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX), inséré pour la première fois dans la convention de Lomé — qui consiste donner à certains produits, et non à des pays, une garantie de recettes d'exportation remboursable une fois la « tempête » passée, — n'est pas une idée nouvelle. Dès 1944, René Pleven proposait de créer « un comité des oléagineux coloniaux, un comité des textiles coloniaux, un comité du caout-chouc », etc., dont l'objet était d' « assurer une priorité aux besoins que la métropole demanderait à ses territoires de satisfaire » et d'envoyer « des missions à l'étranger chargées de recueillir tous renseignements utiles pour déterminer la situation exacte des produits confiés à leurs soins ». Ceci pour aboutir à une « coopération plus étroite de l'administration et de l'administration et de l'initiative privée » (13).

La convention de Lomé, quant à elle, consacrait au STAREX 380 millions d'u.c., mais pour un nombre limité de produits (surtout produits agricoles tropicaux et mineral de fer) et pourvu que certaines conditions restrictives soient remplies. Ce STABEX a en fait un objectif très Ses effets ne sont pas. contrairement à ce qu'un examen rapide pourrait faire croire, de garantir aux A.C.P., pour les produits couverts, des prix stables et rémunérateurs. En effet,

- le système ne couvre que cer-— deux senils limitent l'automa-tisme de déclenchement des transferts compensatoires.

Les résultats risquent d'être très hétérogènes puisque certains pays (comme le Zaire, le Nigéria, le Leso-tho) n'ont aucune chance de voir leurs recettes stabilisées, leur courant d'exportation vers l'ensemble des pays de la C.E.E. étant faible.

D'autre part, pour bénéficier d'un

d'exportations d'un produit donné vers la C.E.E. doivent être inférieures à la moyenne des recettes correspondantes pour les quatre années précédentes. Par ce mode de calcul, on est toujours en retard par rapport à l'évolution des prix; en effet, on ne tient pas compte de la hausse tendancielle à long terme des prix des produits industriels. L'inflation remet aussi en cause l'effica-cité du mécanisme. Le STABEX ne vise pas à assurer le maintien du pouvoir d'achat; il ne couvre pas les pertes résultant du fait que l'aug-mentation relative des prix des expor-tations des A.C.P. est inférieure à l'augmentation relative des prix de leurs importations (détérioration des termes de l'échange) (14).

Enfin, et surtout, le STABEX ne s'appliquant qu'aux produits exportés vers la Communauté, il favorise et canalise le commerce des A.C.P. vers une zone exclusivement communautaire au détriment des échanges entre A.C.P. dont le commerce limitrophe est important (15). Il favorise l'insertion des A.C.P. dans le système mon-dial des échanges, dominé par les pays industrialisés et leurs firmes.

Dans ces conditions, la coopération financière prévue par la convention de Lomé a un impact limité sur le développement des A.C.P. Certes, de nombreux projets ont été réalisés, et il est difficile de porter sur eux une appréciation d'ensemble. Il faut cependant noter que le montant de aide demeure très bas. Les 3,067 milliards d'unités de compte du Fonds européen de développement et les 390 millions d'unités de compte prêtés par la Banque européenne d'investissement sur cinq ans repré-sentent une aide de 3 dollars par an à chaque habitant des A.C.P.

C'est la France et l'Aliemagne qui fournissent le contribution la plus importante au FED (25,95 % chacune); le Royaume-Uni n'en fournit que 18,75 % et l'Italie 12 %. Les trente-

A.C.P., représentant 42 % de la popu-lation des A.C.P., reçoivent 64 % des aides programmées : 39 % des crédits du FED vont au développement rural. Le convention crée un centre de déve-loppement industriel chargé d'ec-croître la coopération entre entreprises européennes et entreprises des A.C.P. L'intérêt de la convention à cet egard était de mettre les A.C.P. en position de formuler une position unique et de limiter les effets des politiques d'aides bilatérales des Etats membres de la Communauté. Mais cet avantage pour les A.C.P. était relatif, puisque la part la plus importante de l'aide restait bilatérale et «liée».

Même multilatérale, l'aide demeurait fortement orientée par les anciens pays colonisateurs : ce sont des entrepays colonisateurs: ce sont des entre-prises françaises, qui, pour les trois premiers FED, ont récolté à elles seules de 42 à 45 % des marchés finan-ciers; en 1973, la France accordait aux E.A.M.A. 270 millions de dollars d'aide bilatérale soit, pour cette année-là, 40 % de l'aide bilatérale de l'ensemble des pays de la C.E.E. (602 millions de dollars) et plus que

l'aide de la C.E.E. pour cette même année (209 millions de dollars). La part des firmes ou des Etats européens dans les projets et livraisons de la coopération financière s'est, en outre, élevée à 71 % pour le premier FED, 85 % pour le deuxième FED, 83 % pour le troisième FED, et 82 % pour le quatrième FED (état au 31 décembre 1978).

D'autre part, alors que près de 80 % de la population des A.C.P. vit du secteur rural, on constate que l'aide au titre des trois premiers FED est allée pour 40 à 45 % aux secteurs « industrialisation ». « tourisme » et «infrastructures» alors que 28 % seulement allaient an cdéveloppement rural > (16).

La « priorité au développement rural a qu'affiche la Commission européenne dans ses bilans de la convention de Lomé ne semble donc pas correspondre exactement la réalité. même si l'effort de la Communauté dans ce secteur demeure plus important que celui d'autres institutions internationales.

Il ne faut pas non plus oublier que les fonds des quatre FED (les ressources des trois premiers FED ne sont pas encore épuisées) sont distribués très lentement : la Commission européenne elle-même a regretté les retards considérables qui interviennent dans le financement effectif et le paiement des aides au développement (17). Au 7 juillet 1978, c'est-àdire un an et demi avant le terme de la première convention de Lomé, les engagements (FED et B.E.I.) s'élevalent à 41 % des fonds disponibles. La primauté donnée aux actions d'industrialisation et aux « infrastruc-

tures a s'explique aussi par l'importance croissante des « colinancements » avec la Banque mondiale et les fonds arabes.

Bien sûr, la Communauté a mis au point des sides € exceptionnelles », des aides à la coopération régionale entre A.C.P. (ce qui est original par rapport aux actions des autres pays industrialisés), des aides à des « microréalisations s, et une aide alimentaire. Les moyens prévus dans ce cadre restent cependant dérisoires : pour les aides exceptionnelles, 150 millions d'u.c. sur cinq ans ; pour l'aide à la coopération régionale, 207 millions d'u.c.; pour l'aide aux « microréalisations », qui est une innovation de la convention de Lomé, moins de 30 millions d'u.c. Quant à l'aide alimentaire, elle s'élève actuellement à 1,3 million de tonnes de céréales, 150 000 tonnes de poudre de lait et 45 000 tonnes de butteroil. Cette assistance, qui est aussi pour la Communauté un moyen de se débar-rasser de ses excédents, atteint an-nuellement 3,8 milliards de francs, soit un pourcentage infime des dépenses agricoles communautaires actuelles.

Le centre de développement industriel institué par la convention de Lomé a essentiellement permis à des entreprises européennes de trouver des débouchés dans les A.C.P., ce qui est après tout l'objectif recherché. Ce centre a renforce la tendance de la Communauté à aider prioritairement les plus développés des pays A.C.P. (18).

L'expérience des quatre premiers Fonds européens de développement montre aussi une tendance de la part de la Communauté à laisser aux entreprises privées le soin d'industrialiser les A.C.P. en financant des projets concus en fonction du marché mondial, plutôt que des projets directement orientés vers la couverture des besoins économiques internes des populations:

En Côte-d'Ivoire, par exemple, le FED avait longtemps considéré comme un de ses plus beaux fleurons la réalisation d'un projet de 32 000 hectares de palmeraies. La production importante de cet investissement apporte sans doute à la Côte-d'Ivoire de substantielles ressources en devises. Mais il faut admettre que celles-ci dépendent tragiquement des fluctuations des cours de l'huile de palme, tandis que les besoins alimentaires nécessitent des importations croissantes. En 1970, les importations ivotriennes de riz ont atteint 80 000 tonnes. Ce n'est pas surprenant puisque la production vivrière n'a augmenté que de 3 % par an tandis que celle des cultures industrielles ou d'exportation doublait en dix ans... > (19).

tionnelles » (Angola, Cap-Vert, Comores, Congo, Ethiopie, Haute-Volta,

Madagascar, Mauritanie, Mozambique,

Zafre...). Les deux tiers de la popula-

tion mondiale ne produisent qu'un tiers

des ressources alimentaires mondiales

et la valeur des importations vivrières

des pays sous-développés est passée

de 7 millierds de dollars en 1970 à

22 milliards de dollars en 1976. En

1985. le déficit céréalier des pays du

tiers-monde sera de 90 millions de

tonnes Selon le rapport Inter-futurs

(O.C.D.E.), « à la fin du siècle, le

revenu par tête en Afrique noire

demeurera probablement inférieur à 400 dollars de 1976 »; et, selon la

Banque mondiale, six cents millions d'êtres humains vivront dans la pauvreté absolue.

> Pour le moment, la Communauté européenne ne dissimule pas qu'elle considère encore les pays de son « tiersmonde » comme un moyen parmi d'au-tres de sortir de la crise en créant ou en relançant les demandes de ces pays. A cet égard, les diagnostics de toutes les institutions internationales concordent étrangement. Pour l'O. C. D. E. (Inter-futurs) : « Les pays industriels ont tout intérêt au développement du tiers-monde, et doivent élaborer en-semble des stratégies d'action pour réaliser des projets qui améliorent l'efficacité du système économique international » (21).

Pour la Commission européenne de Bruxelles : « L'idée (est d') injecter pendant une période donnée, trois, quatre ou cinq ans, des flux financiers massifs — de l'ordre de 10 milliards de dollars par an — dans les pays du tiers – monde, qui représentent pour l'Europe les plus gros marchés poien-tiels, et de contribuer ainsi à une relance de l'économie mondiale » (32). Pour la Banque mondiale : « Au cours de la prochaine décennie, les pays industrialisés pourraient se trouver acculés au même choix que lors de la dépression des années 30 : se replier craintipement sur soi et s'efforcer de préserver un maigre privilège, ou se tourner courageusement vers l'extérieur et s'aider soi-même, tout en aidant les moins japorisés à devenir des partenaires productifs dans un système international en expansion > (23). En conclusion du film Sucre, réalisé par Claude Pavart et commandité par la Commission européenne, où était évoquée la dépendance de l'île Maurica à l'égard de ses exportations de sucre vers la Communauté, et l' « intérêt » du « protocole sucre » de la convention

de Lomé. M. Claude Cheysson a eu le

mot de la fin : « L'aide au dévelop-

pement que nous accordons aux A.C.P.

a pour objet de conserver et de créer

des marchés pour nos produits. Si l'ile

Maurice, qui exporte 600 000 tonnes

de sucre vers la Communauté à un

prix garanti, n'en exportait plus, elle

crèverait : et si elle crevait, que nous

achèterait-elle? » JEAN-PIERRE DUBOIS et PAUL RAMADIER

(10) Idem, pp. 27 et 119. (11) I U.C. = 1.35 dollar environ. (12) Xaxier Bidelli, A.C.P.-C.E.E., pourquoi l'impasse », Demain l'Afrique, sep-

tembre 1979, p. 62. (13) Journal official, 15 mars 1944. (14) Confédération mondiale du travail, la Convention de Lomé et le Nouvel Ordre économique international, Bruxelles, septembre 1978.

(15) Xavier Bidelli, article cité. (16) Repport de la Commission au conseil des ministres A.C.P.-C.E.E. sur la gestion de la coopération financière et technique en 1978, dans le cadre de la convention de Lomé, Bruxelles, juillet

(18) X. Bidelli. < A.C.P.-C.E.E. : pourquoi l'impasse? > Demain l'Afrique, nº 37 du 8 octobre 1979, pp. 52-55. (19) Cf. C.M.T., ouvrage cité, pp. 30, 31. (20) P. Judet et R. Chaponière, Pro-

blèmes liés à la coopération industrielle

entre le Nord et le Sud », colloque inter-

national sur les stratégies de développe-

ment dans le monde arabe, Louvain, décembre 1978. (21) Le Monde, 8-9 Juillet 1979, (22) Claude Cheysson dans le Nouvel Observateur du 1 = août 1977. (23) Robert McNamara, a l'assemblé du Fonds monétaire international, octobre 1979 (Cf. le Monde du 3 octobre 1979).

Les innovations de 1980

A deuxième convention de Lomé, conclue pour cinq ans, et qui a été signée en octobre dernier contientelle des innovations sérieuses par rapport à la première ? Les dispositions commerciales de

Lomé II sont similaires à celles de Lome I. Le système STABEX est amélioré : son montant passe à 550 millions d'u.c. sur cinq ans, des nouveaux produits en bénéficieront (en particulier le caoutchouc) : mais la dotation de 550 millions d'u.c. n'est pas, en valeur relative, plus importante que l'ancienne dotation. La seule innovation réelle est la creation d'un STABEX-minerai qui dott permettre la « sauvegarde de l'appareil de production existant et le développement du potentiel ».

Ce système couvre le cuivre et le cobalt, les phosphates, le manganèse, la bauxite et l'alumine, l'étain et le minerai de fer, pour lesquels la Com-munauté entend ainsi assurer son approvisionnement. Il a d'ailleurs été complété par un système de garantie des investissements européens, dans l'intention de favoriser les investissements des entreprises communautaires. La Communauté a en effet remarqué que les investissements des entreprises dans les produits de base sont en diminution par rapport aux investissements japonais et américains, précisément dans ces secteurs où l'approvisionnement des Neuf dépend quasi totalement des A.C.P. : cuivre (Zambie, Zaire, Papouasie) ; phosphates (Togo, Sénégal) ; bauxite (Guinée, Jamaique, Surinam, Guyana) : manganèse (Gabon); uranium (Niger); minerai de fer (Libéria, Mauritanie).

Cette baisse des investissements miniers des entreprises européennes dans les A.C.P. n'est pas l'effet du hasard. Elle correspond à un change-ment de stratégie de la part de firmes qui préfèrent désormais vendre des ensembles industriels et de la technologie, considérés à Bruxelles comme un domaine prometteur pour la « coopé-ration », ou de la part des banques (20).

Quant aux dispositions financières de Lomé II, elles constituent, en valeur absolue, un accroissement de 62 % de l'aide (5,6 milliards d'u.c.) par rapport à Lomé I. En fait, si on estime qu'en termes récis la dotation de Lomé II est égale à celle de Lomé I (alors qu'an même moment les pays bénéficlaires passent de quarante-cinq à cinquante-huit) et que la population des A.C.P. est de trois cent quatorse millions d'habitants en 1977, l'aide de Lomé II va représenter une somme de 4,8 dollars par habitant et par an. Il est vrai que Lome II met l'accent, davantage que Lomé I, sur la coopération régionale et l'aide aux A.C.P. les plus pauvres.

Dans les pays sous-développés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifi-que, le déficit alimentaire s'accroît,

Messieurs les Diplomates, profitez de vos privilèges en toute sécurité.

Demande de documentation sur les modèles Volvo.

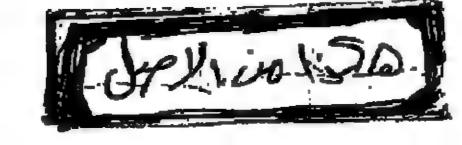
Date de l'arrivée en France -

Découpez et retournez ce bon à Volvo France. Service TDS, 112 rue Cardinet, 75017 Paris tél 766.50.35 télex 642.602 ou 16 rue d'Orléans, 92200 Neuilly. Tél. 747.50.05.

Différents programmes de vente et une gamme de modèles de 7 à 15 CV à partir de 25.000 F H.T.



VOLVO Lapassion de la qualité.



L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité demande à deux reprises, de rapporter ses mesures d'expulsion frappant trois personnalités de Cisjordanie.

D EUNI d'urgence à la demande de la Tunisie, A la suite de la décision, prise par les autorités israéliennes d'occupation, d'expulser trois personnalités de Cisjordanie (les maires d'Hébron et de Khalkhoul et le juge islamique d'Hébron). le Conseil de sécurité a adopté une résolution le 8 mai par dix voix contre sero et avec une abstention (Etats-Unis). Le Conseil y demande notamment à Israël de rapporter ces « mesures illégales » et de faciliter le retour « immédiat » des notables palestiniens expulsés afin qu'ils puissent reprendre leurs fonctions.

Une deuxième fois le 20 mai, le Conseil s'est prononcé en ce sens (par quatorze voix pour et une abstention: celle des Etats-Unis), après examen d'un rapport du secrétaire général en application de la précédente résolution. Dans le nouveau texte, le Conseil ajoute une référence explicite à la quatrième convention de Genève de 1949, art. 1 et 49.

> Les Etats-Unis font usage de leur droit de veto à propos des droits des Palestiniens.

Le 30 avril, le Conseil avait mis un terme à son débat sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, qui était en cours depuis le 31 mars. Les Etats-Unis ayant fait usage de leur droit de veto, le projet de résolution présenté par la Tunisie a été repoussé. Reconnaissant notamment le droit à l'autodétermination des Palestiniens, y compris le droit d'établir un Etat indépendant en Palestine, ce texte avait recueilli dix voix contre une (Etats-Unis) et quatre abstentions (France, Norvège, Portugal et Royaume-Uni).

MISSION A TEHERAN. - Après consultation du gouvernement de Téhéran et avec son accord, le secrétaire général des Nations unies a chargé. le 17 mai, M. Adib Daoudy de se rendre à Téhéran pour reprendre les sontacts directs avec les autorités iraniennes. M. Daoudy (Syrie) est membre de la commission d'enquête qui s'était rendue en Iran, à la fin du mois de février, pour tenter de résoudre la crise provoquée par la détention des diplomates américains retenus en otage,

DESARMEMENT. — La commission du désarmement a ouvert sa deuxième session de fond, le 12 mai. Elle est chargée de préparer un projet pour la proclamation des années 80 comme deuxième Décennie du désarmement. Un rapport sur la coliaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud a été soumis à son attention.

— Le 30 avril, le comité du désarmement a mis fin, à Genève, à la première partie de sa session de printemps. Quatre groupes de travail ont été chargés d'entamer des négociations de fond sur des points importants de son ordre du jour. La session du comité s'était ouverte le 5 jévrier.

— Le groupe d'experts chargé d'aider le secrétatre général de l'ONU à préparer une étude sur les relations entre le désarmement et la sécurité internationale a tenu sa troisième session à New-

York, du 28 april au 9 mai. NON-RECOURS A LA FORCE. — Le comité spécial pour le renjorcement de l'efficacité du principe de non-recours & la force dans les relations internationales a tenu sa troisième session à New-York, du l'avril au 2 mai. Il souhaite, dans son rapport à l'assemblée générale, poursuiore l'examen des questions dont il est scisi.

NAMIBIE. — Le conseil des Nations unies pour la Namibie a siégé en mai, à New-York, pour préparer la réunion plénière qu'il devait tenir à Alger, du 28 mai au 1= juin.

MISSION AU ZIMBABWE. — Dirigée par M. Gordon Goundrey, sous-secrétaire général de l'ONU. une mission s'est rendue, le 18 mai, à Salisbury pour y étudier avec le gouvernement de M. Mugada les questions relatives à la reconstruction du pays. CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL — Le Conseil économique et social (Ecosoc) a terminé, le 2 mai, sa session de printemps qui s'était ouverte le 8 avril, à New-York. Il a adopté une série de résolutions portant sur les problèmes de la semme, les droits de l'homme, les stupésiants, et le dévelop-pement social. Des résolutions sur l'aide aux résugiés en Somalie, en Ethiopie, au Soudan et à Djibouti ainsi que sur l'assistance au Liban, ont aussi été votées. Le Conseil a décide, d'autre part, que la sixième session de la commission des sociétés multinationales se tiendratt à Mexico, du 23 juin au

COMITE PLEINIER SUR LES QUESTIONS ECO-NOMIQUES. — Le comité piénter sur les questions économiques, qui avait achevé sa première session de 1986 le 11 avril, a repris ses travaux le 5 mai pour sa deuxième session de l'année. Il est chargé de préparer une nouvelle série de négociations sur la coopération économique internationale pour le développement qui s'engageraient lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, du 25 août au 5 septembre, & New-York.

STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT. - La cinquième session du comité préparatoire pour la nouvelle Stratégie internationale du développement s'est terminée le 25 avril.

CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION. - Le Conseil mondial de l'alimentation s'est réuni à Rome, du 28 au 30 avril, pour préparer sa sisième session ministérielle qui aura lieu du 3 au 6 juin, d Arusha (Tancanie).

ACTIVITES DANS LE DOMAINE DE L'INFORMA TION. — Le comité chargé de réexaminer les politiques et les activités des Nations unies dans le domaine de l'information a ouvert sa première session de 1980 le 9 mai.

DROIT INTERNATIONAL — Réunie d Genève, la commission du droit international a commencé en mai les travaux de sa trente-deuxième session. DECENNIE DE LA PEMME. - Le comité préparatoire de la conférence mondiale de le Décennie

de la femme a terminé sa dernière session le

REFUGIES. — Selon des informations publiées le 14 avril par le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), l'ensemble des besoins pour faciliter la réinsertion des réjugiés cimbabucens regagnant leur pays, est estimé à 110 millions de dollars. En outre, 114 000 tonnés de vivres seront nécessaires pour leur alimentation jusqu'à la récoite d'avril 1981. Le haut commisseriat a Mi chargé de coordonner l'assistance des Nations units aux rapatriés et aux personnes

déplacées ou Zimbabwe. - M. Ohtori Kurino (Japon) a été nommé, en avril, conseiller spécial auprès du coordonnateur des programmes du H.C.P. en Asie du Sud-Est, basé d Bangkok.

- Une allocation de 500 000 dollars a été affectée par le H.O.R., en avril, à l'aide aux réjugiés tohediens au Cameroun.

• COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE OCCIDENTALE. - Treize pays membres et l'O.L.P. ont participé à Bagdad, du 19 au 23 avril, à la septième session de la Commission économique des Nations unies pour l'Asie occidentale. Parmi les once résolutions sur le développement qui ont été adoptées, figure un programme d'action sur la réforme agraire et la mise en voleur des somes rurales.

OCMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. - La Commission économique des Nations unies pour l'Europe a siègé, de son côté, du 15 au 26 avril à Genève, pour les tra-vaux de sa trente-cinquième session. Ses débats out



principalement porté sur les problèmes de l'énergie. sur le développement du commerce et la coopération industrielle et sur l'environnement. Rappelons que trente-quatre pays sont membres de la Commission : trente-deux Etats européens plus les Etats-Unis et le Canada. En prévision de cette session. la Commission avoit publié, dès le 19 mars, son Etude sur la situation économique de l'Europe en 1979, qui dresse le bilon de l'évolution de la situation économique 🚾 du commerce en Zurope occidentale et en Europe orientale.

F.A.O.

Vers accord international sur la banane?

FUNI à Rome du 5 au 9 mai, le groupe inter-K gouvernemental sur la banane de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a poursuivi ses travaux pour définir les éléments d'un accord international sur la banane qui comprendrait des mesures de régulation de l'offre telles que des quotas d'exportation. Les pays exportateurs ne sont cependant pas parvenus à s'entendre, certains préférant miser sur l'expansion de la consommation et la réduction des barrières commerciales. Selon le groupe, les plans que quelques pays exportateurs mettent en œuvre pour accroître leur production dans les cinq prochaines années pourraient aggraver le décalage entre l'offre et la demande en provoquant un fléchissement supplémentaire des prix déjà à peine rémunérateurs pour certains pays pro-

GRAINES OLEAGINEUSES ET MATIERES GRAS-SES. — Le groupe intergouvernemental de la F.A.O. sur les graines oléagineuses et les matières grasses a tenu sa quatorzième session à Rome, du 9 au 15 avril. Il a estimé que la production mondiale de produits oléagineux en 1980 atteindra un niveau record pour la troisième année consécutive, provoquant ainsi la création de disponibilités bien superieures à la demande. Il a également estime que la production de matières grasses comestibles et saponifiables devrait augmenter de 9 % pour atteindre 61 millions de tonnes et les protéines d'oléagineux de 18 % pour atteindre 46 millions de tonnes.

LUTTE CONTRE LA TEYPANOSOMIASE - La commission sur la tropanosomiase en Afrique, récemment mise en place par la F.A.O., a tenu sa première réunion à Rome du 21 au 24 avril.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. - Au cours d'une réunion à Rome, du 14 au 25 avril, l'organe directeur du Programme alimentaire mondial (PAM), patronné confointement par l'ONU et la F.A.O., a approuvé une side de 186.6 millions de dollars pour seize projets de développement économique et social dans quinze pays (Somalie, Egypte, Maroc, Tunisie, Jordanie, Pérou, Mezique, Pakistan. Lesotho, El Salvador, Honduras, Guinée, Angola, Ghana et Mauritanie). La plus grande partie de ces projets concerne le secteur agricole et vise à eugmenter immédiatement la production alimentaire. En outre, le PAM a décidé d'envoyer une aide alimentaire d'urgence, d'une valeur de 1.1 million de dollars, au Sénégal et à la Gambie pour les populations victimes de la sécheresse dans ces deux pays. Il a, d'autre part, reçu de la Somalie une demande d'aide accrue en javeur des six cent cinquante mille réfugiés qu'elle héberge et dont le nombre s'accroîtrait de mille à deux mille par jour, selon le ministre somalien de l'administration locale

Auparavant, le comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire du PAM s'était réuni à Rome du 4 au 25 april.

L'AIDE ALIMENTAIRE AU CAMBODGE. - M. Bernardo de A. Brito, directeur exécutif adjoint de l'organe directeur du Programme climentaire mondial (PAM), a annoncé le 25 april, à Rome. qu'une négociation avait été entreprise avec les autorités vietnamiennes pour obtenir que l'eide puisse transiter par les routes et les ports du Vietnam. Les besoins d'ici de l'année étaient alors estimés à 310 000 tonnes de céréales, de légu-mineuses et d'huile comestible.

UNESCO

et du développement rurul.

Vers programme international pour le développement de la communication

'ORGANISATION des Nations unles pour l'éducation, la science et la cuiture (UNESCO) a réuni à Paris, du 14 au 21 avril une conférence intergouvernementale consacrée aux problèmes de l'information et au développement des communications. A l'issue des travaux, les cent vingt et un Etats représentés ont décidé de soumettre à la prochaine conférence générale de l'Organisation, en septembre et octobre 1980, un projet de « programme international pour le développement de la communication ». Selon M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, cette décision manifeste une « prise de conscience (...) des déséquilibres et des injustices qui subsistent » en ce domaine entre bays

Fonds monétaire international

intérimaire

et du groupe des « dix ».

Quatorxième session du comité

T A quatorzième session du comité intérimaire

L du conseil des gouverneurs du Fonds moné-

taire international (F.M.L.) s'est tenue à Ham-

bourg, le 25 avril, sous la présidence de

M. Filippo Maria Pandolfi (Italie); elle avait été

précédée, le 24 avril, par les réunions du comité

de développement du groupe des « vingt-quatre »

intérimaire sont convenus de ne pas modifier la

priorité accordée dans de nombreux pays à le

lutte contre l'inflation : ils souhaitent, d'autre

part, que le Fonds joue un rôle plus important

dans l'ajustement et le financement des désé-

quilibres de palements qui ne cessent de s'ag-

graver. Ils sont parvenus à ces conclusions après

avoir noté, depuis la réunion de Belgrade en

D'un commun accord, les membres du comité

pauvres et riches, et devrait contribuer à ce que l'information dans le monde passe du stade de la « liberté de quelques-uns au détriment des autres » à celui de l' « expansion systématique de cette liberté ».

AU CONSEIL EXECUTIF. — Le conseil exécutif de l'UNESCO s'est réuni le 30 auril, à Paris, pour sa cent-nouvième session qui devait durer jusqu'au 9 fuin. On trouvers un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro.

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Le conseil de gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) a approuvé, le 28 avril, un accord entre l'Agence et la République de Cuba pour l'application de garanties relatives à un accord de coopération entre l'Union soviétique et Cuba en vue de la construction d'une centrale nucléaire. Cet accord prévoit notamment une coopération économique et technique relative à l'installation d'une centrale nucléaire d'une puissance de 880 MW à Cuba et aux services, au matériel et aux matières nécessaires. Dans l'ensemble, les termes de l'accord correspondent en substance aux termes des autres accords de garantles conclus qu cours des dernières années par l'Agence avec les Etats non dotés d'armes nucléaires qui ne sont pas parties au traité sur la non-prolifération des grmes

nucléaires (T.N.P.), - Le groupe consultatif permanent de l'Agence sur le transport des matières radioactives (SAGSTRAN) s'est réuni, en atril, à Paris, pour formuler des avis en vue de la prochaine révision du règlement de transport et du programme global de l'Agence en matière de sureté du transport.

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE - Dans son rapport sur les principaux événements survenus dans le domaine de l'aviation civile en 1978, publié au mois de mai, le conseil de l'Organisation de l'apiation civile internationale (O.A.C.J.) indique que le niveau de sécurité des services répuliers a approché en 1979 le niveau de 1978 si l'on tient compte de l'augmentation du trafic; mais le nombre des accidents et des morts a augmenté. D'après ces renseignements préliminaires. 31 accidents mortels sur les services réguliers ont jait en 1979 au total 871 morts. En 1978, les 25 accidents de ce type avaient causé la mort de 755 passagers. Le rapport indique que les niveaux de sécurité varient beaucoup selon les types d'avions utilisés. En ce qui concerne les tendances techniques qui

touchent à la sécurité, l'OACI, note dans son rapport que la planification des courants de trafic aérien continue à retenir l'attention des Etats. • ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME ... Sainte-Lucie est devenu, le 10 avril, membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de

la navigation maritime (O.M.C.I.). Ce qui porte è cent seize le nombre des pays membres. • ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRA-VAIL. - Le rapport du Bureau international du la soixunte-sixième session de la conférence internationale du travail (qui doit s'ouprir à Genève le 4 juin). Il dresse un compte rendu complet des activités et des programmes en cours de l'organisa-tion. Une annexe spéciale examine la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés par Israel. Ce document, qui présente les conclusions de la troisième mission envoyée par le BIT dans les territoires occupés, étudie de façon systématique les mesures prises par les autorités israéliennes à la suite des recommandations faites par la mission de 1979, ainsi que les points sur lesquels des mesures restent encore à prendre et au sufat desquels il formule de nouvelles recommandations.

- L'édition 1979 de l'Annuaire des statistiques du travail du BIT., publice le 27 mars, indique que, par rapport à l'année précédente, le nombre de grèves dans les pays industrialisés à économie de marché a été, en 1978, inférieur de 10 % et celui des journées de travail perdues de & %.

 ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.
 L'éradication totale de la variole dans le monde. a été proclamée le 8 mai, lors d'une cérémonie spéciale organisée au début de la trente-troisième assemblée mondiale de la santé, réunie depuis le 5 mai à Genève. L'assemblée, qui rassemble les délégués de cent quarante-huit Stats membres de l'Organisation mondiale de la santé (O.H.S.), devast durer trois semaines. On trouvers un bref resumé de ses travaux dans le prochain numéro. - Le comité consultatif africain de la recherche médicale, créé il y a quaire ans, s'est réun; à Brazzaville du 14 au 18 avril pour passer en revus le programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales, le programme de recherche en reproduction humaine et le programme de recherche sur les services de santé. Ces activités sont financées sur des crédits extrabudgétuires de l'O.M.S. et relèvent du siège à Genève

UNION POSTALE UNIVERSELLE. - Le conseil exécutif de l'Union postale universelle (UPU) s'est réuni en session annuelle, à Berne, du 18 au 16 mai. A l'ordre du jour | l'examen des modelités pour mettre en marche les études dont la conduite a été confiée au conseil par le congrès de PUPU d'octobre 1977. Parmi les études les plus importantes figurent l'assistance technique sous toutes ses jormes journie aux pays en voie de développement; les relations avec l'ONU, avec les autres organisations internationales et avec les unions postales restreintes ; les finances de l'UPU; le courrier accéléré internationa (Datapost, Express Mail, Postadez, etc.); le traitement douanier des envois postaux; les frais de transit, les frais terminaux ; la révision des taux de base du transport aérien du courrier; l'utilisation maximale de la voie gérienne pour le transport du

octobre 1979, une dégradation des perspectives

de l'économie mondiale, une intensification de

l'inflation et une appravation des déséquilibres

des paiements des principaux groupes de pays,

notamment les pays en voie de développement.

compte de substitution destiné à recevoir de la

part des pays créanciers des Etats-Unis, des

dollars en contrepartie desquels il leur aurait été

remis un actif libellé en droits de tirage spé-

ciaux (D.T.S.) et mobilisable sous certaines

conditions. Sans prendre de décision à ce sujet.

le comité a exprimé son intention de poursuivre

DERNIERE VENTE D'OR DU F.M.I. - Le F.M.I.

a procédé le 7 mai à la dernière vente d'or prévue

dans un programme quadriennal, commencé en juin 1976, en vertu duquel 25 millions d'onces d'or ont été vendues par adjudication — soit un sizième du total qu'il détenait — su profit des pays en

Un total de 443 200 onces d'or fin (soit 800 onces

de moins que la quantité mise en adjudication)

A l'ordre du jour figurait la création d'un

non exportateurs de pétrole.

ses travaux sur ce sulet.

voie de développement.

a été attribué aux adjudicataires qui ont présenté des offres ordinaires; l'or a été attribué à des prix qui s'échelonnaient entre 500,20 et 511,15 dollars des Etats-Unis l'once, soit une moyenne de 504,80 dollars l'once. Le reste, 800 onces, n'a pas pu être attribué parce qu'il s'agit d'une quantité in/érieure à la quantité minimale (1 200 onces) qui, selon les termes et les conditions applicables aux ventes, peut être attribuée à un adjudicataire. Les soumissions ordinaires reçues portaient sur un total de 1 822 000 onces.

CREDIT & STAND-BY ». - Le Fonds & approuvé is 13 april, un crédit e stand-by a autorisant le gouvernement de Panama à effectuer au cours des vingt prochains mois, soit jusqu'au 31 décembre 1981, des achats d'un montant équivalent à 66,375 millions de D.T.S. pour aider à la réglisation du programme financier adopté par le gouvernement

nouveaux detenteurs de d.T.S. — Le 25 cord, le P.M.J. a désigné quatre institutions comme « autres détenteurs » de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) et les a autorisés à acquérir, détenir et utiliser des D.T.S. selon des modelités et des conditions uniformes. Les quatre nouveaux détenteurs sont : l'Autorité monétaire des Antilles orientales, St-Kitts, le Fonds international de développement agricole de Rome, la Banque nordique d'investissement d'Helsinki et la Banque nationale suisse de Zurich. D'autre part, le 30 avril, le P.M.J. a ajouté le Fonds andin de réserve de Bogota à le liste des autres détenteurs de D.T.S.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la BIRD

T A Banque internationale pour la reconstruc-Lion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé l'octroi des prêts suivants : — République de Corée (17 avril) : 30 millions

de dollars pour le financement des petites et moyennes entreprises; le 2 mai, 94 millions de doilars ont été consentie à la Société nationale des chemins de jer coréens; - Maroe (17 avril) : deux prêts d'un montant de 12 millions, dont 62 millions de dollars pour la réalisation d'un projet routier et 50 millions de dollars pour l'exploration pétrolière;
— Uruguay (17 coril) : 24 millions de dollars
pour accroître la productivité de l'élevage et des cultures vivrières; - Chili: 38 millions de dollars pour assainir les eaux et étendre les réseaux de distribution dans

is pays; - Colombie (21 april) : 32 millions de dollars pour le /inancement du troisième projet de développement des petites industries; - indonésie (21 gorll) : 42 millions de dollars destinés à l'implantation de petites plantations dans le sud de la province de Sumatra; - Egypte (2 mai) : 69 millions de dollars, rêtrocédés à la National Spinning and Weaving Company, pour l'aider à fabriquer des produits de haute qualité; ce pays a également reçu le 15 mai un prêt de 30 millions de dollars pour le financement des industries du secteur privé ;

- Nigéria (2 mai) : 28 millions de dollars pour l'accroissement des ressources vivrières et l'amélioration du revenu de la population rurale;
— Brésil (8 mai) : 159 millions de dollars pour la construction d'un réseau de transport suburbain pour le métropole de Porto Alegre - Inde (15 mai) : 100 millions de dollars pour /inancer les coûts en devises de projets industriels;
— Tunisis (15 mai) : 36,5 müllons de dollars pour la modernisation du réseau routier - Costa-Rica (19 mai) : 30 millions de dollars affectés à un programme d'entretien du réseau - Turquis (19 mai) : 120 millions de dollars pous accroître la capacité de production du projet hydro-électrique de Karakaya.

ADHESION DE LA CHINE A LA BANQUE MON-DIALE. — Les administrateurs de la BIRD, représentant les pays membres, ont annoncé le 15 mai que le gouvernement de la République populaire de Chine représenterait désormais la Chine dans les institutions faisant partie du groupe de la Banque mondiale. Le 17 avril, la Chine avait déjà été admise au Fonds monétaire.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOP-PEMENT. - L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale. a annonce ces dernières semaines une série de crédit. en javeur des pays suivants:

— Bangladesh (10 avril): 107 millions de dollars, dont 50 millions financeront l'importation de produits divers. 37 millions un projet d'irrigation ei 20 millions un programme d'adduction d'eau : — Indonésie (10 april): 132 millions de dollars dont 45 millions pour un projet de développement de plantations d'hévéas, 45 millions pour accroître la production de riz alleurs qu'à Java et 42 millions pour l'amélioration des services de vulgarisation

- Souden (10 april) : 65 millions de dollars pour un projet de modernisation agricole ; le 21 avril, ce pays a en outre reçu un crédit de 65 millions de dollars pour le sinancement d'un projet visant à développer la production d'énergie électrique: - Haute-Volta (10 april) : 14,5 millions de dollars destinés à renforcer l'administration forestière et à réaliser des activités-pilotes de joresterie : ce pays a aussi reçu le I mai un crédit de 6,5 millions de dollars pour la mise en valeur de zones maréca-

industriels: - Kenya (14 avril): 70 millions de dollers pour l'amélioration du potentiel industriel; un autre orédit de 46 millions de dollars, accordé le 2 mai, aidera au /mancement d'un programme de développement de la petite culture : — Inde (17 avril): deux crédits de 50 millions de dollars; 32 millions de dollars sont affectés à un programme sanitaire dans le Tamil-Nadou et 18 millions utilisés pour la réalisation de jorages dans l'Uttar-Pradesh. Trois autres crédits ont été approuvés le 21 coril : 210 millions de dollers pour le projet d'irrigation dans l'État de Maharashtra, 46 millions de dollars attribués au Etats d'Uttar-Pradesh et d'Andhra-Pradesh pour abeisser la mor-taitté infantile, limiter les naissances et améliorer la santé des mères et des enfants; 37 millions de dollars pour financer un projet forestier. Enfin, deux crédits ont encore été annoncés le 2 mai, l'un de 175 millions de dollars, pour un programme

le développement industriel; - Cameroun (24 april): 16 millions de dollars pour accroître le cheptel revenus des agriculteurs - Népal (24 april) : 17 millions de dollars pou - République arabe du Yémen (24 avril) : 5,5 mil-

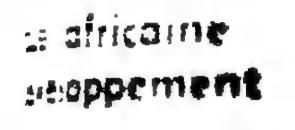
de pyrothre dans le Sud ; — Zaire (8 mai) : 18,5 millions de dollars accordés à la Sofide, principale source de financement du pays pour ses opérations de financement;

entobacuus. - Pakistan (14 avril): 50 millions de dollars pour améliorer l'état du réseau routier; 40 millions de dollars ont en outre été consentis le 19 mai à la Pakistan Industrial Credit and Investment Corpo-

ration pour financer le coût en devises de projets d'irrigation dans l'Etat de Gujarat, et l'autre, de 22 millions de dollars, pour développer la production de noix de cajou; - Bénin (21 april): 10 millions de dollers pour

— Ghana (24 coril): 29,5 millions de doilers affectés à la Farmer's Services Company; développer la production de bois de chauffage: tions de dollars pour améliorer un réseau d'irriga-tion dans la région de Tihama; — Burundi (2 mai): 15 millions de dollars pour améliorer l'enseignement; — Madagascar (8 mai): 12,5 millions de dollars el/ectés à un projet de promotion de l'exploration petrolière : — Sri-Lanka (8 mai): 18 millions de dollars pour le l'inancement d'un projet de replantation d'hévées; deux crédits d'un montant de 56 millions de dollars avaient déjà été accordés à ce pays le 21 avril, l'un. de 53 millions, pour la journiture d'un service d'autocars plus sur : l'autre, de 3 millions pement de Mahaweli-Ganga

de dollars, pour financer les services de consultants en ous de la réalisation du programme de dévelop-— Tanzanis (8 mai) : 43 millions de dollars pour la modernisation ou la construction de silos et de moulins; 10 millions de dollars avaient été consentis ou pays le 21 coril pour augmenter la production



TERNATIONALI

Groupe de la Banque mon

Print de la Banque mon

— Togo (15 mat): Il millions de dollars pour le premier projet d'amélioration de l'enseignement

OPERATIONS CONJOINTES DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT. — Le 21 avril, un prêt de la Banque mondiais d'un montant de l'Association énicrnationale de développement (IDA) de 5 millions de dollars, assorit d'un crédit de l'Association énicrnationale de développement (IDA) de 5 millions de dollars, a été accordé au Honduras pour la réalisation d'un projet de crédit agricole. De son côté, le Cameroun a reçu, le 24 avril, un prêt de 16,5 millions de dollars de la Banque mondiale, assorit d'un crédit de 15 millions de l'IDA pour la seconde phase d'un projet de développement d'une plantation d'hévéas. Epalement le 24 avril, le Sénégal a bénéficié d'un prêt de la Banque mondiale de 10 millions de dollars assorit d'un crédit de l'IDA de 28 millions de dollars pour la réalisation d'un projet routier. D'autre part, le 8 mai, l'Indonésie s'est que accorder un prêt de la Banque mondiale de 35 millions de dollars assorit d'un crédit de l'IDA de 30 millions de dollars pour un projet de recherche agricole. Enjin, le 15 mai, un prêt de la Banque mondiale de 25 millions de dollars, a été consenti à la Zambie pour un programme ferroviaire.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE.

Trois opérations de la Société financière internationale (S.F.I.) ont été annoncées:

— Aide au développement des petites entreprises aux Philippines (le 23 arril) sous la forme d'une souscription au capital action d'une institution financière, la Ventures in Industry and Business Enterprises; la contribution de la S.F.I. s'élève à 277 400 dollars;

— Financement de l'expansion des installations hôtelières à Blantyre et à Lilongué (Malaui), le 24 avril, avec une contribution de 1 965 000 dollars des Etats-Unis;

— Contribution de 4 millions de dollars annoncée le 13 mai pour participer à la création d'une nouvelle institution indonésienne pour le finan-

FIN DU PROGRAMME D'EMPRUNT DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'EXERCICE 1980. —
La Banque mondiale a annoncé le 1st mai qu'elle venait de clore son programme d'emprunt de 5,3 milliards de dollars pour l'exercice 1980 (qui prend fin le 30 fuin) par un placement privé d'un montant de 250 millions de bons en deutschemarks. L'accord, passé avec la Deutsche Bank A.G., la Dresdner Bank A.G., la Commerchank A.G. et la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, stipule un taux d'iniérêt sur les bons de 9 % par en payable annuellement le 1st mai. L'émission s'est jaite au pair. Le remboursement se fera le 1st mai 1988 et ne pourra être amorti par anticipation.

Banque africaine de développement

Prêts au Togo et à l'Ouganda

A U cours de sa cent trente et unième session tenue à Abidjan les 24 et 25 mars, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé des prêts en faveur de deux pays :

— Togo: 3.5 millions d'u.c. (environ 945.6 mH-

— Togo: 3.5 millions d'u.c. (environ 945,6 millions de F. C.F.A.) à la Banque togolaise de développement pour financer le coût en devises de certains projets; ce prêt, remboursable en quinze ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, servira à financer de petites et moyennes entreprises et sera garanti par le gouvernement;

— Ouganda: une ligne de crédit de 10 millions d'u.c. (2,7 milliards de F. C.F.A.) à l'Uganda Development Bank afin de moderniser l'activité industrielle du pays; ce prêt, remboursable en quinze ans, avec un différé d'amortissement de quatre ans, est garanti par le gouvernement.

PONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — Le conseil d'administration du Fonds africain de développement (PAD) a octroyé des préis, lors de sa réunion à Abidjan, le 27 mars, en faveur de trois

— Mali: un prêt de 11 millions d'U.C.P. (approximatirement 2737 millions de france C.F.A.) pour le projet de développement rural d'aménagement de Sélingué. Le prêt est remboursable sur une période de cinquante ans, dont un différé d'amortimement de dix ans :

— Maurice: un prêt de 3,7 millions d'U.C.F. (approximativement 920,7 millions de france C.F.A.) pour financer la réparation des routes et des ponts endommagés par les cyclones. Le prêt est remboursable sur une période de cinquante ans, dont un différé d'amortissement de dix ans;

- Zambie: un prêt de 8 millions &U.C.F. (approximativement 1990,7 millions de francs C.F.A.) pour le financement du projet de développement sucrier de Wakambala. Le prêt est également remboursable sur une période de cinquante ans, dont un différé d'amortissement de dix ens.

D'autre part, les représentants du PAD et de

D'autre part, les représentants du FAD et de la République du Burundi ont signé, le 14 mars, à Abidjan, un accord aux termes duquel le Fonds accorde un prêt complémentaire d'un montant de 1,23 millions d'U.C.F. (soit environ 306 millions de jrancs C.F.A.) à la République du Burundi pour financer le dépassement des coûts du projet de construction de la route Bujumbura-Mutambara.

Banque européenne d'investissement

Prêts à des pays de la Communauté

L A Banque européenne d'investissement (BEI) annonce des prêts en faveur des pays et organismes de la Communauté européenne :

— Danemark (le 16 avril): deux prêts d'uns contre-valeus totale de 24,7 millions de couronnes danoises (3,1 millions d'u.c.e.) pour la construction, dans l'Ouest du Jutland, de deux usines permettant d'utiliser dans l'industrie alimentaire et pour diverses fabrications chimiques le lactosérum, sous-produit de la production de fromage. 16 millions ont été accordés (pour dix ans au taux de 10,20 %) à la société Danmark Protein A/S: 8,7 millions ont été prêtés (pour dix ans au taux de 10,20 %) à la société Biogena A/S appartenant au groupe Kali-Chemie A.G.

— Italie (le 2 mai) : deux prêts d'une contrevaleur de 80 milliards de lires (68,3 millions d'u.c.e. accordés à l'ENEL (Ente Nazionale per l'Energia Elettrica): La majeure partie de ces sonds, soit 60 milliards de lires, provient des ressources propres de la B.E.I.; 20 milliards proviennent des ressources du nouvel instrument communaulaire d'emprunts et de prêts, dit e sacilité Ortoli ». Les 60 milliards ont été affectés à la construction d'une centrale de pompage hydro-électrique à Edolo, près de Brescia (pour douze ans au taux de 8,95 %, compte tenu de la bonisication de 3 % au titre du Système monétaire européen).

au titre du Système monétaire européen).

Quant au prêt de 20 milliards, il contribuera à financer des investissements estimés à 171 milliards de lires consistent dans la mise en place d'un système jondé sur les techniques les plus récentes de transmission et de traitement des données par ordinateur afin d'assurer une coordination très poussée des installations de production et de transport sur l'ensemble du territoire (talien; ce concours est accordé pour dix ans, au taux de 8,5 %, compte tenu d'une bonification de 3 % au titre de 5 % par en l'ensemble du de conjugation de 3 % au titre de 5 % par en l'ensemble de l'une bonification de 3 % au titre de 5 % par en l'ensemble de l'une bonification de 3 % au titre de 5 % par en l'ensemble de l'une bonification de 3 % au titre de 5 % par en l'ensemble de l'une bonification de 3 % au titre de 5 % par en l'ensemble de l'une bonification de 3 % au titre de l'ensemble de l'une bonification de 3 % au titre de l'ensemble de l'en

— Royaume-uni (le 2 mai): trois prêts d'une contre-valeur totale de 5,5 millione de livres (9,2 millions d'u c.e.) pour contribuer au financement d'investissements industriels et d'infrastructures. Les prêts se répartissent de la façon suivante : 1) 2,5 millions à Whessoe Limited (à 12,2 %, pour sept ans) pour l'extension des installations de fabrication et de montage d'éléments de grande dimension pour centrales nucléaires à Middlesborough et Darlington, au nord-est de l'Angleterre; 2) 1 million à Rockwool Ltd (pour huit ans, à 12,25 %) pour la construction d'une usine de laine minérale près de Bridgend, au sud du pays de Galles; 3) un prêt de 2 millions au Dum/ries and Galloway Regional Council, en Eposse (pour quinze

de travaux d'amélioration du réseau routier, d'ouvrages d'adduction d'eau, et à l'aménagement de terrains industriels;
— Irlande (le 6 mai): deux prêts d'une contrevaleur de 9,7 millions de livres irlandaises (14,4 millions d'u.c.a.) sur les ressources du nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts. Une bonification d'intérêt de 3 % s'applique à l'intégralité de ces prêts en vertu des dispositions adoptées au moment où l'Irlande a adhéré au sys-

trument communautaire d'emprunts et de prêts. Une bonification d'intérêt de 3 %, s'applique à l'intégralité de ces prêts en vertu des dispositions adoptées au moment où l'Irlande a adhéré au système monétaire européen. Ces deux concours, consentis pour une durée de quinze ans à Bord Na Mona, organisme irlandais chargé de l'exploitation des ressources de tourbe, se répartissent comme suit : 6 millions pour la mise en valour de 2 850 hectares de tourbières et la construction d'une usine à Littleton (Comté de Tipperary) ; et 3,7 millions pour la mise en valeur de cinq gisements, principalement dans les Midlands.

PRET AU TITRE DE LA CONVENTION DE LOME. — Au titre de la première conveniion de Lomé, la B.E.I. a accordé le 23 avril un prêt de 3,5 millions d'u.c.s. à la République du Cap-Vert pour la construction d'un chantier de réparation des grands bateaux de pêche hauturière, et dans une moindre mesure des petits navires de commerce, dans la bate de Mindelo, principal port de l'archipel.

Cette opération a pris la forme d'un prêt conditionnel accordé, au taux de 2 % pour une durée

PRET A LA TUNISIE. — Le 28 avril, la B.E.J. a accordé à la Tunisie 20 millions d'u.c.c. (11,4 millions de dinars tunisiens) pour contribuer au financement d'une ligne de chemin de fer destinée essentiellement au transport de mineral de phosphate entre Gafsa et Gabès, au centre-ouest de la Tunisie. Le financement a fait l'objet de deux opérations distinctes : un prêt bonifié de 5 millions d'u.c.c. sur les ressources propres de la B.E.J. et un prêt à conditions spéciales de 15 millions sur les ressources budgétaires de la Communauté (durée quarante ans, dont dix ans de différé, taux d'intérêt 1 %), la B.E.J. agissant sur mandat de la

poupant aller jusqu'à vingt-cinq ans-

PRET AU MAROC, — La B.E.I. a annoncé le 30 avril l'octroi d'un prêt global de 5 millions d'u.s.e. au Maroo pour contribuer au développement du secteur industriel. Consenti à l'Office pour le développement industriel (ODI), ce prêt servira à financer des participations — sélectionnées en accord avec la B.E.I. — dans des entreprises de petite et moyenne dimension relevant du secteur industriel. L'opération a pris la forme d'un prêt conditionnel d'une durée établie initialement à vingt-cinq ans maximum, au taux de 2 %, sur les ressources budgétaires de la Communauté européenne prévues pour des prêts à conditions spéciales et des opérations sur capitaux à risques.

Banque interaméricaine de développement

Octroi de treixe prêts

L A Banque interaméricaine de développement
(BID) annonce l'octroi de prêts aux pays
suivants:

— Panama (18 mars): deux prêts d'un montant total de 9,8 milions de dollars pour le financement d'un projet de santé animale destiné à contrôler le développement de maladies endémiques dans la pays. Le premier prêt, d'un montant de 5,4 millions de dollars, est accordé à l'aide du fonds d'opérations spéciales de la banque, pour trents ans, à un taux d'intérêt annuel de 2 %; le deuxième, d'un montant de 4,4 millions de dollars, est octroyé pour vingt ans à 8,25 % l'an, à l'aide des ressources ordinaires. — Honduras (18 mars): 5 millions de dollars (à l'aide du fonds du Venezuela, pour vingt ans, à 8,25 % l'an) pour la création d'une coopérative agricole qui depra construire trois usines de production d'husis de palme africaine dans la basse vallés

— Costa Rica (20 mars): deux prêts d'un montant total de 15,1 millions de dollars pour le financement d'un projet pilote d'irrigation dans le bassin injérieur de la rivière Tempisque, dans la province de Guanacaste: 10,4 millions proviennent du fonds d'opérations spéciales (prêt pour trente-cinq ans, à 2 % l'an) et 4,7 des ressources ordinaires (pour vingt ans, à 8,25 % l'an). Ces crédits seront utilisés par le Servicio Nacional de Electricidad (S.N.E.).

— Equateur (20 mars): 21 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarants ans, à un taux d'intérêt de 1 % pendant les dix premières années, et de 2 % ensuite) pour l'amélioration et l'extension de l'enseignement technique dans la primière dans le l'extension de l'enseignement technique dans la primière dans les dix premières années, et de 2 % ensuite)

nique dans le pays.

— République dominicaine (25 mars): 500 000 dollars (à l'aide du jonds d'opérations spéciales, pour quarante ans. à 1 % l'an) en faveur de la production agricole, industrielle et artisanale ainsi que pour l'amélioration de la qualité de la vie des individus et des groupes dans le pays; le prêt est accordé à l'Asociacion para el Desarrollo de la Provincia Espaillat Inc.

— Honduras (28 mars): 25,2 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quatunte ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour contribuer au financement de la construction de routes secondaires essentielles au développement de la vaste zone forestière de Olancho.

— Brésil (28 mars): 13.5 millions de dollars (à

— Brésil (28 mars): 13,5 millions de dollars (à l'aide des ressources interrégionales, pour dix-huit ans, à 8,25 % l'ap) pour le financement d'un projet de distribution de l'électricité dans l'Etat de Maranhao, dans le nord-est.

— Argentine (28 mars): deux prêts d'un montant total de 55 millions de dollars pour l'extension de l'acièrie Industrias Metalurgicas Pesacarmona S.A. (IMPSA). 35 millions sont accordés pour quinze ans et à 8,25 % l'an, à l'aide des ressources ordinaires de la hanoue et 26 millions pour dix ans, artice

l'acièrie Industrias Metalurgicas Pesacarmona S.A. (IMPSA). 35 millions sont accordés pour quinze ans et à 8,25 % l'an, à l'aide des ressources ordinaires de la banque, et 20 millions pour dix ans, grâce à un financement sur les ressources ordinaires obtenu par la vente de participations à la Orion Bank Ltd, de Londres; le taux d'intérêt est de 5/8 de 1 % l'an au-dessus du LIBOR (taux interbanques semestriel de Londres) pendant les six premières années, et 3/4 de 1 % ensutte.

— Brésil (3 arril): deux prêts d'un montant total de 40 millions de dollars pour le financement d'un projet de développement rural intégré, en faveur de plus de cent vingt mille personnes, dans l'Etat de Paraība, dans le nord-est du Brésil. 30 millions sont octroyés à l'aide des ressources interrégionales (pour vingt-cinq ans, à 8,25 % l'an), et 10 millions à l'aide du fonds d'opérations spéciales (pour vingt-cinq ans, à 3 % l'an).

AU CONSEIL DES GOUVERNEURS. — Au sours de sa vingt et unième session annuelle, du 14 au 16 avril, à Rio-de-Janeiro, le conseil des gouverneurs de la BID a examiné le rapport annuel pour 1979, et approuvé les états financiers des ressources ordinaires et interrégionales de la banque, ainsi que du londs d'opérations spéciales.

■ BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT BCONOMIQUE EN APRIQUE. — La Banque crabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a annoncé au mois de mars l'octrot de prêts en faveur de cinq pays :

— Gambie (4 mars) : un prêt de 5,2 millions de dollars pour le financement d'un projet d'agrandissement de l'aéroport international de Yundum; ce prêt est amortissable en quinze ans, y compris un délai de grâce de deux ans, et porte un intérêt au taux annuel de 5%.

— Angola (4 mars): un prêt de 10 millions de dollars destiné au financement d'un projet de rénovation de la poie ferrée « Lobito-Route », qui s'étend

dollars destiné au financement d'un projet de rénovation de la voie ferrée « Lobito-Route », qui s'étend
sur 1348 kilomètres; le prêt est amortissable en
quinze ans, avec un délai de grâce de sinq ans, et
porte intérêt au taux annuel de 1 %.

— Lesotho (6 mars): deux prêts d'un montant
total de 9,9 millions de dollars destinés eu financement de deux projets de développement des transports. Le premier, de 6 millions de dollars (amortissable en dix-huit ans, avec un délai de grâce de
trois ans, à un taux annuel de 4 %) sera affecté à
la réalisation d'un aéroport à Maseru, capitale du
Lesotho. Le deuxième prêt, d'un montant de 3,9 millions de dollars, vise à soutenir les efforts du
Royaume du Lesotho pour l'aménagement du réseau
routier national. Amortissable en vingt ans, y
compris cinq ans de délai de grâce, ce prêt porte
intérêt à 4 % l'an.

intérêt à 4 % l'an.

— Comores (6 mars) : un prêt de 1,57 million de dollars pour le financement d'un projet de développement du réseau de télécommunications. Ce prêt est amortissable en vingt ans, y compris un délai de grâce de cinq ans, et porte un intérêt annuel

de 2 %.

— Mali (24 mars): un prêt de 10 millions de dollars (remboursable en vingt ans, avec cinq ans de délai de grâce, et un taux d'intérêt de 4 % l'an), pour l'aménagement d'une liaison routière de 556 km, sur le tracé, au Mali, de la route transsaharienne.

Dans son rapport annuel pour 1979, publié au mois de mai, la BADEA indique que ses engagements

de prêts ont totalisé, en 1979, 49,07 millions de dollars, en baisse de 15,2 % (à prix courants) par repport aux opérations ordinaires, et de 32,6 % en comparaison avec les opérations ordinaires et spéciales de 1978. 1980 marquant le cinquième anniversaire de la BADEA, le rapport dresse un rapide bilan de cinq

années d'activilés.

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. -La Banque asiatique de développement a annoncé
le 25 mars l'octroi au Pakistan d'une ligne de
orédit de 40 millions de dollars (pour quinze ans,
à 8,1 % l'an); effectué à l'aide des ressources
ordinaires de la Banque, ce prêt est accordé à
la Pakistan Industrial Credit and Investment
Corporation Ltd. (PICIC);

La Banque asiatique a procèdé à deux émissions d'obligations en avril. Le 7, elle a mis en
vente dans les pays membres pour 70 millions de
dollars d'obligations sur deux ans. Cette émission,
intitulée « Obligations 1980, à deux ans, venant à
échéance le 1ºº avril 1982 » a été vendue au pair;
elle porte intérêt à 14,45 % l'an, payable semiannuellement, le 1œ avril et le 1ºº octobre de
chaque année. D'autre part, le 16 avril, la Banque
asiatique a conclu avec un syndicat international de banques ayant à sa tête la Deutsche Bank
un accord portant sur une émission d'obligations
d'un montant de 200 millions de deutschemarke
(environ 108 millions de dollars). Ces obligations
d'une durée de dix ans, vendues au pair, portent
intérêt à 10 % l'an, payable annuellement le 1ºº mai
de chaque année.

— Selon le rapport annuel de la Banque estatique de développement pour 1979, rend u public le 18 avril, cet organisme s'est plus particulièrement attaché l'an dernier, au développement de l'agriculture, de l'énergie et des questions sociales.

La Banque a aussi effectué pour la première jois des opérations de prêts dans les secteurs de l'industrie, de l'électrification des zones rurales, de l'économie des petites îles (sous forme de prêts globaux) et de l'extension des cultures. Cinquante-huit prêts ont été octroyés en 1979, pour cinquante-sept projets dans dir-huit de ses pays membres, contre cinquante-trois prêts pour ciuquante-deux projets en 1978. D'une année sur l'autre, le montant total des prêts est passé de 1,159 milliard à 1,252 milliard.

BANQUE DEB REGLEMENTS INTERNATIONAUX. — Le conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux (BBI) a décide, le 13 mai, de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 9 juin, la distribution d'un diridende de 110 francs suisses par action au titre de l'exercice social clos le 31 mars, ainsi que d'un dividende exceptionnel et non renouvelable de 25 francs suisses par action à l'occasion du cinquantenaire de la banque.

Le dividende total de 135 francs suisses par action sera payable le 1m fuillet aux actionnaires inscrits sur les registres de la banque à la date du 20 fuin.

PONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOP-PEMENT AGRICOLE. — Le conseil exécut! f du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), réunt a Rome le 8 mai, a approuvé sept prêts en javeur des pays suirants: Soudan (15 millions de dollars), Ghana (12,5 millions de dollars), Indonésie (26 millions de dollars), Mexique (22 millions de dollars), Niger (12 millions de dollars), Pérou (11,9 millions de dollars) et Ethtopie (18 millions de dollars).

Le FIDA, institution enérollars de l'ONT e 444

Le FIDA, institution spécialisée de l'ONU, a été crét en 1976 a/in d'apporter des ressources complémentaires aux pays en voie de développement, pour leur déreloppement agricole.

CNUCED

La création d'un fonds commun est renvoyée à la conférence de négociation

L'intérimaire de la conférence de négociations des Nations unles sur la création d'un fond-commun dans le cadre du programme intégraur les produits de base s'est tenue à Genève du 8 au 19 avril. Elle a mis fin à plus de sept mois d'efforts au sein du comité en vue de rédiger un projet de statuts pour l'institution envisagée.

Faisant le point des résultats acquis au cours des deux semaines écoulées, Herbert S. Walker (Jamalque), président du comité intérimaire, a déclaré que l'accord s'était fait sur quelques questions de politique générale et que les positions s'étaient rapprochées sur plusieurs autres, mais qu'un certain nombre de questions très importantes n'avaient pas été réglées et devraient être renvoyées à la conférence de négociation. Celle-ci devait initialement se réunir du 27 au 30 mai pour adopter les statuts, mais a été remise au mois de juin.

ECHEC DE LA CONFERENCE SUR L'ETAIN. —
La conjérence des Nations unies sur l'étain, réunie
à Genève du 14 avril au 16 mai, sous les auspices
de la CNUCED, n'a pu parventr à un accord sur
un sizième accord international pour remplacer
celui actuellement en vigueur et qui doit venir à
expiration le 30 juin prochain.
RENEGOCIATION SUR LE JUTE. — Les produc-

teurs et les consommateurs de jute, réunis du 28 avril au 9 mai, à Genève, ont examiné un certain nombre de questions-clés en vue de décider s'il y a lieu de convoquer une conjérence pour négocier un accord en bonne et due forme sur ce produit.

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE. — La troisième

session de la conférence des Nations unies sur un code international de conduite pour le transjert de technologie s'est ajournée le 7 mai. Aucun progrès sensible n'a été enregistré lors de cette réunion, qui s'était ouverte le 21 avril avec la participation de quatre-vingt-seize pays.

ACCORD SUR LE CONTROLE DES PRATIQUES

COMMERCIALES RESTRICTIVES. — Au cours de la deuxième partie de la conférence des Nations unies sur les pratiques commerciales restrictives, qui s'est déroulée à Genève, du 8 au 18 avril, sous les auspices de la CNUCED, un ensemble de principes et de règles pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives préjudiciables au commerce international (surtout à celus des pays en voie de développement) a été adopté.

REUNION PREPARATOIRE SUR LA BANANE. —

La première réunion préparatoire sur la bananc,
qui a eu lieu à Genève du 21 au 25 avril, sous les
auspices de la CNUCED, a décidé qu'il fallait mettre
au point un programme global de recherche-développement et entreprendre des études sur d'autres
domaines suceptibles de se prêter à une éventuelle
action d'envergure nationale. Les quarante et un
pays (consommateurs et producteurs de banane)
qui participaient à la réunion ont adopté un plan
qui pourrait mener à l'organisation d'activités communes portant sur plusieurs éléments autres que
la recherche-développement, à savoir la promotion
commerciale, le groupement des achats de moyens
de production auxquels doivent procéder les pays
producteurs, et les mesures propres à relancer la

GATT

Bilan des activités en 1979

Les rapport annuel sur Les activités du GATT en 1979, publié le 30 avril par le secrétariat de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), a pour thèmes dominants la conclusion des négociations commerciales multilaterare du « Tokyo Round » et les premières mesures de mise en œuvre des accords issus de ces négociations. Il envisage aussi le futur programme de travail du GATT, et traite de la tension persistante des relations commerciales multilatérales.

PROCHAINE ACCESSION DE LA COLOMBIE. — Le gouvernement colombien a signé, le 17 avril, le protocole d'accession de la Colombie à l'Accord général sur les tari/s douaniers et le commerce. La Colombie deviendra membre du GATT trente jours après que cette ratification aura été notifiée.

NOUVEAU DIRECTEUR GENERAL. — Lors d'une session extraordinaire, tenue à Genève le 28 avril, les parties contractantes à l'Accord pénéral ont désigné à l'unanimité M. Arthur Dunkel (Suisse) comme directeur général du GATT. Il succède à M. Olivier Long, qui occupait ce poste depuis 1968.

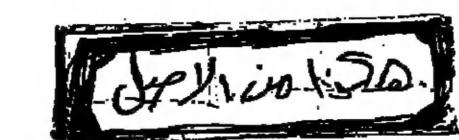
Delta es nouveaux guides



25 pays pris sur le vif



diffusés en librairies par Armand Colin



A première réunion du comité consultatif de l'industrie du charbon, organisée les 24 et 25 avril par l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), a été consacrée au doublement de la production mondiale de charbon d'ici à 1990 et à son triplement d'ici à l'an 2000. A l'issue de ses travaux, le comité a indiqué que les investissements nécessaires pour le triplement de la production n'ont pas encore été mis en œuvre. Le comité a demandé une «stabilité accrue des standards de protection de l'environnement » de la part des gouvernements, les délais d'exploitation des mines de charbon étant actuellement trop longs, en raison notamment de l'opposition des écologistes. L'A.I.E. estime que la plus grande part de l'augmentation de la production, dans le monde non communiste, viendra des Etats-Unis et de l'Australle.

Le conseil de direction de l'A.L.E. s'est. d'autre part, réuni les 8 et 9 mai à Paris, pour préparer la réunion ministérielle du conseil, prévue pour le 22 mai.

LA SITUATION ECONOMIQUE EN TURQUIE. -Dans le rapport sur la Turquie publié le 20 mai par l'O.C.D.E. dans la série « Etudes économiques », les esperts de l'organisation indiquent que els nouvelle ligne d'action adoptée (en fanvier dernier) par les autorités turques représente un effort réaliste pour sortir le pays d'une passe critique », mais qu'il est possible que e la situation commence par empirer, avant de s'améliorer». Le premier résultat des nouvelles mesures sera en effet d'accélérer l'inflation, et le chômage risque d'augmenter un peu.

LUTTE CONTE LE BRUIT. - Une conférence sur les politiques de lutte contre le bruit, organisée du 7 au 9 mai, à Paris, par l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), a recommandé la réduction de 5 à 10 décibels d'ici à 1985-1990 des limites d'émission sonore applicables aux automobiles, aux poids lourds, aux véhicules de transport en commun et aux motocyclettes.

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DANS LES ANNEES 80. — Un symposium international sur la politique industrielle dans les années 1980 a été organisé, du 5 au 9 mai, à Madrid.

ADEESION DU PORTUGAL À L'AGENCE INTER-NATIONALE DE L'ENERGIE. - La demande d'admission du Portugal à l'Agence internationale de l'énergie (A.J.E.) a été approuvée à l'unanimité par le conseil de direction à l'occasion de sa cinquante-troisième réunion, à Paris, le 23 avril. Le Portugal est ainsi le vingt et unième pays membre de l'Agence.

RECENTE PUBLICATION Pays-Bas, dans la série Etudes économiques, 88 pages, O.C.D.E., 1980.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Accord partiel sur la stratégie à long terme

T A cinquante-sixième réunion extraordinaire de la conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est tenue les 7 et 8 mai à Taif (Arabie Saoudite) en l'absence du Nigéria. Le communiqué publié à l'issue des travaux indique que la conférence a examiné le rapport présenté par le comité de la stratégie à long terme — et l'a accepté — et que trois pays ont émis des réserves sur la question des prix : c'est-à-dire que neuf pays ont admis le principe d'une indexation future des prix du pétrole sur des éléments de conjoncture des pays industrialisés membres de l'O.C.D.E.; les trois pays qui ont émis des réserves, tant sur les indices retenus que sur le niveau du prix de base, sont l'Algèrie, l'Iran et la Libye.

La creation d'une agence d'aide au développement, qui était proposée dans le rapport, a été adoptée à l'unanimité; cet organisme, doté de la personnalité juridique et de fonds propres, assistera les pays en voie de développement affectés par les hausses des prix du pétrole.

La conférence a recommandé que la question des relations de l'Organisation avec les pays développés soit examinée par une réunion commune des ministres des affaires étrangères, des finances et du pétrole des pays membres de l'OPEP, qui doit se tenir prochainement. Cette réunion sera également consacrée à la préparation du sommet des chefs d'Etat de l'OPEP prévue au mois de novembre prochain, qui devra approuver la stratégie à long terme. FONDS SPECIAL DE L'OPEP. — Le Fonds spécial de l'OPEP d'aide aux pays en voie de dévelop-pement a accordé les 21 et 24 avril et les 2 et 5 mai

derniers quatorze préts d'un montant de 44 mil-

lions de dollars, dont 30 millions de prêts de

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments auciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dons un élan sans relâche, construit son avenir.



(Ph. ATZINGER.)

e Le Palais des Papes; les Remparts; le Pont par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religioux :

e Les trésors de ses musées : musée Caivet, musée du Petit Palais (collection de primitifs italiana) notamment :

e Un Ceptre International de Congrès aménage dans le Palais des Papes : o Son Théâtre :

a Son Fertival (15 |uillet-15 août) Thestre, Choregraphie, Cinema, Musique:

o Des services réguliers de trains a autosconchettes a ailer et retour au départ de Paris, Etaples (Le Touquet), Boulogne, Liège, Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Karisruhe:

e Son important Marché d'intérêt national; o De magnifiques excursions à travers la

Provence : e Son folklore (dantes et vieilles traditions) : e Le Pare des Expositions de Châteaubiane :

. La Foire et Expositions du Grand Delta : o Des satisfactions gastronomiques et des vius de grands crus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes

du Rhône, Gigondes, Favel, etc.;

- Visitez AVIGNON . La Sonneuse de Joie L. .. . Bouseignements : Syndicat d'Initiative. cours Jean-Joures

soutien aux balances des paiements et 14 millions pour aider au sinancement de projets de développement.

Les prets de soutien aux balances des paicments ont été accordés à la Guinée-Bissau (2 millions), au Cap-Vert (1,5 million), au Niger (4 millions), à la Mauritanie (5.5 millions), & la Gambie (1.5 million), aux Seychelles (0,5 million), à la Jamaique (7 millions), à Grenade 1 million), à la Répu-blique dominicaine (0,5 million), à la Guyane (5 millions) et à Barbade (1,5 million). Tous ces prêts ont une durée de dix ans, et portent intérét entre 0 et 4 % auquel s'ajoute 0,5 % pour les frais

Les prets destinés au financement de projets de développement concernent l'Ouganda (5 millions). le Kenya (4 millions) et la Tanzante (5 millions). Ils sont libres de tout intérêt avec 0.75 % pour frais de gestion : leur durée est de quinze ans. à l'exception du prêt à la Tanzanie accordé pour vingt ans.

• ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. -- Le comité de parlementaires des pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), réuni à Lisbonne du 16 au 18 avril, a passé en revus les activités de l'Association durant les cinq mois qui ont suivi sa dernière réunion. La première partie de la réunion était consacrée à la situation économique au Portugal, qui s'est aggravée. Tout en se félicitant de l'aide économique que les pays de l'A.E.L.E. continuent à apporter à ce pays, le comité a pris acte de la décision du Portugai d'adhérer à la Communauté européenne.

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LI-BRE-COMMERCE, - Le conseil de politique monétaire et sinancière a tenu sa dix-huitième session annuelle à Lima du 12 au 16 mai. Il a approuvé l'augmentation, à partir du 14 mai, des ressources ordinaires disponibles au titre de l'accord de Saint-Domingue (ce qui portera leur montant à plus de 300 millions de dollars) ainsi que l'élévation du plajond des transactions ejjectuées par les pays membres. A la même occasion, le conseil a chargé la commission consultative des problèmes monètaires d'effectuer une étude sur l'obtention de ressources d'origine régionale et internationale qui sergient utilisées pour résoudre les problèmes des balances des paiements des pays membres. -- La douzième session annuelle du groupe de la valeur s'est tenue à Montevideo du 16 au 18 avril. A son ordre du jour : les nouvelles normes relatipes à la définition de la valeur en douane adop-

tées au cours de la dernière étape des négociations commerciales multilatérales de Genève; l'accord portant application de l'article 7 du Code de la raleur du GATT et les amendements introduits dans la définition de la valeur de Bruxelles par le conseil de la coopération douanière.

• CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. -- Le Conseil international de l'étain, réuni à Genève le 14 mai, pour sa diz-huitième session, a pris note qu'il n'avait pas été possible d'achever les négociations sur un sixième accord international sur l'étain lors de la conférence des Nations unies qui venait de siéger durant un mois à Genève. Il prie instamment les gouvernements des pays participants de faire leur possible pour parvenir à des positions mutuellement acceptables sur les termes d'un sixième accord, arant la sin de l'année. Le Conseil considère que s'il n'est pas possible de réunir à nouveau la conférence de négociation avant la /in de 1980, si cette conférence ne parvient pas à consensus avant cette échéance, il se réunira en janvier 1981 pour prononcer la prolongation de

l'actuel accord international sur l'étain. • GROUPE ANDIN. — Le quatrième réunion du conseil de la planification du Groupe Andin s'est tenue à Quito du 5 au 7 mai. L'objectif était d'examiner le programme de l'intégration sousrégionale pour les années 80.

— La première réunion sous-régionale sur la science et la technologie a eu lieu à Lima du 16 au 19 april. A son ordre du jour : l'établissement d'un mécanisme permanent de consultation et de coordination, les bases d'une coopération avec les Etats-Unis en matière de science et de technologie et le programme d'action de Vienne. - Les membres du comité de l'Accord de Cartacena se sont réunis le 19 april avec les représeniants de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) en vue d'établir les bases d'une col-

laboration élargie entre les deux parties. • SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERI-CAIN. — La première réunion des ministres des linances et des présidents des danques centrales des pays membres du Système économique latinoaméricain s'est tenue à Lima (Pérou) les 11 et 13 april. Elle a été consacrée aux problèmes du financement de projets multinationaux de développement et du commerce interrégional. Dans cette double perspective les participants ont examiné la possibilité d'actions communes dans les domaines monétaire et financier, le renforcement des mécanismes de compensation des transactions, et l'accroissement de l'aide aux balances des paiements.

devrait être fonde non seulement sur l'or mais eust sur des contributions, notamment sur celle des Etats-Unis, Il leur semble en effet que pour rellier les suffrages des pays en voie de développement en javeur de ce jonds il jaul allenuer le rôle de l'or en tant que garantie, étant donné que l'or au P.M.I. est vendu au profit des pays en développement.

RELATIONS AVEC LES PAYS TIERS. - La C.E.E. et le Brésil se sont accordé mutuellement la clause de la nation la plus favorisée, aux termes d'un accord de coopération commerciale et économique mis au point le 17 april, à Bruxelles, par les deux parties. Les deux partenaires s'engagent également dans leurs relations commerciales à diversifier les échanges au plus haut niveau possible, compte tenu de leur situation économique. - Les ministres des affaires étrangères de la

C.E.E. et du Pacte andin (Bolivie, Colombie, Equaleur. Péron et Venezuela) se sont rencontres le 5 mai à Bruxelles. Une déclaration conjointe sur les problèmes internationaux et d'intérêt commun a été publiée. C'était la première fois que des représeniants des pays du Marché commun et d'un groupe de pays d'Amérique latine se rencontrent d ce niveau. Mais la C.E.E. a déjà procédé deux jois d une rencontre de ce type apec les pays de l'Association des nations de l'Azie du Sud-Est.

LES VENTES DE BEURRE A L'URS.S. - La Commission européenne a refusé, le mois dernier, la vente de 25 000 tonnes de beurre provenant des stocks communautaires de la C.E.S. à l'Union soviétique. Elle a en effet rejeté toutes les offres faites récemment par des exportateurs européens, désireux de vendre du « vieux » beurre européen en Union

Parlement européen

Bilan de la session d'avril DEUNI à Strasbourg du 14 au 18 avril pour sa session mensuelle, le Parlement européen a adopté une résolution présentée au nom de la commission du développement et de la coopération sur l'intensification de l'aide que la Communauté doit accorder aux réfugiés cambodgiens et à la Thallande. Seuls les communistes français se sont opposés à ce texte. Les parlementaires ont d'autre part adopté, le 17 avril, une résolution sur le système monétaire européen (S.M.E.) relevant trois lacunes : absence d'une veritable politique de convergence des économies des pays participants, faiblesse des instruments monétaires et de crédit, manque d'harmonisation à l'égard du système monétaire international et du dollar. Le texte souhaite la mise en œuvre d'un véritable fonds européen, autorité monétaire de la Commmauté où l'unité de compte puisse jouer le rôle de monnaie de réserve et d'échange ainsi que de monnaie internationale de réserve.

Le Parlement a adopté le même jour un projet de résolution présenté par la majorité de centre droit sur les otages américains de Téhéran : il y invite les Neuf à « prendre toutes mesures nécessaires (...), en consultation étroite avec les Etats-Unis et les autres membres de l'alliance atlantique, pour obliger les autorités traniennes à libérer les otages » et envisage « le cas èchèant (_) de suspendre les relations diplomatiques > avec l'Iran.

Le 18 avril les parlementaires ont aussi adopté une résolution du groupe libéral protestant contre la procédure anti-dumping intentée aux Etats-Unis contre les producteurs d'acier de sept pays européens et la suspension consécutive des trigger prices Ces derniers, est-il précisé, doivent pallier les frais entrainés par la restructuration nécessaire des entreprises européennes et assurer une sécurité aux exportateurs. Le 18 également, le Parlement s'est prononcé en faveur d'une augmentation sensible des iterichises douanières applicables aux voyageurs se déplacant entre les différents Etats membres.

D'autres résolutions adoptées pendant cette session se rapportent, en particulier, au fonctionnement du Fonds européen de développement régional, aux atteintes aux droits de l'homme en Tchécoslovaquie et au Chili, au droit de séjour des ressortissants de pays de la Communauté dans les autres pays membres, aux économies d'énergie, à l'adhésion de la Grèce au Marché commun, etc.

CECA

Reprise de la production charbonnière

DOUR la première fois depuis plusieurs L' années la production charbonnière des Neuf a recommencé à augmenter nettement. Au premier trimestre, les pays de la CECA ont extrait 67 millions de tonnes de houille contre 64.5 millions seulement un an plus tôt. Ce progrès de 3.8 % (0.5 % seulement en 1979) est dû seulement à l'augmentation de la production du Royaume-Uni (34,6 millions de tormes au lieu de 32 millions de tonnes, soit 8,4 % de plus), car l'extraction a, au contraire, légèrement baissé en Belgique (- 1,9 %) et en France (- 3,8 %) et stagné en Allemagne fédérale.

La reprise de la consommation de charbon a simultanément permis une diminution des stocks de houille sur le carreau des mines. Ceux-ci étaient, au début de mars, inférieurs de 15,3 % à leur niveau correspondant de l'année précédente à pareille époque. Cette baisse des stocks est le fait uniquement des deux plus grands pays producteurs de charbon (l'Allemagne avec - 9,5 % et le Royaume-Uni avec - 27.7 %), tandis que les pays dont la production a dimmué ont vu augmenter leurs stocks au cours des douze derniers mois (la France avec + 7,9 % et la Belgique avec + 10,3 %). La plus grande partie des stocks (13,052 millions de tonnes) se trouve actuellement auprès des mines allemandes, suivies de celles du Royanne-Uni (11,092 millions de tonnes), de la France (4.669 millions de tonnes), de la Belgique

(288 000 tonnes) et de l'Irlande (30 000 tonnes). En un an, neuf sièges d'extraction ont été fermés dans la Communauté, entrainant une perte de capacité de production de 3,1 % (8 millions de tonnes par an). Il y a désormais moins de 300 slèges en activité (295 exactement) dans la CECA : 219 au Royaume-Uni, 40 en Allemagne, 23 en France. 8 en Belgique et 5 en Irlande. Le nombre des mineurs employés au fond de la mine a baissé de 10100 (- 2,8 %) pour revenir à 352 300, dont 184 200 en Grande-Bretagne, 119 000 en R.F.A., 31 600 en France et 17 100 en Belgique.

La nécessité d'accentuer le mouvement de reprise de la production a été soulignée en mai par une étude sur le marché mondiel du charbon effectuée par le MIT pour le compte de l'Agence internationale de l'énergie. Selon ce document, l'extraction houillère devrait être multipliée par 2,5 ou 3 dans le monde, pour faire face à la progression de la demande énergétique et à la diminution probable des réserves de pétrole.

En France, le gouvernement vient d'ailleurs de décider d'enconrager la consommation de charbon par l'industrie, qu'il souhaite porter de 3 à 10 millions de tonnes en 1985 et à 20 millions de tonnes en 1990. A cet effet, une prime sera attribuée à tous les utilisateurs industriels qui s'équiperont pour se servir du charbon au lieu d'hydrocarbures lorsque le surcroît d'investissement annuel par TEP déplacée est compris entre 400 F et 2000 F. Le montant de la prime sera de 20 à 25 % du surcroît avec un plafond de 250 F par TEP déplacée. De plus, une action va être entreprise en faveur des constructions de matériels français d'utilisation du charbon, et 45 mil-



Marché commun

Au conseil européen : échec des efforts pour régler le problème de la contribution britannique...

T ES neuf chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté européenne ont quitté Luxembourg, le 28 avril, sans avoir pu se mettre d'accord sur un dossier essentiel, celui de la contribution britannique au budget communautaire jugée « injuste et intolérable » par le premier ministre britannique. Après avoir laissé entendre que la proposition française de règlement de la querelle sur la contribution britannique était a intéressante ». Mme Thatcher a rejeté successivement trois suggestions ou

propositions de solution. Personne n'imagine de solution chiffrée à une crise ouverte pratiquement depuis la « renégociation », en 1974, de l'adhésion britannique à la C.E.E. et qui apparaît, en fait, aussi politique que technique. Elle porte sur la conception même que la Grande-Bretagne se fait de son appartenance à un système qui n'est pas une

zone de libre-échange et qui obéit à des règles de solidarité et de préférence communautaire. Tous les pays de la C.E.E., à l'exception de la Grande-Bretagne, sont tombés d'accord pour auxmenter de 5 % en moyenne les puix agricoles européens pour la prochaine campagne.

... et déclarations sur l'Iran et

l'Afghanistan En revanche, les neuf chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté européenne se sont mis d'accord pour réitérer leur condamnation de la prise en otages du personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéren et réaffirmer « leur solidarité avec le gouvernement et le peuple des Etais-Unis dans l'épreuve out leur est imposée ».

Les Neuf considérent que la situation créée par une e violation inadmissible du droit international » ouvre la porte « à des développements graves et lourds de conséquences. Le retour à l'état de droit constitue la seule voie permeitant d'assurer la paix et la sécurité ». Le texte adopté par les Neuf ne fait aucune mention des efforts entrepris par les Etats-Unis pour libérer les otages, et notamment du récent raid qui a échoué. En revanche, les Neuf apportent leur soutien total aux initiatives que le secrétaire général des Nations unies a l'intention de prendre pour obtenir la Ubéra-

tion des otages v. A propos de l'Afghanistan, le conseil européen a constaté « avec une projonde inquiétude que les forces militaires soviétiques n'ont pas été retirées de l'Afghanistan ». Il réaffirma alors que, « de l'avis des Neuf, une issue conforme à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies pourrait être trouvée dans une formule permettant à l'Afghanistan de se tenir à l'écart de la compétition des puissances et de reventr à sa position traditionnelle d'Etat neutre et non aligné. Respectueux du droit du peuple afghan de déterminer librement son propre avenir, ils estiment qu'à cette fin les grandes puissances et les Etats voisins de l'Afghanistan devraient prendre l'engagement de respecter la souveraineté et l'intégrité de l'Alghanistan, de ne pas s'intégrer dans ses affaires intérieures et de s'interdire toute forme de présence ou d'association militaire avec lui ». La déclaration poursuit : « Les Neuf sont prets à apporter leur appui en accord avec les les pays amis et alliés à toute initiative visant à

promouvoir une telle solution, en soulignant que leur proposition n'a rien de rigide ni d'exclusit. A cet égard, ils estiment que les pays islamiques et non alianés ont un rôle particulièrement important à jouer. » À propos du Proche-Orient, le conseil européen a rappelé d'autre part que « seul un réglemen! d'ensemble juste et durable peut apporter une paix véritable », et il a chargé les ministres des affaires étrangères de lui soumettre un rapport sur ce problème à sa prochaine session.

Le conseil a enfin dénoncé « les actes de violence commis au Sud-Liban contre les éléments de la FINUL ». Il a exigé qu'il y sott « mis fin sans délai et que la Force soit mise en mesure de remplir pleinement le mandat ou elle a recu du Conseil de sécurité ».

Les sanctions contre l'Iran

Les pays de la C.E.E. se sont mis d'accord. le 22 avril à Luxembourg, pour imposer une série de sanctions immédiates contre l'Iran et pour prendre, des le 17 mai, des mesures beaucoup plus draconiennes si a aucun progrès décisif » n'intervenait entre-temps dans l'affaire des otages amèricains. Alors que l'on s'attendait à une

décision rapide dans la capitale luxembourgeoise, ce n'est qu'en fin de soirée que les ministres des affaires étrangères des Neuf se sont entendus sur un texte définitif. dans lequel il n'est pas fait mention d'un boycottage pétrolier. Toutefois, lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, a expliqué au cours d'une conférence de presse que la question de la suspension des achats pétroliers occidentaux à l'Iran ne se posait pas, puisque les alliés des Etats-Unis avaient déjà accepté de ne plus acheter de brut lorsque son prix se situe au-dessus des barèmes fixés par l'OPEP, ce qui est le cas actuellement avec le pétrole iranien. Les sanctions immédiates prises par les Neuf à l'encontre de l'Iran ont pu apparaître bénignes, certaines étant en effet déjà entrées dans les faits avant la décision de Luxembourg. et les ministres des affaires étrangères ont adressé à Téhéran un véritable ultimatum : les pays de la C.E.E. rompraient toutes leurs relations commerciales avec l'Iran, sauf pour les produits alimentaires et médicaux, si aucun

des otages n'était intervenu avant le 17 mai. La hausse des prix agricoles touiours suspendue

progrès décisif pouvant mener à la libération

Après le conseil agricole des 6 et 7 mai à Bruxelles, l'accord sur une hausse moyenne de 5 % des prix dépend toujours de la solution du problème de la contribution budgétaire britannique à la C.E.E. Les ministres de l'agriculture se sont en effet séparés après avoir travaillé pendant quarante-huit heures sur le dossier des prix agricoles, pour se donner rendez-vous les 28 et 29 mai à Bruxelles en même temps que les ministres des affaires étrangères. M. Peter Walker, le ministre britannique de l'agriculture, en dépit d'une attitude plus conciliante sur des points secondaires comme les contrats de stockage dans le secteur vinicole, a répété qu'il n'y aurait pas d'accord britannique sur les prix aussi longtemps que la contribution britannique ne serait pas réglée. Les ministres des Neuf ont toutefois donné

1.35 % du € franc vert » demandée par la France. ENERGIE — Les ministres de l'énergie des Neul ont constaté le 13 mai à Bruxelles que la C.E.E. risque de connaître dans les prochains mois une situation de « précrise » pétrolière, étant donnés la réduction des livraisons transennes et l'engagement des pays de l'OPEP de ne pay vendre devantage de pétrole aux pays privés du brut transen. Toutejois, ils ont souligné que les stocks de la C.E.E., qui atteignaient alors cent douse jours de consommotion, n'avaient famais été aussi élevés. Les ministres ont chargé la Commission euro-

leur accord de principe à la dévaluation de

péenne de leur soumettre des propositions visant d uniformiser entre les Neuf les effets d'une crise éventuelle par des mesures nationales concernant notamment les prix, la gestion des stocks et les modulités d'approvisionnement. Mais la plupart des pays de la C.E.E. sont hostiles à des politiques trop dirigistes. En particulier, la R.F.A. a souligné que le recours au marché libre de Rotterdam, où les prix ont augmenté de plus de 23 % depuis le début du mois d'avril, avait permis de surmonter la crise en 1979. Les ministres ont également arrêté des orienta-

tions pour 1990, prévoyant notamment que la part du pétrole dans la consommation d'énergie primaire de la C.E.S. ne devrait pas dépasser 40 %. Et ils ont adopté une résolution sur les économies d'énergie à réaliser dans les secteurs de l'habitation, des transports, de l'agriculture et des bu-

TRAVAIL. - A l'issue d'une réunion informelle des ministres du travail de la Communauté, rassemblés le 15 et 16 mai à Venise, M. Vredeling, Dice-président de la Commission, a engagé les Etats membres à une restructuration radicale de leur politique dans le domaine socio-économique s'ils veulent « relever le défi » de la crise actualle en Europe. e Si. à moyen terme, l'expansion ne dépasse pas 3 %, le chômage officiel et le chômage occulte continueront à augmenter », a-t-il estime. De son côté, le ministre italien du travail M. Franco Poschi, a précisé que les ministres entendalent définir les « lignes d'une politique soclaie et économique européenne capable de combattre la croissante phase de récession caractérisée par le chômage et l'inflation à un niveau mondial a M. Foschi a également indique que les difficultés pour établir un programme commun dépendent « avant tout des législations diverses des neuf pays de la Communanté et des différents accords existant entre les gouvernements et les syndicats de chacun des pays membres de la C.E.R. Cette réunion préparait également le conseil des ministres des affaires sociales et du travail présu pour le 9 fuin à Luxembourg.

LA POSITION COMMUNAUTAIRE SUR LE COMPTE DE SUBSTITUTION. - Les ministres des finances des neuf pays membres de la C.E.E. ont adopté le 21 avril, à Luxembourg, une position sur le projet de a compte de substitution », qui devait être examine par le comité intérimaire du F.M.I., jin avril (aucune décision n'a été prise à ce sujet à la réunion du comité du F.M.I.). Pour les Neul, le soutien de ce compte (dont le montant initial pour-rait se situer entre 20 et 25 milliards de dollars)

de l'Europe

-1 E. S. 4400 re : directed &

- . •

The stay of good

.. ...

· * ** ###

.

A ST PROPERTY AND

医二甲基子 经收益

NAME OF THE OWNER, OR

* * \$# 18.50

and supplemental Residence Long

era Ades via

standi - Black

*** *** BROS

-

· A Arm grands

··· fr at flerse

THE SPRING

A proposition of

サライ 独物

-- P- Nathana mil

DOT THE PARTY

THE VICEOUS AND

the manager and the AND MARKET

4" San 4/ ---40 40 - 14 C PROPERTY AND THE PERSON. the heart time the an and Morning on a . . MALATHY ... 10 1E (FRA) ... de la trafficient . THE ST SECTION BOTTOM AND FROM MANUAL TRANSPORT OF THE PARTY O ---**65** lippe attack . . . To \$40 May ... 628 6 er ... FRANCE PROPERTY OF THE The section of the se Miles to the . Brandwicker & Brand martens. M. property de près : . . A AMBRA de de la constante de la const Cappelle die . . . CALLER AND THE PERSON ...

WASHING THE STREET, WASHINGTON, THE PARTY OF PERSONS ASSESSMENT OF THE PERSONS ASSESSMENT OF THE

THE PERSON PARTY.

to the strength of

er i in the state

de series april living

THE PROPERTY OF

THE PARTY OF THE P

THE PROPERTY AND ADDRESS.

'T-0 "Di-4000 " + 02" (4)

. 1 - SAME ON MA

THE PROPERTY AND THE

· de · e. · finguest regions

South and Magnifestation

ு இடியார். இருக்கு இது இ

. . .

La mais de Caracter

. I Transper market ber

THE RESIDENCE OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE

property and the property of the second

To the man 11 mg

at dis militare a difference

mehrie at Bagan a umffrei

in an applicable of

Ber : 4:500 marks

interpretation of the second

Market Service and Comme

distribution of the Party of

challe such a

Marie a sec .

CONTRACTOR NAME AS

The specialist is

Blica de DHIRL . . . The state of the s à andicipité after tres THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH Military and the P. . . Consistential 5 A IN CONTRACTOR British Princes or Partitional action St. Col. Printer.

at a street to the Blate fram et a.

THE PROPERTY AND PERSONS ASSESSED.

lions de francs seront consacrés en 1980 à la recherche et au développement dans le domaine des usages du charbon.

> Défaite européenne devant la justice américaine

Dans l'affaire judiciaire entreprise par U.S. Steel contre les exportateurs européens d'acier accusés de dumping (voir nos deux précédents numéros), la Commission américaine du commerce international a rendu un avis favorable à la firme d'outre-Atlantique, contre le souhait exprimé par les autorités gouvernementales américaines « Il est raisonnoble d'estimer, indique-t-elle dans son jugement, que U.S. Steel « a subi un préjudice ou la menace d'un préjudice » du fait des prix pratiqués par les aciéries des Neuf sur le marché eméricain. Il ne s'agit toutefois que d'un arrêt provisoire. Une décision définitive interviendra le 17 octobre prochain. Si la seconde décision confirme la première il pourra y avoir imposition de droits compensatoires sur les aciers européens importés aux Etats-Unis (essentiellement tôles en acier au cambone, bobines d'acier et certaines catégories de poutrelles). De son côté, le ministère américain du commerce poursuivra séparément sa propre enquête sur les accusations d'U.S. Steel, ouverte le 10 avril,

Le risque existe de voir baisser les commandes américaines à la suite de l'arrêt de la Commission du commerce. Les industriels européens s'étonnent que les Américains s'en soient pris à eux - dont les livraisons outre-Atlantique ne varient guère depuis dix ans : entre 4,5 et 6 % de la consommation sur un total d'importations égal à 15 % environ de cette consommation et ont même baissé l'an passé, alors que les Japonais ne sont pas poursuivis, dont les ventes aux Etats-Unis ont doublé en quatre ans.

Conseil de l'Europe

Proche-Orient

lieu à un scrutin public.

A l'Assemblée parlementaire :

peine de mort et situation au

D^{EUX} débats importants figuraient à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire du

Conseil de l'Europe, réunie du 21 au

25 avril à Strasbourg : l'abolition de la peine

de mort et la situation au Proche-Orient.

taires ont adopté une résolution recommandant

aux parlements des Etats dont la législation

prévoit la peine capitale en temps de paix

(Belgique, Chypre, France, Grèce, Irlande,

Liechtenstein et Turquie), d'y renoncer.

L'Assemblée a également adopté par 79,67 % des

suffrages exprimés (98 voix contre 25, pas

d'abstentions) une recommandation demandant

au comité des ministres de modifier la conven-

tion européenne des droits de l'homme, dont

l'article 2 prévoit l'application de la peine

capitale : seule cette recommandation a donné

Sur la situation au Proche-Orient, l'Assem-

blée s'est prononcée à la quasi-unanimité, au

cours d'un vote à main levée (une centaine de

voix pour, une douzaine d'abstentions), pour

l'autodétermination des populations palesti-

niennes et le retrait israélien des territoires

occupés : elle a nettement condamné l'implan-

tation de colonies israéliennes dans ces terri-

de Jérusalem, dont le statut futur devrait tenir

compte a des dimensions religieuses des Lieux

saints ». Les gouvernements des pays membres

sont appelés à se concerter dans le cadre de

l'ONU en vue d'obtenir « des garanties collec-

tives et effectives quant à l'inviolabilité des

frontières qui résulteront des négociations »

qui devraient s'engager entre Israéliens et

LA JUSTICE. — Les ministres de la justice des

vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe et celui de la Finlande ont tenu leur douzième

A cette occasion, la convention européenne sur la

reconnaissance et l'exécution des décisions en

matière de garde des enfants et le rétablissement de

Pendant leur réunion, les ministres ont notamment examiné les problèmes suivants : déchéance

des drotts comme alternative à la privation de

liberté : [onctionnement du système judiciaire ;

sion plénière administrative, la Cour européenne des

droits de l'homme a réélu pour président, pour une durée de trois ans. M. Giorgio Balladore Pallieri, membre de la Cour depuis 1959 et président depuis 1975. La cour a réélu pour vice-président M. Gérard J. Wiarda, qui occupe ces jonctions depuis 1977.

— Des audiences ont eu lieu le 24 avril dans l'estérie.

l'affaire Van Oosterwijck, qui concerne la Belgique. Elles se sont tenues devant la cour plénière, la

chambre compétents eyant décidé. le 27 février der-

nier, de se dessaisir de l'affaire après avoir constaté

que le litige soulère des questions graves touchant à l'interprétation de la Convention européenne des

- Le rapport de la commission des droits de

Phomme sur l'affaire Le Compte. Van Leuven et de

Meyere, qui concerne la Belgique, a été publié le

7 mai. La commission y exprime l'avis qu'il n'y a pas eu violation de l'article 11, paragrapha 1 de la Convention, car l'ordre des médecins na constitue

pas une association (unanimité); que l'article 6,

paragraphe 1, s'applique aux contestations qui ont abouti aux mesures disciplinaires prises à l'encontre

des requérants (huit voix contre trois); et qu'il y a eu violation de l'article 6. paragraphe 1, en ce que la cause des requérants n'a été entendue ni par un

< tribunal impartial > (sept voix contre quatre) ni

- Au cours de sa cent quarante-troisième session

à Strasbourg, du 5 au 16 mai, la commission euro-

péenne des droits de l'homme a tenu des audiences

dans les affaires X contre l'Autriche, Agnessens contre la Belgique et X contre le Royaume-Uni.

MIGRATIONS. — Les ministres responsables des

questions de migration des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe, de la Finlande et de la Yougoslavie, se sont réunis pour la première jois à

Strasbourg, du 6 au 8 mai, pour examiner la situa-

tion des dix millions d'immigrants qui vivent et

ROLE DE L'ETAT DANS LES INDUSTRIES CUL-

TURELLES. — Des représentants du monde du livre, du cinéma, de la radio-télévision et du disque se sont réunis à Strasbourg, du 28 en 30 avril, evec

des responsables des politiques oulturelles, des artistes et des chercheurs. Cette rencontre, qui avait pour thème : « Le rôle de l'État vis-à-vis des

industries culturelles », a permis d'explorer l'ensemble des problèmes relatifs à ces industries et de voir quel est — ou devrait être — le rôle de l'Etat dans

mesures contre l'Egypte

Le conseil prend de nouvelles

ORS de sa sotrante-treizième session ordi-

L naire, réunie à Tunis du 26 au 28 mars,

e publiquement » (huit voix contre trois).

travaillent dans les pays européens.

Ligue arabe

DROITS DE L'HOMME. - Réunie le 7 mai en ses-

la garde des en/ants a été ouverte à la signature.

conférence, les 20 et 21 mai à Luxembourg.

codes vicillissants et peine de mort.

droits de l'homme.

CONFERENCE DES MINISTRES EUROPEENS DE

Le texte fait d'autre part mention spéciale

A propos de la peine de mort, les parlemen-

Ils s'indignent que le respect, par eux, depuis 1979, du système officiel des prix minima (trigger price), établis par référence aux coûts de production japonais, ne les mette pas à l'abri d'accusations de dumping. Il est injuste, selon eux, comme le voudrait la réglementation américaine, de ne pouvoir inclure les coûts de transport dans leurs prix départ usine, alors que cela est permis aux entreprises américaines pour leurs ventes aux Etats-Unis, territoire particulièrement vaste. Pour l'instant, cependant, les autorités officielles de la CECA n'ont pas fait connaître de réaction publique.

> Efficacité du dispositif anticrise de l'acier

Les chiffres qui ont été publiés en mai sur le commerce exterieur des Neuf pour l'acier montrent l'efficacité du dispositif anticrise mis en place dans le cadre du plan Davignon, Les importations d'acier dans la CECA sont, en effet, stabilisées depuis le début de 1978 : 10 % de la consommation apparente d'acier des Neuf en 1979 comme en 1978, contre 11,3 % en 1977. Certains pays ont, certes, accru leurs importations en provenance des pays tiers l'an dernier : l'Italie (9,3 % de sa consommation, au lieu de 7 %) et le Danemark (34,8 % au lieu de 27 %). Mais d'autres les ont diminuées : la France (4,3 % au lieu de 5,5 %), les Pays-Bas (7,2 % au lieu de 16,1 %), le Benelux (15,4 % au lieu de 17,9 %) et le Royaume-Uni (7,2 % au lieu de 8,3 %). En R.F.A. les importations d'acier des pays tiers sont restées stables.

Les exportations d'acier vers les pays tiers, qui étaient tombées à 16,5 millions de tonnes en 1976 et avaient remonté fortement en 1977 (21,5 millions) et 1978 (25 millions), ont atteint en 1979 un niveau legèrement inférieur à celui de l'année précédente.

adopté plusieurs séries de résolutions, dont cer-

taines destinées à « faire face à la normalisa-

tions des relations entre l'Egypte » et Israël. Il

est notamment demandé au secrétariat général

de l'organ sation de préparer une session extra-

ordinaire des ministres des affaires étrangères,

de l'économie et des finances pour envisager de

nouvelles propositions à l'encontre de la poli-

tique du Caire. Le conseil engage aussi les

délégations arabes aux réunions des organisa-

tions samitaires internationales à s'opposer à

la participation de l'Egypte en leur sein, ou,

à défaut, de s'abstenir de prendre part à leurs

travaux. Dans le même esprit, il se prononce

en faveur du transfert du bureau régional de

l'Organisation de libération de la Palestine pour

la Méditerranée orientale d'Alexandrie à une

Plusieurs résolutions concernent, d'autre part,

les relations de la Ligue avec l'Afrique et l'Eu-

rope : prenant acte de l'ajournement des assises

des organismes chargés de la coopération arabo-

africaine « pour des raisons de force majeure »,

le conseil a réaffirmé son intérêt pour ces

consultations avec l'Organisation de l'unité afri-

caine et sa détermination à les poursuivre. Il a

rappelé, en outre, que la Banque arabe pour le

développement en Afrique et le Fonds d'assis-

tance technique poursuivront leurs programmes

Quant à l'Europe, le communiqué final publié à

l'assue de la rencontre insiste sur l'attachement

de la Ligue au dialogue euro-arabe, dont elle

souhaite activement la poursuite. De même, en

ce qui concerne la conférence sur la sécurité

et la coopération en Europe, le communiqué

rappelle que les pays arabes riverains de la Méditerranée doivent y participer comme

pays arabes en faveur des réfugiés de Somalie :

une invitation adressée à l'organisation arabe

pour l'éducation, la culture et les sciences en

vue de l'organisation d'une conférence inter-

gouvernementale pour les politiques culturelles

dans les pays arabes, avec la participation d'un

observateur de l'UNESCO : la décision d'instal-

ler à Amman le bureau arabe des stupéfiants ;

l'acceptation par la Ligue de recommandations portant sur les conditions de séjour, de dépla-

gement et de travail des Palestiniens dans les

Etats qui les accueillent; enfin, la création d'une

commission chargée de réviser la charte et les

Organisation des Etats

Les rapports de la commission

interaméricaine des droits de

Phomme sur l'Argentine et Haîti

l'occasion de sa quarante-neuvième ses-

sion, à Washington en avril, la commis-

sion interaméricaine des droits de l'homme

- organe de l'Organisation des Etats américains

(O.E.A.) — a publié le 11 avril un rapport sur

les violations des droits de l'homme en Argen-

tine en reprenant les conclusions de sa com-

mission d'enquête qui s'était rendue dans le

angles : celui de la suppression des garanties

constitutionnelles avec dissolution du Congrès

et des instances démocratiques et suspension de la Cour suprême ; celui de la justice, avec

la mise au pas de tout l'appareil judiciaire :

celui des libertés publiques, avec le contrôle ou

l'interdiction des partis politiques et des syn-

dicats et la fin du droit de grève. La commission

dénonce aussi, sans le nommer, le terrorisme

d'Etat, consacrant trois chapitres aux personnes

décédées en prison, aux détenus, aux diverses

brutalités et aux individus disparus — environ

cinq mille. — surtout du fait de commandos

« autonomes », crées, selon les témoignages, avec

la complicité des plus hautes sphères de l'armée.

Dans la partie sur la justice, le rapport révèle

aussi l'existence de cinq mille prisonniers arbi-

trairement détenus : il examine en outre le

fonctionnement des juridictions militaires, la

situation des minorités religieuses et des asso-

ciations de défense des droits de l'homme.

Jugeant insuffisantes ou contradictoires les

explications fournies par le gouvernement argentin, la commission adresse finalement quinze

Dans un autre rapport publié le 22 avril, la

commission accuse le gouvernement de Halti de crimes, tortures, arrestations arbitraires et

autres violations des libertés avant de l'inviter

à adopter une nouvelle politique économique et

sociale. Elle a entrepris d'autre part le 21 avril une enquête sur l'utilisation de la torture en

Colombie. Enfin, le 20 avril, la commission a

signalé sa participation aux négociations pour

la libération des otages retenus dans l'ambas-

sade de la République Dominicaine, à Bogota,

recommandations à la junte.

Le document envisage la situation sous trois

Parmi les autres décisions : un appel aux

ville d'un autre pays arabe.

membres à part entière.

règlements de la Ligue.

américains

pays en septembre 1979.

AUTES CASTELLISTICAS FOLITICAS

OTAN

Au comité des plans de défense : appel à « une solidarité totale et à une cohésion accrue >

T E comité des plans de défense de l'Organisa-Lion du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'est réuni à Bruxelles les 13 et 14 mai, avec la participation des seuls ministres de la défense rejoints, le dernier jour, par les ministres des affaires étrangères des pays participant à la structure militaire intégrée (tous les Etats de l'adiance sauf la France et la Grèce). Selon le communiqué publié à la fin de la session, les ministres ont lancé un appel pour « une solidarité totale et une cohésion accrue de la part des alliés » face à a l'invasion de

l'Afghanistan par les forces soviétiques et les répercussions de cette action sur la stabilité en Asie du Sud-Ouest ». Ils ont dénoncé « ce recours à la force » et demandé « le retrait total et immédiat des forces soviétiques d'Afgha-

Face à cette situation, les ministres se sont engagés à ne négliger « aucun effort pour favoriser la paix et la stabilité dans le sud-ouest de l'Asie » et à assurer « la sécurité des approvisionnements essentiels en produits de cette partie du monde ». Pour ce faire, ils ont reconnu la nécessité pour tous les membres de l'alliance de faire en sorte que leur aptitude « à dissuader un agresseur éventuel et à désendre l'Europe (...) soit (...) maintenue et renforcée » au moment où l'engagement des Etats-Unis dans le Sud-Ouest asiatique « risquait d'augmenter la responsabilité de tous les alliés dans le maintien (...) des sorces nécessaires pour assurer la dissuasion et la défense dans la zone de l'OTAN ».

Dans ce but, le communiqué annonce diverses mesures visant à maintenir le potentiel militaire de l'OTAN : outre la poursuite de l'exécution du « programme de défense à long terme », le « resserrement de la collaboration entre pays membres en matière d'équipements multaires », a les possibultés de développement et de production de matériels en coopération », l'accroissement de l'a interopérabilité » et « l'importance accrue accordée à la coopération transatlantique dans le développement des jamilles d'armes », les ministres ont réaffirmé qu'il importe que ules pays membres atteignent maintenant le taux d'augmentation annuelle d'environ 3 % en valeur réelle auquel les chefs d'Etat et de gouvernement ont donné leur accord pour les dépenses de défense ». Insistant d'autre part sur a l'importance stratégique du bassin méditerranéen » ils ont reconnu « qu'il jaut intensifier et accelerer » l'aide militaire de l'alliance au Portugal et à la Turquie, appréciant « la décision de l'Allemagne d'accroître encore le programme d'aide déjà substantiel qu'elle accorde » à cette dernière.

En ce qui concerne les relations Est-Ouest, les participants soulignent qu'ils restent « prêts à poursuivre leur recherche de progrès dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement » bien qu'ils « ne perçoivent aucun signe de relâchement dans les efforts déployés par les pays du pacte de Varsovie (...) pour élever substantiellement la qualité et l'état de préparation de leurs forces ». Ils affirment d'abord leur « soutien au traité SALT 2 » et aux « efforts répétés des Etats-Unis pour amener l'Union soviétique à engager des négociations serieuses en vue d'une limitation véritable des forces nucléaires de théâtre terrestres à longue porté ». Ils rappellent ensuite leur décision du 12 décembre 1979 de « suivre les deux approches parallèles et complémentaires de la modernisation des sorces nucléaires de théâtre (T.N.F.) à longue portée et de la limitation des armements étendue aux T.N.F. » Préoccupés par la « supériorité soviétique » dans ce type d'armement, en particulier avec ses missiles 88-20, les ministres ont maintenu le programme de modernisation des T.N.F. à longue portée en Europe, prévu pour la fin de 1983, et invité les pays de l'Est à « répondre de jaçon positive aux récentes propositions occidentales sur un accord intérimaire de phase I » dans les négociations sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces. Les participants ont conclu leur réunion en entérinant « les objectifs des forces de l'OTAN pour la période 1981-1986 ».

ESPACE AFRIEN EUROPEEN. - Pour commémorer son vingt-cinquième anniversaire, le comité de coordination de l'espace aérien européen s'est réuni en session plénière les 21 et 22 avril à Bruxelles. Il a examiné certains problèmes de circulation nérienne civile et militaire, de télécommunications et de coordination des exercices.

DEFIS DE LA SOCIETE MODERNE. - Le comité (C.D.S.M.) a tenu sa session plénière de printemps les 5 et 6 mai à Bruxelles. Ses travaux ont porté sur les avantages et les inconvénients des techno-

Organisation de l'unité africaine

Premier sommet économique à l'échelle du continent

L'ES chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) se sont reunis à Lagos les 28 et 29 avril pour tenir leur premier sommet économique. Ils avaient à se prononcer sur un « plan d'action » pour le développement de l'Afrique tendant à créer un marché commun continental au terme d'étapes progressives par secteurs d'activité, par sous - régions et par régions. A l'issue des travaux, ils en ont adopté les principes, en précisant les points sur lesquels devront porter les efforts essentiels : accroissement des cultures vivrières, harmonisation de l'industrialisation, amélioration des communications. Les participants ont donné mandat au secrétaire général de l'O.U.A. d'assurer la mise en œuvre de ce plan. Au coma de la semaine précédente, une réunion des ministres des affaires étrangères dans la capitale nigériane avait préparé ce sommet.

Pacte de Varsovie

Au comité politique consultatif : sept propositions en faveur de la détente...

E comité politique consultatif des Etats membres du traité de Varsovie s'est réuni les 14 et 15 mai à Varsovie. Après avoir dressé un bilan des vingt-cinq ans d'activité, la conférence a examiné les problèmes et les tâches relatives à la détente et à la sécurité en Europe, ainsi qu'au renforcement de la paix.

Dans une déclaration adoptée à l'unanimité. les participants ont exposé leur opinion sur la situation actuelle en Europe et dans le monde, proposant une « concentration det efforts sur sept points a essentials.

Soulignant d'abord que les Etats membres du pacte « n'ont jamais aspire et n'aspireroni *jamais à la suprématie militaire* », qu'ils n'auront « d'autre doctrine stratégique que défensive » et ne cherchent jamais à « créer des zones d'influence (...) sur une région quelle qu'elle soit », le texte précise qu'ils sont prets à a dissoudre leur alliance si, parallèlement, était liquidé le bloc de l'OTAN ». Selon les participants, le détente est mise en danger par la « décision de l'OTAN concernant la production et le déploiement en Europe occidentale de nouveaux missiles nucléaires de portée moyenne» et l'ajournement de la « ratification de l'accord soviéto-américain sur la limitation des armements stratégiques (SALT 2) ». Pour exclure la possibilité d'une nouvelle

de Versovie proposent de s'attacher avant tout à la mise en œuvre des mesures suivantes : -- Convenir que « à partir d'une date fixée, aucun Etat ni groupement d'Etats en Europe n'augmente les effectifs de ses forces armées sur les territoires indiqués dans l'Acte final le la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe »:

guerre et renforcer la détente, les pays du pacte

- « Respeci≥r scrupuleusement toutes les stivulations de l'Acte final » de cette conférence - a Intensifier et approfondir les échanges de vues sur les plates-jormes bi et multi-laterales » dans la perspective de la réunion de Madrid prévue cette année : — « Accélérer les préparatifs de la conférence

sur la détente militaire et le désarmement en Europe (...) afin qu'il soit possible de prendre à la rencontre de Madrid des décisions pratiques concernant les objectifs de cette conférence » — «Entreprendre des efforts en vue d'at*teindre vanidement une entente* », à commencer par la ratification des accords SALT 2, mais aussi par des négociations sur l'interdiction totale des essais nucléaires, des armes radiologiques, chimiques, et le non-emploi de l'arme nucléaire contre ou dans un pays n'en disposant

— Entamer des pourparlers sur la « conclusion d'un accord mondial sur le non-emploi de la force, l'arrêt de la production des armes nucleaires et la réduction graduelle des stocks (...), l'interdiction de créer de nouveaux types (...) d'armes d'extermination massive, la réduction des budgets militaires » :

— Entreprendre l'examen des « questions de limitation et de diminution du niveau de presence et d'activité militaire dans des régions données », océans Atlantique, Indien, Pacifique et mer Méditerranée.

Après avoir considéré comme « inadmissibles les nouveaux retards dans les négociations de Vienne sur la réduction des forces armées en Europe centrale », les pays du pacte de Varsovie ont aussi examiné la situation au Proche-Orient, à propos de laquelle ils se sont prononcés pour un accord global; en Afghanistan, où ils déclarent que l'aarrêt total de toules formes d'ingérence de l'exiérieur » (...) amorcera « le retrait des troupes soviétiques»; en Iran. à propos duquel ils « condamnent (...) l'opération militaire de diversion effectuée par les Etats-Unis », et au Zimbabwe, dont ils « saluent » la proclamation d'indépendance.

met proposition de conférence des chefs d'Etat de toutes les régions Le comité politique consultatif a, d'autre part, proposé l'idée d'une conférence destinée à favoriser « la liquidation des foyers de tensions internationales et la prévention d'une guerre ». Le communiqué final précise qu'une a attention particulière devrait [y] être portés aux problèmes de la sécurité européenne et du maintien de la paix sur le continent européen. Cette rencontre pourrait être concertée par voie de consultation entre Etais ».

• AGENCE SPATIALE EUROPENNE. — Sous l'égide de l'Agence spatiale européenne (ASE), des représentants des gouvernements du Canada, de la France, de l'Inde, du Japon et des Etats-Unis se sont réunis à Ottawa les 8 et 9 mai, à l'invitation du gou-vernement du Canada, pour procéder à un échange de vues officieux sur les secteurs qui pourraient se préter à une coopération internationale dans le domaine des systèmes de télédétection par satellite.

— La NASA et l'ASE ont confirmé, le 8 mai, la sélection de trente-sept expériences scientifiques qui seront effectuées lors du premier vol du Spacelab, qui doit être embarqué sur la navette spatiale à la fin de 1983. Les expériences retenues se répartissent en cinq grandes catégories : physique de l'atmo-sphère et observations de la Terre ; physique du plasma spatial; sciences des matériaux et technola vie. Treize d'entre elles sont patronnées par la NASA et vingt-quatre par l'Agence. La mission Spacelab-1 dott être menée conjointement par les deux

• ASSOCIATION DES NATIONE DE L'ASIE DU BUD-RST. — Les ministres de l'économie des cinq pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), réunis pendant deux jours à la fin du mois d'avril, ont décidé un abaissement de 20 % des tarifs douaniers pour les importations entre pays membres pour les produits d'une valeur inférieure à 50 000 livres sterling. Les ministres ont également approuvé des préférences tarifaires sur 1498 produits supplémentaires, ce qui pinte d 4325 le nombre de produits concernés par l'arrangement commercial préférentiel de l'Association.

• CROIX-ROUGE. — Pour commémorer la naissance d'Henry Dunant, la Croix-Rouge a choisi cette année comme thème de sa Journée mondiale, célébrée le 8 mai, le slogan a Partout et pour tous ». — Un arion a quitté Genève le 1= avril avec, à son bord, quatre délégués, un médecin et une injirmière, ainsi que 7 tonnes de secours, pour renjorcer la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.-R.) au Tchad. Le 8 avril, un chirurgien, un médecin et deux infirmières ont également gagné le Tchad.

- A la demande du gouvernement colombien, le C.I.C.-R. est intervenu en javeur des personnes prises en otages le 27 jévrier dernier par des membres du groupe révolutionnaire M. 19 dans l'ambassade de la République Dominicaine, à Bogota : les 6 et r avril, un délégué du C.I.C.-R. a visité tous les otages, avec lesquels il a pu s'entretenir sans

Un accord ayant été trouvé le 26 avril, l'opération

de libération s'est effectuée le 27 avril, avec l'accord des deux parties, sous les auspices du C.I.C.R. — Les 12 et 13 avril, un délégué et un médecin du C.J.C.-R. ont visité la prison de Puli-Charkhi, près de Kaboul, où ils ont vu au total trois cent quatre-vingt-ving détenus politiques et de sécurité (une première visite de cette prison avait eu lieu D'autre part, le C.I.C.-R. a annoncé l'accord de principe des autorités ajghanes pour la visite des lieux de détention de province.

— Le 14 avril, deux délégués du C.I.C.-R. (dont un médecin enroyé de Genève) ont rendu visite aux

otages détenus à l'ambassade des Etats-Unis à

Téhéran. En raison du caractère exceptionnel de la situation, le C.I.C.-R. avait accepté de souscrire

à la condition imposée par les détenteurs de ne

pas être autorisés à voir les otages en entretiens

ÉDITIONS A. PÉDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS Téléphone : 354-05-97

117 france, france

Société Française pour le Droit International

LA FRONTIÈRE

Colloque de Poitiers

Frontières et limites — La frontière - séparation — La frontière - coopération 'Un volume de 304 pages

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

De nombreux signes témoignent aujourd'hui de ce qu'il faut blen appeler une misère psychologique. Du plus simple au plus grave, existe déjà ce sentiment, diffus et répandu, d'ennui qui marque la difficulté à s'accomplir dans la réalité et à y investir ses forces vives en y prenant du plaisir. C'est, ensuite, ce fort sentiment d'insécurité dans le quotidien, s'exprimant par le mélange paradoxal : intolérance à la violence et fascination (films, télévision, romans policiers) — une violence qu'on situe généralement là où elle n'existe que peu : dans la délinquance (où elle n'augmente pas), mais non, par exemple, dans les accidents de volture (15 000 morts et 200 000 blessés graves en France par an).

C'est l'anxiété, c'est le sentiment de fatigue, ce sont les insomnies. Cette misère là, on peut la mettre en chiffres en suivant la courbe croissante des tranquillisants et des somnifères : le médecin connaît bien la place majeure qu'ils occupent dans la publicité pharmaceutique.

Un degré de plus, viennent les dépressions : de récentes enquêtes ont montré qu'un malade sur dix qui consultait pour la première fois un généraliste souffrait d'un syndrome dépressif. C'est aussi la gamme si vaste des maladies psychosomatiques (ulcères gastro-duodénaux, certaines hypertensions), lorsque l'angoisse, « rentrée dans le corps », va s'organiser progressivement en véritable maladie organique.

Devant la montée de cette misère psychologique, les schémas traditionnels, ceux de la psychiatrie comme ceux de la psychanalyse, ne répondent plus bien à ce qu'on peut observer. Les désorganisations et réorganisations psychosomatiques demandent de nouvelles grilles d'approche, les dépressions s'expriment sous des formes camouflées. Quant aux névroses, elles sont devenues largement atypiques, et le champ de ces atypies ne cesse de croître : névroses narcissiques, névroses de caractère. névroses border-lines, « états-limites » : « Les patients des psychanalystes, des psychologues, des travailleurs sociaux, des psychiatres paraissent avoir changé », écrit R. Gori (1); et le professeur Lebovici : « Les modifications contemporaines de la psychopathologie sont incontestables > (2).

The paraît difficile de ne pas établir une relation entre l'accroissement de la misère psychologique ou les formes nouvelles qu'elle revêt et ce qui, précisément dans le même temps, se déroulait sur le plan socio-économique. A savoir, l'industrialisation à marche forcée du vieux pays rural qu'était la France. Tout changeait très vite : la forme des villes, les mœurs, les loisirs, l'éducation, les rapports entre les sexes ou les générations.

Sur l'existence d'une telle relation, un exemple particulièrement illustratif : l'un des psychosomaticiens les plus expérimentés d'aujourd'hui, qui, depuis vingt ans, retourne chaque année dans la même région d'Espagne, conflait récemment que si les névroses y avaient gardé longtemps leurs formes historiques du dix-neuvième siècle, elles prenaient, depuis peu, des formes de plus en plus proches de celles qu'on observe actuellement en France.

La sociopsychanalyse se propose, justement, d'étudier dans cette perspective l'articulation du social et du psychique. L'époque, évidemment, est à cet égard propice. Car que voyons-nous?

Nous assistons à la déchirure du tissu social traditionnel, à la désagrégation des modèles — éducatifs, familiaux, religieux, sociaux et même politiques — dans lesquels s'inscrivait l'existence de chacun, de la naissance à la mort. L'individu, coupé de ses racines communautaires, simple unité d'une « foule solitaire », reste seul, démuni, vulnérable, sans système de valeurs. Et cela, au moment même où tout se destabilise autour de lui, ce qui est vécu comme une agression permanente et quotidienne : c'est là, très vraisemblablement, qu'est la cause véritable du sentiment d'insécurité et de l'allergie à la violence.

Plus profondément encore, on peut faire l'hypothèse que c'est la légitimité de toute autorité qui se trouve atteinte par cette déchirure, d'origine socio-économique, du tissu collectif et des traditions. Dans toutes les sociétés connues jusqu'à maintenant, les rapports sociaux de pouvoir — depuis

le ciel des religions jusqu'aux profondeurs de l'inconscient — se trouvaient enveloppes et dissimulés dans les structures de l'autorité patriarcale. C'est ce « système-père » qui se défait irréversiblement, depuis déjà deux à trois siècles, mais de plus en plus rapidement aujourd'hui. Rien ne vient le remplacer, dans la mesure où les rapports sociaux de pouvoir qu'il dissimulait ne sont pas pris en charge par les intèressés.

Toutes les tensions sociales, faute d'être reconnues et élaborées à un niveau adéquat.

Toutes les tensions sociales, faute d'être reconnues et élaborées à un niveau adéquat, viennent finalement se briser sur l'individu. De la misère psychologique à la fuite dans la maladie, il n'y a bien souvent qu'un pas : aider à reconnaître le caractère collectif et social de ces problèmes, c'est déculpabiliser et, par là, permettre de les affronter.

'EST évidemment au niveau de l'adolescent qui, par définition, est en
voie de socialisation, que ces problèmes sociopsychologiques prennent le plus
d'acuité. Le maillon le plus faible de notre
société est peut-être là : dans une jeunesse
en voie de marginalisation, peu identifiée

société où, comme l'écrivait déjà Marx, « le travailleur est parcellaire », « l'individu mor-

T N phénomène, apparu depuis trois ou quatre ans, et que notre experience sur le terrain nous a permis d'étudier, semble confirmer ces vues. Nous avons proposé le terme de a mouvements dans les institutions a pour cette tendance nouvelle qui s'exprime sur certains lieux de travail, en particulier dans les professions du travail social (éducateurs, assistantes), dans l'enseignement, parmi les jeunes militants des partis et syndicats de gauche. Concernant avant tout la génération des vingt-cinq-trente-cinq ans — la génération d'« après 68 ». — cette tendance est marquée par un désir très fort de travailler différemment. D'une manière moins hiérarchique, moins délégative, moins individualiste. Un temps trop long se passe sur le lieu de travail pour renoncer à tout plaisir durant huit heures par jour : il faut donc inventer une manière autre de travailler, moins parcellaire et répétitive de l'extérieur de l'institution (obstacles juridiques, financiers) ou de l'intérieur torganisation du travail, facteurs psychologiques ou idéologiques).

On voit ici à quel point l'organisation du travail dans le secteur économiquement productif (usines, entreprises) joue le rôle de véritable matrice organisatrice de la société civile et de l'ensemble de ses institutions (urbanisme, écoles, hôpitaux, loisirs, fonctionnement interne des partis et syndicats de gauche, comme l'avait déjà si fortement noté Rosa Luxemburg). Si Michel Foucault n'avait pas fait l'impasse sur la sphère de la production, il aurait été amené à voir que les « grands renfermements » dans la société sont sortis tout armés de cette matrice qu'est

le lieu de production capitaliste.

Cette perspective ne peut que conduire à une position critique envers un très notable courant théorique de la gauche qui défend la thèse d'une société dualiste, dans laquelle on ne pourrait que s'accommoder de l'économie capitaliste — le seul secteur dans lequel la liberté peut et doit être développée étant celui des activités non productrices économiquement. Faut-il rappeler que c'était déjà la thèse de J.-J. Servan-Schreiber dans le Manifeste radical?

A l'usine et dans l'entreprise est la véritable matrice de la société civile et politique, les limites d'un changement dans la société sont vite atteintes dès lors qu'on se refuse à toucher et d'en haut (l'Etat) et d'en bas (les travailleurs) au secteur productif. C'est-à-dire à s'attaquer à la question de « ce que l'on produit » et du « comment on le produit »,

Il est probable qu'il s'agit là d'un problème fondamentai que ni le mouvement socialiste depuis le milieu du dix-neuvième siècle ni Marx n'ont pu et su aborder au fond. Un problème dont on peut estimer qu'il représente le « grand refoulé », le grand « non-dit » de l'histoire du socialisme depuis un siècle.

En ce sens, les « mouvements dans les institutions » contribuent à poser des problèmes qui étaient devenus tabous. Mais à les poser un peu à la manière dont les utopistes du début du dix-neuvième siècle abordaient les problèmes de leur époque. Comment, dans une telle perspective, ne pas voir tout l'intérêt qu'il y aurait pour le mouvement socialiste, sans lequel rien de global ne peut se faire, à rechercher le dialogue, la communication, l'échange d'expériences aussi bien avec les « mouvements dans les institutions » qu'avec les mouve-

ments sociaux?

Car si la misère psychologique et la misère politique actuelles, même dans les formes les plus détournées, les plus a en creux » ou en négatif, sont, dans une large mesure, les indices de l'aliénation capitaliste au travers de son organisation du travail, on est alors amené à penser que ce sont là des formes nouvelles, même si elles ne sont pas encore reconnues comme telles de la lutte des classes à un niveau psychologique, idéologique, culturel, voire anthro-

pologique. Formule qui peut apparaître surprenante. voire choquante, tant la tradition théorique depuis cent ans — à l'exception d'Histoire et conscience de classe, de Lukacs - ne parle que d'une lutte de classes au niveau economique ou au niveau politique. Mais, également, si les « mouvements dans les institutions > ou les mouvements sociaux sont des formes possibles d'accès à une conscience politique. Il est de toute nècessité pour le pouvoir de les neutraliser et de procéder à l'intégration des opposants. Les militants risqueralent alors de devenir les boy-scouts du système, les « gentils membres » qui s'essaient à réparer localement et dans le détail ce que le capital détruit en gros, les chauffeurs sans livrée dont nous avons parlé plus haut. Et si l'alienation n'en diminuait pas pour autant et que la société aille de mal en pis, il ne manquerait pas de bons auteurs pour assurer que l'homme est décidément un animal bien malade et pathologiquement agressif et que, puisqu'il n'accepte pas de se soigner de bon gré, on saura l'y contraindre, a dans l'intérêt général ».

(1) Cf. R. Gori, « La question Winnicott », Psychanalyse à l'université, décembre 1979.

(2) L'Evolution psychiatrique.

L'angoisse et la lutte

Par GÉRARD MENDEL * 1

aux adultes, en attente, Les adultes euxmêmes, combien de temps encore accepteront-ils la charge psychologique de l'éducation d'enfants qu'ils ressentiront bien toujours comme « la chair de leur chair ». mais une « chair » qui leur ressemblera de moins en moins, qui ne sera plus leur perpetuation, leur anti-mort? Mettre aujourd'hui un enfant au monde, c'est devoir accepter l'idée inacceptable que l'organisation éducative et politique de notre société — l'école, la rue, la ville, la télévision, le système social - loin de compléter le rôle éducatif de la famille va, au contraire, dissoudre les effets de cette action.

Sur tout cela, la psychanalyse aurait des choses importantes à nous dire par l'accent qu'elle a toujours mis sur un développement psycho-affectif en deux phases de l'enfant. Une première phase, liée à l'immaturité biologique de notre espèce à la naissance, est marquée par une impuissance motrice et une dépendance totale envers les adultes — et, corrélativement, par l'efflorescence d'un univers fantasmatique particulièrement riche, mais totalement irrationnel. C'est seulement dans une seconde phase, au fur et à mesure de son développement neurophysiologique et psychologique, que l'enfant sera capable d'établir un lien rationnel entre ses actes et leur pouvoir limité, relatif, de modifier le monde ambiant.

On ne sort, partiellement du reste, du monde de l'irrationnel et de la pensée magique que par l'exercice d'un pouvoir sur ses actes. Or, aujourd'hui, tout paraît se passer comme si l'enfant, l'adolescent, l'adulte, ayant de moins en moins de pouvoir sur leurs actes parcellisés et « en miettes », se voyaient contraints de régresser vers une sorte d'infantilisation archaîque et irrationnelle. Ainsi se comprendraient bien des traits si régressifs de la misère psychologique actuelle. En un mot, nous ne parvenons plus bien à percevoir le lien entre ce que nous faisons et la transformation des choses; nous ne nous sentons plus modifier si peu que ce soit, et de concert avec les autres, la matière du monde : nous ne voyons plus à quot aboutissent nos actes; nous vivons dans une

* Médecin et psychanalyste.

(ou bien refuser de travailler, sous les différentes formes qu'on connaît : absenteisme, turnover, drop out).

On conçoit aisément tous les obstacles que rencontrent ces tentatives qui naissent spontanément ici et là, en particuller au fur et à mesure de la relève des générations. Obstacles tenant à l'organisation du travall elle-même. A l'inexistence d'un autre modèle possible. A l'absence d'information sur ce qui se fait ailleurs, de théorie qui permettrait le cumul des expériences. Obstacles psychologiques dans une société où tout pousse à un hyperindividualisme. Obstacles idéologiques, juridiques, politiques.

Les partis et syndicats de gauche, qui n'ont pas encore su trouver les voies d'un véritable dialogue avec les mouvements sociaux (écologistes, féministes, régionalistes, jeunes), se montrent le plus souvent réticents devant les « mouvements dans les institutions », d'ailleurs fréquemment perçus de manière apolitique par les intéresses eux-mêmes. Il faut bien reconnaître que l'ambiguîté est ici souveraine, et déjà dans les mots d'autogestion, d'expérimentation sociale.

S'agit-il d'une sorte d'intégration poll-

tique qui consisterait finalement à n'être ou'un chauffeur sans livrée conduisant la votture de la société civile vers une direction commandée par le pouvoir en place? Ou bien, par le fait même que sont en cause les problèmes de l'organi-setion du travail, n'est-ce pas le cœur même du système capitaliste qui se trouve, à moyen terme, politiquement mis en cause et non plus seulement sur le plan économique du partage? Pour notre part, nous pensons que cette seconde façon de voir est la bonne. Que c'est bien l'aliénation capitaliste et non plus seulement l'exploitation qui se trouve visée. Mais, si l'on ne pousse pas à son terme l'analyse de l'ambiguité politique propre à ces tentatives, il est exact que le risque de récupération par le système est très grand. Les multiples interventions que nous avons eu l'occasion de pratiquer indiquent combien le facteur économico-politique intervient dans la nature des obstacles rencontrés chaque fois qu'on tente de metire en place une manière différente de travailler. Que ces obstacles viennent

Dans ce numéro :

PAGE 2:

INTERDIRE LES ARMES BIOLOGIQUES? par Ricardo Fraile.

PAGE 3:

Service special TTX - CD - K - VIP.

LA RENCONTRE A PARIS DES PARTIS COMMU-NISTES D'EUROPE, par Lilly Marcou.

préfère TOTAL

Boîte 5: 37.050 F*
Automatique: 38.850 F*
1,6 Rire. Traction avant.

HONDA
ACCORD
JAPAUTO
Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél.: 500.14.51

PAGE 4:

Les relations entre communistes italiens et chinois, par Xavier Luccioni. — Suite de l'article de Jean Daubier sur les relations entre la Chine et l'U.R.S.S. Les sociologues et la légitimité des dominateurs, par Jean-Pierre Garnier.

PAGES 5 à 7:

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE, par Paul Chamsol.

Dans les revues... — Recherches universitaires : Rotour

Dans les revues... - Recherches universitaires : Retour à Berlin, par Charles Zorgbibe.

PAGES 8 à 10:

LE CREPUSCULE DE LA RAISON, enquête de Manrice T. Maschino.

PAGES 15 à 18:

LA SOCIAL - DEMOCRATIE EN AMERIQUE LATINE: Un rôle grandissant, mais des objectifs limités, par James F. Petras. — La démocratie dans la crise, par Michel Beaud. — A la recherche d'un juste milieu, par Bernard Cassen. — La Fondation Friedrich-Ebert, par Jean-Michel Palmier.

PAGE 19:

CAMERAS POLITIQUES : Films ethnographiques.

PAGE 20:

Les livres du mois.

MEXIQUE, OAS

PAGES 21 à 25:

PAGES 26 et 27 :
Un bilan limité des relations entre la C.E.E. et ses associés du tiers-monde, par Jean-Pierre Dubois et

PAGES 28 à 31 :

Paul Ramadier

ES 28 à 31 : L'activité des organisations internationales.

Le Monde diplomatique » du mois de mai a été tiré à 117 000 exemplaires. Le numéro de mars 1980, qui contenait un article sur « La provocante « modernisation » de l'économie égyptienne », a été interdit à la vente en 7 47